



Le nationalisme en Europe – L'unité dans la diversité ?

Le nationalisme en Europe – L'unité dans la diversité ?

D'un seul coup d'œil

Cette étude intitulée *Le nationalisme en Europe – L'unité dans la diversité ?* présente les partis, mouvements et acteurs nationalistes au sein de la société de dix pays d'Europe : En Bulgarie, en Finlande, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Pologne, en Suède, en Serbie, en Espagne et en Hongrie. L'étude examine les ressorts et les dynamiques actuelles de ce champ politique. Un dernier chapitre formule ensuite des recommandations politiques. Elles vont des actions en faveur de l'éducation et du travail de mémoire pour lutter contre l'amnésie nationaliste face à l'histoire, jusqu'à la coordination sur le plan européen de la lutte contre un nationalisme extrémiste violent.

1. Les nationalistes ont toujours recours à l'histoire et tentent a minima de la réinterpréter, voire de la réécrire.

Le nationalisme puise principalement dans les émotions et les sentiments qu'évoque l'histoire d'un pays et dans son rapport à l'identité, que la mondialisation, l'individualisme et les migrants sont accusés de mettre en péril. Cela en fait un parfait outil de mobilisation pour les mouvements politiques radicaux et extrêmes de droite comme de gauche.

2. Les nationalistes glorifient la défense des intérêts nationaux et des spécificités nationales et voient les institutions démocratiques comme autant d'entraves : les partis politiques, les parlements pluralistes et représentatifs, la recherche de compromis, et en particulier la coopération institutionnalisée au sein de l'Union européenne.

Le nationalisme constitue par essence une contre-proposition à la construction européenne (avec des exceptions : les nationalistes régionaux en Grande-Bretagne et en Espagne).

Les partis nationalistes qui revendiquent la sortie de l'UE constituent aujourd'hui un phénomène marginal. Ils suscitent toutefois une adhésion, particulièrement parmi les jeunes.

Ainsi, lors des dernières élections en Pologne, la Konfederacja a réalisé son meilleur score (23 %) parmi les électeurs de 18 à 29 ans. Le parti nationaliste Jobbik en Hongrie est l'émanation d'un mouvement étudiant d'extrême droite. Dans de nombreux pays, les nationalistes sont aussi étroitement liés aux milieux xénophobes, anti LGBTQ et hooligans les plus agressifs.

3. Les principaux partis nationalistes – comme la Ligue en Italie et le Rassemblement National en France – veulent transformer l'UE en une communauté moins ouverte et moins pluraliste, qui se concentre avant tout sur la coopération économique, et pour laquelle l'Euro n'est pas une nécessité. Leur positionnement eurosceptique leur rapporte beaucoup de suffrages aux élections européennes en particulier (Ligue : 34,3 % ; RN 23,3 %).

L'un des thèmes qui réunit tous les nationalistes, c'est la souveraineté. Ils la voient dans chacun de leurs pays comme un modèle et une condition nécessaire à la survie de leur propre peuple et de leur propre Etat, et la croient menacée, voire déjà perdue.

4. Bien que cela soit contradictoire, les nationalistes forment des réseaux de coopération à l'échelle internationale et bénéficient de soutiens de l'étranger. Les manifestations militantes et nationalistes telles que la « marche de Lukov » en Bulgarie ou la « marche de l'indépendance » en Pologne peuvent attirer jusqu'à 200 000 nationalistes, majoritairement des jeunes – et qui viennent aussi d'autres pays européens.

Ils sont unis par leur hostilité à la démocratie pluraliste, libérale et représentative, à une société ouverte, et à l'immigration, représentées à leurs yeux par l'Union européenne. Ils ont également en partage le modèle d'une société homogène tant sur le plan ethnique que religieux. Ils se divisent sur leurs conceptions parfois presque contradictoires de la politique économique et sociale et sur leurs revendications nationales respectives.

De nombreux groupes et partis nationalistes reçoivent le soutien d'adversaires de l'UE. La Russie de Vladimir Poutine, en particulier, courtise de nombreux mouvements nationalistes (de l'Ataka bulgare à la Konfederacja polonaise) ; Steve Bannon, depuis les Etats-Unis, soutient la constitution de réseaux entre les principaux acteurs (Ligue, RN).

5. De 2014 à 2019, l'arrivée de migrants en provenance de pays non-européens a donné un nouvel élan aux nationalistes, en rendant respectables les politiques populistes de refus des mouvements migratoires et des réfugiés promues par certains Etats. Mais ce n'est pas le seul moteur de l'essor des nationalistes ; l'immigration a surtout servi de catalyseur. Ainsi, lors des élections européennes de 2019, la Ligue italienne a progressé dans les urnes de 28 %, le PiS polonais de 13,6 %, les Démocrates de Suède de 5,6 %, et la Vox espagnole de 4,6 %.

Avec le net ralentissement de l'immigration à partir de 2017, dans quelques pays, le discours nationaliste s'est à nouveau davantage porté sur d'autres questions de société, comme la place de la famille traditionnelle, les droits des minorités et l'attitude à adopter face au changement climatique.

6. On peut s'attendre à ce que dans les prochaines années, la parole nationaliste continue de jouer un rôle important dans le débat public national, dans le paysage politique et dans les urnes, avec son lot d'effets néfastes sur le projet européen d'une communauté de valeurs et de paix. Cela vaut pour les scrutins nationaux, avec les conséquences qui en découlent pour le Conseil de l'UE, mais aussi pour les élections au Parlement européen en 2024. Les divisions bien réelles qui existent entre les divers groupes n'ont jusqu'à présent pas nui à l'influence globale du nationalisme en Europe.

Sommaire

Introduction

Peter Fischer-Bollin, Oliver Ernst 8

Synthèse des dix études nationales

Oliver Ernst 12

Bulgarie

Exclusion, discriminations et
rejet des valeurs européennes
Thorsten Geißler 20

Fiche info

La marche de Lukov
Thorsten Geißler 27

Finlande

« Chauvinisme du bien-être » et critique de l'immigration
Gabriele Baumann, Mikko von Bremen 28

France

Patriotisme et populisme social –
la dédramatisation du Rassemblement National
Nino Galetti, Nele Katharina Wissmann 36

Grande-Bretagne

Identité nationale et construction européenne
Felix Dane, Isabelle-Christine Panreck 46

Italie

« Prima l'Italia ! » – l'emprise de Matteo
Salvini et la nouvelle orientation de la Lega
Caroline Kanter, Silke Schmitt 54

Fiche info

Les relations entre les nationalistes
italiens et l'Eglise catholique
Caroline Kanter, Silke Schmitt 65

Pologne

Les mouvements nationaux-
conservateurs ont le vent en poupe
Angelika Klein 66

Suède

Les formes du nationalisme suédois –
nativiste et eurosceptique
Gabriele Baumann, Richard Forsén 84

Serbie

En route vers l'UE avec des eurosceptiques ?
Norbert Beckmann-Dierkes, Suzana Grubješić 90

Espagne

Les régions contre l'Etat central –
le double nationalisme espagnol
Wilhelm Hofmeister, Martin Friedek 102

Hongrie

La consolidation des mouvements
nationaux-conservateurs face à
l'affaiblissement des extrêmes droites

Frank Spengler, Bence Bauer 122

Fiches info

Les Hongrois de l'étranger et l'antitsiganisme

Frank Spengler, Bence Bauer 132

Recommandations politiques

Peter Fischer-Bollin, Oliver Ernst 134

Les auteures et auteurs de l'étude 138

Références bibliographiques 140

**Interlocutrices et interlocuteurs
à la Konrad-Adenauer-Stiftung** 152

1

Introduction

Peter Fischer-Bollin, Oliver Ernst

Le nationalisme n'est pas un phénomène nouveau. Il existe au contraire depuis longtemps, et partout dans le monde. Dans l'Europe d'aujourd'hui, les nationalismes sont difficiles à appréhender. Ils sont divers et couvrent un large éventail de positionnements politiques. Ils se caractérisent en outre de plus en plus par leurs discours populistes. Ils se déterminent par leur rapport à l'histoire, aux traditions, aux régions, aux ethnies, à la religion, aux rapports sociaux et au conservatisme nationaliste.

Il n'est pas rare que l'identité nationale se heurte à l'intégration européenne. Les égoïsmes nationaux pèsent sur la coopération européenne, et pas toujours pour le mieux. Pour autant l'affirmation de soi des nations et les valeurs européennes ne sont pas nécessairement contradictoires ; elles constituent plutôt les différents piliers sur lesquels s'ancre l'avenir de l'Europe.

Les tendances des nationalismes à l'exclusion sont encore plus problématiques, parce qu'elles menacent la coexistence pacifique en Europe. Les turbulences politiques apparues avec la crise des migrants ont montré que nous ne sommes qu'au début d'un phénomène qui nécessite une « réconciliation » durable des

Etats-nations en Europe, autour d'exigences normatives, démographiques, sociales et économiques.

Dans quelques parties de l'Europe se répand un populisme nationaliste ethnocentrique traditionaliste, qui prône l'exclusion des réfugiés et des minorités. Il déploie son influence au sein de la société, du monde de la culture et de la politique. Le nationalisme sert à justifier la remise en question des normes européennes que sont les libertés, les droits de l'homme et l'Etat de droit. Mais pour la réussite du modèle européen et pour son attrait, ces normes sont essentielles.

La gestion de la pandémie de Covid-19 a elle aussi favorisé l'avancée des nationalismes dans de nombreux pays d'Europe : elle se retrouve dans l'animosité des milieux populistes nationalistes ethnocentriques à l'égard des minorités et dans le repli sur les égoïsmes nationaux, pour n'évoquer que deux facettes du phénomène. Mais la crise a aussi, une fois de plus, montré que le nationalisme n'est pas uniquement un problème européen : du « America First » de Donald Trump aux politiques nationalistes du Président brésilien Jair Bolsonaro, du Premier ministre

indien Narendra Modi, ou du Président chinois Xi Jinping – tous placent leur propre nation au-dessus des autres. Et ils le faisaient déjà avant la pandémie. Le nationalisme est-il un problème mondial ? Et l'Europe peut-elle être emportée dans cette vague nationaliste ?

A partir des dix études présentées ci-dessous sur la situation de dix pays, nous formulons des recommandations politiques destinées essentiellement au centre droit de l'échiquier politique, puisqu'il semble bien que ce centre-droit soit plus particulièrement affecté par les positions nationalistes les plus courantes. Il ne faut pas pour autant occulter totalement l'influence du nationalisme sur certains partis et mouvements de gauche : par exemple, lorsque d'aucuns considèrent qu'il faut défendre les acquis du marché du travail ou de la protection sociale contre les étrangers, ou lorsque la mondialisation et l'abolition des frontières en Europe vont à l'encontre des intérêts de certains milieux. On peut notamment penser dans ce contexte au mouvement de Jean-Luc Mélenchon, La France Insoumise, au Mouvement Cinq Étoiles en Italie, ou au Linkspartei (Parti de gauche) en Allemagne.

Comment a été réalisée cette étude ?

Neuf bureaux de la Konrad-Adenauer-Stiftung à l'étranger ont contribué à cette étude en réalisant dix études spécifiques par pays : Bulgarie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Pologne, Suède, Serbie, Espagne et Hongrie.

Le choix des pays a été effectué en fonction de l'importance des tendances nationalistes dans ces pays et pour l'Union européenne. La Serbie, pays candidat à l'adhésion, et la Grande-Bretagne, ancien membre de l'UE, constituent par leur situation présente des cas particuliers, mais montrent aussi que le regard porté sur le « nationalisme en Europe » ne se limite pas à l'Union européenne.

Le choix de ces pays permet aussi de couvrir la diversité des situations des pays membres entrés dans l'Union à diverses périodes, et, dans le cas de la Serbie, des pays candidats.

Les sujets abordés par cette étude

Depuis les années 1990, la question du nationalisme a été abondamment traitée sous ses aspects les plus divers. Les innombrables travaux scientifiques ne laissent guère de place à de nouvelles perspectives de recherche, mais ils sont victimes du dynamisme de la vie politique et ainsi souvent déconnectés du débat public – notamment pour les projets de recherche qui s'étendent sur plusieurs années. Les résultats scientifiques de ces travaux ne correspondent souvent déjà plus à l'actualité immédiate autour de laquelle s'articule la réflexion sur le nationalisme.

L'objectif de la présente étude a donc été de combler une lacune, tant sur la méthode que sur le fond, et d'associer l'analyse contextuelle à l'actualité politique, à l'instar des rapports que produisent les différents bureaux de la Fondation à l'étranger sur la situation dans leur pays respectif. Il fallait aussi que le fil conducteur des questions posées ne réduise pas outre mesure la complexité des situations nationales particulières, tout en permettant une comparaison entre les études spécifiques, tant sur la nature des nationalismes examinés que sur la période étudiée.

Même si le contexte général de l'étude plaçait celle-ci dans l'environnement des élections européennes de 2019, il s'agissait aussi d'examiner rétrospectivement l'évolution du phénomène depuis les élections de 2014. Il fallait en outre s'engager dans un exercice de prospective et tenter un pronostic quant au renforcement ou à l'affaiblissement des forces hostiles à la construction européenne d'ici aux prochaines élections européennes de 2024.

Berlin, juillet 2020

2

Synthèse des dix études nationales

Oliver Ernst

Bulgarie

Par sa structure multiethnique, la Bulgarie s'avère particulièrement intéressante pour cette étude : ainsi, près de dix pour cent de sa population est composée de musulmans, en grande majorité d'origine turque. Pourtant, les relations interethniques sont traditionnellement relativement détendues. Mais l'antitsiganisme (le racisme anti-roms, notamment) est largement répandu. Et même si la Bulgarie est plutôt un pays de transit dans la crise des réfugiés, les nationalistes ont constitué des milices.

Les nationalistes bulgares invoquent une Grande Bulgarie reposant sur les « valeurs traditionnelles » – et tout particulièrement sur le christianisme orthodoxe – mais cette Grande Bulgarie relève davantage d'une perspective spirituelle que d'un espace culturel commun. Dans ce contexte, il ne s'agit pas de formuler des revendications territoriales vis-à-vis des Etats voisins.

Une partie des nationalistes est russophile, et cela n'est guère surprenant au vu de l'histoire, puisque ce sont les Russes qui ont libéré les Bulgares de l'emprise turque ; ceux-là soutiennent la politique du Président russe Vladimir Poutine. D'autres sont plus sceptiques à l'égard de la Russie et de Poutine. En 2014, c'est depuis Moscou que le parti d'extrême-droite Ataka, dirigé par Volen Siderov, avait lancé sa campagne pour les élections européennes.

Seuls quelques nationalistes souhaitent que la Bulgarie quitte l'OTAN et devienne un pays neutre. Malgré un euroscepticisme profond et très répandu, le camp nationaliste – profondément divisé sur cette question également – ne revendique pas la sortie de l'Union européenne. Toutefois, la Russie attise de plus en plus les critiques vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE. Cela

a d'ailleurs également un effet sur les partis non-nationalistes, comme le Parti socialiste bulgare (BSP), dont l'aile europhile se retrouve de plus en plus sur la défensive. Globalement toutefois, la population bulgare reste largement favorable à l'appartenance à l'UE.

Pendant la crise du coronavirus, le parti d'extrême-droite Ataka a particulièrement fait parler de lui lorsque le Parquet de Sofia a engagé des poursuites contre son président, Volen Siderov, pour non-respect des mesures de protection sanitaire.

Finlande

Le Parti des Finlandais (PS) est le principal parti nationaliste de Finlande. Parti conservateur traditionnel à l'origine, il s'est de plus en plus radicalisé jusqu'à devenir nationaliste, ethnocentrique et islamophobe. C'est aujourd'hui le parti qui incarne en Finlande l'euro-scepticisme et le refus de l'immigration. Son entrée au gouvernement de coalition en 2015, après avoir dans un premier temps conduit à une certaine modération de son discours, a fini par déclencher une scission du parti. Tandis que la branche radicale a survécu dans l'opposition, l'aile modérée a complètement disparu.

Avec ses positionnements plus chauvinistes petit-bourgeois que racistes et ses critiques de l'immigration, le Parti des Finlandais s'est implanté solidement dans le paysage politique du pays.

Même s'il n'a pas profité de la crise de la Covid-19, le parti a su conserver son niveau élevé de popularité.

France

Avec le Rassemblement National (RN) (qui s'appelait jusqu'en 2018 le Front National, FN), la France est parmi les pays analysés dans cette étude celui dont le parti de droite populiste s'inscrit dans la tradition la plus ancienne et a connu les plus grandes réussites. Lors des élections européennes de 2014 comme en 2019, le FN/RN est toujours sorti vainqueur du scrutin en France. Certes, la Présidente du parti, Marine Le Pen, a su adoucir la rhétorique d'extrême-droite de son père (on parle désormais de « patriotisme » plutôt que de « nationalisme »), mais elle continue de clamer – à la faveur de la menace terroriste, mais aussi de l'opposition fondamentale entre la laïcité et l'islam politique – que les « ennemis jurés » sont l'islamisation, l'immigration et la mondialisation. Elle a d'ores et déjà annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2022. Une alliance avec la droite traditionnelle semble peu probable à moyenne échéance, et la polarisation de la société et de la politique a même tendance à s'amplifier. Toutefois, même pour les partisans de la gauche populiste (La France insoumise) le vote RN devient envisageable.

En ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'Union européenne, l'élément le plus saillant est sans conteste le renoncement au « Frexit » en 2017. Le RN plaide désormais pour des « réformes » de grande ampleur menant à une Union d'Etats-nations indépendants. Avec 21 députés au Parlement européen, le RN est le deuxième parti au sein du groupe politique « Identité et démocratie », ardent défenseur de cette « réforme de l'intérieur » présentée comme la seule alternative possible à la dissolution ou à la sortie de l'UE. Le RN souhaite que la France, puissance nucléaire, sorte de l'OTAN, et rejette également toute politique de sécurité et de défense commune de l'UE.

En outre, les nationalistes français, caractérisés depuis des décennies par l'importance du mouvement « identitaire », entretiennent l'idée d'une « forteresse Europe » contre l'immigration, plaçant qu'il faut repousser l'immigration clandestine, non-chrétienne. Concrètement, ils demandent la fin de l'espace Schengen. Face à la pandémie de Covid-19, le RN, fort de sa position de premier parti d'opposition, s'en est pris très tôt au gouvernement pour dénoncer sa gestion de la crise.

Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni n'a jamais été signataire des accords de Schengen, et ne faisait pas non plus partie de l'Union monétaire. La Grande-Bretagne a été membre de l'Union européenne de 1973 au 31 janvier 2020, et n'a jamais souhaité un approfondissement de l'UE, lui préférant l'élargissement (notamment à la Turquie). Par conséquent, les Britanniques ont été les premiers à ouvrir leur marché du travail aux nouveaux citoyens européens après l'élargissement à l'Est en 2004. Mais c'est précisément ce sujet qui a le plus alimenté la campagne nationaliste et profondément eurosceptique du Brexit au cours des cinq dernières années (« Let's take back control » – reprenons le contrôle !).

L'Angleterre et le Pays de Galles avaient voté majoritairement en faveur du Brexit (« Leave ») en 2016, tandis que l'Ecosse et l'Irlande du Nord préféraient au contraire le maintien dans l'UE (« Remain »). Les nationalistes / unionistes d'Irlande du Nord, pro-britanniques à 80 %, et les partisans du Brexit réunis au sein du Democratic Unionist Party (DUP) défendent l'attachement à la couronne britannique contre l'unité irlandaise. Toutefois lors des élections de 2019, le DUP a dû s'incliner face aux nationalistes irlandais, favorables à l'unité irlandaise – et au maintien d'une Irlande réunifiée dans l'Union européenne.

La situation est encore plus compliquée pour les nationalistes écossais : certes, le Parti national écossais (SNP) a perdu le référendum de 2014 sur l'indépendance, mais lors des élections de 2019 à la Chambre basse, son désir d'organiser un double référendum, sur l'indépendance de l'Ecosse d'une part et son maintien dans l'UE d'autre part, lui a valu un soutien accru. Mais face au slogan « L'avenir de l'Ecosse entre les mains des Ecossais » la réalité s'impose : Londres refuse la tenue d'un nouveau référendum.

Le Brexit est un produit de l'Angleterre, où résident 84 % des Britanniques. Alors que 73 % de ceux qui se définissent comme « Anglais » ont voté pour la sortie de l'UE, seuls 35 % des électeurs qui s'identifient comme « Britanniques » ont fait ce même choix du « Leave ». L'identité anglaise se retrouve ainsi associée au rêve de grandeur passée et au rejet de la construction européenne.

Italie

« L'Italie d'abord ! », tel est le slogan de la Ligue dirigée par Matteo Salvini. Même après la fin du gouvernement de coalition formé par la Ligue et le Mouvement Cinq Étoiles, et dans lequel il a occupé jusqu'au 8 août 2019 les fonctions de Ministre de l'Intérieur et de Vice-président du Conseil, Salvini fait partie – avec Marine Le Pen – des représentants politiques des deux pays fondateurs de l'Union sur lesquels se penche notre étude : tous deux ont su exploiter efficacement un nationalisme toxique pour mobiliser leurs partisans. Comme le Rassemblement National, la Ligue fait partie du groupe politique « Identité et Démocratie » au Parlement européen.

Certes, la Ligue, fondée en 1989, est une force implantée dans toute l'Italie, mais seulement depuis que

Matteo Salvini en a pris la direction en 2013 et l'a fait s'éloigner du « chauvinisme du bien-être » qu'elle incarnait lorsqu'elle n'était qu'un parti régional du nord de l'Italie. Ce virage politique a été récompensé par la victoire aux élections européennes de 2019, au cours desquelles la Ligue est arrivée en tête en Italie (avec 34,3 % des suffrages), alors qu'en 2014, la Ligue du Nord, comme elle s'appelait encore, n'avait obtenu que 6,15 % des voix. La faiblesse et la désagrégation des partis modérés et la défiance des électeurs ont contribué à l'essor global de la droite populiste.

Le nationalisme autrefois très régionaliste de ce parti n'est plus dirigé contre les Italiens du Sud, nettement plus pauvres, mais contre les migrants, qui sont encore beaucoup plus démunis. Avec son slogan « Les Italiens d'abord », Salvini jette des ponts à la fois vers les milieux postfascistes et vers la droite conservatrice traditionnelle. Sur le rejet de l'immigration, encore amplifié par la détérioration de la situation économique, la droite conservatrice ne se démarque pratiquement pas de la Ligue. La présence du parti postfasciste « Fratelli d'Italia » dirigé par Giorgia Meloni favorise encore l'effacement des limites. « Frères d'Italie » se situe certes à droite de la Ligue, mais progresse néanmoins nettement dans les intentions de vote (et est passé depuis les élections européennes de 2019 de quatre à plus de dix pour cent).

La Ligue, souverainiste, eurosceptique, est soutenue à la fois par les mouvements américains de l'alt-right (et en particulier Steve Bannon) et par des mouvements russes. Elle a beaucoup profité de cette connexion avec les milieux nationalistes et populistes de droite sur les réseaux sociaux. Principale force au sein du groupe « Identité et Démocratie » au Parlement européen, la Ligue n'est pas seulement devenue une référence et un repère pour les autres populistes de

droite, mais aussi la voix la plus virulente contre une Europe ouverte, qui tente de gérer la crise des réfugiés de manière constructive et par des moyens compatibles avec les valeurs européennes.

Pologne

Certes, la Pologne est déjà gouvernée par un parti catholique nationaliste et populiste de droite, le « Parti Droit et Justice » (PiS), mais elle a connu en 2019 l'émergence d'un autre parti eurosceptique : la « Confédération Liberté et Indépendance » (Konfederacja). La Konfederacja a failli franchir le seuil des 5 % requis pour entrer au Parlement européen lors des élections européennes, mais elle a obtenu 6,8 % des suffrages lors des élections législatives polonaises. Elle a en particulier concentré 20 % des voix des jeunes électeurs. Lors de l'élection présidentielle du 28 juin 2020, son candidat Krzysztof Bosak est même arrivé en deuxième position auprès des électeurs de 18 à 29 ans, recueillant 23 % de leurs suffrages, et il a obtenu au total 6,7 % des voix sur l'ensemble du corps électoral.

Sur le plan politique, La Konfederacja et le PiS ont en partage le rejet de l'immigration et une politique familiale homophobe ultra-conservatrice. En revanche, à la différence du PiS, la Konfederacja plaide pour un libéralisme économique radical, prône le rejet des élites, est russophile et favorable à la sortie de l'Union européenne.

Lors des élections à la Diète polonaise en 2019, le groupement populiste de droite Kukiz'15, fondé en 2015, a fait alliance avec le Parti paysan PSL, qui est lui-même membre du PPE, le Parti Populaire Européen. On s'attend à ce que cela produise un effet modérateur sur le Kukiz'15, considéré à l'origine, sous

la direction de son fondateur, le chanteur de punk rock Pawel Kukiz, comme une organisation plutôt anti-sémite, nationaliste, antisystème et contre les élites.

Récemment, les milieux conservateurs et nationalistes polonais se regroupent de plus en plus, y compris hors de l'espace politique, autour de la culture nationaliste. Ainsi, la « marche de l'indépendance » organisée tous les ans le 11 novembre, a réuni 250.000 participants en 2018 – à l'occasion de son centenaire. Le PiS soutient cette manifestation, mais elle mobilise essentiellement les militants d'extrême droite. Ainsi, en Pologne, les différences s'estompent entre les catholiques conservateurs nationalistes et l'extrême droite. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le gouvernement du PiS a davantage tiré son épingle du jeu, laissant globalement peu de place aux forces encore plus nationalistes et eurosceptiques que lui.

Suède

Les « Démocrates de Suède » (SD) existent depuis 30 ans, et ils ont parcouru un long chemin idéologique, depuis leurs origines néonazies, pour devenir aujourd'hui un parti nationaliste plutôt « modéré ». Leur modération les a même placés brièvement en tête des sondages en 2020. Avec la progression constante du « chauvinisme du bien-être » au cours des dernières années, et grâce à la banalisation de l'islamophobie et du sentiment anti-immigration dans la société suédoise, les « Démocrates de Suède » atteignent des sympathisants issus des électors les plus divers. Les prises de positions ethno-nationalistes et le rejet de la diversité culturelle continuent de caractériser jusqu'à aujourd'hui le parti qui, à travers ses postures nationales-populistes, accuse les migrants d'être responsables de l'essentiel de la criminalité en bandes

organisées d'une part, et de profiter de la protection sociale suédoise d'autre part. Sa modération politique se révèle dans les coopérations mises en place sur la scène politique nationale, mais aussi par son changement d'affiliation au sein du Parlement européen : SD a quitté le groupe « Europe des nations et des libertés » (ENL), devenu « Identité et Démocratie » (ID), pour rejoindre le groupe des « Conservateurs et réformistes européens » (CRE). Malgré une attitude prétendument critique à l'égard de la Russie, près d'un tiers des électeurs de SD ont une opinion favorable de l'autocrate russe Vladimir Poutine.

Avec la pandémie de coronavirus, les Démocrates de Suède ne sont pas tout à fait parvenus à maintenir leur niveau élevé de popularité dans l'opinion publique.

Serbie

La Serbie est reconnue depuis 2012 comme un pays candidat à l'adhésion. Forte d'une population de sept millions d'habitants, elle est nettement plus grande que la Croatie, entrée dans l'UE dès 2013. Pour poursuivre l'intégration pacifique de l'Europe du Sud-Est et des Balkans, l'adhésion de la Serbie est l'un des projets primordiaux de l'Union européenne. Elle doit notamment permettre de tempérer davantage les tendances nationalistes qui perdurent dans les Etats issus de l'ex-Yougoslavie.

S'il est un révélateur du rapport toujours difficile de la Serbie à son histoire, c'est bien le rôle politique du fondateur nationaliste du « Parti national serbe » (SRS) d'extrême droite, Vojislav Seselj, qui poursuit sa carrière politique à Belgrade alors même qu'il a été condamné pour crime de guerre.

Néanmoins, la Serbie a également adopté une loi interdisant les discriminations, qui permet au moins de combattre les structures d'extrême droite.

Le parti national-conservateur dirigé par Aleksandar Vucic, le « Parti progressiste serbe » (SNS), est le résultat d'une scission du SRS nationaliste radical en 2008. Depuis sa victoire électorale en 2012, le SNS a contribué à une renaissance patriotique modérée, bien ancrée dans la société serbe. Le SNS est membre associé du Parti Populaire Européen.

Mais la propension assez large à des positions pro-russes et à un dénigrement des Albanais, des Croates, et d'autres nationalités, montre combien la nuance semble tenue entre populisme patriotique et extrémisme de droite en Serbie. Toutefois, les libéraux ou les forces de gauche, comme le Parti démocrate (DS), refusent eux aussi l'indépendance du Kosovo, alors même que l'Union européenne le déplore tous les ans dans ses rapports d'avancement, et que l'absence de normalisation des relations avec la République du Kosovo entrave le processus d'adhésion. Pour compliquer la situation, la Russie et la Chine soutiennent la position de la Serbie, et encouragent ainsi indirectement l'euro-scepticisme.

Environ 50 pour cent des Serbes souhaitent l'entrée de la Serbie dans l'Union. Et même si l'UE est le principal investisseur et le premier partenaire commercial de la Serbie (67 % des échanges), l'opinion publique n'a guère conscience des programmes d'aide européens.

La négation des crimes de guerre et les attaques des nationalistes contre ceux qui, dans la société civile serbe, plaident pour une culture de la responsabilité, sont autant d'obstacles sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne. Les élections législatives qui se

sont déroulées le 21 juin 2020 malgré la pandémie de Covid-19 ont offert au Parti progressiste, au pouvoir, une nette victoire dans les urnes, tandis que les partis nationalistes n'ont pas franchi le seuil électoral – abaissé de cinq à trois pour cent en février 2020.

Espagne

Au cours des dernières années, l'Espagne n'a pas vécu seulement l'aggravation dramatique de la crise en Catalogne, mais aussi, en résultante, la résurgence d'un nationalisme central espagnol, qui s'est exprimé par la montée en puissance du parti populiste de droite national-conservateur Vox, né d'une scission du Partido Popular en 2013. Contrairement aux partis établis au centre de l'échiquier politique, Vox profite de la crise de la relation entre l'Etat central et les régions. Parti eurosceptique, il a rejoint le groupe des Conservateurs et réformistes au Parlement européen, mais il entretient aussi de bonnes relations avec la Ligue italienne et le RN français. Comme pour ces deux autres partis, les revendications nationalistes de Vox sont fortement motivées, entre autres choses, par l'idée que l'UE ne défend pas les intérêts des pays membres par sa politique migratoire et ne réduit pas l'immigration. Le fait que dans le même temps, Vox se déclare favorable à l'accueil des migrants chrétiens venus d'Amérique du Sud semble indiquer une démarche culturaliste, qui vise surtout à « protéger » l'Europe des immigrés de culte musulman.

Ce qui est particulièrement délicat pour l'UE, c'est toutefois le nationalisme périphérique, qui prend parfois des formes violentes. Ainsi l'ETA pro-basque a eu recours à la violence terroriste de 1968 à 2010 pour promouvoir le séparatisme nationaliste au Pays Basque. Cependant, désormais, 68 % des Basques ne

souhaitent plus vraiment faire sécession. Les groupes séparatistes qui subsistent à la marge ont une action non-violente. Mais, prospectivement, on ne peut pas exclure que le renforcement des ambitions d'indépendance de la riche Catalogne donne aussi des ailes au séparatisme basque.

La poussée sécessionniste catalane a connu son apogée avec le référendum illégal du 1^{er} octobre 2017 et la déclaration unilatérale d'indépendance intervenue dans la foulée le 17 octobre. Les manifestations violentes des sécessionnistes ont provoqué des ressentiments nationalistes en Espagne à l'encontre de la Catalogne.

La coalition électorale « Junts per Catalunya » créée en 2017 est représentée par deux députés au Parlement européen, et utilise ces mandats au profit de son séparatisme en portant ce conflit, interne à l'Espagne, sur la scène européenne, par des provocations à grand renfort de déclarations offensives. Vox a tenté de tirer profit de la pandémie de Covid-19, qui a touché très durement l'Espagne, en critiquant vertement le gouvernement et sa gestion de la crise, en particulier depuis le mois de mai, avec des manifestations de rue retentissantes. Sous la présidence de Santiago Abascal, Vox a organisé le 23 mai un défilé automobile – autorisé par les pouvoirs publics – au cours duquel sont également apparus des drapeaux de la dictature franquiste.

Hongrie

La politique nationale-conservatrice est dominée en Hongrie depuis dix ans par deux partis : l'Alliance au pouvoir entre le Fidesz (Fidesz – Union civique hongroise) et le KDNP (Parti populaire chrétien démocrate). Les deux partis sont membres du Parti populaire européen (PPE), toutefois, les droits de membre du Fidesz au sein du PPE sont suspendus depuis mars 2019. Même à l'issue des travaux d'une commission d'examen mise en place par le PPE, cette suspension n'a pas été révoquée. Ce qui est bien plus grave encore, c'est pourtant que pour la première fois en quarante ans d'histoire du Parlement européen, en septembre, le Parlement a invité le Conseil de l'UE à engager une action contre la Hongrie pour « empêcher une menace systémique contre les valeurs fondamentales de l'Union ». La politique de « démocratie illibérale » que pratique de plus en plus le Premier ministre Viktor Orbán depuis son arrivée au pouvoir il y a dix ans, et la ligne dure qu'il défend dans la crise des réfugiés ont accentué ce conflit autour des valeurs européennes. Toutefois, en adoptant une « politique déterminée de tolérance zéro – en particulier à l'égard de la violence d'extrême droite, de l'antisémitisme et de l'antitsiganisme », le Fidesz s'est nettement démarqué, au moins sur le plan rhétorique, des nationalistes d'extrême droite.

Au cours des dernières années, ceux-ci se sont progressivement divisés, et se répartissent aujourd'hui entre modérés et extrémistes. Le Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie), autrefois d'extrême droite, se présente désormais comme plutôt modéré, et revendique dans son programme une « identité européenne » et la défense des valeurs chrétiennes. Sur la politique européenne, il s'affiche de plus en plus favorable à la construction européenne, et même à l'euro.

Ce « recentrage » apparent du Jobbik a conduit en 2018 à une scission, dont est né le « Mouvement Notre patrie » (Mi Hazánk), qui refuse de s'ouvrir au centre droit et s'accroche à son euroscepticisme. Jusqu'ici, Mi Hazánk n'est toutefois pas parvenu à rivaliser avec le Jobbik, et poursuit sur sa ligne nationaliste radicale en restant un tout petit parti.

Avec la crise du coronavirus, le Jobbik a dénoncé les mesures de grande ampleur mises en place par le gouvernement, depuis que celui-ci a déclaré « l'état de danger » le 11 mars 2020. L'état d'urgence adopté ensuite le 30 mars 2020 au Parlement hongrois avec les voix du Fidesz, et qui permettait à Viktor Orbán de gouverner par décret, a toutefois été levé le 16 juin 2020.

3

Bulgarie

Thorsten Geißler



Exclusion, discriminations et rejet des valeurs européennes

1. Evolution des partis nationalistes en Bulgarie entre 2014 et 2020

Il existe actuellement trois partis nationalistes en Bulgarie : l'Organisation intérieure macédonienne – Mouvement national bulgare (VMRO-BND, Watreschna makedonska rewoluzionna organizacija – Balgarsko nazionalno dwischenie), l'Union nationale Attaque (Ataka) et le Front national pour le salut de la Bulgarie (NFSB, Nazionalen front sa spasenie na Bulgarija, fruit d'une scission d'Ataka). Sous des formes et des nuances diverses, ces trois partis défendent un nationalisme « exclusif », c'est à dire la glorification de la nation bulgare, l'idéalisation de l'histoire du pays, le dénigrement et l'exclusion des minorités pouvant aller jusqu'à la haine à l'égard de certains groupes.

Ces partis sont en concurrence et souvent en conflit profond les uns avec les autres, mais ils ont aussi à plusieurs reprises conclu des alliances, et même constitué pendant un temps un groupe parlementaire commun au parlement bulgare.

Jusqu'en août 2014, la Bulgarie était gouvernée par une coalition formée par le Parti socialiste bulgare (BSP, Balgarska sozialistitscheska partija) et le Mouvement des droits et des libertés (DPS, Dwischenie sa prawa i swobodi), qui défend les intérêts de la minorité turque. Cette coalition ne disposait toutefois pas d'une majorité au Parlement et n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce au soutien d'Ataka, pour qui il s'agissait avant tout, selon les dires de son président

Volen Siderov, de tenir à l'écart du pouvoir le parti des « Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie » (GERB, Graschdani sa ewropejsko raswitie na Balgarija, membre du PPE). Pendant cette législature, le NFSB et le VMRO n'étaient pas représentés au Parlement.

Lors des élections législatives de 2014, le NFSB et le VMRO ont fait cause commune sous la bannière du Front patriotique (PF), ont recueilli 7,28 % des suffrages et obtenu 19 sièges de députés. Ataka a obtenu 4,52 % des voix et onze députés. Les nationalistes ne faisaient pas partie du gouvernement formé par le GERB, le Bloc réformateur (RB, Reformatorski blok) et le parti de gauche Alternative pour la renaissance bulgare (ABW, Alternatiwa sa balgarsko wasraschdane), mais lui apportaient leur soutien lors des votes importants.

En 2016, les trois partis se sont regroupés dans l'alliance des Patriotes unis (OP, Obedineni patrioti) pour présenter un candidat commun à l'élection présidentielle (Krassimir Karakatschanow, du VMRO). Avec 14,97 % des suffrages, celui-ci a remporté un succès d'estime, mais ne s'est pas qualifié pour le second tour.

Lors des élections législatives de 2017, les Patriotes unis ont recueilli 9,07 % des voix et obtenu un total de 27 sièges au Parlement (VMRO 11, NFSB 8, Ataka 8). Ils ont alors formé une coalition avec le GERB, arrivé en tête du scrutin, mais Ataka n'a obtenu aucun portefeuille ministériel ; son président Volen Siderov est devenu président du groupe parlementaire commun. Le GERB a pu imposer que soit inscrit dans l'accord de coalition un engagement clair en faveur de l'Union européenne et de l'OTAN. A la suite des dissensions apparues à l'approche des élections européennes du 26 mai 2019 entre les trois partis nationalistes, chacun a présenté ses propres candidats. Seul le VMRO est

parvenu à franchir le seuil d'entrée, situé de facto à 5,88 %, et a ainsi obtenu deux sièges dans le nouveau Parlement européen ; ces deux députés ont rejoint le groupe des Conservateurs et réformistes européens. Le VMRO a recueilli lors de ce scrutin 7,36 % des voix. Ce score n'est pas comparable au résultat obtenu lors du précédent scrutin européen, en 2014, puisqu'à l'époque, le VMRO n'était que le petit partenaire au sein d'une alliance électorale conduite par le parti Bulgarie sans censure (BBZ, Balgarija bes zensura), alors assez populaire, mais qui a disparu depuis. Cette alliance avait alors obtenu 10,56 % des suffrages. En 2019, le VMRO a été le seul des partis nationalistes à mener une campagne très professionnelle à grands frais, ce qui soulève des questions sur son financement. C'est aussi le seul des partis nationalistes qui était déjà représenté lors de la législature précédente par un député : Angel Dschambaski s'est exprimé sur une multitude de sujets politiques, accédant ainsi à la notoriété dans tout le pays, et mobilisant les électeurs nationalistes par une rhétorique virulente. Cette présence s'est affirmée au détriment d'Ataka, retombé de 2,96 % à 1,07 %, et du NFSB, qui n'a obtenu que 1,15 % des voix (contre 3 % en 2014).

Les conflits au sein de l'alliance se sont exacerbés au cours de l'été 2019. Le 10 juillet 2019, Volen Siderov s'est vu retirer la présidence du groupe parlementaire au motif qu'il n'avait convoqué aucune réunion du groupe pendant des mois, et il a également été exclu du groupe en même temps que deux autres députés d'Ataka. Le 4 septembre 2019, les autres députés d'Ataka ont à leur tour quitté le groupe parlementaire, qui ne réunit plus depuis que les députés du VMRO et du NFSB. Lors des votes importants, les députés d'Ataka ont néanmoins continué de soutenir le gouvernement, contribuant ainsi à la stabilité qu'on lui reconnaît.

Lors des élections municipales des 27 octobre et 3 novembre 2019, les partis nationalistes ne sont pas parvenus à engranger de victoire notable, et leur score à Sofia a notamment été pour eux une déception. Les trois candidats de ces partis ont été éliminés dès le premier tour. Le candidat du VMRO, Angel Dschambaski, qui avait réussi en mai à faire son entrée au Parlement européen, n'a obtenu que 3,9 % des voix, le président d'Ataka, Volen Siderov, a dû se contenter de 1,44 % des suffrages, tandis que Stefan Iwanow, qui portait la bannière du NFSB, n'en a recueilli que 0,27 %. La campagne a donné lieu à une querelle de personnes entre Siderov et Dschambaski. Au cours d'une émission de télévision, le président d'Ataka a mis en doute l'orientation sexuelle du candidat du VMRO, connu pour ses déclarations homophobes ; suite à cela, Dschambaski a affirmé que Siderov était toxicomane.

2. Les caractéristiques du nationalisme bulgare

Si les trois partis nationalistes affichent de nombreuses différences, ils ont indéniablement aussi des points communs :

Si les Bulgares constituent l'ethnie majoritaire, le pays n'en reste pas moins multiethnique. Lors du recensement de 2011, 8,8 % des Bulgares ont déclaré appartenir à la minorité turque, et 4,9 % se sont déclarés Roms. Moins de 2 % des Bulgares appartiennent à la minorité pomaque, composée de musulmans qui se considèrent pour partie membres de l'ethnie majoritaire bulgare, pour partie membres de la minorité turque. A l'occasion du recensement de 2011, 10 % de la population bulgare s'est déclarée de confession musulmane. La Bulgarie est ainsi le pays de l'Union

européenne ayant proportionnellement la plus grande population musulmane.

Les nationalistes bulgares se revendiquent d'une (Grande) Bulgarie attachée aux « valeurs traditionnelles » et à l'orthodoxie chrétienne, dans laquelle l'ethnie bulgare est privilégiée et qui accorde peu ou pas d'attention aux minorités, qu'elles soient ethniques ou sociales. La référence à l'orthodoxie sert également à attiser la peur d'une ascension de la minorité musulmane.

Les nationalistes se conçoivent comme les antipodes au parti de la minorité turque (le Mouvement des droits et des libertés, DPS) et remettent en cause sa constitutionnalité, puisqu'en Bulgarie, les partis « fondés sur l'appartenance ethnique, raciale ou religieuse » sont interdits. La saisine de la Cour constitutionnelle sur ce point en 1992 n'a toutefois pas abouti, et aucune nouvelle requête n'a été formulée depuis.

Le règne de l'Empire ottoman sur la Bulgarie, qui s'est étendu de 1396 à 1878, est aujourd'hui encore profondément ancré dans la conscience des Bulgares. Avant la chute du Mur de Berlin en 1989, le régime communiste menait une politique brutale d'assimilation (intitulé « processus de régénération »), et permettait dans le même temps à plus de 300.000 membres de la minorité turque de s'exiler en Turquie. En 2012, le Parlement bulgare a adopté une résolution condamnant cette politique. En 2014, Ataka a demandé sans succès l'abrogation de cette résolution au motif que la condamnation de la politique d'assimilation frôlait la haute trahison. Cette vision des choses n'est sans doute partagée que par une petite minorité de l'ethnie bulgare, mais de nombreux Bulgares considèrent aujourd'hui la Turquie voisine comme une menace. Pour autant, les relations entre les ethnies bulgare

et turque sont en règle générale dénuées de tension dans les zones résidentielles qu'ils partagent.

L'antitsiganisme est très répandu en Bulgarie, et constitue une caisse de résonance pour les nationalistes.

Dans les enquêtes d'opinion, Russes et Allemands se disputent le titre de la nation étrangère favorite. La russophilie a des racines culturelles et religieuses, mais surtout des raisons historiques : la Russie est considérée comme le libérateur de la Bulgarie face à l'envahisseur turc. Ataka et le VMRO se déclarent ouvertement pro-russes.

Ataka est eurosceptique et hostile à l'OTAN, mais jusqu'ici – à l'instar des deux autres partis nationalistes – il n'a pas officiellement remis en cause l'adhésion à l'Union européenne. La Bulgarie bénéficie d'un soutien financier important de l'UE, de sorte que l'idée d'une sortie de l'Union ne tente qu'une petite frange de la population. La majorité des Bulgares approuve également l'appartenance à l'OTAN, mais 22 % d'entre eux y sont opposés.

L'antisémitisme n'est pas très répandu en Bulgarie, et le pays a protégé les quelques 50.000 membres de sa communauté juive contre la déportation vers les camps d'extermination nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. En revanche, la participation des troupes bulgares à la déportation de près de 11.000 juifs de Grèce et de l'actuelle République de Macédoine du Nord n'est pratiquement jamais évoquée dans le débat public.

Pendant la crise des réfugiés en 2015, nombre de Bulgares ont d'abord craint une immigration incontrôlée, et ont rejeté en particulier les migrants de confession

musulmane. Dans certaines régions de Bulgarie se sont constituées des milices, qui tentaient « d'arrêter » des réfugiés, avec l'appui des partis nationalistes. Toutefois, très peu de réfugiés entrés en Bulgarie ont choisi d'y rester. La Bulgarie n'est pas pour eux un pays de destination attrayant, du fait de sa pauvreté, de la difficulté à trouver du travail, à apprendre la langue, et du manque d'hospitalité de la population. Si les Bulgares craignent une nouvelle vague de réfugiés, ils savent aussi désormais qu'ils ne seraient dans ce cas qu'un pays de transit. Le sujet n'est donc pas très mobilisateur pour les partis nationalistes.

En outre, ces trois partis prônent le dénigrement et l'exclusion des diverses minorités sociales, et ce faisant attisent aussi la haine. On peut toutefois présumer que ce chiffon rouge sert surtout à détourner l'attention de la corruption et des structures criminelles mises en place.

3. L'appropriation des thèses nationalistes par d'autres partis

Le GERB travaille avec les nationalistes, mais il ne reprend pas leur plateforme programmatique. Le parti est fermement attaché à l'appartenance de la Bulgarie à l'Union européenne et à l'OTAN, même si le Premier ministre Boïko Borissov s'efforce aussi d'entretenir de bonnes relations avec la Russie. Dans les Balkans, la Bulgarie joue un rôle de médiateur extrêmement constructif, et Borissov s'oppose vigoureusement aux velléités nationalistes. Il a su apaiser les relations traditionnellement difficiles avec la Macédoine du Nord grâce à un traité d'amitié, faisant fi des objections des nationalistes. De même, la Bulgarie a approuvé l'ouverture des négociations sur l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE, alors même que le président du

VMRO, Krassimir Karakatschanov, menaçait de quitter la coalition si l'on « ne corrigeait pas d'abord toutes les falsifications de l'histoire du peuple bulgare en Macédoine du Nord ». De fait, une commission binationale d'historiens s'efforce de rapprocher la vision qu'on a de l'histoire dans les deux pays, mais ses travaux n'avancent que lentement. Le GERB s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec la communauté musulmane, plaide de manière générale pour la tolérance et dénonce les discours de haine. Ces derniers temps, le gouvernement déploie un ensemble de mesures ciblées contre l'antisémitisme. Le parti s'est activement engagé pour la ratification de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Il s'est ainsi retrouvé en désaccord non seulement avec les nationalistes, mais aussi – et c'est révélateur – avec le Parti socialiste bulgare (BSP), qui a profité de l'occasion pour attiser les sentiments anti-occidentaux et les préjugés contre les minorités sexuelles. Suite à cela, le BSP est entré en conflit avec les sociaux-démocrates européens, et s'est trouvé temporairement menacé d'exclusion ou de suspension. On peut donc plutôt s'attendre à ce que les thèmes de prédilection des nationalistes soient davantage repris par le BSP que par le centre-droit. Il est difficile de prévoir comment va évoluer le parti populiste Volia, qui a réussi de peu son entrée au Parlement lors des dernières élections.

4. Bref portrait du VMRO-Mouvement national bulgare

Le VMRO-BND est aujourd'hui le plus ancien des partis nationalistes de Bulgarie. Il a été créé en janvier 1990. Il se conçoit comme le successeur du VMRO historique, qui lutta pour libérer la Macédoine de l'occupation turque à partir de 1893, puis du règne de la Serbie

après 1912, pour le rattachement de la Macédoine à la Bulgarie, et pour « l'Union des organisations d'émigrés de Macédoine », dissoute après 1944. Le VMRO-BND ne reconnaît pas l'existence d'une nation macédonienne autonome et considère la langue macédonienne comme un dialecte bulgare truffé de serbismes. Pendant les années 1990, le parti était encore considéré comme relativement modéré. De 1997 à 2001, il a participé au gouvernement de droite formé par la coalition des Forces démocratiques unies (ODS).

Le VMRO-BND n'a pas un programme bien défini, et préfère s'adresser à l'électorat au gré des menaces supposées, en proposant à chaque fois des solutions simples aux problèmes. Il considère que le système politique défini par la Constitution de 1991 entérine une « érosion du rôle de l'Etat », et plaide pour l'adoption d'une « nouvelle Constitution ». Pour lui, la crise démographique bulgare fait peser le risque d'une « tsganisation » du pays. C'est pourquoi le parti souhaite encourager la natalité des Bulgares ethniques par des mesures économiques d'incitation et des traitements contre la stérilité, l'encouragement au retour des Bulgares de l'étranger, la limitation des prestations sociales (versées aux chômeurs et aux familles nombreuses roms). Pour le VMRO-BND, l'entrée de la Turquie dans l'UE constituerait une menace existentielle pour la Bulgarie. La beauté exceptionnelle de la nature du pays serait menacée par des investissements irresponsables dans le tourisme.

Le parti prône la renaissance de l'identité bulgare en République de Macédoine du Nord en vue d'une réunification dans l'Etat bulgare, et l'unification spirituelle de tous les Bulgares du monde autour des traditions bulgares et de l'Eglise orthodoxe.

Le président du VMRO est l'actuel ministre de la Défense Krassimir Karakatschanov, critique à l'égard de l'OTAN. L'ancien agent avéré de la sécurité d'Etat communiste s'exprime volontiers – comme les autres représentants de son parti – de façon méprisante et discriminatoire à l'encontre des minorités : « Si la Bulgarie continue de permettre que les Tsiganes se sentent au-dessus des lois, les émeutes comme celles qui se déroulent actuellement à Kjustendil vont nous sembler une partie de plaisir. La Bulgarie doit se préparer bien plus massivement à l'arbitraire tzigane » (15 août 2016). « Ces dernières années, l'Etat s'est préoccupé des intérêts de toutes les minorités imaginables – Turcs, Tsiganes, diverses minorités sexuelles ; dans le prochain Parlement, les intérêts des Bulgares passeront en premier » (26 février 2017).

Le parti soutient la Marche de Lukov organisée chaque année à Sofia, au cours de laquelle sont notamment scandés des slogans néonazis (cf. Fiche info La marche de Lukov).

5. Bref portrait du parti Ataka

Le parti Ataka (Attaque) a été fondé en 2005. De 2005 à 2009, la chaîne privée de télévision par câble SKAT a beaucoup contribué à accroître sa popularité. Entre-temps, le parti dispose de sa propre chaîne de télévision, TV Alpha, et du journal du parti, *Ataka*.

Le parti n'a pas un programme très élaboré ; il défend actuellement dans le débat public « 20 thèses » regroupées sous le titre de « Rendons la Bulgarie aux Bulgares ! ». Selon ses thèses, la Bulgarie est un Etat unitaire qui ne connaît aucune division en fonction de principes religieux, ethniques ou culturels. Il ne devrait donc pas y avoir d'émissions en langue turque à la

radio et à la télévision. La profanation des sanctuaires nationaux bulgares et les dénigrements de la Bulgarie doivent être sévèrement réprimés, la Bulgarie doit sortir de l'OTAN et devenir un pays neutre. Volen Siderov a demandé la tenue d'un référendum sur ce point.

En outre, le parti s'engage pour la promotion du culte chrétien orthodoxe. Dans le passé, il s'est prononcé pour la réintroduction de la peine de mort et la pénalisation de l'homosexualité. Il est favorable à la construction de la centrale nucléaire controversée de Béléné. Dans le même temps, le parti défend des positions qui pourraient être classées à l'extrême gauche : nationalisation des industries clés comme les mines d'or, les entreprises du secteur de l'électricité, des télécommunications et les banques.

Le président du parti, Volen Siderov, est un personnage haut en couleur. Journaliste de profession, il a milité activement au sein de la droite démocratique jusqu'au tournant du millénaire. Ensuite, il a défendu des points de vue de plus en plus extrémistes ; était-ce par conviction ou par opportunisme, pour occuper un « créneau disponible » dans le paysage politique ? Nul ne peut l'affirmer. Il est devenu célèbre dans le pays en posant nu dans le magazine *Club M* en 1993. Siderov est l'auteur de plusieurs livres nationalistes et antisémites dénoncés par les organisations juives et l'Ambassadeur d'Israël en Bulgarie. En voici, à titre d'exemple, une citation : « Une bande de Juifs à Wall Street a conduit l'église orthodoxe à la ruine et nous a mis dans cette situation », tirée du *Boomerang du mal*, publié en 2002. Il rejette l'accusation d'antisémitisme en arguant qu'il n'a fait que présenter des faits sur le rôle funeste des magnats juifs dans l'histoire. Il s'est régulièrement fait remarquer par ses propos racistes (surtout contre les Roms), xénophobes, antiturcs et homophobes. Les actions engagées en justice contre lui pour incitation

à la discrimination et à la haine et pour hooliganisme ont débouché sur des peines légères. Ataka entretient d'étroites relations avec la Russie, et c'est de Moscou que le parti a lancé sa campagne pour les élections européennes de 2014. A cette occasion, Siderov s'est vu remettre une décoration d'un ordre russe.

Il demande la levée des sanctions contre la Russie et la reconnaissance de l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine.

6. Bref portrait du NFSB

Le Front national pour le salut de la Bulgarie (NFSB) a été fondé en mai 2011 à la suite d'une scission d'Ataka. Le mécontentement d'une partie des membres face à la personnalité et au style de direction de Volen Siderov fut la raison principale de la séparation. La relation entre les deux partis reste marquée aujourd'hui encore par de fortes tensions.

Le « programme » du parti se caractérise par des revendications tonitruantes : « défense de l'intégrité territoriale de la Bulgarie pour une nation saine, riche et forte, modifications de la Constitution pour la défense des intérêts nationaux, renaissance et préservation des spécificités, de la culture, des traditions, de la langue et des vertus bulgares, soutien à l'église orthodoxe, lutte contre les phénomènes culturels cyniques, combat pour le sauvetage de la nation bulgare par la résolution de la crise démographique », etc. Les propositions du parti se caractérisent par une série de lieux communs : « développement de l'économie, contre les modèles oligarchiques, réforme en profondeur du système éducatif, prise en charge des enfants, des retraités et des personnes handicapées, réforme radicale du système de santé ».

Le NFSB se distingue des deux autres partis nationalistes avant tout parce qu'il prend ses distances vis-à-vis de Moscou. Il est favorable aux sanctions imposées à la Russie et globalement favorable à l'appartenance de la Bulgarie à l'Union européenne. Mais le parti n'hésite pas plus que les deux autres à tenir des propos haineux à l'encontre des minorités. Son président, Valeri Simeonov, prenant la parole le 17 février 2014 au Parlement, a ainsi déclaré : « Une grande partie des Tsiganes vivent en dehors de toutes lois, règles et normes humaines. Ils se sont transformés en êtres insolents, sûrs d'eux, semi-humains devenus des bêtes, qui exigent des salaires sans travailler, des indemnités maladies sans être malades ».

A l'issue des dernières élections législatives, Simeonov a été nommé Vice-premier ministre du gouvernement de Loïko Borissov. Après avoir tenu des propos injurieux envers les mères d'enfants handicapés, il a été contraint de démissionner le 16 novembre 2018. Il est toutefois resté à la tête de son parti.

7. Perspectives pour la période de 2019 à 2024

Le système des partis politiques bulgares est assez volatile, et il est donc difficile de prévoir comment va évoluer le camp nationaliste. Il ne fait en tout cas aucun doute qu'il existe dans le pays un potentiel d'électeurs sensibles aux points de vues nationalistes, xénophobes, hostiles aux minorités, réticents voire franchement opposés à l'appartenance de la Bulgarie à l'Union européenne ou à l'OTAN. Toutefois, les partis nationalistes sont divisés, et actuellement, seul le VMRO-BND pourrait espérer franchir la barre des 4 % des voix nécessaires pour entrer au Parlement.

Le VMRO-BND et Ataka peuvent néanmoins compter sur le soutien de la Russie, qui tente de plus en plus massivement de manipuler l'opinion publique bulgare, notamment en propageant de fausses informations. Ce faisant, la Russie attise les critiques à l'égard de l'UE et de l'OTAN et tente de discréditer les valeurs occidentales. Comme une majorité de Bulgares se sent liée à la Russie sur le plan culturel, historique, et religieux (même si seule une minorité de Bulgares est véritablement pratiquante), il existe un potentiel électoral sensible à ce genre de messages.

Mais ce potentiel électoral est également convoité par le BSP, qui a pris ces dernières années un cap plus nationaliste, eurosceptique et populiste, qualifié en Bulgarie « d'organisation du BSP ». Ces derniers temps, le BSP se revendique lui-aussi volontiers des « valeurs bulgares traditionnelles » et soigne ses relations traditionnellement étroites avec l'église orthodoxe, mais aussi avec la Russie. L'aile pro-européenne du parti, conduite par l'ancien Premier ministre Sergueï Stanchev, se retrouve de plus en plus sur la défensive au sein de sa formation.

Les risques pour l'intégration de la Bulgarie proviennent donc aussi bien du BSP que du VMRO-BND ou d'Ataka. Ce qui reste toutefois inchangé, c'est qu'une très grande majorité de Bulgares (en particulier les jeunes) sont convaincus des avantages de l'appartenance de la Bulgarie à l'Union européenne. Il est donc très important de continuer à soutenir les partis de droite pro-européens, membres du PPE, de les accompagner en toute amitié, mais sans ménager les critiques, et de défendre avec détermination les valeurs de l'Union européenne.

Fiche Info – La marche de Lukov

Thorsten Geißler

La marche de Lukov est une marche aux flambeaux organisée tous les ans depuis 2003 par l'ultra-droite en février à Sofia, en mémoire du Général Hristo Lukov.

Hristo Lukov (1887–1943) était un général bulgare, dirigeant d'une organisation nationaliste soupçonnée de sympathies pour le national-socialisme. Jusqu'à aujourd'hui, en Bulgarie, le personnage fait l'objet d'analyses historiques et politiques contradictoires.

La principale organisatrice de la marche est l'Union nationale bulgare (BNS), une association informelle fondée en 2001 à Sofia, qui se voit comme l'héritière idéologique des Légions nationales bulgares dirigées autrefois par Lukov. Elle est souvent considérée comme néonazie, néofasciste, raciste et homophobe.

On soupçonne des liens entre l'Union nationale bulgare et le VMRO. Ainsi, le vice-président du VMRO, Angel Dschambaski, a tenu en 2012 des propos élogieux sur le Général Lukov. L'organisation de la jeunesse du VMRO a mené des initiatives communes avec l'Union nationale bulgare, notamment en 2009 à Velingrad. Toutefois, en réponse à des accusations, les représentants du VMRO ont nié toute participation à l'organisation de la marche de Lukov.

En 2020, pour la première fois en 17 ans, la ville de Sofia est parvenue à empêcher la tenue de la marche ultranationaliste de Lukov, qui ces dernières années attirait également des néonazis venus d'autres pays d'Europe. Si les interdictions n'avaient pas pu être imposées les années précédentes, en 2020, l'interdiction a non seulement été confirmée par les tribunaux, mais elle a aussi été respectée.

4

Finlande

Gabriele Baumann, Mikko von Bremen

« Chauvinisme du bien-être » et critique de l'immigration

Dans les pays nordiques, le Parti des vrais Finlandais¹ (Perussuomalaiset, ci-après le PS) et le Parti des Démocrates de Suède sont les deux partis qui, lors des dernières élections législatives dans leurs pays respectifs, ont obtenu un très bon score : 17,5 % des suffrages dans les deux cas. Depuis, l'approbation des électeurs ne s'est pas démentie. En mars 2020, le PS recueillait déjà 22,4 % d'opinions favorables dans les sondages, et se plaçait ainsi en tête des partis, devant le parti de la jeune Première ministre sociale-démocrate Sanna Marin. Début mai, le PS s'est tassé dans les sondages et est retombé à 18,1 % d'opinions favorables, derrière les sociaux-démocrates, parce que la gestion de la pandémie par la coalition gouvernementale ne leur a guère offert d'angle d'attaque. Après avoir fait partie du gouvernement de 2015 à 2017, le PS s'est de plus en plus radicalisé dans l'opposition. Son électorat se retrouve à présent dans toutes les couches de la société finlandaise. La palette des partis de droite nationalistes est limitée dans le pays, et on peut dire que pour l'essentiel, le PS est le seul acteur politique pertinent à cette extrémité du paysage politique. Mais à la différence d'autres partis nationalistes – et notamment des Démocrates de Suède – le PS n'a pas de racines dans le mouvement néonazi ; il émane au contraire de la défense des intérêts conservateurs agrariens et des territoires ruraux.



1. Le PS – un parti nationaliste qui compte en Finlande

Les débuts au sein du Parti des paysans SMP

Pour comprendre la genèse et l'évolution du PS, il faut évoquer brièvement l'organisation dont il est l'émanation, le Parti des paysans finlandais (Suomen maaseudun Puolue).

Le Parti des petits paysans voit le jour dans les années 1930, en réaction à la profonde récession économique et aux manifestations dans les régions rurales de Finlande. En 1959, il devient le Parti des paysans finlandais, SMP.² Après sa création, il élargit son programme pour couvrir la défense des intérêts de toute la population rurale, avec une ambition : être le seul parti à réunir politiquement la population rurale de toute la Finlande. En termes programmatiques, le parti se présente ainsi avant tout comme le défenseur des petites gens et des familles rurales, contre le Parti du centre qui, en plus de ses bases rurales, s'ouvre aussi à un électorat urbain libéral à partir des années 1960. Les principes politiques et idéologiques de Veikko Vennamo, qui fut son fondateur et son président pendant de nombreuses années, s'opposent aux partis traditionnels et les accusent d'oublier les populations rurales. Jusqu'au milieu des années 1980, le SMP se mue progressivement en un parti purement contestataire, avec pour tout programme la défense des intérêts généraux du peuple contre le système politique dominant.

Première participation au gouvernement, puis perte d'importance du Parti des paysans

De 1987 à 1990, le SMP fait partie d'une coalition gouvernementale avec les sociaux-démocrates (SDP),

le Parti du centre (KESK) et le Parti populaire suédois de Finlande (RKP). Les compromis au sein du gouvernement affaiblissent les positions du SMP dont l'unique ministre, Raimo Vistbacka, remet sa démission après des divergences de vue sur le régime national de retraite lors des négociations budgétaires. Après le retrait de Veikko Vennamo de la vie politique active, le SMP éclate en un grand nombre de groupuscules et de mouvements, jusqu'à sa dissolution complète.

Le PS, défenseur des intérêts de tous les Finlandais

Le PS est fondé en mai 1995 sur les décombres du SMP. Même s'il se présente de nouveau davantage comme le défenseur des ménages modestes et défavorisés, il cherche à élargir sa base électorale et tente même de s'établir comme parti chrétien de centre droit. Ainsi, dans le programme du parti en 1995, on peut lire : « L'objectif du parti est de réunir, sur des bases chrétiennes sociales, tous ceux dont les intérêts et le statut social et économique similaires ne sont pas convenablement pris en considération ».³ Au lieu de la vieille opposition entre la ville et la campagne, on met désormais l'accent sur les inégalités socio-économiques engendrées par la mondialisation. L'influence croissante des voix nationalistes et xénophobes au sein du parti au début des années 2000 pousse celui-ci à nettement se radicaliser. Sous l'égide de son nouveau président, Timo Soini, le PS gagne en popularité, notamment pour sa critique de la politique européenne pendant la crise financière de 2008, qui le fait progresser dans les sondages. Le nouvel ennemi, c'est alors l'Union européenne, ou plus précisément la bureaucratie bruxelloise. A partir de cette date, le PS se positionne comme le protecteur des intérêts de tous les Finlandais. Lors des élections européennes de 2014, il s'engage toutefois dans une démarche plutôt « constructive et

critique » à l'égard de l'UE, qu'il ne rejette plus catégoriquement, selon ses propres déclarations : mais il faut garantir la souveraineté des pays membres. A la différence de tous les autres partis politiques finlandais, le PS n'accepte aujourd'hui l'euro comme monnaie commune que sous certaines conditions. Sur le plan politique, il ne se reconnaît aucune obligation à l'égard de l'Europe, mais uniquement à l'égard de la Finlande.

Xénophobie et ethno-nationalisme

C'est encore la ligne que poursuit le parti lors de la campagne pour les élections législatives d'avril 2015. Avec son slogan « *Suomalaisten puolesta* » (Pour les Finlandais), le PS place au premier plan les intérêts du peuple finlandais. Il met l'accent sur la maîtrise de l'immigration et la réduction de l'aide au développement. Selon le PS, plutôt que de jouer le rôle de l'Etat social pour la terre entière, il faut protéger les emplois en Finlande et soutenir les citoyens les plus modestes. Il faut également donner plus de place aux petites et moyennes entreprises et au secteur des services dans le droit des marchés publics, afin de promouvoir les emplois et les ressources nationales et de dynamiser ainsi l'économie du pays.⁴

Participation au gouvernement puis scission

Grâce à cette campagne facile à comprendre, le PS progresse énormément dans les urnes lors des élections législatives d'avril 2015, et avec 17,7 % des voix, il devient la troisième force politique du pays.⁵ Cela lui permet de faire son entrée au sein de la coalition de centre droit conduite par le Premier ministre Juha Sipilä (du Parti du centre) avec le Parti de la coalition nationale (Kokoomus). Le président du PS, Timo Soini,

devient ainsi ministre finlandais des Affaires étrangères. Cette participation au gouvernement fait fondre sa popularité, et au printemps 2017, le PS retombe à 9 % d'opinions favorables. De l'avis général, cela tient aussi au fait qu'en signant le contrat de coalition, le PS s'est engagé sur une politique pro-européenne, au risque de perdre en crédibilité auprès de ses électeurs. Ce recul dans les sondages fait également de plus en plus émerger les voix les plus radicales au sein du parti. L'élection de Jussi Halla-Aho à la présidence du PS en juin 2017 déclenche immédiatement une scission du parti. Une aile modérée autour du ministre des Affaires étrangères Timo Soini reste dans la coalition gouvernementale avec un nouveau mouvement baptisé Avenir bleu. Le PS dirigé par Jussi Halla-Aho passe quant à lui dans l'opposition radicale au sein du Parlement.

Renouvellement de l'image identitaire et progression dans les sondages

Le retour dans l'opposition permet au PS de se refaire une image de marque. A l'approche des élections législatives du printemps 2019, il choisit d'articuler toute sa campagne autour d'une politique radicale en matière d'immigration. Sur les questions économiques, le PS défend alors une politique stricte de « chauvinisme du bien-être » : il veut réserver la redistribution de la richesse nationale aux seuls Finlandais.

Après les élections législatives de 2019, le groupe modéré Avenir bleu disparaît complètement du paysage politique finlandais, et le PS s'établit comme parti ethno-nationaliste fort de ses 17,5 % des suffrages.

La crise gouvernementale de l'automne 2019 conduit à une importante défiance de la population envers la politique. La crise fait suite au nouvel échec des

réformes du système de santé et de la protection sociale. C'est en partie ce qui explique aussi la progression constante du PS dans les enquêtes d'opinion. En mars 2020, le parti y arrive nettement en tête, avec 22,4 % d'opinions favorables, devant le Parti de la coalition nationale (kokoomus), à 18 %, et devant le Parti social-démocrate au pouvoir, qui recueille 16,6 % d'opinions favorables.⁶

Le PS se donne une nouvelle image de centre droit

A la différence de Timo Soini et de son populisme qui reposait sur des slogans à l'emporte-pièce, Jussi Halla-Aho mise sur une apparence de sérieux dans son argumentaire. Ce style plaît à de nombreux électeurs, qu'ils soient ou non d'accord sur le fond avec les positions du PS. Il se présente délibérément en homme d'Etat, afin de plaire à la masse modérée de la société finlandaise. Son parti se concentre sur ses thèmes de prédilection, notamment l'immigration. Contrairement à de nombreux populistes de droite à travers le monde, le PS ne nie pas le changement climatique, mais affirme qu'il serait naïf de croire que les mesures prises en Finlande puissent avoir le moindre impact sur l'évolution du climat à l'échelle mondiale. Pour de nombreux électeurs, un tel discours semble plausible. D'une part, on ne nie pas le réchauffement climatique, d'autre part, on demande d'en finir avec « l'hystérie climatique » ambiante.

L'un des facteurs les plus importants pour expliquer la progression et la stabilisation de la popularité du PS, c'est sans aucun doute qu'il a su s'installer au centre de la société. Beaucoup de salariés et d'électeurs de la classe moyenne ont ainsi quitté les sociaux-démocrates pour le rejoindre. Au total, il est difficile de classer son électorat selon un schéma droite-gauche.

2. Les moteurs et les thèmes qui animent le nationalisme finlandais

Les principes fondamentaux de la culture du consensus

En Finlande, la politique repose sur une culture du consensus et de la coopération pragmatique par-delà les partis. Comme nous l'expliquions précédemment, le PS et les partis dont il est issu ont aussi participé à des gouvernements de coalition. De fait, il n'existe en Finlande aucun parti représenté au Parlement qui n'ait exercé, à un moment ou un autre, des responsabilités gouvernementales. Cette culture politique, faite de recherche du consensus et de constitution de majorités par-delà les frontières partisans, a des raisons à la fois historiques, constitutionnelles et culturelles.

D'une part, pendant la Guerre froide, l'économie et la politique finlandaise étaient essentiellement tributaires d'éléments extérieurs. Malgré son indépendance et son engagement sans ambages au côté des démocraties libérales occidentales, vis-à-vis de l'Union soviétique, la Finlande ne pouvait pas se permettre d'être instable, ni accepter que se constituent en son sein des camps politiques opposés susceptibles de menacer son unité intérieure et, au final, sa souveraineté. Cette stabilité politique pendant la Guerre froide est symbolisée encore aujourd'hui par le Président finlandais Urho Kekkonen, à la tête du pays pendant 26 ans (de 1956 à 1982), et qui a non seulement été accepté et soutenu par tous les partis politiques, mais aussi par une majorité de la société finlandaise.

Outre la nécessité d'unité qu'imposait la Realpolitik vis-à-vis du monde extérieur, il ne faut pas non plus négliger l'importance qu'a eu l'expérience douloureuse de la guerre civile finlandaise de 1918, et

qu'elle a encore pour la paix civile du pays. Les vieux antagonismes entre la bourgeoisie nationale et le mouvement ouvrier d'obédience socialiste ont fini par déboucher sur une guerre civile qui n'a duré que cinq mois, mais qui a profondément divisé la société pendant des décennies après la fin des combats. Cette division produit encore des effets aujourd'hui, même s'ils sont moins manifestes. Néanmoins, dans un esprit de concorde sociale et pour ne pas rouvrir d'anciennes plaies, la culture politique finlandaise conduit à ne pas remettre en question certains principes fondamentaux, et à assurer à toutes les organisations politiques, économiques et sociales une participation équitable au fonctionnement de la société.

Cela passe par la reconnaissance unanime des principes fondamentaux suivants :

1. La démocratie représentative et l'autogestion des communes,
2. L'économie de marché et la diversité économique avec les structures de l'Etat providence,
3. Une culture nationale fondée sur la langue finnoise, et une protection juridique forte de la population des Suédois de Finlande.⁷

Ce cadre conceptuel est pour l'essentiel accepté par tous et n'est pas remis en cause, quelles que soient les opinions politiques. Dans ce cadre, le rôle des partis politiques suit l'idée selon laquelle « l'unité » d'une nation n'existe pas en tant que telle, mais qu'elle se compose des groupes sociaux et des partis dont seuls la coopération et les accords peuvent conduire à un tout, à une unité. Dans cette vision des choses, les divergences d'opinion et la contestation sont naturelles, et sont même nécessaires à l'évolution de la société. Toutefois, l'expérience de la Finlande depuis son indépendance il y a cent ans a montré que les

processus politiques et sociaux internes au pays ne devaient pas menacer la souveraineté et la place de la Finlande sur la scène internationale.

Le PS rompt avec la culture du consensus

Tout en participant à la recherche d'un consensus, le PS mise sur la confrontation et les oppositions. Sa radicalisation croissante l'a vu se transformer d'un parti purement populiste dans la tradition du SMP en un parti ethno-nationaliste. Depuis, il puise l'essentiel de sa légitimité dans l'insatisfaction et la défiance supposées d'une majorité de Finlandais de souche à l'égard des autres partis, des institutions et du fonctionnement général de la société finlandaise. Selon les propres termes du PS, la confrontation serait absolument nécessaire, parce que les antagonismes existent dans la réalité. Ainsi, par exemple, l'immigration en Finlande, présentée comme nocive sur le plan économique et social, rendrait impossible le maintien de la protection sociale et des bonnes conditions de travail, l'évolution adéquate des salaires, la défense d'un enseignement de qualité, de l'égalité et de la paix sociale. Le PS ne rejette pas par principe les institutions existantes ni le cadre sociétal dans lequel elles s'inscrivent, et ne veut ni les bloquer ni encore moins les supprimer. Mais il considère que la protection sociale et les aides économiques devraient bénéficier principalement aux citoyens finlandais ou aux Finlandais de naissance. Les populistes de droite ont besoin de la rupture, de la confrontation avec la culture du consensus ; c'est un moyen politique de conférer une légitimité à leurs thèmes de prédilection et à leurs arguments.

La politique migratoire comme ligne de conflit

Sur le fond, le PS exploite les sujets dominants des populistes de droite et des nationalistes partout en Europe. Par conséquent, ses thèmes de prédilection sont le durcissement de la politique en matière d'immigration, une protection sociale réservée aux seuls « véritables » contributeurs de la société, et l'affirmation d'une culture et d'une identité finlandaise décomplexée. Le PS rejoint d'autres droites nationales qui considèrent que l'Union européenne devrait n'être qu'une confédération d'Etats dédiée à la coopération entre pays indépendants ; le parti rejette toute idée d'une intégration plus avancée vers une fédération européenne. Il faut selon lui empêcher une « répartition des charges » à l'échelle européenne, dans laquelle la Finlande assumerait les dettes d'autres pays.

En matière de défense, le parti plaide aussi pour le maintien du service militaire obligatoire. Pour le PS, il faut avant tout que la Finlande puisse assurer elle-même sa propre défense. Le parti est divisé sur la question de l'adhésion à l'OTAN, mais sa base y est majoritairement opposée. Selon le PS, la Finlande doit certes coopérer sur le plan international sur les questions de défense dès lors que c'est utile aux intérêts nationaux, mais le pays ne doit soutenir ni une armée de l'Union européenne ni des forces armées européennes communes.⁸ En matière d'immigration, le PS prône des changements radicaux. Le problème fondamental pour Jussi Halla-Aho et son parti, c'est l'augmentation de la part des étrangers dans la population finlandaise. Alors qu'au cours des années 1990, le pays n'accueillait que quelques milliers de nouveaux immigrants chaque année, ces dernières années, selon le PS, ils étaient chaque année plusieurs dizaines de milliers à rejoindre le pays, et représen-

taient déjà 7 % de la population totale en 2017. De fait, l'immigration progresse depuis le début du 21^{ème} siècle, mais lentement. En 2017, les étrangers non-naturalisés, au nombre de 249.452 personnes, représentaient en réalité environ 4,5 % de la population totale. Les 373.000 personnes nées à l'étranger représentaient 6,8 % de la population totale. Malgré une légère augmentation, la Finlande continue toutefois d'afficher le plus petit nombre d'étrangers en pourcentage de sa population, par rapport à ses voisins et aux autres pays d'Europe occidentale.⁹ Selon le programme du PS, la croissance actuelle du nombre d'immigrés n'est pas tenable, parce que la politique migratoire du pays a d'ores et déjà échoué, et le taux de chômage parmi les immigrés est 2,5 fois supérieur à celui des Finlandais de naissance. L'objectif du parti est de faire retomber les chiffres de l'immigration au niveau des années 1990.¹⁰ Les principaux moyens pour endiguer les problèmes attribués à l'immigration seraient ainsi le renforcement des contrôles et les reconduites à la frontière. Selon le PS, les mesures en faveur de l'éducation et de l'intégration ne peuvent pas résoudre les problèmes. Le PS considère que l'Etat social finlandais est en grande difficulté, et qu'il faudrait donc accroître le nombre de cotisants par rapport au nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. Le principe le plus important en la matière pour le PS, c'est la « solidarité intérieure » au profit des Finlandais ; selon lui, le pays n'a pas besoin des pauvres venus d'ailleurs. Ce serait en outre une question de « hiérarchie des priorités et de justice ». Sur ce point, le PS considère l'immigration comme le cœur du problème. Ainsi, selon lui, il n'est pas acceptable qu'une personne qui a immigré en Finlande et qui vit des prestations sociales touche le même montant qu'un Finlandais – voire plus, selon son statut au regard de l'immigration. Mais comme la part des actifs qui payent des impôts diminue, à cause du vieillissement de la population et du faible taux de

natalité, mieux vaut, selon le PS, diriger les ressources disponibles vers les « publics pertinents ». Pour le PS, cela comprend les Finlandais défavorisés, âgés, les familles avec des enfants, les personnes malades et handicapées.

3. Les alliances européennes

Les connexions du PS avec d'autres partis nationalistes à travers l'Europe sont pragmatiques et fondées sur leur positionnement identitaire. Depuis 2019, le PS fait partie du groupe politique Identité et démocratie au Parlement européen, avec deux députés sur les 14 que compte la Finlande.

Notons que le PS, comme les Démocrates de Suède en Suède, adopte une attitude plutôt critique à l'égard de la Russie. Officiellement, le parti dénonce l'annexion illégale de la Crimée par Moscou et se dit favorable aux sanctions européennes.

La coopération avec les populistes de droite et les nationalistes nordiques s'est accrue au cours des dernières années. Depuis que Jussi Halla-Aho a pris la tête du parti, la coopération avec les Démocrates de Suède s'est elle aussi intensifiée. Ainsi, selon Jussi Halla-Aho, les Suédois et les Finlandais rencontrent des problèmes similaires, et les échanges de vues sont bénéfiques pour les deux parties.¹¹ En outre, le PS forme avec les Démocrates de Suède et le Parti populaire danois (Dansk Folkeparti) un groupe de partis au Conseil nordique.¹²

4. Les perspectives du centre droit face aux nationalistes

Le nationalisme pose de nouveaux défis à la culture du consensus. Même si les gouvernements de coalition constituent plus la règle que l'exception en Finlande, tout comme les gouvernements minoritaires s'appuyant sur des coalitions objectives, l'action de plus en plus radicale du PS perturbe les rapports de forces politiques, en particulier au centre droit. Pour le moment, il n'est encore question ni de faire blocage ni d'ostraciser le PS. Cela tient notamment au fait qu'il est plutôt modéré sur ses principes fondamentaux, comme l'est généralement le populisme de droite dans les pays nordiques. Ainsi, la xénophobie et la vision restrictive de l'immigration reposent davantage sur la notion déjà évoquée de « chauvinisme du bien-être » que sur une idéologie raciste.¹³ Pour les partis de centre droit, le pas est donc moins difficile à franchir lorsqu'il faut trouver un terrain d'entente avec le PS sur des points précis. Il existe de fait des recoupements entre les positions défendues par le PS, le Parti de la coalition nationale Kokoomus et les Chrétiens démocrates (KD) sur un certain nombre de sujets. Le président de Kokoomus, Petteri Orpo, a ainsi déclaré récemment que son parti et le PS pouvaient coopérer, puisqu'il existait entre eux des convergences de vue, notamment sur les questions économiques. Pour lui, l'essentiel, c'est qu'il doit être possible en Finlande d'envisager une coopération avec tous les partis. Il considère que la composition du gouvernement aurait dû tenir compte des bons résultats électoraux du PS lors des dernières élections législatives du printemps 2019.

Mais malgré des convergences, ce sont les divergences de vue qui l'emportent jusqu'ici. Qui plus est, la radicalisation du PS, au moins depuis 2017, avec l'élection à sa tête de Jussi Halla-Aho, constitue une

rupture avec les règles générales de la vie politique. Jussi Halla-Aho, condamné en 2012 pour ses déclarations contre l'islam et ses écrits incendiaires, n'est pas un interlocuteur acceptable. Les perspectives futures du centre droit dépendront donc aussi des acteurs en présence en Finlande. Indépendamment de cela, l'élément déterminant pour toutes les parties prenantes, c'est de savoir si un compromis est possible sur des questions concrètes.

Globalement, le populisme de droite et le nationalisme politique ont toujours joué un rôle en Finlande, et ils font partie du système. À partir d'un petit mouvement populiste agraire s'est développé le PS, populiste de droite, ethno-nationaliste, très attaché à l'identité nationale. Malgré leur radicalisation, les populistes et les nationalistes ne sont ni isolés politiquement, ni mis au ban. Ils font partie de la palette des opinions de la politique et de la société finlandaise, et malgré les profondes divergences de vue sur le fond, malgré les critiques et le rejet qu'inspirent certaines personnalités, ils sont intégrés à égalité de droit dans les processus politiques. C'est précisément ce qui permet au populisme et au nationalisme finlandais de rester conformes au système démocratique, et de ne pas se transformer en un mouvement d'opposition autoritaire, voire totalitaire, qui dénigrerait la démocratie.

- 1 Il existe diverses traductions du nom du parti, Perussuomalaiset. On a d'abord parlé du Parti des vrais Finlandais, ou du Parti des Finlandais de la base. Le terme actuellement retenu est le Parti des Finlandais. Dans cette étude, on le désigne par le sigle PS.
- 2 Cazes (2019).
- 3 Puolueen yleisohjelma 1995 : <https://www.perussuomalaiset.fi/puolueen-yleisohjelma-1995/>, le 20.03.2020.
- 4 Politique sociale et sanitaire, programme de 2015 : <https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2015/03/Sosiaalipoliittinen.pdf>, le 26.03.2020.
- 5 Ministère finlandais de la Justice (2015).
- 6 Hara (2020).
- 7 D'une manière générale, cela vaut pour toutes les minorités du pays.
- 8 Programme des élections européennes de 2019 : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/04/Eu_vaali ohjelma_PS_2019.pdf, p. 6, le 15.04.2020.
- 9 Västöliitto (2020).
- 10 Le programme en matière d'immigration en 2019 : <https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/02/Maahanmuuttopoliittinen-ohjelma-2019.pdf>, p. 3, le 15.04.2020.
- 11 Hupa (2018).
- 12 Groupes de partis 2020 : <https://www.norden.org/en/organisation/party-groups>, le 15.04.2020.
- 13 Kitschelt / McGann (1995), p. 135.

5

France

Nino Galetti, Nele Katharina Wissmann



Patriotisme et populisme social – la « dédiablement » du Rassemblement National

La lutte contre le nationalisme et la défense d'un patriotisme républicain sont des leitmotifs de la présidence d'Emmanuel Macron. La politique européenne de l'actuel président s'inscrit également dans cette conception particulière du rôle de la politique. La consolidation de l'Union européenne devient un modèle à opposer à la propagation du nationalisme prôné par les populistes de droite.

Dans ce contexte, l'opposition entre nationalisme et patriotisme n'est pas nouvelle, elle se retrouve même continuellement au fil de l'histoire depuis la Révolution française de 1789. Le « vrai patriotisme » du Front populaire, héritage de la Révolution, s'oppose ainsi au « faux » patriotisme de l'Allemagne nationale-socialiste. Mais dans l'esprit des Français, le patriotisme n'est ni de droite, ni de gauche ; il s'inscrit plutôt dans la vision qu'ont les Français, par-delà leurs appartenances partisans, de la grandeur de la Nation.

Le couple patriotisme-nationalisme n'a plus été défini clairement depuis le Général de Gaulle (Président de la République de 1958 à 1969), pour qui le patriotisme était l'amour de la patrie, et le nationalisme la haine des autres peuples. Profitant de l'occasion du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, Emmanuel Macron a proposé à son tour sa propre définition des deux termes. Pour lui, le nationalisme n'est pas seulement le contraire du patriotisme, c'en est même une trahison. Les cinq années écoulées entre les élections européennes de 2014 et 2019 sont

à cet égard un bon indicateur du glissement intervenu dans la conception qu'ont les Français de la nation.

Comment ont évolué le nationalisme / le national-populisme en France au cours des cinq dernières années – des élections européennes de 2014 à celles de 2019 ?

La « dédiabolisation » du Rassemblement national, parti populiste de droite

Lors des élections européennes de 2014 et de 2019, le Front national (FN) – devenu à partir de 2018 le Rassemblement national (RN) – parti à tendance nationaliste, populiste de droite et antieuropéen, est sorti vainqueur du scrutin, devenant la première force politique du pays. Ces deux victoires électorales témoignent de la réussite de la « dédiabolisation » entreprise par le parti sous la présidence de Marine Le Pen depuis 2011. Son objectif était de sortir le parti de l'extrême droite marginale pour le ramener vers le centre de l'échiquier politique, lui ouvrant ainsi l'accès à un électorat plus vaste, en associant des revendications sociales populistes à des idées nationalistes.

L'élection présidentielle de 2017 a également confirmé le succès de cette stratégie : la République française s'était imposé un « cordon sanitaire » pour tenir à l'écart les extrémistes de droite et les nationaux-populistes, mais il n'est plus étanche. Tandis que lors de l'élection présidentielle de 2002, Jacques Chirac l'avait emporté haut la main au second tour face au président du FN de l'époque, Jean-Marie Le Pen, avec 82,2 % des suffrages, le score réalisé par Emmanuel Macron en 2017, 66 %, est nettement plus faible. Près de 34 % des électeurs français ont alors voté pour élire une Présidente de la

République populiste de droite, d'inspiration nationaliste, en la personne de Marine Le Pen.

De plus en plus d'électeurs semblent pouvoir s'accommoder de la nouvelle image du parti et sont prêts à voter pour lui. Parmi les facteurs qui favorisent cette évolution, on trouve d'une part les effets de la mondialisation, qui déclenchent des craintes particulièrement parmi les milieux menacés de déclin économique et social, et d'autre part la formation croissante de communautarismes, dont le Rassemblement national est trop souvent le seul à évoquer les conséquences négatives.

La rhétorique antisémite, raciste et misogyne a longtemps été prédominante parmi les dirigeants du parti autour de Jean-Marie Le Pen, tous socialisés entre la Seconde Guerre mondiale et la Guerre d'Algérie. Ces dernières années, Marine Le Pen lui a substitué une critique de l'immigration, de l'islamisation et de la mondialisation. Mais souvent, elle habille ses positions nationalistes et extrémistes dans un vocabulaire républicain : ainsi, le terme de « patriotisme » remplace de plus en plus celui de « nationalisme ». Marine Le Pen interprète le principe de la laïcité par référence aux racines chrétiennes de la France, privilégiant ainsi une acception identitaire du terme.

La division du paysage politique français entre forces libérales et nationalistes

En réaction à ce virage rhétorique des nationalistes, le camp libéral, conduit depuis 2017 par Emmanuel Macron, se sert à nouveau de l'opposition entre les « vrais » et les « faux » patriotes, qu'il définit dans le sens que leur donnait le Général de Gaulle, tout en y ajoutant une dimension européenne. En soulignant

les différences entre le camp libéral, européen, et les forces nationalistes, rétrogrades, on réduit nettement les marges de manœuvre des partis politiques traditionnels. Ce manichéisme entraîne ainsi une forte polarisation, dont se servent aussi bien les macronistes que les nationalistes autour de Marine Le Pen. On peut néanmoins déplorer le peu d'espace qu'il laisse aux autres forces modérées de l'échiquier politique.

L'échec du virage à droite du parti conservateur Les Républicains

Face à cette polarisation et sous l'impulsion de son nouveau président, Laurent Wauquiez, le parti de droite conservateur Les Républicains, après sa défaite électorale de 2017, a droitisé son discours, devenant plus critique à l'égard de l'Europe, mais sans obtenir l'effet escompté. L'amère défaite aux élections européennes de 2019, au cours desquelles le parti n'a réuni que 8,5 % des suffrages, montre que les adeptes d'une interprétation nationaliste de la notion de patriotisme ont préféré « l'original » à « la copie ». De nombreuses personnalités politiques modérées ont ressenti ce « coup de barre à droite » comme une trahison de leurs propres valeurs conservatrices de centre droit, gaullistes. C'est notamment le cas des anciens Premiers ministres Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, ou encore des Présidents de région Xavier Bertrand à Lille (Hauts de France) et Valérie Pécresse à Paris (Île de France). Après ce fiasco, l'alliance de la droite traditionnelle et des nationales populistes semble donc un scénario peu probable pour le moment.

Le durcissement du climat politique et social à la suite des attentats terroristes de 2015 et 2016, et la remise en cause de la politique française en matière de droit d'asile

Les attentats terroristes de 2015 et 2016 ont crispé la société française. Avec la crainte permanente du terrorisme islamiste, de nombreux citoyens sont devenus plus réceptifs aux propos nationaux-populistes et critiques à l'égard de l'islam. Dans la France laïque, qui compte le plus grand nombre de musulmans en Europe, le rapport à l'islam est un sujet délicat. Le débat essentiel sur les rapports entre la religion et l'Etat n'a jamais été mené à son terme, au motif que le principe de la laïcité s'impose. Il s'est ainsi créé un vide dans lequel s'engouffrent délibérément les nationalistes. La politique française au regard du droit d'asile aggrave encore cette situation : le nombre de demandeurs d'asile a doublé entre 2014 et 2018, passant 60.000 à plus de 120.000. Face à cette augmentation, les faiblesses des dispositifs d'accueil conduisent à des situations chaotiques, notamment à Paris, mais aussi dans la ville portuaire de Calais et à la frontière franco-italienne. Ces endroits sont devenus les symboles de la crise du droit d'asile français (et européen), et les nationalistes y voient les preuves de l'inefficacité de l'Union européenne. Ils dénoncent un noyautage du système français de protection sociale, et une menace contre les fondements chrétiens de la France.

Quels sont les acteurs politiques et sociétaux de la cause nationaliste ?

Le Rassemblement national (Front national jusqu'en 2018)

Acteur politique central du national-populisme, le Front national (FN), rebaptisé Rassemblement national (RN) en 2018, concentre aujourd'hui l'essentiel de l'attention des médias et de l'opinion publique. Avec ses succès à l'élection présidentielle de 2017 (sa présence au second tour) et aux élections européennes de 2019 (comme en 2014, il est la première force politique sortie des urnes, avec 23,3 % des suffrages exprimés) le parti a su défendre sa place sur la scène politique. Le mode de scrutin majoritaire fait que les résultats importants dans les urnes aux élections législatives et municipales ne se sont traduits que dans une moindre mesure en sièges remportés. Ainsi, lors des législatives de 2017, le parti a recueilli 13,2 % des suffrages au premier tour, mais il n'a pourtant obtenu que 6 sièges de députés sur les 577 que compte l'Assemblée nationale. Dans les 13 régions, le RN est actuellement représenté par 306 conseillers régionaux sur un total de 1758. Seules 14 des quelques 35.000 communes françaises ont un maire issu des rangs du Rassemblement national. Sur le plan programmatique, le parti a repris à son compte des revendications de la gauche, en particulier en matière sociale (notamment la retraite à 60 ans), mais sur les questions de société, il défend une vision identitaire, nationale conservatrice.

Les petits partis : Les Patriotes, Union Populaire Républicaine, Debout la France

Plusieurs petits partis français puisent dans le national-populisme. Souvent, ils ont été fondés par d'anciens membres des grands partis traditionnels, dont ils se sont séparés suite à des querelles personnelles ou internes. Ils sont présents dans les campagnes électorales, mais pratiquement pas représentés parmi les élus aux échelons national, régional et local. C'est notamment le cas pour Les Patriotes, créé en 2017 par l'ancien vice-président du Front national, Florian Philippot, après l'échec de son OPA sur le FN. Florian Philippot et ses Patriotes tentent de se faire une place sur la scène politique à côté des souverainistes de l'Union Populaire Républicaine (UPR), en plaidant pour un « Frexit ». Après les élections de 2017, le RN avait pour sa part renoncé au « Frexit » – la sortie de la zone euro et de l'Union européenne – lorsqu'il est apparu qu'il s'agissait d'une revendication qui ne mobilisait pas l'électorat. Désormais, le RN s'affiche nettement moins hostile à l'Union européenne, et plaide pour une union de nations indépendantes, liées par leurs racines chrétiennes communes. Fruit d'une autre scission au sein de la droite conservatrice, le parti Debout la France est dirigé par Nicolas Dupont-Aignan, qui fut longtemps maire de Yerres, une commune au Sud de Paris. En 2008, ce parti gaulliste social s'est séparé des Républicains (qui s'appelaient encore l'UMP à l'époque), et plaide avant tout pour une consolidation de l'identité nationale et la défense de la souveraineté de la France face à l'Union européenne.

Développement d'une nouvelle droite en dehors des partis

A l'écart des partis établis, une nouvelle droite est apparue après les élections de 2017, et elle pourrait jouer un rôle central lors de l'élection présidentielle de 2027, et peut-être même dès 2022. La représentante la plus marquante de cette nouvelle droite n'est autre que la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal, âgée aujourd'hui de 30 ans, et qui était la plus jeune députée élue à l'Assemblée nationale en 2012. En 2017, elle s'est officiellement retirée de la vie politique, mais depuis, elle semble mettre en place les bases idéologiques et fonctionnelles de cette nouvelle droite, qui pourrait jouer un rôle important au sein même du RN à moyen terme. Fondatrice et directrice de l'Institut des Sciences Sociales Économiques et Politiques (ISSEP), Marion Maréchal s'est fixé comme objectif de former une « nouvelle élite » capable de s'opposer aux technocrates issus des Grandes Écoles traditionnelles. Elle cherche aussi à se rapprocher d'une partie de la droite classique qui se retrouve dans son discours teinté de nationalisme d'obédience catholique. Le premier galop d'essai a consisté, à l'automne 2019, à organiser une « Convention de la droite » qui, sous des airs de conservatisme attaché aux valeurs, défend surtout des positions identitaires. La frontière entre la vision conservatrice du monde et l'idéologie nationaliste risque de s'estomper encore davantage à l'avenir.

Le rôle des intellectuels de droite en France

En France, les intellectuels jouent le rôle de meneurs d'opinion, et par leur présence dans les médias, ils exercent une influence considérable sur le débat politique. Sur les questions de société en particulier, et notamment sur la définition de la laïcité et le rapport à un islam en progression, les intellectuels ont vu s'ouvrir pour eux tout un champ d'action. Au moment où la politique traverse une recomposition idéologique, les intellectuels sont devenus une boussole très recherchée. Personnage central de ce phénomène, le journaliste et auteur Éric Zemmour a fait du glissement des frontières entre conservatisme et nationalisme son image de marque ; il était l'orateur principal de la « Convention de la droite ». Pour Éric Zemmour, la distinction entre les courants modérés et radicaux de l'islam est un leurre, et il aime à évoquer « l'invasion, la colonisation et l'occupation » de la France par un « islam totalitaire ». Selon lui, la laïcité est en danger. Il préfère donc s'en remettre à un nationalisme absolu pour lequel Charlemagne, Jeanne d'Arc et Napoléon sont les héros de la Nation.

Quelles sont les thématiques nationales mises en avant par ces nationalistes ?

Comme c'est aussi le cas dans d'autres pays d'Europe, les nationalistes français ont repris à leur compte des revendications sociales de la gauche, notamment dans le sillage du mouvement des gilets jaunes, mais sur les questions de société, ils continuent de prôner une idéologie identitaire, nationale conservatrice, qui tourne essentiellement autour des thèmes de l'islamisme, de l'immigration et de l'intégration. Ils se voient avant tout comme les défenseurs des valeurs chrétiennes de la France. Sur la toile de fond des attentats terro-

ristes des dernières années et de la crise de l'asile en France, gouvernement et nationalistes se disputent sur l'analyse de la situation. Pour mobiliser des électeurs parmi les couches les plus modestes de la société, les nationalistes entretiennent délibérément l'image d'une immigration qui viendrait « profiter » de la protection sociale française.

Aujourd'hui, la volatilité d'une partie de l'électorat, passée de l'extrême gauche à l'extrême droite, est devenue réalité : selon de récents sondages, près d'un tiers des électeurs de La France insoumise (populiste de gauche) ont une image positive du Rassemblement national (populiste de droite). Bien plus de la moitié des électeurs des Insoumis considèrent le RN comme un parti « parfaitement normal ». Parallèlement, force est de constater que le Rassemblement national n'a profité qu'en partie de la dynamique du mouvement des gilets jaunes, en lutte pour plus de justice sociale depuis la fin de l'année 2018. Même si Marine Le Pen a souligné à plusieurs reprises que bon nombre des revendications des gilets jaunes sont conformes au programme du RN, à peine un tiers des membres actifs des gilets jaunes déclarent partager ses idées.

Il existe encore un parallèle avec les autres pays européens sur les questions de « sécurité intérieure – défense des territoires – protection de l'environnement ». La droite radicale revendique aujourd'hui elle aussi la protection de l'environnement, qui s'avère mobilisatrice sur les enjeux locaux. Elle défend un « protectionnisme intelligent » qui protégerait les paysans et les pêcheurs locaux. Cette écologie à caractère identitaire est définie comme une « défense des territoires » et va de pair avec des idées racistes et pour partie ethnicistes.

Le Rassemblement national partage aussi la revendication d'une politique de sécurité autonome, qui s'inscrit dans la même ligne d'argumentation. Dans cet esprit, la sortie de l'OTAN et l'abandon de la politique européenne de sécurité et de défense devraient ainsi être compensés par une augmentation du budget de la défense et le retour au service militaire obligatoire.

Quel rôle joue la politique européenne pour le nationalisme et ses acteurs ?

En matière de politique européenne, les nationalistes français définissent la souveraineté nationale comme l'objectif premier. Les petits partis comme Les Patriotes et l'Union populaire républicaine restent toujours attachés au « Frexit », mais cet entêtement les marginalise de plus en plus, parce que le sujet mobilise peu l'électorat français, qui ne remet pas en cause l'ancrage de la France dans l'Union européenne. Après les élections présidentielle et législatives de 2017, le RN a pris ses distances par rapport au « Frexit ». Désormais, le parti plaide pour une « alliance européenne des nations », que l'on retrouve dans le groupe Identité et Démocratie au Parlement européen, et tente de mettre à profit à ses propres fins les succès électoraux des partis nationalistes dans les pays voisins.

Ce faisant, le RN doit relever deux défis. Quand on regarde de plus près la famille des partis eurosceptiques, on constate d'importantes divergences de vues sur de nombreux sujets. C'est notamment ce qui a empêché l'alliance électorale des nationalistes de s'entendre sur la formation d'un groupe commun au Parlement européen après les élections européennes de 2019. En outre, le concept d'Europe des nations ou des patries reste flou sur bien des points, et ne dit pas

comment l'Union européenne dans sa forme actuelle devrait être remodelée, quelles réformes seraient prioritaires, ni quelles politiques et quelles compétences devraient continuer d'être gérées à l'échelon européen.

Sous l'effet de la crise du système européen du droit d'asile, le concept de la « forteresse Europe » confirme son statut d'objectif suprême des nationalistes. Entrent dans cette vision la maîtrise de l'immigration clandestine, la réduction de l'immigration légale et la défense de l'héritage chrétien de la civilisation européenne contre « l'invasion islamique ». A cet égard, le rétablissement des frontières nationales et la fin de l'Espace Schengen sont les revendications centrales des nationalistes français.

A partir de la réforme de la directive sur le détachement des travailleurs, discutée en 2017 et 2018, le Rassemblement national a affûté sa vision du « patriotisme économique » pour y intégrer aussi de plus en plus les produits agricoles. La directive est tombée à point nommé pour remettre en cause la liberté de circulation des marchandises et des services au sein de l'Union européenne et exiger une renégociation des traités européens. Dans ce contexte aussi, le choix du terme de « protectionnisme intelligent » est crucial, et vise à arrondir l'image antieuropéenne des nationalistes, dans l'espoir de les rendre plus attrayants pour un électorat le plus large possible.

A quelles évolutions des mouvements nationalistes peut-on s'attendre entre 2019 et 2024 ? (Scénarios pour les élections municipales de 2020 / l'élection présidentielle de 2022 / les élections européennes de 2024)

Scénario n°1 : Durcissement du duel entre nationalistes et libéraux

Etant donné le rôle central du Président de la République dans le système politique français, les évolutions politiques dépendent dans une large mesure de l'élection présidentielle. Pour le prochain scrutin, en 2022, le scénario le plus probable est celui d'une nouvelle confrontation au second tour entre les nationalistes et les libéraux. Pendant la campagne présidentielle de 2017, le mouvement La République en Marche avait délibérément misé sur ce duel pour mobiliser les électors de gauche comme de droite autour de la candidature d'Emmanuel Macron. En se proclamant seule force progressiste pro-européenne, le candidat d'En Marche se présentait comme l'unique alternative aux nationalistes, et avait déclenché une mobilisation en sa faveur, chez les électeurs de gauche comme de droite. Les partis traditionnels – Les Républicains à droite et le Parti socialiste à gauche – ont été les grands perdants de cette situation, et se retrouvent jusqu'à aujourd'hui en proie à une crise profonde.

L'issue du duel de 2022 dépendra pour une bonne part du bilan du premier quinquennat du Président Macron. Si les électeurs le jugent négatif, on ne peut pas exclure qu'Emmanuel Macron ne parvienne pas à mobiliser suffisamment d'électeurs pour l'emporter à nouveau au second tour face à Marine Le Pen. Une faible participation favoriserait la candidate du RN. Mais même si les forces pro-européennes remportent

encore l'élection présidentielle de 2022, cette stratégie risque de ne plus fonctionner en 2027, et il se peut que les forces modérées de la gauche et de la droite ne parviennent plus à amortir le choc.

Scénario n°2 : Stabilisation du camp de la droite traditionnelle

Les élections municipales de mars 2020 pourraient bien marquer un tournant dans l'évolution du paysage politique : Si les Républicains sortaient gagnants de ce scrutin et si la popularité du Président continuait de baisser, faute de résultats perceptibles des réformes, on pourrait voir se mettre en place d'ici 2022 une nouvelle dynamique, dans laquelle le candidat des Républicains briserait le duel entre En Marche et le Rassemblement national et parviendrait au second tour. Il n'est pas absolument certain que la candidate nationale populiste Marine Le Pen arrive alors au second tour.

Scénario supplémentaire : La Nouvelle droite présente dès 2022 un candidat à la présidentielle, et cherche à faire l'union avec les conservateurs attachés aux valeurs traditionnelles.

Un troisième scénario pourrait se réaliser si la Nouvelle droite parvenait dans les tout prochains mois à se positionner dans la perspective des élections présidentielle et législatives de 2022 et cherchait à se rapprocher des plus conservateurs au sein de la droite classique. Mais pour qu'une telle alliance puisse l'emporter dans les urnes, il faudrait toutefois qu'elle remplisse un certain nombre d'autres conditions préalables qui semblent difficiles à réunir aujourd'hui. C'est pourquoi on peut supposer que ses « chances

de réussite » seraient supérieures lors de l'élection présidentielle de 2027. Ces conditions préalables sont à la fois un affaiblissement du Rassemblement national, parti populiste de droite présidé aujourd'hui par Marine Le Pen, et une scission du camp de la droite qui s'accompagnerait d'une volonté d'alliance avec les nationaux conservateurs.

On peut supposer que Marine Le Pen pourra se maintenir à la tête du Rassemblement national jusqu'à l'élection présidentielle de 2022, et qu'à ce titre, elle sera à nouveau la candidate du RN dans la course à la Présidence de la République. Seul un nouvel échec électoral pourrait affaiblir sa position au sein du parti, et ouvrir ainsi la voie à sa nièce Marion Maréchal. Dans un tel cas, est-ce que celle-ci se lancerait dans la course pour 2027 à la tête d'un mouvement de la nouvelle droite ? Il est trop tôt pour le dire. La deuxième option pourrait s'avérer plus fructueuse : une alliance des nationaux conservateurs avec les courants traditionnalistes au sein de la droite classique, qui jusqu'ici continue majoritairement de rejeter l'idée d'une alliance avec l'extrême droite.

Marine Le Pen, porte-parole de l'opposition à l'heure de la pandémie de coronavirus

Face à la crise de la Covid en France, Marine Le Pen, en présidente du RN, s'est faite la porte-parole de l'opposition à la politique du gouvernement – à côté du populiste de gauche Jean-Luc Mélenchon et des Républicains.

Dans ce rôle – et de façon relativement objective, compte-tenu de son personnage – elle a mis le doigt sur la plaie en évoquant sans relâche les faiblesses du système de santé français : notamment le manque

de masques et de tenues de protection, mais aussi de lits de réanimation. Elle a également pu rappeler qu'à l'Assemblée nationale, elle avait posé dès la fin janvier et à la mi-février deux questions au gouvernement sur les préparatifs entrepris dans la perspective d'une éventuelle pandémie. Elle montrait ainsi que, à la différence du gouvernement, elle était au fait de l'évolution de la situation.

Enfin, elle a utilisé la crise de la Covid pour défendre la validité de ces thèmes de prédilection : elle s'est ainsi félicitée de la fermeture des frontières par nos voisins (en particulier de la part de l'Allemagne) pour protéger leurs populations, et a critiqué concrètement que la France n'ait pas fermé elle aussi ses frontières. Elle a eu beau jeu de rappeler également que dès la campagne présidentielle de 2017, elle avait prôné une autonomie stratégique de la France, ce qui, rétrospectivement – vu les pénuries de masques et de tenues de protection – prend une tout autre allure trois ans plus tard.

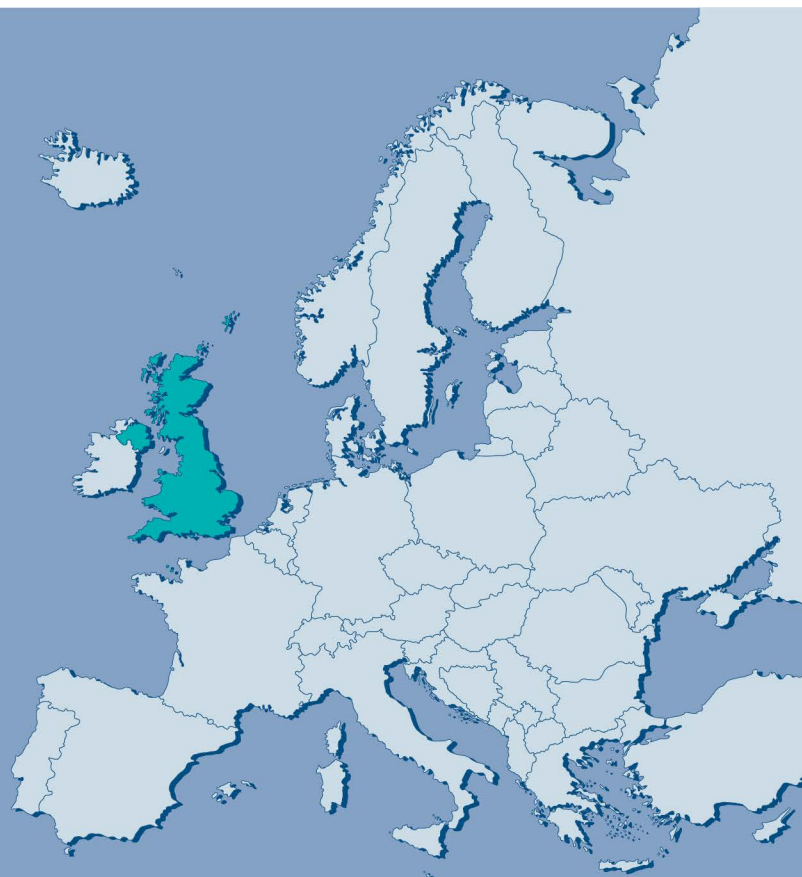
Au cours des dernières semaines, Marine Le Pen n'a pas été plus critique qu'à son habitude à l'égard des immigrants ou des islamistes – la critique du gouvernement a très nettement pris le dessus. Pendant le confinement, on a vu bourgeonner sur les réseaux sociaux des affirmations selon lesquelles des mosquées auraient, dans certains quartiers, appelé à la prière en faisant retentir l'appel de l'imam par haut-parleurs. Ces rumeurs n'ont toutefois pas été reprises par les médias, et le Rassemblement national lui-même ne s'y est pas attardé.

Pendant la crise de la Covid-19, Marine Le Pen et le Rassemblement national ont plutôt consolidé leur position. Elle reste une candidate à prendre au sérieux pour l'élection présidentielle d'avril et mai 2022.

6

Grande-Bretagne

Felix Dane, Isabelle-Christine Panreck



Identité nationale et construction européenne

1. Crise constitutionnelle au Royaume-Uni

« *Get Brexit done!* » – Le slogan du parti conservateur lors des élections législatives du 12 décembre 2019 allait droit au cœur de la majorité des Britanniques. Trois ans et demi s'étaient déjà écoulés depuis le référendum du 23 juin 2016, sans que s'esquisse la fin du chaos déclenché par le Brexit. Les relations entre Londres et Bruxelles traversaient leur pire crise en date, alors même que les tensions entre les deux capitales n'étaient en rien nouvelles. Il avait fallu attendre 1972 et l'effritement du Commonwealth pour que le Royaume-Uni, conduit par le Premier ministre conservateur Edward Heath, parvienne à se faire violence et à rejoindre la Communauté européenne. La Grande-Bretagne n'était pas signataire des accords de Schengen, et elle ne faisait pas non-plus partie de l'Union monétaire. De nombreux accords spécifiques – négociés par des gouvernements travaillistes et conservateurs – assuraient au Royaume-Uni un statut particulier dans la construction européenne.

De tout temps, la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne se distingue des formes qu'elle prend sur le continent : alors qu'en Allemagne, par exemple, le mode de scrutin repose sur la représentation proportionnelle, où le nombre de mandats obtenus par un parti correspond au score des listes de ce parti dans les urnes, les Britanniques élisent leurs représentants à la Chambre basse au scrutin majoritaire uninominal. Dans ce système, le candidat arrivé en tête dans une circonscription obtient son siège au Parlement. Pendant longtemps, ce système a été montré en exemple,

parce qu'il permettait de dégager des majorités claires, et parce que les points de vue extrémistes n'avaient jamais pu faire leur entrée au Parlement. A la différence des systèmes reposant sur la proportionnelle, le scrutin majoritaire donne rarement lieu à la formation de gouvernements de coalition. Certes, en théorie, de grandes coalitions sont possibles, mais elles sont en réalité exclues dans la pratique. Le système favorise en outre une plus grande réactivité, chaque parlementaire étant tributaire des voix obtenues dans sa circonscription – il ne peut pas être élu sur une liste du parti, mais seulement au scrutin uninominal. C'est pour toutes ces raisons qu'au milieu des années 1960, l'Allemagne discutait âprement de l'intérêt d'adopter le système britannique.

Désormais, la crise du Brexit expose les faiblesses du système : quand on a l'habitude des majorités claires, il est plus difficile de dégager des compromis – en particulier lorsque la cohésion interne des partis s'effrite. Le référendum impose aux députés un grand écart entre la ligne de conduite du Parti à Westminster et le résultat du référendum dans leurs circonscriptions : près de 70 % des circonscriptions tenues par les conservateurs ont voté pour la sortie de l'UE (Leave), tout comme près de 60 % des circonscriptions travaillistes. A l'automne 2019, le Parlement se déchire essentiellement sur trois questions : la Chambre des Communes doit-elle approuver l'accord de sortie négocié d'abord par Theresa May, puis par Boris Johnson ? Faut-il organiser un deuxième référendum et demander au peuple de choisir entre un accord de sortie et le maintien dans l'Union (Remain) ? Ou bien une sortie sans accord, ou Brexit dur – un « clean break brexit » – est-il la voie à suivre ? Aucune des positions ne parvenant à réunir une majorité, la paralysie du parlement imposait de nouvelles élections. Leur résultat n'aurait pas pu être plus édifiant : les

conservateurs ont obtenu une majorité confortable en faveur d'une sortie de l'UE à la fin du mois de janvier 2020, selon les modalités de l'accord négocié par Boris Johnson. Les travaillistes et (dans une moindre mesure) les libéraux-démocrates ont subi des défaites cuisantes, historiques – le résultat du scrutin résonnant comme un rejet massif de leur plaidoyer pour un nouveau référendum. Les dirigeants des travaillistes et des libéraux en ont tiré les conséquences : Jo Swinson a démissionné sur le champ, et Jeremy Corbyn a ouvert la course à sa succession, remportée en avril 2020 par Keir Starmer.

Le nœud gordien du Brexit était-il pour autant tranché ? Si le problème de l'absence de majorité à Westminster est résolu (pour le moment), le conflit entre les différentes parties du pays continue de peser sur les événements. La Grande-Bretagne est une Union entre les quatre nations qui la composent : l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord. Tandis que l'Angleterre et le Pays de Galles ont majoritairement voté pour le Brexit, l'Écosse et l'Irlande du Nord se sont nettement exprimées en faveur du maintien dans l'UE. Pour démêler cet écheveau, il est utile de se pencher sur le rapport entre identification nationale et intégration européenne. (1.) Comment ce rapport a-t-il évolué entre les élections européennes de 2014 et de 2019 ? (2.) Quels sont les acteurs politiques qui ont défendu des thèses nationales ? (3.) Quels sont les thèmes nationaux que ces acteurs ont mis en avant ? (4.) Quelle dimension de la politique européenne s'est révélée ? (5.) Et enfin : quel effet produit la crise du coronavirus sur le débat sur la nationalité et la sortie de l'UE ? A quelles évolutions peut-on s'attendre dans les cinq années à venir ? (6.)

2. Le nationalisme en Grande-Bretagne – Evolution des tendances de 2014 à 2019

Les partis antisystème à l'argumentaire agressif ne jouent qu'un rôle marginal dans le paysage politique britannique. Le British National Party (BNP) a fait brièvement parler de lui en 2009 lorsqu'il a obtenu deux sièges au Parlement européen. Il est vite retombé dans l'oubli – jamais le BNP n'a obtenu de siège à la Chambre des Communes, et il est totalement insignifiant sur le plan électoral. Les forces politiques à gauche des travaillistes et à droite des conservateurs ont du mal à s'implanter durablement : d'une part grâce au mode de scrutin majoritaire uninominal, d'autre part parce que l'électorat a tendance à choisir les partis du centre de l'échiquier lors des élections à la Chambre basse. Cela vaut également pour le parti UKIP, qui a surfé pendant un temps sur la vague de la réussite. Certes, en 2014, il a été la première force politique de Grande-Bretagne aux élections européennes, mais seule une petite partie de la population britannique avait pris part au vote. Le UKIP est allé chercher ses électeurs aussi bien parmi les partisans traditionnels des conservateurs que parmi ceux du parti travailliste. Le UKIP n'a pas réussi à effacer son image de parti monothématique ; après le Brexit, suivi immédiatement du départ de Nigel Farage, le calme est revenu autour d'un parti fondé en 1993 uniquement pour s'opposer au traité de Maastricht. Le parti conservateur a ensuite réussi à fédérer une part importante des partisans du Leave.¹⁴ Mais lorsque la mise en œuvre du Brexit s'est fait attendre, rendant inéluctable la participation du Royaume-Uni aux élections européennes de 2019, Nigel Farage s'est à nouveau immiscé bruyamment dans le débat public. Avec l'entrée en lice en avril 2019 du Parti du Brexit, il a commencé à plaider pour un Brexit dur, un « clean break Brexit », c'est à dire une sortie de l'Union européenne

sans accord. Selon lui, les relations entre Londres et Bruxelles devaient se limiter à un accord de libre-échange, ou au retour aux règles de l'Organisation mondiale du commerce.¹⁵ Conscient de la faiblesse de sa position de départ lors des élections législatives de 2019 – le Brexit Party n'a d'ailleurs finalement remporté aucun siège au Parlement – le chef du parti eurosceptique a fait le choix d'une coalition électorale stratégique avec les conservateurs : pour ne pas faire de concurrence à la campagne des Tories pour le « Leave », Farage et son parti n'ont présenté aucun candidat dans les circonscriptions dans lesquelles les conservateurs avaient remporté les législatives de 2017. De même, dans les circonscriptions qui avaient clairement voté en faveur du maintien dans l'Union, le Parti du Brexit a renoncé à toute candidature. Pour affaiblir le camp pro-européen, Farage a avant tout essayé de récupérer les votes des électeurs travaillistes déçus. Cette coalition électorale stratégique est considérée comme une des raisons qui expliquent la nette victoire du parti conservateur : alors que le camp du « Remain » était divisé entre les travaillistes, les libéraux démocrates (LibDem) et le parti Plaid Cymru (au Pays de Galles), le camp du Leave a très largement évité toute concurrence. Pourtant, quelques analystes considèrent que l'avancée des conservateurs auraient pu être encore plus nette et leur rapporter 20 sièges supplémentaires sans l'alliance avec le Parti du Brexit.¹⁶ En créant le Brexit-Party, Nigel Farage a signé du même coup l'arrêt de mort de son parti d'origine, le UKIP. Alors qu'en 2015, le UKIP présentait encore des candidats dans 642 circonscriptions, ils n'étaient plus que 378 en 2017, et seulement 44 en 2019. A titre de comparaison : le Brexit-Party était représenté dans 275 circonscriptions (les Tories, dans 635, et les Travaillistes dans 631). Sur le fond, BP et UKIP ne se différenciaient qu'à la marge. L'un comme l'autre aspiraient à un Brexit dur.¹⁷ Il n'est donc guère

étonnant que la présidente par intérim du UKIP, Patricia Mountain, n'ait lancé ses candidats dans la course que là où les conservateurs plaidaient plutôt pour le maintien dans l'UE et où le Brexit Party était absent – sans succès : comme on pouvait s'y attendre, le UKIP n'a remporté aucune circonscription.

3. Les acteurs du nationalisme en Écosse et en Irlande du Nord

Tant en Écosse qu'en Irlande du Nord, la majorité des citoyens a voté en 2016 pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Mais si dans les deux parties du pays les nationalistes sont fortement implantés et revendiquent l'indépendance par rapport à Londres, leurs attitudes sur la question du Brexit pourraient difficilement être plus éloignées.

Comme sa présidente Arlene Foster, le DUP d'Irlande du Nord – opposé à l'unité de l'Irlande et déjà favorable au Brexit avant 2016 – ne voit pas que des avantages économiques dans l'appartenance au Royaume-Uni. Sur le plan culturel comme sur le plan de l'identité nationale, le parti revendique son caractère britannique – 80 % de ses membres se considèrent avant tout comme des Britanniques, et pas des Nord-Irlandais. Ce que le parti unioniste entend précisément par ce caractère britannique révèle un certain flou. Cela semble englober le protestantisme, le conservatisme social et un penchant pour l'homogénéité.¹⁸ Pour le DUP, Belfast et Londres doivent réaliser ensemble le Brexit, sans « règle de backstop » et sans la moindre frontière commerciale entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne.¹⁹ Les élections britanniques de décembre 2019 ont affaibli la position du parti. Pour la première fois, les nationalistes ont supplanté les unionistes en Irlande du Nord. L'unification irlandaise,

pratiquement inconcevable pendant des années, gagne en appétence face à la menace d'une nouvelle frontière en Mer d'Irlande. La poussée nationaliste a été confortée par les élections au parlement irlandais du 8 février 2020, dont le parti radical Sinn Féin est étonnamment sorti vainqueur. Le parti plaide pour l'unification de l'Irlande sous le signe de la construction européenne – ce qui constitue une certaine rupture par rapport à un passé plus critique vis-à-vis de l'Europe.²⁰ En 2014, le Parti national écossais (SNP) a perdu le référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Une fois réglée – au moins pour Londres – la question de la séparation, le vote sur le Brexit a ravivé les discussions. Dès lors, pour les Écossais, l'indépendance semblait être la seule manière de sauver leur appartenance à l'Union européenne. Au plan économique, la petite Écosse est tributaire de deux zones économiques ; en cas de Brexit – selon la présidente du SNP, Nicola Sturgeon – l'appartenance à l'UE représenterait le meilleur choix. Elle qualifie souvent le Parlement de Westminster et le Premier ministre Boris Johnson « d'obsédés du Brexit ». L'avenir de l'Écosse aux Écossais – tel est le slogan électoral scandé comme un mantra. Pour y parvenir, le parti souhaite la tenue de deux référendums : l'un sur le maintien dans l'Union européenne, l'autre sur l'indépendance de l'Écosse.²¹ Avec le bon résultat obtenu lors des élections de 2019 à la Chambre des Communes, Nicola Sturgeon a le vent en poupe. Pour autant, ses projets ne soulèvent guère d'enthousiasme à Londres. Boris Johnson rejette l'idée d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse, tandis que Jeremy Corbyn tergiversait sans parvenir à prendre position – comme si souvent dans la « pagaille du Brexit ». Il ne voulait pas faire obstacle à un second référendum sur la question écossaise, mais plaiderait pour un maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni.²²

4. Les thèmes de prédilection des nationalistes – terreau du Brexit

Avant le référendum sur le Brexit de 2016, deux campagnes sollicitèrent la reconnaissance officielle de la commission électorale (United Kingdom's Independent Elections regulator) : « *Vote Leave* » et « *Leave.EU* ». Derrière la première était réunie une alliance composée majoritairement de députés conservateurs, et d'une minorité de députés travaillistes. La seconde, « *Leave.EU* », était quant à elle l'émanation du UKIP. Les deux groupes plaidaient pour le renforcement de la souveraineté nationale, pour rediriger les contributions au budget de l'UE vers le système de santé britannique, et mettaient en garde contre un élargissement de l'Union européenne et une immigration sans limites. « *Leave.EU* » insista toutefois davantage sur l'immigration que ne le fit « *Vote Leave* ». Les deux campagnes rencontrèrent un terrain fertile, surtout parmi le monde ouvrier blanc, qui ne se sentait plus représenté par un parti travailliste devenu cosmopolite, et pas davantage par un parti conservateur adepte du libéralisme économique. En un mot : le cocktail immigration et questions sociales mobilisait chez les « laissés pour compte » le sentiment de ne plus être entendu par la classe politique à Westminster. Dès lors, le vote « *Leave* » offrait une bonne occasion de manifester son mécontentement à l'égard de cette élite.²³ Même si ce constat vaut dans une certaine mesure pour l'ensemble du Royaume-Uni, on peut affirmer sans conteste que le Brexit s'est joué en Angleterre. Hors de la bulle cosmopolite londonienne, l'Angleterre (comme le petit Pays de Galles) a massivement voté pour la sortie de l'UE. La démographie suffit à elle seule à étayer cette thèse – puisque 84 % des Britanniques vivent en Angleterre. Tout comme lorsque les forces centrifuges avaient tiré le Royaume-Uni dans le sillage de la décentralisation des années 1990, l'identification à l'Angleterre

est revenue au premier plan. L'Angleterre a sa propre équipe de football, mais parmi les quatre nations qui composent le Royaume-Uni, elle est la seule à ne pas avoir son propre parlement régional. Être britannique devient dès lors secondaire. Mais qu'est-ce qui distingue le Britannique de l'Anglais ? Le référendum sur le Brexit fut l'occasion de replacer cette question au centre de quelques controverses scientifiques – notamment parce que l'anglitude est un concept assez flou. Sur un plan affectif, l'identité anglaise cultive la nostalgie de la « Grande-Bretagne d'autrefois », lorsque le Royaume-Uni jouait un rôle important dans le monde. D'un point de vue empirique, les électeurs associent à l'identité anglaise le sentiment d'être dépassés, la crainte de l'immigration, l'opposition à la construction européenne et le soutien aux partis de droite – et on voit tout de suite s'esquisser les parallèles avec une description de la classe ouvrière blanche. Les chiffres d'une étude de Henderson et Wincott corroborent l'importance de l'identité anglaise pour le vote en faveur du Brexit : certes, le Brexit ne s'explique pas seulement par l'attachement à l'identité anglaise – comme nous l'avons expliqué en évoquant l'association des thèmes de l'immigration et des questions sociales – mais le nationalisme anglais a été un ressort significatif pour le vote en faveur du « *Leave* » : 73 % des personnes interrogées qui se percevaient principalement comme des « Anglais » ont voté pour le Brexit.²⁴ Il n'est donc pas surprenant que la campagne du *Leave* ait principalement ciblé l'Angleterre. Cet ancrage passéiste nostalgique se retrouve dans les mots d'ordre tels que « *Taking back control* » (reprenons le contrôle) et « *I want my country back* » (rendez-moi mon pays). La force de la tradition de souveraineté du Parlement alimente le sentiment de perte de contrôle : en Angleterre, aucune instance n'a le droit d'abroger une loi du Parlement – et ce principe s'accommode mal de l'autorité de la Cour de Justice européenne et du rôle de législateur euro-

péen.²⁵ Quand ils considèrent les avantages économiques d'une part et la souveraineté nationale (du Parlement) d'autre part, nombreux sont les Britanniques plus attachés à l'idée d'indépendance qu'à la croissance économique.

5. Prédominance de la politique européenne – un euroscepticisme qui s'est accru au fil du temps

La peur de la concurrence de la main d'œuvre immigrée, la question sociale, la souveraineté du Parlement, l'anglitude – la liste des explications du vote en faveur du Brexit est longue. La dimension historique de l'euroscepticisme des Britanniques souligne que le résultat du référendum de 2016 n'a rien d'un phénomène politique éphémère. Dès les années 1970, la marche vers la Communauté européenne suscite une défiance – tant parmi les conservateurs que dans le camp de la gauche. Le chef des travaillistes (de 2015 à 2020) Jeremy Corbyn s'était ainsi prononcé en son temps contre l'approfondissement des liens entre l'Europe et le Royaume-Uni. Edward Heath (Premier ministre de 1970 à 1974) est encore considéré aujourd'hui comme le seul chef de gouvernement pro-européen de son parti. Le Premier ministre conservateur John Major (de 1990 à 1997) (aujourd'hui défenseur du « Remain ») n'a pu imposer le traité de Maastricht qu'avec l'aide des députés unionistes d'Irlande du Nord. Maastricht n'a pas seulement conduit à la création du parti eurosceptique UKIP, le traité a aussi ébranlé les fondements du parti conservateur. Même une décennie plus tard, sous la présidence de David Cameron, le conflit n'avait rien perdu de son acuité – au contraire : la crise financière et monétaire en Europe jeta de l'huile sur le feu. Les voix favorables à davantage d'intégration européenne étaient rares.

Il n'est guère étonnant que les Tories aient décidé en 2009 de quitter le groupe PPE au Parlement européen. Le European Union Act de 2011 était une tentative de préserver la Grande-Bretagne de nouvelles mesures d'intégration européenne : avec cette loi, tout approfondissement de l'Union serait nécessairement soumis à l'approbation du peuple britannique par référendum. Mais même en dehors des rangs des travaillistes et des conservateurs, le camp des europhiles était affaibli. Le Parti libéral démocrate (LibDems), pro-européen, était sorti affaibli de sa participation au gouvernement de coalition avec les conservateurs. Lors des élections à la Chambre basse en 2015, il a vécu la dégringolade : alors qu'il détenait précédemment 57 sièges, le parti ne remporta plus que huit circonscriptions.²⁶ A ce jour, les libéraux démocrates ne se sont toujours pas relevés de cette défaite.

6. Perspectives : La Grande-Bretagne, déchirée entre l'Europe et la nation ?

Que nous réservent les cinq prochaines années pour la Grande-Bretagne ? Malgré toutes les promesses d'en finir avec le Brexit, le calme n'est pas prêt de revenir. Les plans actuels du gouvernement, qui veut négocier un accord commercial avec l'Union européenne, semblent très ambitieux. La crise de la Covid-19 menace de ralentir considérablement le calendrier de négociation, quoi qu'en dise le gouvernement britannique. Par ailleurs, la pandémie a fait passer le Brexit au second plan. Le nombre de cas de Covid-19 et le nombre de décès dus à la maladie dépassent ceux des autres pays d'Europe. La virulence de la maladie ne laisse guère de place aux théories complotistes – à la différence de ce qui se passe dans des pays moins durement touchés, comme l'Allemagne ou la Suisse.²⁷ Jusqu'à présent, la crise n'a en tout cas pas permis de

rapprochement entre les partisans de la sortie et ceux du maintien dans l'UE. Si les réflexions sur la nationalisation des transports ne font pas vraiment polémique, les avis divergent quant à savoir si la sortie de l'UE présente plus d'avantages ou d'inconvénients en période de pandémie. Quand les partisans du maintien dans l'UE soulignent l'intérêt d'un pouvoir d'achat collectif – un sujet qui a gagné en pertinence au moment d'acheter des produits rares comme des respirateurs – les opposants à l'UE voient dans la pandémie le coup de grâce porté à une Union déjà bien mal en point. Selon eux, la Grande-Bretagne aurait réussi à sortir juste à temps.²⁸ Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à ce que ni le Brexit, ni la Covid ne bouleversent le paysage des partis politiques britanniques. Le mode de scrutin et la culture politique du pays confortent le statu quo. Jusqu'à présent, aucun parti populiste de droite n'a pu s'implanter durablement, et encore moins un parti ouvertement hostile au système en place.

Si les thèmes de l'immigration et la question sociale sont de plus en plus présents partout en Europe, la dimension historique de l'euroscpticisme et l'identité anglaise sont quant à eux des spécificités britanniques. Après le vote en faveur du Brexit, on a pu se demander avec anxiété si le phénomène allait faire des émules ailleurs en Europe, mais jusqu'à présent, il n'en est rien. A court et moyen terme, une telle réaction en chaîne n'est pas à craindre. Les débats sur le Brexit au Parlement britannique n'ont en tout cas pas permis de lever l'ambiguïté qui pèse sur les partis populistes de droite. Ceux-ci entendent présenter des solutions simples et claires aux problèmes. Mais la question du Brexit témoigne d'un degré de complexité qui débouche sur des années de chaos et qui relèvera dans l'avenir – avec ou sans accord – d'un véritable tour de force. Près de 30 années se sont écoulées rien que depuis Maastricht – un fatras de réglementations

attend d'être démêlé. Entretemps, les partis populistes de droite en Europe – notamment en France, en Autriche ou en Allemagne – se sont convertis majoritairement à l'idée qu'il valait mieux revenir pas à pas sur l'intégration européenne. Mais tous ces partis sont loin d'avoir une vision commune ou un projet cohérent qui aille au-delà du simple mot d'ordre de « l'Europe des patries ». Les vents contraires à la poursuite de l'intégration n'ont pourtant pas fini de souffler – même sans les voix de la Grande-Bretagne, sceptique à l'idée d'une « ever closer Union », une Union toujours plus resserrée.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier 2020 a mis un point final (provisoire) au long et douloureux débat sur le Brexit. A court terme, il ne faut pas s'attendre à un retour dans l'Union (qu'incarnent les notions de « *Rejoin* » ou « *Breturn* ») – notamment parce que les deux grands partis, travaillistes et conservateurs, marquent leurs distances par rapport à cette campagne. L'attention se porte davantage sur l'unité du Royaume, particulièrement mise sous pression par les nationalistes en Écosse et en Irlande. Mais à long terme, un retour de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne n'est pas pour autant exclu, même si cette perspective se mesure sans doute plutôt en décennies qu'en années.

-
- 14 Cf. Sturm (2019), p. 250–256.
 - 15 Cf. Contract : <https://www.thebrexitparty.org/contract/>, in : <https://www.thebrexitparty.org/contract/>, le 27.07.2020.
 - 16 Cf. Nigel Farage stopped Tories taking 20 more seats, say pollsters : <https://www.thetimes.co.uk/edition/news/nigel-farage-stopped-tories-taking-20-more-seats-say-pollsters-d0wdjppxh>, le 27.07.2020.
 - 17 Cf. UKIP Manifesto : <https://www.ukip.org/ukip-manifesto.php>, le 27.07.2020.
 - 18 Cf. Tonge, (2014), p. 111–116; 128 et suivantes.
 - 19 Cf. Let's get the UK Moving again. Manifesto General Election 2019 : <https://www.mydup.com/>, le 27.07.2020.
 - 20 Cf. Brexit : <https://www.sinnfein.ie/brexit>, le 27.07.2020.
 - 21 Cf. Stronger for Scotland – The SNP General Election Manifesto : <https://www.snp.org/general-election-2019/>; Sturm, (2016), p. 887 et suivantes.
 - 22 Cf. Douglas, (2019).
 - 23 Cf. Ford / Goodwin (2017), p. 18–24.
 - 24 Cf. Henderson et al., (2017), p. 640–643.
 - 25 Cf. Sturm (2016), p. 878 f. 26 Cf. Sturm (2016), p. 880–885.
 - 27 Cf. Europe's Covid predicament – how do you solve a problem like the anti-vaxxers? : <https://www.theguardian.com/world/2020/may/23/europes-covid-predicament-how-do-you-solve-a-problem-like-the-anti-vaxxers>, le 27.07.2020.
 - 28 Coronavirus shows we got out just in time – now someone switch the EU ventilator off : <https://www.thesun.co.uk/news/11671477/coronavirus-shows-we-got-out-just-in-time-now-someone-switch-the-eu-ventilator-off/>, le 27.07.2020.

7

Italie

Caroline Kanter, Silke Schmitt



« Prima l'Italia ! » – l'emprise de Matteo Salvini et la nouvelle orientation de la Lega

Les évolutions du centre droit

Le camp de la droite, qui s'étend du centre droit à la droite dure, est extrêmement hétérogène en Italie. Ses partis d'importance systémique sont aujourd'hui Forza Italia (« Allez l'Italie » – FI), la Ligue (Lega), et Frères d'Italie (Fratelli d'Italia – Fdi).

Ces partis ont marqué le paysage politique italien depuis des années. A l'intérieur de cette palette, les rapports de force ont considérablement évolué entre les élections législatives de 2013 et les élections européennes de 2019. Les tendances nationalistes et populistes de la Ligue et des Frères d'Italie se sont nettement affirmées, et leur popularité a progressé au sein de la société italienne entre les élections européennes de 2014 et de 2019. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe, ces forces font partie depuis des années du paysage politique italien : leur essor n'a donc pas été directement perçu comme une nouveauté ou une menace pour le système.

La Ligue : un parti régional devenu une force nationale

La Ligue est le plus ancien des partis du paysage politique italien actuel. Elle est issue de divers mouvements séparatistes ou fédéralistes du Nord de l'Italie (Leghe). On peut la voir comme le résultat de la fragilité qui

caractérise l'unité de la jeune nation italienne. Depuis la création de l'Etat italien le 17 mars 1861 est apparue une fracture entre le Nord et le Sud, toujours insurmontée aujourd'hui. Ce fossé n'a jamais pu être entièrement comblé, malgré une religion commune et une langue unique. Cet écart entre le Nord et le Sud a régulièrement donné lieu à des tensions. La Ligue est à ce jour un élément visible – peut-être le plus visible – de ce conflit. Celui qui fut longtemps le chef d'un parti qui se posait au départ en défenseur des intérêts du Nord, Umberto Bossi, a longtemps revendiqué entre autres choses l'indépendance, c'est à dire la séparation du reste du pays. Selon les périodes, les adversaires du parti ont été incarnés par l'UE, l'Etat social dirigé par Rome, ou encore les Italiens du Sud. Pour son successeur, Roberto Maroni, l'autonomie était également une des préoccupations centrales. Avec l'arrivée de Matteo Salvini à la tête du parti en 2013, le changement est profond : ce sont désormais les migrants, et plus le Sud de l'Italie, qui deviennent la cible privilégiée. Son programme politique est aujourd'hui encore bien plus à droite, mais aussi xénophobe, islamophobe et antieuropéen.²⁹ Son slogan « *Prima gli italiani* » (les Italiens d'abord) n'est pas seulement destiné aux électeurs du Nord du pays, mais à tous les Italiens. Supprimer le mot « Nord » et transformer la Ligue du Nord en la Ligue, c'est déjà un programme : Salvini a libéré le parti de son ancrage régional et en a fait la première force nationale du pays.

En 2014, un an après la mainmise de Matteo Salvini sur la Ligue du Nord, le parti a réussi à convaincre 6,15 % des votants lors des élections européennes. En revanche, Frères d'Italie, avec 3,7 % des suffrages, n'a pas réussi à franchir le seuil des 4 %. En mai 2019, pour la première fois, Matteo Salvini a fait de la Ligue le premier parti d'Italie, avec 34,3 % des voix. Il a multiplié par plus de cinq le nombre de ses députés au Parlement européen.

La poussée des Frères d'Italie

Le parti des Frères d'Italie (Fratelli d'Italia, FdI) a beaucoup progressé sous la direction de sa présidente Giorgia Meloni. Depuis les élections de 2019, il a gagné pratiquement 4 points dans les sondages et dépasse les 10 % d'opinions favorables. Ainsi, il se place désormais devant les modérés de Forza Italia. Cette avancée est surtout due à la présence charismatique de Giorgia Meloni qui s'y entend pour mobiliser ses partisans. Elle est aujourd'hui si populaire parmi les électeurs qu'elle fait office de concurrente à Matteo Salvini pour la direction du camp de la droite, dont elle semble incarner l'espoir. Face à la pandémie de Covid-19, Giorgia Meloni est parvenue à accroître sa popularité, et se retrouve dans les derniers sondages (au 20 mai 2020) en deuxième position, avec 34 % d'opinions favorables, derrière le chef du gouvernement Giuseppe Conte (59 %), et 5 points devant Matteo Salvini, que ses 29 % d'opinions favorables placent à peu près au même niveau que le ministre des Affaires étrangères Luigi Di Maio (du Mouvement Cinq étoiles – M5S) et que Nicola Zingaretti (du Parti démocrate – PD).³⁰ Le gros des troupes des Frères d'Italie est aujourd'hui constitué par les anciens militants de l'Alliance nationale (Alleanza Nazionale – AN), créée en 1994/1995, héritière du parti néofasciste Mouvement social italien (Movimento Sociale Italiano – MSI). Sous la direction de Gianfranco Fini, l'AN s'est majoritairement démarquée de cet héritage fasciste pour poursuivre une ligne plus modérée. En février 2014, à l'inverse, FdI a repris dans son logo la flamme tricolore (verte, blanche et rouge), ancien symbole du MSI et de l'AN, pour souligner son attachement aux valeurs nationales. Le parti se situe plus à droite que la Ligue de Matteo Salvini. Son attitude à l'égard de l'Union européenne oscille entre scepticisme et rejet pur et dur.

Une alliance plus à droite qu'au centre droit : le centre modéré est de plus en plus faible.

Au sein de l'alliance de la droite et du centre, la coalition réunissant Forza Italia, la Ligue et Frères d'Italie, les rapports de force ont évolué : Forza Italia, qui était la troisième force politique du pays avec près de 17 % des voix aux élections européennes de 2014, a fait une chute vertigineuse lors du scrutin européen de 2019, et réduit son score de moitié (8,8 %). Les cinq années écoulées entre les deux élections ont montré que Forza Italia a perdu beaucoup de son attrait comme force modérée au sein de l'alliance, tandis que les nationalistes et les souverainistes de la Ligue et des Frères d'Italie démultipliaient leurs propres scores. Matteo Salvini est parvenu à capter des électeurs d'extrême droite en reprenant à son compte des positions des Frères d'Italie et en contraignant ainsi son allié à se radicaliser davantage. Il ne craint pas de s'acoquiner avec des partis qui se revendiquent de l'héritage fasciste, ni avec des formations politiques extrémistes comme CasaPound.

Matteo Salvini est-il un fasciste ?

Pendant la campagne des élections européennes, Salvini a fait de la provocation et s'est affranchi de tabous historiques, comme le montre sans équivoque l'épisode de son passage dans le fief social-démocrate de Forlì, en Émilie-Romagne : du balcon de cette mairie, Benito Mussolini s'adressait autrefois à la foule et prononçait ses discours. Avec la fin du fascisme, ce balcon était devenu tabou pour les hommes politiques de tous bords. Faute de place dans la salle prévue pour son meeting, c'est pourtant de ce même balcon que Matteo Salvini – comme autrefois Benito Mussolini – salua ses quelques 2000 fidèles rassemblés sur le parvis et leur promit la libération de l'Italie.

« Dieu, Famille, Patrie » – le slogan de Mussolini, est ce qui relie Matteo Salvini aux groupes d'extrême droite tels que CasaPound et Forza Nuova – les principaux mouvements fascistes d'Italie. Jusqu'ici, Salvini ne s'est jamais démarqué clairement de ces groupes.

Alors, Matteo Salvini est-il fasciste ? Il est avant tout tacticien. Il a réussi à rendre fréquentables les positions d'extrême droite, à « embrasser » les groupes postfascistes et leurs positions et à en nourrir le débat public. C'est lui, que ses partisans dénomment le Capitano (le Capitaine), qui indique le chemin, et qui ne recule devant personne – même pas devant la justice italienne. Il est parvenu à combler un « vide idéologique ».³¹ Selon le journaliste italien Claudio Gatti, Salvini est « pronto a tutto » – prêt à tout. Cela ne lui pose aucun problème de s'associer aujourd'hui à des « ennemis de la démocratie » et de s'en détourner demain, selon Claudio Gatti, comme en témoignent ses contacts en Europe et ailleurs dans le monde. Gatti qualifie Salvini de post-national-socialiste, étant donné la radicalité de ses positions.³² Mais Salvini ne puise pourtant pas uniquement ses idées à l'extrême droite. Il s'appuie aussi sur certaines des revendications de Forza Italia. C'est ainsi qu'il a su en capter certains électeurs déçus.³³ Certains militants de Forza Italia craignent le déclin de leur parti. Ils considèrent qu'avec le soutien de Matteo Salvini, ils pourront « réformer » la Ligue pour en faire une force politique plus modérée. D'anciens militants et d'anciens élus de Forza Italia évoquent ainsi une « réforme de l'intérieur ». Lors des élections européennes de 2019, on a également pu observer qu'un certain nombre d'élus du centre droit étaient prêts à changer d'obédience. Ainsi, quelques anciens parlementaires de Forza Italia se sont présentés sur les listes des Frères d'Italie. Il faut croire qu'ils espéraient avoir ainsi plus de chances de revenir au Parlement européen.

Au cours des trois dernières années, Salvini a non seulement réussi à ramollir le centre modéré de l'alliance de la droite et du centre, mais aussi à conforter l'aile extrême de la Ligue. C'est ainsi qu'il a pu distancer Silvio Berlusconi et s'affirmer comme le leader de cette alliance. Matteo Salvini a repris en 2013 un parti moribond, qui réunissait à peine 4 % des intentions de vote, et en a fait en sept ans la première force politique d'Italie.

Au sein de la Ligue, le style de Matteo Salvini ne plaît pas à tout le monde. Son discours radical lui a permis de modifier en profondeur son parti et de le rendre plus percutant. La Ligue d'aujourd'hui est totalement différente de la Ligue du Nord d'autrefois – même si elle présente par ailleurs une grande continuité.³⁴ Sous les directions successives d'Umberto Bossi et de Roberto Maroni, les allusions xénophobes et islamophobes existaient déjà. Mais le discours restait centré sur l'autonomie politique et économique et l'indépendance de la Padanie – un terme inventé par la Ligue du Nord pour désigner les territoires du Nord et du centre de l'Italie, destinés à leurs yeux à se séparer un jour du Sud du pays. En dépit de toutes les critiques et de toutes les frustrations qui ont commencé à s'exprimer, pour le moment, Matteo Salvini est toujours fermement installé aux commandes du parti, et ne tolère autour de lui aucune personnalité ambitieuse. Même s'il existe tout à fait au sein du parti des cadres disposant d'un potentiel et de l'expérience politique nécessaire, Salvini reste pour le moment seul au premier rang.

La Ligue dispose d'une longue expérience politique à l'échelon régional. Elle gouverne avec succès depuis des décennies les régions économiquement les plus puissantes du Nord de l'Italie. C'est ainsi qu'elle a conquis le respect de nombreux électeurs sur le terrain. Le lien qui l'unit à cette base électorale est extraordinairement étroit. Néanmoins, cette base du Nord est aussi hétérogène que les intérêts politiques qui constituent ses priorités. Il faut entreprendre une analyse plus fine pour comprendre à la fois les évolutions des acteurs et leurs priorités.

Si la Ligue a perdu en popularité dans la crise de la Covid-19, c'est aussi à cause de l'hétérogénéité de sa base électorale : la Lombardie est l'une des régions du pays les plus gravement touchées par le virus. La gestion de la crise par le président de région Attilio Fontana, un proche de Matteo Salvini, fait débat. La Lombardie, région vitrine et moteur économique de l'Italie, se voit reprocher – notamment par le gouvernement du Mouvement cinq étoiles – d'avoir gaspillé l'argent des contribuables dans la lutte contre le virus, au moment où l'économie italienne est si mal en point, en faisant construire en six jours, pour 21 millions d'euros, un hôpital destiné à accueillir 25 patients.³⁵

Les formes du nationalisme italien

Outre les deux partis nationalistes ou populistes de droite au cœur du système politique, la Ligue et les Frères d'Italie, les mouvements postfascistes et d'extrême droite Forza Nuova et CasaPound ont également leur importance dans le contexte italien.

Forza Nuova (FN) a été créé en 1997 par Massimo Morsello (décédé en 2001) et Roberto Fiore. Il s'agit d'un mouvement néofasciste qui s'est assigné quatre valeurs fondamentales : « Dieu, Travail, Famille, Patrie » sont les vertus cardinales des « *Forzanovista* », les membres du mouvement.³⁶ Depuis 2008, Forza Nuova dispose d'un point de contact dans toutes les régions d'Italie. Lors des élections nationales de 2008 et 2013, FN a présenté sa propre liste de candidats, et a recueilli environ 0,3 % des voix. CasaPound est né en 2003 suite à l'occupation d'un immeuble à Rome, devenu un centre social pour les extrémistes de droite. En 2008, l'organisation est devenue un parti et a présenté ses propres candidats aux élections, mais n'a toutefois recueilli que peu de suffrages. Au contraire de Forza Nuova, présent dans 20 des 26 scrutins, CasaPound n'a présenté de candidats que dans la moitié environ des 26 circonscriptions.

Les chiffres indiquent que la base électorale de l'extrême droite s'est rétrécie entre 2013 et 2018. Cela tient d'une part à son hétérogénéité et à sa fragmentation en petits et tout petits mouvements. D'autre part, les études montrent que la popularité croissante de la Ligue et des Frères d'Italie s'explique aussi par leur capacité à récupérer ces électeurs d'extrême droite.³⁷

Les moteurs et les thèmes de prédilection des formations nationalistes. Le rôle de l'environnement général dans la société et le monde politique

La crise économique et financière de 2008 a durement touché l'Italie. Ses conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Ainsi, en 2019, selon le Conseil national de l'économie et du travail (CNEL — Consiglio Nazionale dell'Economia e del Lavoro), aucune région n'avait encore retrouvé le niveau de richesse d'avant 2008.³⁸ Les chiffres élevés du chômage – surtout dans le Sud du pays – la montée des inégalités sociales et la pression fiscale croissante pesant sur les classes moyennes ont suscité un mécontentement croissant dans l'opinion publique. C'est également la conclusion du rapport annuel publié début décembre 2019 par l'institut de recherche économique et sociale Censis : 69 % des Italiens interrogés se disent craintifs et préoccupés pour l'avenir. L'économie italienne n'a crû que de 0,2 % en 2019. L'Italie est ainsi la lanterne rouge de la croissance dans l'Union européenne. La confiance des Italiens dans les institutions et les décideurs politiques est en baisse constante. 76 % des personnes interrogées déclarent n'accorder aucune confiance aux partis politiques, et près de la moitié des sondés – 48 % – souhaitent un « homme fort » pour résoudre les problèmes.³⁹ C'est dans cette situation difficile de la société italienne que Matteo Salvini a réussi, au cours des dernières années, à se présenter comme la réponse à cette demande d'un homme fort, et à proposer des solutions – aussi simplistes soient elles. Sa remise en question de la démocratie représentative, sa façon de diviser la société entre le bien et le mal, le peuple et l'élite, les gens honnêtes et les corrompus, et sa capacité à faire naître le sentiment qu'il est en mesure de résoudre les problèmes et de « sauver » l'Italie, contribuent à la popularité de Salvini et à sa réussite dans les urnes.

L'augmentation des flux migratoires via la Mer Méditerranée depuis 2014 a offert aux populistes et aux nationalistes un sujet de prédilection. C'est surtout sur ces thèmes des migrants et des demandeurs d'asile que les nationalistes ont pu gagner des électeurs italiens à leur cause. Matteo Salvini a fait du droit d'asile un thème central de sa politique. Lors des élections législatives de 2018, le parti plus modéré, Forza Italia, s'est laissé entraîner vers des positions plus radicales sur l'immigration, sans se démarquer clairement de la Ligue et des Frères d'Italie.

L'autre point tout aussi important dans ce contexte, et qui découle logiquement des positions prises sur l'immigration, c'est le mantra sans cesse répété par Salvini : « *L'Italie d'abord* ! » – il y associe la volonté de prendre soin en priorité des citoyens italiens, mais aussi de faire à nouveau de l'Italie un acteur important sur la scène internationale et de faire davantage entendre les intérêts des Italiens, surtout au niveau européen. Sur ce point, Matteo Salvini est parvenu à prendre un « virage souverainiste »⁴⁰ : il est passé du mot d'ordre « Le Nord d'abord » à « L'Italie d'abord », et de l'indépendance de la Padanie à un souverainisme antieuropéen. Il en appelle aux sentiments nationaux des Italiens et joue la fibre nostalgique. Il laisse entendre que les Italiens étaient en meilleure posture avant leur entrée dans la zone euro. Il suffit de voir Matteo Salvini changer de bouc émissaire pour retracer l'évolution de la Ligue : autrefois, l'ennemi, c'était « l'Italien du Sud, improductif », aujourd'hui, ce sont les migrants ; hier, la haine de Rome et de ses institutions centralisées, désormais remplacées par Bruxelles et les bureaucrates. Selon les experts, ce virage a commencé avec la crise grecque, résolue selon Matteo Salvini de façon incompétente, et qui a exposé d'autres pays du Sud de l'Europe – comme, par exemple, l'Italie – aux feux de la critique des Européens.

Cette attitude se retrouve également au moment de la crise de la Covid-19. La Ligue et les Frères d'Italie ont critiqué les plans d'aide de l'Union européenne et lancé un débat sur les mesures de sauvetage du Mécanisme européen de stabilité (MES), en refusant toute discussion objective et nuancée. Sur ce point, les deux partis ont réussi à présenter les partenaires européens et les institutions européennes non comme des partenaires solidaires, mais comme des adversaires des intérêts italiens. Une fois de plus, leurs déclarations eurocritiques ou antieuropéennes ont convaincu une partie de la population.

Le rôle croissant des réseaux sociaux

Au cours des dernières années, la Ligue a mis au point une stratégie médias sophistiquée via Facebook, Twitter et Instagram. Depuis 2014, « *la Bestia* » (la bête) est une machine puissante au service de Matteo Salvini sur les réseaux sociaux, et qui lui a permis de devenir l'homme politique le plus populaire d'Italie. Luca Morisi est « l'alter ego virtuel » de Matteo Salvini – son mégaphone sur les réseaux sociaux.⁴¹ Il a hissé le profil Facebook de Salvini de 54.000 followers en décembre 2013 à 4 millions aujourd'hui. En plus de Morisi, « La Bête » est bichonnée – 24 heures sur 24 – par 35 experts. Ils s'appuient sur un logiciel qui analyse en permanence le web pour identifier le sujet le plus discuté du moment dans l'espace public. Salvini reprend ce sujet, se l'approprié, et élabore sa position. C'est là un facteur essentiel de sa réussite et de celle de la Ligue : se saisir très tôt des sujets qui émeuvent les Italiens et déterminer ainsi le débat public. Les positions défendues par Salvini sont injectées dans les réseaux sociaux par tous les canaux. Les députés de la Ligue doivent céder un tiers de leurs indemnités parlementaires pour financer une partie de « la Bête ». Les

médias se font régulièrement l'écho de suppositions selon lesquelles le logiciel médias aurait été également développé et financé avec l'aide de milliardaires russes et des milieux proches de Steve Bannon.

Les alliances avec des partenaires européens

Le but déclaré de Matteo Salvini dans la campagne pour les élections européennes de 2019 était que l'alliance des souverainistes devienne la première force au sein du Parlement européen. Il n'y est pas parvenu. Il voulait également s'imposer comme l'emblème d'un « souverainisme européen ». Sur ce point, en revanche, il a réussi : au sein du nouveau groupe politique Identité et Démocratie (ID) au Parlement européen, La Ligue constitue la délégation la plus importante, avec 28 députés – devant les 22 députés français du Rassemblement national et les 11 députés allemands de l'AfD. La Ligue assume la présidence du groupe, en la personne de Marco Zanni.

Le groupe ID a été créé après les élections européennes de 2019 pour succéder au groupe « Europe des nations et des libertés » (ENL), lui-même constitué en 2015 au Parlement européen. Avec actuellement 73 députés issus de 9 partis, ID est le cinquième groupe politique du Parlement. Matteo Salvini voulait réunir toutes les forces souverainistes au sein d'un même groupe. Mais c'est un objectif qu'il n'est pas parvenu à réaliser, ni pour les droites européennes, ni même pour la droite italienne. Les députés européens des Frères d'Italie ont rejoint le groupe des « Conservateurs et réformistes européens » (CRE) – ils ne se sont pas associés au groupe ID.

Après avoir quitté le gouvernement à l'été 2019, Matteo Salvini a cherché à se rapprocher du Parti populaire européen, avec le soutien de son partenaire de coalition Silvio Berlusconi. D'après les journaux, l'entreprise s'est heurtée à des vents contraires – surtout de la part de l'Allemagne.⁴² Il semble que Matteo Salvini tienne à entretenir de bonnes relations avec le PPE, et à les renforcer à travers son allié, Forza Italia. Mais cela ne signifie aucunement que Salvini entende se détourner de ses amitiés souverainistes en France, en Allemagne ou en Autriche. Salvini veut surtout profiter du poids du PPE, qui constitue le plus grand groupe du Parlement européen. Lors de l'élection d'Ursula von der Leyen à la Présidence de la Commission européenne, les 28 députés de la Ligue avaient voté contre elle – à l'époque, Matteo Salvini était encore Vice-premier ministre – tandis que son partenaire de coalition, le Mouvement cinq étoiles (Movimento Cinque Stelle – M5S) s'était prononcé pour Madame von der Leyen. De l'avis des experts, par cette décision, Matteo Salvini s'est lui-même placé en position de hors-jeu.

Perspectives

Il est difficile de formuler des prévisions fiables pour l'avenir : les partis politiques italiens forment un édifice volatile, et le système politique se caractérise par son instabilité. Sur une telle toile de fond, il faut ne voir dans les affirmations suivantes qu'une photographie instantanée de la situation.

La crise du coronavirus a montré qu'en période de crise, les Italiens – comme les citoyens des autres pays d'Europe – soutiennent leur gouvernement. Le Premier ministre Giuseppe Conte a ainsi gagné en popularité – tout comme le Parti démocrate et le Mouvement cinq étoiles, qui enregistrent également une légère progres-

sion. Cela ne change toutefois rien au fait que le gouvernement est faible, et que la seule raison d'être de sa coalition est d'éviter de nouvelles élections susceptibles d'entraîner un coup de barre à droite et la victoire de la coalition de droite, avec à sa tête Matteo Salvini. Les problèmes au sein de la coalition se font jour au fur et à mesure que la crise avance – comme en témoignent notamment les divergences de vues entre le PD et le M5S sur le recours aux mesures de sauvetage du mécanisme européen de stabilité.

Depuis le début de la crise de la Covid, la Ligue et les Frères d'Italie ont durci leur discours anti-européen. Jusqu'ici, il semble que cela profite surtout aux Frères d'Italie et à leur patronne Giorgia Meloni. Pour le moment, aucun accord n'a été trouvé à l'échelon européen – il n'est donc pas possible de dire à ce stade si l'UE sortira renforcée de cette crise et pourra ainsi affaiblir les forces souverainistes, ou pas.

Comme cela a déjà été évoqué, les composantes de la droite font partie depuis des années du paysage politique italien, et ont déjà assumé des responsabilités politiques à tous les échelons – elles font partie intégrante de la classe politique. L'élément nouveau, c'est que la Ligue s'est développée jusqu'à devenir la première force politique du pays, et elle domine aujourd'hui le paysage à l'échelon national.

Il faut en outre retenir que malgré le départ de Matteo Salvini du gouvernement à l'été 2019 et son arrivée dans l'opposition, malgré les enquêtes sur la fermeture des ports italiens lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, malgré les enquêtes sur les relations de la Ligue avec la Russie, et malgré ses détracteurs au sein même du parti, la Ligue, sous la direction de Matteo Salvini, demeure la principale force au sein de la coalition de droite, et la principale force politique du

pays. On doit s'attendre à ce qu'à moyenne échéance la Ligue continue de jouer un rôle dans les évolutions politiques du pays – mais aussi et surtout dans l'opinion publique italienne.

Quant à savoir si le parti pourra continuer à l'avenir d'occuper cette place dominante et influente, cela dépend de divers facteurs. Cette prédominance de la Ligue s'explique notamment par l'espace que lui laisse les autres forces politiques – aujourd'hui encore – pour dicter l'actualité. Certains caressaient l'espoir que la Ligue s'affaiblisse en entrant dans l'opposition et perde de son pouvoir d'influence, mais il n'en est rien. Au contraire : le gouvernement et les autres forces de droite continuent de laisser le champ libre à la Ligue et de réagir aux provocations de Salvini.

Les diverses élections régionales, avec leur lot de campagnes électorales, offrent en permanence à Salvini une tribune politique, et lui donne la possibilité de rester au cœur du débat politique, même en étant dans l'opposition. Matteo Salvini est en campagne électorale permanente, et ne s'appuie pas uniquement sur les réseaux sociaux. Les médias traditionnels offrent aussi au personnage et à son parti une plateforme de communication importante, à travers des articles et des interviews. Toutefois, la crise de la Covid-19 a privé Salvini des feux de la rampe, limitant fortement sa stratégie de communication dans les médias. Au cours des derniers mois, l'actualité s'est centrée sur le gouvernement – la Ligue et les Frères d'Italie n'ont eu que marginalement la parole. Dans les prochains mois, il s'agira de sortir l'économie italienne de la crise – la voix de l'opposition de droite pourrait bien se faire à nouveau davantage entendre.

Grâce à sa double stratégie de communication, sur les réseaux sociaux et en s'adressant directement

aux Italiens sur les places publiques des villes petites ou grandes, Matteo Salvini est parvenu à surmonter la distance si souvent décriée entre les citoyens et les responsables politiques, et à se parer des habits du défenseur des intérêts et des préoccupations des citoyens. Cela lui confère une crédibilité et un lien avec une partie de la société italienne dont ne disposent pas (ou plus) les autres acteurs de la vie politique.

Quelles seront à l'avenir les marges de manœuvre de la droite et des nationalistes ? Cela dépendra de la force ou de la faiblesse des autres mouvements politiques, et de leur capacité à convaincre au moins une partie de la société italienne du bien-fondé de leur politique, grâce à des idées substantielles, des propositions et des personnalités. Avec la crise de la Covid, le PD et le M5S pourraient gagner encore un peu en popularité.

Il est trop tôt pour savoir si le « Mouvement des sardines », né à la mi-novembre 2019 au sein de la société civile, aura un impact sur le paysage politique italien, au-delà des manifestations contre Matteo Salvini et la droite. Cela dépend notamment du choix que fera le mouvement : se constituer ou non en force politique – et si oui, sous quelle forme – ou s'associer à un parti déjà existant. Pour le moment, on n'en est pas là. Mais force est de constater que ces « sardines » sont parvenues à mobiliser une partie de la société civile italienne, qui s'oppose publiquement à la droitisation du débat public.

Les élections législatives de 2018 avaient une nouvelle fois montré combien l'Italie est divisée politiquement. Au Nord, la Ligue domine, le Sud est acquis au Mouvement cinq étoiles. Matteo Salvini a réussi à implanter dans le Sud de l'Italie un parti qui n'était qu'une force politique régionale au Nord, et à rassem-

bler les électeurs. C'est ce que montrent les élections régionales en Basilicate et en Sardaigne. Quant à savoir si cette approbation et cette popularité de la Ligue dans le Sud du pays sont durables, il est trop tôt pour en juger.

L'électorat du Sud de l'Italie est extrêmement volatile. La déception qu'y inspirent les partis politiques traditionnels est grande. C'est aussi une des raisons qui expliquent la réussite du Mouvement cinq étoiles. Depuis, beaucoup d'Italiens du Sud sont aussi déçus par le M5S, et reportent leurs suffrages sur la Ligue. Nul ne peut prévoir si elle pourra combler les attentes de ces électeurs, et ainsi élargir durablement sa base électorale dans le Sud du pays.

Jusqu'ici, Salvini a réussi à abolir la distance qui le sépare des électeurs, à grand renfort d'attributs culturels folkloriques : le sweat à capuche symbolise sa marque. Il le porte partout avec des inscriptions et des messages divers, comme autant de références régionales – Salento, Sicilia, Veneto, Marche – selon l'endroit où le mène la campagne. De même, « Bastard » – le nom d'un club de football totalement inconnu d'Ombrie – s'est transformé en excellent promoteur électoral grâce au mot-dièse #27ottobrevotolega (le 27 octobre, je vote pour la Ligue), parce que les réseaux sociaux en parlent, et tout le monde à quelque chose à dire sur le sujet. Il porte aussi volontiers les logos de la police, de l'armée ou des pompiers, pour afficher sa proximité avec les forces de l'ordre nationales. A chaque nouvelle tenue, il poste une photo sur Facebook, Twitter ou Instagram, pour faire passer un message clair : je suis l'un des vôtres. Il aime aussi se délecter des produits régionaux, et offrir à chaque bénévole un selfie. Avec cette stratégie, Salvini mise sur les émotions des gens, plutôt que sur des arguments objectifs et tangibles qui en appelleraient à la raison.

Jusqu'à présent, il n'a encore dévoilé aucun projet ni aucune mesure politique concrète susceptibles d'aider le Sud à rattraper son handicap.

Si les attentes de ces électeurs restent sans réponse, ils pourraient se détourner de la Ligue, venir grossir les rangs des déçus et se réfugier dans l'abstention – ou voter la prochaine fois pour un autre parti politique, peut-être nouveau.

La puissance et la survie futures de la Ligue sont étroitement liées à la personne et au style de Matteo Salvini, mais elles ne dépendent pas uniquement de lui. Sans Salvini, la Ligue serait sans doute affaiblie, mais continuerait d'être une force politique reconnue en Italie du Nord, parce qu'elle dispose, au sein de ses structures, d'acteurs politiques expérimentés, et elle peut se prévaloir de ses réussites lors de ses passages au pouvoir au cours des décennies écoulées. Si toutefois les prochains mois révélaient que des erreurs graves ont été commises dans la gestion de la pandémie, surtout dans les régions dirigées par la Ligue, cela aurait vraisemblablement un effet sur sa popularité en générale, mais aussi sur celle de Matteo Salvini.

Les scénarios possibles pour l'avenir

L'Italie est politiquement divisée : l'actuel gouvernement composé par le Mouvement cinq étoiles, le Parti démocrate, « Liberi e Uguali » et « Italia Viva » recueille 40 % d'opinions favorables dans les sondages. L'alliance de la droite et du centre peut compter actuellement sur le soutien de 48 % des électeurs (Ligue 26,4 %, Fdi 14,5 %, FI 6,7 %).⁴³ Les partis de la coalition n'ont majoritairement pas intérêt à dissoudre le gouvernement actuel et à ouvrir ainsi la voie à de nou-

velles élections dans les prochains mois. Le Président de la République Sergio Mattarella y serait lui-même défavorable.

Si l'actuel gouvernement tient jusqu'à la fin officielle de son mandat en 2022, il reste à savoir si le Parti démocrate parviendra à se rétablir en s'alliant à d'autres partis de gauche et à certaines composantes du Mouvement cinq étoiles, et à reconquérir sa crédibilité perdue auprès des électeurs. Bien des choses dépendront surtout du jugement que porteront les Italiens sur la gestion de la pandémie par l'actuel gouvernement, et sur sa capacité à piloter au mieux les conséquences de cette crise – notamment pour l'économie italienne.

En ce qui concerne le Parti démocrate sous la présidence de Nicola Zingaretti, tout pourrait aussi se jouer sur sa capacité à réussir le grand écart : gouverner avec un partenaire de coalition mal-aimé, le Mouvement cinq étoiles, et réussir la rénovation du parti.

Il ne faut pas non plus négliger le rôle et l'influence du Président de la République. Si le gouvernement tient jusqu'en 2022, le choix du prochain Président italien, en 2021, se fera sous l'égide de l'actuel gouvernement de coalition entre le Mouvement cinq étoiles et le Parti démocrate. Il est probable que rien ne s'opposerait alors à la réélection de Sergio Mattarella à la tête de l'Etat.

La Ligue et les Frères d'Italie parviendront-ils à maintenir leur dynamique actuelle jusqu'à l'échéance électorale normale de 2022 ? Cela dépendra de divers facteurs, tant internes qu'externes. En deux ans, tout peut changer – comme le montre la crise du coronavirus.

Vu d'aujourd'hui, la coalition de la droite et du centre devrait rester dominée par la Ligue. Cela ouvrirait a priori la voie à Matteo Salvini pour prendre la tête d'un éventuel prochain gouvernement. Est-ce que cela peut changer sous l'effet de la pandémie et de la gestion de la crise de la Covid par la Ligue dans les régions qu'elle gouverne ? L'avenir le dira.

La force modérée de cet attelage à trois, Forza Italia, serait sans doute le plus petit partenaire d'une telle coalition, si la tendance actuelle se poursuit. Cela revient à dire que la voix modérée serait aussi la plus faible.

Sur la scène internationale, un tel gouvernement chercherait sans doute à renforcer sa coopération avec ceux qui partagent ses points de vue. Pour Matteo Salvini et Giorgia Meloni, il s'agit notamment des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-Unis, du Brésil, de la Grande-Bretagne et de la Hongrie. Les partenaires européens de l'Italie auraient à traiter avec un gouvernement souverainiste, mettant clairement au premier plan ses intérêts nationaux.

Même si les récents sondages placent l'alliance de la droite et du centre devant l'actuel gouvernement de coalition dans les intentions de vote, l'adoption d'une nouvelle loi électorale déterminera aussi si cette alliance dispose d'une majorité suffisante pour pouvoir gouverner.

29 Cf. Grasse / Grimm (2019), p. 331.

30 Sondaggi, fiducia stabile poco sotto al 60 % per Conte e governo. La maggioranza promuove l'esecutivo per emergenza e decreto Rilancio : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2020/05/20/sondaggi-fiducia-stabile-poco-sotto-al-60-per-conte-e-governo-la-maggioranza-promuove-lesecutivo-per-emergenza-e-decreto-rilancio/5807426/>, le 20.05.2020.

31 Gatti (2019), p. 2 et suivantes.

32 Gatti (2019), p. 2.

33 Cf. Grasse / Grimm (2019), p. 332.

34 Passarelli / Tuorto (2018), p.16.

35 Ospedale covid alla Fiera di Milano, la procura apre un fascicolo conoscitivo sulla sua realizzazione : https://milano.repubblica.it/cronaca/2020/05/21/news/ospedale_fiera_milano_coronavirus_inchiesta_procura-257252470/, le 20.05.2020.

36 <http://www.forzanuova.eu/>, le 20.01.2019.

37 Quanta estrema destra c'è in Italia? I numeri (2008-2018) : <https://www.youtrend.it/2018/03/24/evoluzione-estrema-des-tra-italia-decennio-2008-2018/>, le 20.01.2019.

38 Crisi : Cnel, nessuna regione ha recuperato benessere 2008, http://www.ansa.it/ansa2030/notizie/data_news/2019/12/12/crisi-cnel-nessuna-regione-ha-recuperato-benessere-2008_31b-c7a20-03f9-4b5c-ae28-ed7d887b50d2.html, le 20.01.2019.

39 Censis, italiani sfiduciati e ansiosi : il 48 % vuole l'uomo forte. Effetto Greta per i giovani : https://www.ilmessaggero.it/italia/censis_uomo_forte_potere_razzismo_dati_oggi_6_diciembre_2019-4909129.html, le 20.01.20.

40 Tizian / Vergine (2019), p. 125.

41 Tizian / Vergine (2019), p.129.

42 I tedeschi non vogliono Salvini : veto Cdu ai rapporti tra Lega e Ppe : https://www.huffingtonpost.it/entry/i-tedeschi-non-vogliono-salvini-veto-cdu-ai-rapporti-tra-lega-e-pp-e-it_5dcec97ee4b0d2e79f8beb0c, le 21.01.2019.

43 Sondaggi politici elettorali oggi 22 maggio 2020 : la Lega cala ancora, Fratelli d'Italia adesso tallona il M5S : <https://www.tpi.it/sondaggi/sondaggi-politici-elettorali-oggi-22-maggio-2020-20200522606662/>, le 22.05.2020.

44 Il sondaggista. Pagnoncelli : Ecco come hanno votato i cattolici : <https://www.avvenire.it/attualita/pagine/il-cattolico-un-elettore-come-gli-altri>, le 24.01.2020.

45 Il Vaticano richiama Salvini per il Rosario : <https://www.lastampa.it/2019/05/20/italia/il-vaticano-richiama-salvini-per-il-rosario-06ze3z4vp1ZvVuOtHkmmnL/pagina.html>, le 22.05.2019.

46 La Cei all'attacco : Se oggi i cattolici votano Lega significa che c'è crisi di proposte : <http://www.ilgiornale.it/news/politica/cei-allattacco-se-oggi-i-cattolici-votano-lega-significa-che-1708311.html>, le 22.01.2020

Fiche info – Les relations entre les nationalistes italiens et l'Eglise catholique

Caroline Kanter, Silke Schmitt

Les catholiques italiens sont politiquement divisés. Les élections européennes ont montré que la Ligue pouvait compter sur une partie de l'électorat catholique : selon des études, près d'un tiers des catholiques pratiquants auraient ainsi voté pour elle lors du dernier scrutin européen de 2019. 52 % des catholiques se sont abstenus.⁴⁴ Avant les élections, Matteo Salvini n'a eu de cesse de souligner son attachement à l'église catholique : au cours d'un meeting électoral à Milan, il n'a pas hésité à tenter de séduire les électeurs catholiques en brandissant son rosaire et en invoquant la Vierge Marie.

Il s'est ainsi attiré les foudres des milieux catholiques jusqu'au sommet du Vatican, dont le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège, a déclaré : « Invoquer Dieu pour soi-même est toujours très dangereux ».⁴⁵ Les valeurs catholiques sont-elles compatibles avec les positions nationalistes de la Ligue ? Il semble que les catholiques soient divisés sur cette question. Les partisans de la Ligue soulignent qu'elle est le seul parti politique du pays à avoir toujours défendu sans ambages les valeurs catholiques au sein du Parlement, notamment en prenant fait et cause pour la protection de la vie (contre le droit à l'avortement) et pour la défense de la famille traditionnelle. Selon eux, avec Matteo Salvini, la Ligue apporte une réponse à la peur des Italiens face à l'emprise de l'étranger et à la disparition de la culture occidentale, de la vision chrétienne de l'homme et de leur propre identité.

D'un autre côté, beaucoup de catholiques pratiquants voient une contradiction dans les positions nationalistes, parce que la solidarité et l'amour du prochain font également partie des valeurs chrétiennes. Ces valeurs, la « politique de tolérance zéro » que prêche Salvini notamment en matière d'immigration, les ignore, pour aboutir à une « politique fondée sur la peur et les promesses simplistes », selon Gualtiero Bassetti, Président de la conférence des évêques d'Italie.⁴⁶ Au cours des derniers mois, la conférence épiscopale a été régulièrement contrainte de prendre clairement position contre Matteo Salvini et son interprétation de la foi catholique. Si plus de la moitié des catholiques italiens s'est abstenue lors des dernières élections européennes, pour Gualtiero Bassetti, c'est avant tout faute d'autre choix satisfaisant, et parce que les catholiques ne se reconnaissent pas dans la politique italienne.

8

Pologne

Angelika Klein

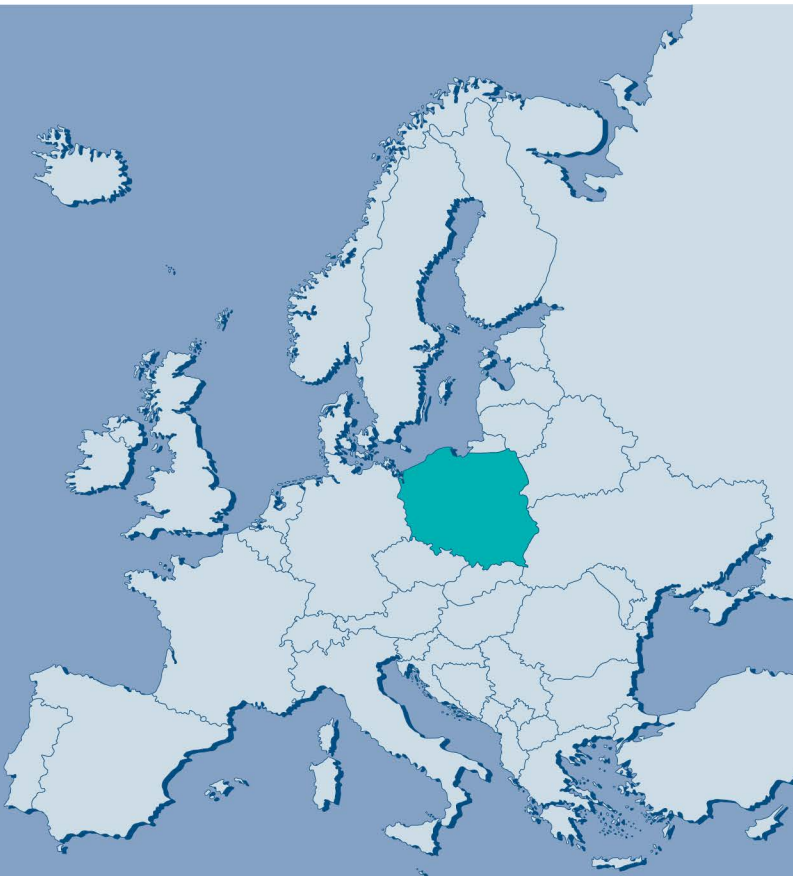
Les mouvements nationaux-conservateurs ont le vent en poupe

Evolution des courants nationaux et nationalistes de 2015 à 2020

Depuis les élections législatives de 2015, on a le sentiment que la Pologne a pris un « virage à droite », sentiment conforté par les divers scrutins de 2019 et 2020 – avec les élections européennes en mai et les élections législatives nationales en octobre 2019, puis l'élection présidentielle du 28 juin 2020. Pour autant, les défenseurs d'un projet à connotation nationale sont aussi divers que leurs objectifs et les causes qu'ils défendent.

Le national-conservatisme du parti au pouvoir, le PiS

Parmi les défenseurs d'une pensée nationale, il convient d'évoquer en premier lieu le parti qui gouverne actuellement la Pologne, le « Parti du droit et de la justice » (Prawo i Sprawiedliwość - PiS). Fondé par les jumeaux Lech et Jarosław Kaczyński en 2001, il a déjà dirigé le pays de 2005 à 2007.⁴⁷ Dès cette époque, le PiS a cherché à imposer une réorganisation en profondeur de l'appareil d'Etat : le « bon changement » (dobra zmiana), englobant toutes les institutions (et en particulier la justice et les médias). Convaincu que la Pologne post-communiste n'avait pas suffisamment fait son travail de mémoire, faute d'une « véritable » transformation de la société, le PiS jugeait qu'on avait simplement assisté à une passation de pouvoir entre les élites. Mettre un terme à la « démocratie de façade » et rendre le pouvoir « au



peuple » dont le parti se dit l'avocat est ainsi l'une des principales motivations de son action politique.⁴⁸

Vu sous cet angle, tous ceux qui ne partagent pas cette lecture des événements (et notamment l'opposition et les médias critiques à l'égard du pouvoir), ne sont pas simplement des personnes ayant une opinion différente. Ils sont montrés du doigt comme des « ennemis de la Pologne » et facilement qualifiés de « traîtres ». Selon ce critère « ami-ennemi », il faut aussi, en plus des « ennemis de l'intérieur », identifier des « ennemis extérieurs », de préférence à Bruxelles ou à Berlin. Cela va de pair avec une rhétorique eurosceptique et la (ré-)activation des ressentiments à l'égard des Allemands. Pour faire face à cette prétendue menace, on prend une posture de défense – d'une part sur la question de la souveraineté, d'autre part sur celle de l'identité nationale et culturelle. Le PiS est un parti à caractère clérical, qui a une vision nationale catholique du pays – une spécificité polonaise dans la définition de la nation, qui rattache l'identité polonaise à la foi catholique. La peur de l'immigration relève moins de motifs objectifs, comme le manque de moyens financiers, d'infrastructures ou d'emplois disponibles pour y faire face, et plus de la crainte d'être « envahis par trop d'étrangers » au sens ethnique. Dans cette même veine, la famille traditionnelle est vue comme le garant de la pérennité de la nation, tandis que ceux qui prônent d'autres modes de vie sont présentés comme des « facteurs de destruction » et des « ennemis de l'intérieur ». Le rejet du pluralisme s'immisce aussi dans la réinterprétation de l'histoire – autour d'un récit fait d'héroïsme et de sacrifices qui n'admet qu'une source d'interprétation. Ce qu'il y a de « populiste » dans cette vision du monde, c'est la manière de conduire le débat – en simplifiant à outrance et en polarisant ; et il en va de même de la conception de la politique, qui ne repose

pas tant sur des stratégies que sur des sentiments et des ambiances. La politique est pilotée en fonction des « sondages d'opinion » : dès qu'une ligne rouge est franchie dans la population et que la faveur de l'électorat commence à décliner, on fait machine arrière.⁴⁹ L'autre élément « populiste », c'est la présence d'un leader charismatique, tel que le PiS voit son président Jarosław Kaczyński – un simple député sans fonctions officielles, mais qui tire toutes les ficelles en coulisse.

Deuxième mandat du gouvernement national-conservateur

La consolidation des forces nationales-conservatrices est d'autant plus flagrante que le PiS n'a pas seulement réussi à se faire réélire, il est aussi parvenu à étendre davantage son emprise sur le pouvoir : lors des élections législatives d'octobre 2019, le PiS a recueilli 43,59 % des suffrages et remporté la majorité absolue à la Diète (Sejm) avec 235 députés. Il a ainsi pu former à lui seul le gouvernement. Lorsqu'il était arrivé au pouvoir en 2015, c'était avec 37,58 % des suffrages et une participation électorale de seulement 50 %. En 2019, la participation dépassait 60 %, la plus élevée lors d'élections législatives depuis 1989.⁵⁰ En chiffres absolus, le PiS a donc considérablement progressé et est parvenu à convaincre des millions de nouveaux électeurs. Même s'il s'était fixé des objectifs plus ambitieux – comme d'obtenir la majorité nécessaire pour amender la Constitution (70 %) et des résultats plus favorables dans les villes – le chef du parti, Jarosław Kaczyński, sort renforcé de ces élections et conforté dans le cap qu'il s'est fixé. Cette « tendance » était déjà perceptible lors des élections municipales de 2018 – avec 34,3 % des suffrages et 254 mandats remportés, le PiS remportait la majorité des voix et réalisait le meilleur résultat de son histoire dans un

scrutin régional – et lors des élections européennes de mai 2019 : le PiS avait rassemblé 45,38 % des suffrages et obtenu 27 sièges de députés au Parlement européen.⁵¹ Le parti a le vent en poupe, et rien ne semble l'atteindre, ni les nombreux scandales, ni la résurgence simultanée d'idéologies antagonistes (notamment celle de la gauche, qui après une pause pendant la durée d'un mandat, à fait son retour au Parlement en 2019, en obtenant 12,56 % des voix).⁵² Le Parti Droit et justice n'a pas seulement fait des promesses électorales, il les a également tenues, et passe donc pour un parti qui fait ce qu'il dit. La crise de la Covid lui a également permis de se donner l'image d'un gouvernement capable d'agir vite et avec détermination : la Pologne a été parmi les premiers pays d'Europe à décider de fermer tous les établissements scolaires et les frontières, à mettre en place des couvre-feux, et à réduire la vie publique au minimum indispensable. Depuis, le gouvernement se targue du nombre relativement faible de contaminations, qu'il réussit à présenter comme le résultat de sa bonne gestion de la crise. Il rehausse ainsi son prestige dans la population – même parmi les milieux qui ne lui sont pas favorables. La tendance générale des populations à se rallier à leur gouvernement en période de crise a encore amplifié ce phénomène, tout comme la manière dont le sujet a totalement dominé l'actualité. A cela s'ajoute le sentiment (délibérément entretenu à grands coups de communication) que la meilleure voie pour parvenir au bien de la nation, c'est la démarche nationale. Cela a encore consolidé l'idéologie du PiS, qui s'approprie de toute façon le récit national et en use savamment.

Les groupements politiques nationalistes

De nouveaux partis et mouvements ont également vu le jour, certains anciens partis se sont reconstitués, et ils font concurrence au PiS et le poussent à se droitiser toujours plus – même si la crise du coronavirus a un peu mis ce phénomène en suspens, sans qu'on sache encore à quoi il peut aboutir.

A cet égard, l'élément le plus remarquable est la création très récente de la « Confédération Liberté et indépendance » (Konfederacja Wolność i Niepodległość, plus simplement la Konfederacja), apparue avant les élections européennes de 2019. La Konfederacja s'est constituée début 2019 en coalition de droite et eurosceptique, avant de s'enregistrer comme parti politique en juillet de la même année. Après avoir manqué de peu le seuil des cinq pour cent nécessaires pour être représentée au Parlement européen, elle a créé la surprise en obtenant 6,81 % des voix aux élections législatives d'octobre.⁵³ Elle a ainsi fait son entrée à la Diète de Pologne à la droite du PiS, malgré tous les efforts déployés par ce dernier pour l'en empêcher.⁵⁴ En outre, la Konfederacja capte une partie des électeurs du PiS, notamment parmi les jeunes (20 % des électeurs de 18 à 29 ans ont voté pour la Konfederacja, soit seulement 7,5 % de moins que pour le PiS).⁵⁵ Les groupements qui composent la Konfederacja constituent un creuset hétéroclite de nationalistes hostiles au système, ayant les convictions politiques les plus diverses. S'y côtoient les opinions d'extrême droite, racistes et antisémites et les conservateurs libertaires, individualistes : Leurs revendications englobent aussi bien la suppression de l'impôt sur le revenu et l'institution de la peine de mort que la libéralisation de la détention d'armes à feu. Ce qui unit cette alliance – et qui, au fond, la rapproche aussi du PiS – c'est le rejet des immigrants et des réfugiés (en

particulier ceux venus de l'extérieur de l'Europe et de pays non-chrétiens), mais aussi la critique de « l'idéologie du genre » et du mouvement LGBT, (accusés d'être « contre nature » et de « conduire à la décomposition du peuple »), la volonté de durcir la législation sur l'avortement (déjà l'une des plus strictes d'Europe), et la sacralisation du rôle de la famille.

Tous ces mouvements perçoivent aussi Bruxelles comme un ennemi (extérieur) commun. La Konfederacja est le seul parti représenté à la Sejm qui plaide ouvertement pour le « Polexit » – la sortie de la Pologne de l'Union européenne, tout en maintenant l'espace Schengen et l'espace économique commun. En dehors du plaidoyer pour la patrie et la famille et du rejet de la « peste arc-en-ciel » – l'injure publique employée pour décrire les militants LGBT – peu de choses réunissent la Konfederacja et le PiS. Le PiS n'est pas assez conservateur pour la Konfederacja, qui lui reproche aussi de s'être « vendu » à l'Occident et aux centristes. Même la prétendue « redistribution socialiste » dans laquelle s'est lancé le PiS avec son idée d'un protectionnisme économique est diamétralement opposée au « libéralisme » radical dont se revendique la Konfederacja. Il lui manque la composante sociale. En outre – à l'inverse du discours dominant du PiS – elle adopte des slogans anti-establishment, et même des tonalités pro-russes extrêmement impopulaires dans l'ensemble de la société polonaise.⁵⁶ Plusieurs personnages se partagent la tête d'affiche du parti : son fondateur, ancien député européen (de 2014 à 2019), Janusz Korwin-Mikke, est présent en politique depuis les années 1960 (député à la Sejm de 1991 à 1993, député européen de 2015 à 2019). Il se fait remarquer par ses déclarations grotesques et provocatrices.⁵⁷ A 78 ans, il appartient à « l'aile libertaire » de la Konfederacja, mais est considéré comme un excentrique, à cause de son grand âge et de son allure bizarre.⁵⁸

L'espoir du parti réside dans la relève, en la personne de Krzysztof Bosak, 37 ans, le nouveau « visage de l'extrême droite » : enrôlé dans la Jeunesse pan-polonaise, puis dans le Mouvement national (Ruch Narodowy – RN) et toujours engagé pour la marche de l'indépendance, il est entré à la Sejm en 2019 sous l'étiquette de la Konfederacja, dont il est devenu le porte-parole et le vice-président. Il a été candidat à l'élection présidentielle du 28 juin 2020 sous la bannière de l'alliance formée par la Konfederacja et le RN. Bosak représente « l'aile nationale » de la Konfederacja, qui place au premier rang le peuple et l'Eglise, l'identité nationale-catholique et les valeurs de la famille. Eurosceptique et partisan du Polexit, il accuse les partis conservateurs occidentaux d'avoir trop cédé à la « révolution libérale », il critique le PiS pour ses appels du pied à la « pensée dominante » et au centre, et lui reproche de ne pas prendre au sérieux les valeurs conservatrices. Bosak use des clins d'œil et des allusions et se veut « politiquement incorrect », mais il est assez habile pour éviter les provocations ouvertement racistes.⁵⁹ L'autre formation apparue au cours de la période 2014–2019 et également représentée à la Diète de Pologne, c'est le mouvement populiste de droite antisystème Kukiz'15, qui tire son nom de son fondateur, le chanteur punk rock Paweł Kukiz. Créé sous la forme d'une association peu avant les élections législatives d'octobre 2015, il a recueilli 8,8 % des suffrages en s'alliant au Mouvement national, d'extrême droite, et est ainsi devenu la troisième force de la Sejm. Kukiz a surtout ciblé le vote protestataire des jeunes électeurs qui ne se sentaient pas représentés dans la polarisation entre la plateforme citoyenne PO et le PiS, mais il a beaucoup perdu en visibilité depuis.

Pendant la crise de la Covid, les nationalistes et les mouvements antisystème ont vu leur popularité reculer. Comme dans d'autres pays, la population polo-

naise s'est montrée avide de stabilité et d'assurances ; la critique antisystème et les autres sujets se sont révélés moins populaires.

Il ne faut pas oublier les partenaires de coalition du PiS : le parti Pologne solidaire (Solidarna Polska – SP, un parti national-conservateur créé en 2012 par l'actuel ministre de la Justice Zbigniew Ziobro) et Alliance (Porozumienie, créé par l'ancien membre de la plateforme civique PO Jarosław Gowin, ancien ministre de l'Éducation du PiS qui a démissionné depuis). Les deux partis se sont associés au PiS pour former une alliance électorale baptisée « Droite unie », mais la grande majorité de l'opinion publique connaît surtout le PiS, partenaire principal de cette alliance. Pologne solidaire et Alliance ne disposent pas de leur propre groupe à la Sejm.

La marche de l'indépendance – la mobilisation des nationalistes

En dehors des partis politiques, il existe en Pologne de nombreux autres acteurs et initiatives qui défendent un agenda national-conservateur ou nationaliste.

Depuis quelques années, la « marche de l'indépendance » (Marsz Niepodległości) est devenue le rassemblement emblématique d'un nouveau nationalisme polonais. Le 11 novembre est le jour de la fête nationale. Il célèbre le retour de l'indépendance de la Pologne avec de nombreuses cérémonies à travers tout le pays. Le cortège qui défile dans Varsovie à cette occasion depuis 2010 s'est transformé au fil des ans en une manifestation des forces nationalistes et d'extrême droite, et a même acquis une certaine notoriété à l'étranger : alors que les premières éditions ne réunissaient que quelques centaines de participants – pour la plupart ultranationalistes, extrémistes

de droite et néofascistes – ils sont désormais des dizaines de milliers.⁶⁰ Lors de la célébration du centenaire de l'indépendance en 2018, un record a été atteint, avec près de 250.000 participants.⁶¹ Chaque année, la manifestation s'organise autour d'un slogan qui reflète son orientation nationale-conservatrice : « Armée des patriotes » (en 2014), « La Pologne aux Polonais » (en 2015), « La Pologne bastion de l'Europe » (en 2016) et « Nous voulons Dieu » (en 2017). En 2019, le mot d'ordre était « Prends toute la nation sous ta protection », et l'année précédente (en 2018) « Dieu, honneur, patrie » – un mot d'ordre qui, quel que soit le slogan de l'année, est scandé tel un mantra au fil des ans sur une mer de drapeaux rouges et blancs et de feux de Bengale. Malgré les dérapages racistes, antisémites et homophobes de jeunes rustres et d'extrémistes de droite, mobilisés en partie dans les stades de football et venus de plus en plus nombreux de l'étranger, les nombreux participants à la marche de l'indépendance ont tellement marqué l'image de l'idée nationale de liberté qu'un nombre croissant de personnes pensent qu'il s'agit là de la manifestation commémorative officielle, organisée par l'État. D'ailleurs, le gouvernement du PiS n'a longtemps rien fait pour dissiper ce malentendu, au contraire : plutôt que d'endiguer « les démons déchaînés de l'extrémisme de droite », le gouvernement leur avait accordé en 2017 le statut de « manifestation régulière » – ce qui revenait à interdire les contre-manifestations sur son parcours.⁶² Le sommet de l'État considère cette marche comme un instrument opportun pour raviver un « nationalisme sain » en Pologne, et c'est pourquoi, non content de lui conférer une légitimité, il apporte aussi un soutien financier et une aide à l'organisation. Ainsi, la télévision d'État et le ministre de l'Intérieur Błaszczak ont applaudi la « grande marche des patriotes », la jugeant « belle à voir », et en 2018, le Président de la République

Andrzej Duda a même défilé en tête du cortège.⁶⁴ Ce n'est qu'en 2019 qu'est apparue, timidement, une volonté de se démarquer, parce que la Konfederacja est l'un des principaux organisateurs de la marche, et cela embarrasse de plus en plus le PiS dont elle est le concurrent politique. En effet, d'un côté le PiS cherche à séduire les groupes et les personnes d'obédience nationale et se garde donc de toute déclaration trop critique, mais par ailleurs, être associé à des groupements radicaux nuit à son image de marque auprès de la grande masse de ses électeurs modérés. Le nombre croissant de participants et la popularité de la marche sont en tout cas une illustration frappante du potentiel de mobilisation des groupes nationalistes, et cela confirme également la légitimité politique et l'influence de l'extrême droite en Pologne.⁶⁵

Les thèmes nationaux dans les médias

Les médias ne sont pas les derniers à reprendre les thèmes nationalistes et à alimenter ce discours. Dans la presse écrite, c'est surtout le cas de la *Gazeta Polska*, un hebdomadaire ultra-conservateur, dont les clubs de débat locaux, les « *Gazeta Polska-Clubs* », réunissent les milieux politiques, médiatiques et culturels de droite, notamment pour corroborer des théories complotistes.⁶⁶ L'autre facteur important de diffusion des idées nationales, c'est la télévision d'Etat TVP, qui soutient ouvertement et sans la moindre objectivité la politique du gouvernement (notamment à l'encontre des réfugiés, ou à travers des programmes dédiés à l'historiographie officielle). Mais parmi les nombreux médias qui nourrissent le « nouveau nationalisme », Radio Maryja sort plus que tous du lot.⁶⁷ Son fondateur, Tadeusz Rydzyk, est un prêtre rédemptoriste polonais, patron de médias, considéré comme l'un des hommes les plus influents du pays, et qui détient plusieurs

autres médias, et même une université.⁶⁸ Outre sa propagande nationaliste et xénophobe, la chaîne fait aussi parler d'elle par ses incitations à la haine antisémite. Radio Maryja a régulièrement fait campagne pour le PiS, qui le lui revalait en lui assurant des contrats publics et des subventions. Le lien étroit entre la politique et la foi apparaît aussi dans l'attitude de l'Eglise catholique polonaise : non seulement la majorité de ses dirigeants ne se démarquent pas des manifestations nationalistes et antilibérales, mais il les encouragent même – indirectement, mais aussi directement.

La transformation politique et les questions sociales

Outre les raisons historiques ancrées jusqu'à aujourd'hui dans la conscience collective du pays – comme le fait que la Pologne a été pendant des siècles victime d'agressions guerrières et d'annexions, jusqu'à disparaître complètement de la carte, ou encore les différences d'interprétation des événements de 1989 et après – il existe aussi de nombreux facteurs internes et externes qui favorisent l'essor des mouvements nationaux.

Il existe en la matière une spécificité du PiS, qui le distingue de tous les autres partis, y compris des sociaux-démocrates et de la gauche : la question sociale, négligée pendant la transition du pays après la chute du rideau de fer. L'essor économique fulgurant qui a valu à la Pologne d'être qualifiée « d'élève modèle », a entraîné un éclatement de la société qui a laissé pour compte des pans entiers de la population. L'une des grandes faillites du gouvernement de droite libérale précédent est d'avoir ignoré cette réalité et de ne pas avoir accompagné cette mutation économique par des mesures sociales. Cela a permis au PiS de se

présenter comme le parti qui « s'occupe des gens », qui prend soin des perdants de la transition économique, grâce à de grands programmes sociaux, et qui s'occupe des populations marginalisées de l'Est rural du pays, grâce à des programmes d'infrastructure et une attention particulière pour le monde agricole. Les mesures sociales du gouvernement du PiS ne reposent sur aucune politique structurée et pérenne, mais consistent surtout en un saupoudrage et une distribution de « cadeaux », de sorte qu'on pourrait les qualifier de « populistes ». Mais cela n'écorne en rien son image. Le PiS est considéré comme le parti qui « tient ses promesses ». Et sa réussite repose aussi sur les voix de ceux qui votent pour lui non pas à cause de son discours national, mais malgré celui-ci.

Les thèmes nationaux et la rhétorique nationale

« Retrouver sa dignité », « ne pas rester à genoux », tels sont les motifs qui parsèment le discours social, mais qui sont aussi au cœur des thèmes nationaux. Déclinée de l'individu aux groupes marginaux et à toute la nation, la désignation d'un ennemi est un élément constitutif de la rhétorique nationale du PiS au pouvoir. En proclamant une opposition entre « les élites et le peuple », le PiS se revendique comme le seul représentant du peuple en lutte. Pour ce faire, il joue habilement la partition de la rhétorique nationale en usant des attributs correspondants. Il met en scène de façon démonstrative les symboles nationaux et invoque la souveraineté polonaise. À titre d'exemples, on peut citer la querelle autour du drapeau sous le gouvernement de Beata Szydło, la glorification et la mystification complotiste de la tragédie de Smolensk, une vision de l'histoire qui oscille entre héroïsation et mythe du sacrifice, ou encore la querelle sur le monopole d'in-

terprétation de l'histoire, qui s'immisce jusque dans la conception de musées de premier plan.⁶⁹ Le calcul de politique intérieure et l'idéologie varient et sont pondérés différemment selon les personnes, l'idéologie l'emportant le plus nettement chez le chef du parti Jarosław Kaczyński et ses proches. La Konfederacja et les autres mouvements d'extrême droite reprennent les mêmes motifs, mais de façon plus radicale et exagérée ; les discours patriotiques d'unité, de communauté nationale, de restauration de la grandeur passée y sont encore amplifiés. Ils s'accompagnent, à des degrés divers, d'antisémitisme et de racisme manifeste, et dans certains cas d'apologie de la violence.

La question des réfugiés et l'ouverture des frontières ont exacerbé ce type d'émotions comme aucun autre événement. Elles ont servi d'exutoire et ont amplifié ces sentiments, les faisant résonner dans une partie élargie de l'opinion publique. Le malaise à l'égard du multiculturalisme et de la peur de l'envahissement par les étrangers sont parfois latents, parfois manifestes au sein de la population polonaise. Cette peur n'est pas nécessairement raciste par nature, parce qu'elle n'est pas dirigée contre « l'autre » en tant qu'« autre », mais vise à protéger et préserver ce que l'on est en propre. L'idée de devoir assumer des difficultés que l'on n'a pas causées (comme les mouvements migratoires et l'ouverture des frontières, perçue comme arbitraire et impulsive) suscite un refus. Bien au-delà des milieux nationaux-conservateurs, dans une large tranche de la population, un consensus se forme autour d'une interprétation différente de la notion de « solidarité ». Les Polonais rejettent majoritairement, et le plus souvent de façon catégorique, l'idée d'un quota de répartition des réfugiés imposé d'en haut. (Ils voient néanmoins parfois d'un autre œil l'organisation d'une aide ponctuelle au cas par cas, pour des raisons humanitaires, encouragée à l'échelon local ou par une partie de l'Eglise).

La question des réfugiés a été en 2015 l'un des thèmes centraux de la campagne du PiS, et l'un des principaux facteurs de son arrivée au pouvoir. Depuis, d'autres sujets lui ont volé la vedette, et la question ne joue plus un rôle politique prééminent au quotidien. On peut d'ores et déjà supposer que la crise de la covid subira le même sort : l'élan créé par la pandémie et la situation d'exception qu'elle a fait naître semble s'atténuer de plus en plus. La victoire contre le virus perd progressivement de son éclat, tandis que les conséquences économiques et sociales de la pandémie repassent au premier plan. Autant de défis qui commencent à se faire sentir et qui devraient coûter des voix au PiS lors des prochaines élections législatives.

Le combat culturel pour l'identité nationale-catholique

Aujourd'hui (et même si la crise de la Covid les relègue provisoirement au second plan), les questions idéologiques divisent les esprits – en 2019, elles étaient au centre de la campagne électorale du PiS. C'est particulièrement vrai du rôle de la famille et des modes de vie alternatifs. L'image de la famille chrétienne est considérée par une grande partie de la population comme la seule forme acceptable de vie commune familiale. Non seulement elle constitue un point de repère personnel pour beaucoup de citoyens, mais étant donné l'imbrication étroite entre la nation et la foi dans le national-catholicisme polonais, elle est aussi constitutive de l'identité polonaise. Ainsi, les autres modes de vie ne sont pas simplement considérés comme « immoraux », mais comme des choix individuels véritablement « non-polonais », qui « sapent » la nation. Ainsi se déchaîne en Pologne un conflit culturel dans lequel les points de vue divergents sont présentés comme autant de menaces de groupes extérieurs

contre la nation, et caricaturés en « invasion ».⁷⁰ Le parti au pouvoir s'érige donc en protecteur de la nation, de la famille, des valeurs chrétiennes, contre la prétendue promotion d'une révolution culturelle et l'imposition d'un mode de vie occidental décadent. Des défilés LGBT ont donné lieu à des débordements et de virulentes controverses. La question avait joué un rôle de plus en plus grand pendant la campagne électorale de 2019 et était devenue un facteur croissant de polarisation, jusqu'à faire intervenir la hiérarchie de l'Eglise, majoritairement critique à l'égard de la communauté LGBT. Pour les conservateurs plus extrémistes, cela ne suffit évidemment pas. Ils en appellent à la création de « zones interdites aux LGBT », effectivement instaurées dans quelques régions, et qui ont ému la communauté internationale. S'ajoute à cela la querelle permanente sur la question de l'avortement, qui est loin d'être apaisée ; pour la Konfederacja, la législation actuelle, déjà l'une des plus restrictives d'Europe, devrait encore être durcie, et ses revendications surpassent encore celles du PiS. Ce genre de points de vue existe partout dans le monde, tout comme les minorités extrémistes qui les défendent. Ce qui est remarquable dans le cas de la Pologne, c'est le rôle croissant que jouent les positions ultracatholiques et ultraconservatrices – particulièrement parmi les jeunes générations. C'est ce que montrent très clairement les résultats électoraux : aux quelques 27 % des électeurs de moins de trente ans qui se disent proches du PiS, s'ajoutent 20,02 % qui ont voté encore plus à droite, pour la Konfederacja. Ainsi, près de la moitié des jeunes électeurs polonais votent pour des partis nationaux-conservateurs voire nationalistes.⁷¹ La tendance au national-conservatisme n'est pas seulement devenue fréquentable et « cool », elle fait désormais partie intégrante de la culture de la jeunesse.⁷²

Le « désenchantement » européen

Il va sans dire que ces évolutions ont aussi une dimension européenne et pèsent sur la politique européenne de la Pologne. Alors que le pays a fait figure d'élève modèle de la transition, mais aussi de l'intégration européenne, cette image s'est considérablement dégradée ces dernières années : depuis 2015, les relations entre la Pologne et l'UE traversent une sorte de « crise permanente » qui ne semble pas vouloir se relâcher. C'est en partie dû à des facteurs indépendants du parti au pouvoir ou des mouvements d'obédience nationale. Mais par ailleurs le gouvernement poursuit son propre agenda, en exploitant l'euroscpticisme à des fins de politique intérieure.

Ainsi, la Pologne a changé de regard sur l'Europe : la phase de transformation de la société polonaise reposait sur le paradigme d'une « européanisation » inconditionnelle conçue comme un alignement sur l'Occident. L'Europe, c'était « l'Occident », et la Pologne était un pays qui de tout temps se sentait « profondément européenne », qui faisait sans l'ombre d'un doute partie de l'Europe, et qui voulait en faire partie. Le rattrapage, la compensation des faiblesses, surtout en matière économique, l'adoption aveugle du modèle économique et sociétal occidental tant admiré, voilà ce qui promettait la prospérité et la sécurité. On a relégué au second plan toute réflexion sur le sens ou la profondeur de cette intégration, ou sur les éventuelles divergences d'intérêts qui pouvaient émerger sur le plan national. On semblait pouvoir aussi faire l'économie d'un débat sur les questions idéologiques, puisqu'on s'imaginait partager la même communauté de valeurs. Avec les nombreuses crises qui ont accablé l'Union européenne (de la crise économique et financière à la crise des migrants) et avec le recul concomitant de la confiance des citoyens

envers l'Europe, son rayonnement s'est atténué. Il a été supplanté dans l'esprit des Polonais par le sentiment d'être dépassés, soumis à l'arbitraire, affaiblis. La Pologne autrefois en retard se développait à une vitesse considérable, prenait de l'assurance, et commençait à douter de la supériorité de l'Europe occidentale et de ses valeurs. Le multiculturalisme et la laïcité ne faisaient pas partie du canon de valeurs auxquelles on voulait s'associer. L'image d'un monstre bureaucratique, décadent, d'une Europe faible « avec ses migrants, sa protection sociale qui s'effondre et ses églises vides, face à laquelle la Pologne se tient debout dans toute sa fierté »⁷³ est une image qui, outre son côté caricatural, reflète une réalité : « la confiance en soi accrue des élites polonaises et une critique de l'Occident qui aurait été inconcevable quelques années plus tôt ». ⁷⁴ Après plus de 15 ans dans l'Union européenne, la Pologne se voit comme un acteur central, une puissance régionale qui cherche à se rapprocher de ceux de ses voisins qui partagent son état d'esprit. Son regard se tourne vers l'Est plutôt que vers l'Ouest, et elle demande ouvertement qui représente au fond « l'Europe ». Le sentiment d'être des « citoyens européens de deuxième classe » a cédé la place à une nouvelle confiance en soi, dans laquelle tout mouvement de paternalisme, ressenti ou réel, touche une corde sensible – ou qui prétend l'être. Et ainsi, les dirigeants du PiS s'y entendent pour faire passer le message à leurs concitoyens : sous ce gouvernement, la Pologne ne sera plus « tenue en laisse » ni « traitée en vassal », mais elle reconquiert sa « souveraineté » et sa « dignité ». Ces deux notions centrales jouent également un rôle décisif pour la politique européenne, mais elles sont avant tout destinées à la politique intérieure : pour le PiS, la politique étrangère est avant tout une politique intérieure. C'est pourquoi sa rhétorique européenne va de pair avec une critique acerbe du gouvernement précédent, accusé d'avoir

« vendu » le pays à l'Union européenne et d'être subordonné aux intérêts des « élites » bruxelloises. Dans le collimateur du PiS, on trouve en particulier Berlin, considéré comme leur « porte-parole », qui réclame cohésion et solidarité mais ne tient pas compte des intérêts polonais (notamment sur le projet de gazoduc Nord Stream 2 auquel la Pologne est farouchement opposée, sur le refus du mécanisme de répartition des réfugiés, ou sur la politique en matière de climat et d'énergie, sur laquelle les esprits se divisent).

Depuis 1989 (et en particulier de 2007 à 2015, sous le gouvernement de coalition du PO et du PLS), la politique à l'égard de l'Allemagne reposait sur l'hypothèse que la Pologne pouvait canaliser la puissance potentielle du voisin allemand en participant aux processus d'intégration au profit des Polonais. C'était aussi ce à quoi devait servir, entre autres choses, le renforcement des institutions européennes. Le gouvernement du PiS a rompu avec cette tradition. L'aversion à l'égard de l'Allemagne parmi les médias et les milieux nationaux conservateurs a atteint son apogée en 2015 avec la crise des réfugiés, et a recommencé à bouillonner plus tard dans une répétition d'attaques verbales chargées de rhétorique guerrière et de demandes de réparations. Le ressentiment historique à l'égard des Allemands continue d'être fermement ancré dans les esprits, même parmi les jeunes, et il peut être convoqué à tout moment.

Le consentement à une « autre » UE et l'euroscepticisme

Pour autant, le gouvernement dit ne pas vouloir quitter l'Union européenne. La population continue d'être majoritairement favorable au maintien dans l'UE. Les Polonais – tout comme leurs gouvernants – savent ce qu'ils doivent à l'Union européenne, et font partie des plus pro-européens de ses membres – avec plus de 80 % d'opinions favorables.

Mais le PiS entretient malgré cela une attitude souverainiste, ce qui n'est naturellement pas inhabituel pour un parti à orientation nationale, et il cherche à s'émanciper de l'influence de l'Europe occidentale dans plusieurs domaines.⁷⁵ La mise en avant excessive de la souveraineté va de pair avec une tendance à limiter les prérogatives des institutions européennes ou à étendre les compétences nationales (par exemple sur les « sujets qui fâchent » comme l'immigration et l'Etat de droit). Il en va de même des rencontres des « pays de Visegrad », destinées à tenter d'endiguer le pouvoir du couple franco-allemand, redouté et jugé excessif, ou de « l'Initiative des trois mers » (tandis que le Triangle de Weimar « est en sommeil »). Les relations avec l'Allemagne sont marquées du sceau de l'ambivalence : malgré l'excellence des relations économiques et commerciales, elles continuent de susciter la méfiance de la Pologne qui cherche souvent à « revenir sur l'histoire ». Quant à l'approfondissement du processus d'intégration politique ou à l'élargissement de l'Union européenne, le PiS n'y voit pas seulement une chance, mais aussi et surtout un risque. Ses critiques vont bien au-delà des réticences habituelles à l'égard de la construction européenne : les infractions au principe de subsidiarité, la supposée hégémonie allemande, l'excès de réglementation ou la trop grande concentration de pouvoir à Bruxelles.

Les thèses eurosceptiques en sortent confortées, les nationalistes s'en servent pour appuyer leurs propres thèses radicales. Ainsi, la Konfederacja considère l'UE comme une menace pour la véritable idée de l'Europe, et la rejette d'emblée sous sa forme actuelle. Elle voit dans la primauté du droit européen sur le droit national une « dissolution de l'Etat », et craint un passage insidieux d'une Union d'Etats à une Fédération administrée depuis Bruxelles : pour elle, malgré un peu d'autonomie dans certains domaines, la Pologne « ne serait alors plus indépendante ». Son programme est un plaidoyer polémique pour une « coopération volontaire entre pays européens plutôt que des dictatures », et revendique aussi de pouvoir « proposer aux partenaires étrangers des accords et des formes légales qui ne remettent pas en cause la souveraineté politique, économique et culturelle de la Pologne ».⁷⁶ C'est aussi dans ce sens qu'est interprété le Brexit : la séparation d'un membre de l'UE suite à son soulèvement contre les structures qui lui étaient imposées et qui s'opposaient à la souveraineté nationale. En revanche, pour le PiS au pouvoir, qui ne veut pas consommer sa rupture avec l'UE et qui continue d'être convaincu que la transformation européenne n'est pas du tout irréversible, le départ de la Grande-Bretagne se présente différemment : l'équipe des « renationalisateurs » de l'Europe perd un allié important. La Pologne se jugeait surtout en accord avec la Grande-Bretagne sur ce que l'Europe devrait signifier et représenter : la primauté des Etats nationaux au sein de l'UE, le refus de la monnaie commune, un atlantisme robuste, le scepticisme à l'encontre de tout politique européenne de défense, et la priorité accordée à l'économie plutôt qu'au pilier politique dans les politiques communes.

La crise de la Covid a redonné de l'élan aux sentiments anti-européens. On a vu à l'œuvre un gouvernement fort, faisant cavalier seul avec détermination dans son

action sur le plan national et qui, en pleine pandémie, voudrait faire croire qu'il n'y a pas d'alternative, tandis que la Commission européenne a semblé dans un premier temps absente, puis hésitante et à la dérive. La Présidente de la Commission Ursula von der Leyen est longtemps restée invisible dans l'esprit des Polonais, tandis que les représentants du gouvernement du PiS et leurs solutions nationales étaient omniprésents. De même, les premières mesures d'aide mises en place par l'UE n'ont pas été reconnues comme telles, voire pas reconnues du tout, peut-être faute d'efforts de communication de la part de l'Union, mais peut-être aussi parce qu'elles ont été délibérément passées sous silence par les médias de la droite nationale polonaise. Aujourd'hui, les choses ont un peu évolué, et les milliards d'aide du plan Covid ont été acceptés avec reconnaissance. Mais ces mesures restent encore trop abstraites pour la plupart des Polonais, tandis que les plans de sauvetage nationaux ont un impact concret et direct. Globalement, l'image de l'UE a plutôt pâti de la crise du coronavirus. L'impression retenue est que, au moment crucial, l'Union n'est pas une institution qui dispose de la puissance et de l'énergie nécessaires pour agir avec détermination, et donc, on ne peut pas s'en remettre à elle. Cela laisse en tout cas le sentiment collectif flou qu'en cas d'urgence, les démarches supranationales conduisent au chaos et à la faiblesse, alors que l'Etat nation veille à la protection et à la sécurité des citoyens. Le gouvernement du PiS s'est approprié cette situation et le récit qui en découle. Selon le chef du parti Jaroslaw Kaczyński, la crise de la Covid a permis à beaucoup de monde de « prendre conscience de la faiblesse de l'UE et du rôle clé que jouent les Etats nations », tandis que le Premier ministre Mateusz Morawiecki affirmait encore début mai, à propos de la lutte contre la pandémie, que la Pologne n'avait pas reçu un centime de l'Union européenne.... Alors même que l'argent non

utilisé des fonds structurels a été mis à disposition pour cela et que l'Europe a versé sept milliards d'euros à la Pologne.⁷⁷

Le renouveau chrétien de l'Europe ?

Néanmoins, rappelons-le une fois de plus, le PiS ne souhaite pas quitter l'UE, il veut une autre Union européenne. Cela vaut notamment pour les valeurs et les choix idéologiques, au regard desquels – pour les mouvements nationaux et nationalistes mais aussi pour la majorité de la population polonaise – l'UE n'est plus ce qu'elle était censée être ou ce qu'on pensait qu'elle était. Sur ce terrain-là aussi, on peut gagner des voix d'électeurs : en jouant là-encore sur le sentiment d'une menace – la menace qui pèserait sur « l'Occident chrétien », sur les valeurs chrétiennes patriotiques, et donc (en version nationale-catholique) sur l'identité polonaise elle-même, rien de moins. Une menace qui, dans cette lecture du monde, vient de l'étranger : de l'immigration, en particulier en provenance de pays musulmans, et de la sape de la société par les mœurs libérales jugées décadentes. Tandis que la première phase de manifestation de ces phénomènes a atteint son apogée en 2015, la controverse sur le dernier point – et en particulier sur « l'idéologie du genre et l'idéologie LGBT » – a eu le vent en poupe en Pologne ces quatre dernières années. Dans les deux cas, on parle d'une « idéologie » qui serait au service d'un libéralisme et d'un multiculturalisme dogmatiques. Ainsi, le « programme imposé de déplacement des réfugiés »⁷⁸ – puisque c'est ainsi qu'est perçue la règle des quotas de répartition – est vu comme une avancée continue et délibérée vers la « création d'un Etat de plus en plus multinational ». Le PiS dénonce une évolution qui se ferait selon lui sans débat, sans stratégie officielle, et sans surveillance fiable des flux

migratoires. Il demande la mise en place d'une politique migratoire responsable, axée avant tout sur le « bien de l'Etat et de la Nation polonaise ».⁷⁹ Parallèlement, il souhaite encourager le retour de ceux qui ont quitté la Pologne au cours des dernières années pour des raisons économiques, grâce à un véritable programme d'aide au retour, et faciliter la naturalisation des personnes d'origine polonaise venus des pays issus de l'ancienne Union soviétique. Par ailleurs, pour répondre aux besoins du marché du travail, le PiS veut renforcer les migrations internes. Les ultraconservateurs au sein de l'Eglise catholique entretiennent la xénophobie ambiante qui se répand en Pologne depuis 2015, dans les discours et dans les manifestations. On la vu notamment lors des récitations du Rosaire le long de la frontière polonaise en octobre 2017, une action remarquée aussi à l'étranger.⁸⁰ Des milliers de croyants avaient participé à cette action spectaculaire en priant pour protéger la frontière et maintenir loin de l'Europe les réfugiés musulmans. Souvent, les nationaux-conservateurs ne considèrent pas que ce genre d'actions est en contradiction avec l'idée européenne : pour eux, l'Europe n'est pas seulement une association d'intérêts, mais aussi une association de valeurs. Simplement, les valeurs qu'ils associent à l'Europe sont différentes, ce sont des valeurs nationalistes ultraconservatrices. A leurs yeux, le PiS défend tout à fait des valeurs européennes, sauf qu'au lieu de les définir comme « universalistes et libérales », ils les veulent « chrétiennes et occidentales » – tandis que l'UE représente une Europe qui, du point de vue du PiS, n'est plus l'Europe, une Europe qui nie et trahit ses racines chrétiennes. L'objectif du PiS n'est donc pas un refus de principe de l'UE, mais une « rénovation » de l'Europe. Après des années d'admiration sans nuance « de l'Occident » se manifeste la nostalgie d'une identité propre, qui ne vise pas à « occidentaliser la Pologne », mais, en quelque sorte, à « orientaliser l'Occident ».

Perspectives : Le « Polexit » et les autres scénarios

Même si l'attachement à l'UE est surtout de nature économique, l'idée du Polexit avancée ouvertement par certains ne séduit pas les Polonais. C'est ce qu'a encore montré la campagne pour les élections européennes de 2019, la majorité au pouvoir présentant alors la Pologne comme le « cœur de l'Europe », et les efforts entrepris par l'opposition pour diaboliser le PiS en le dénonçant comme le parti anti-européen du Polexit sont restés vains.⁸¹ Mais le risque d'une marginalisation de la Pologne qui pourrait conduire à un point de basculement au sein de l'UE, doit nous amener à réfléchir. Car la rhétorique anti-européenne qu'emploie la droite polonaise pourrait facilement conduire à une sortie non-intentionnelle de l'UE. En outre, l'Union européenne pourrait devenir un bouc émissaire pour tous les maux engendrés en réalité par les insuffisances du gouvernement polonais. Qu'advient-il par exemple si la Pologne n'est pas satisfaite de l'issue des débats sur le budget de l'Union pour 2021 à 2027, ou si elle est sanctionnée pour ses manquements politiques, et si ces sanctions entraînent des difficultés économiques ? On est déjà en droit de se demander comment les dépenses sociales considérables pourraient alors être financées durablement – et à long terme, le maintien au pouvoir du PiS dépend surtout de cela.

Le sort du PiS est aussi étroitement lié au pouvoir de son président Jarosław Kaczyński. Si ce pouvoir faiblissait et s'il n'en tirait plus toutes les ficelles, cela mettrait en péril l'unité du parti, qui risquerait tôt ou tard de se déchirer. En interne, le PiS n'est pas du tout l'organisme monolithique cohérent qu'il paraît être de l'extérieur. La concurrence de l'extrême droite le met à mal, et on ne sait pas encore très bien quelle position

il va adopter. Au bout du compte, s'il se laisse aller à de trop grandes concessions à l'extrême droite, le PiS ne pourra que perdre – soit ses forces plus conservatrices, plus nationalistes, notamment au profit de la Konfederacja – soit le centre, si péniblement acquis à sa cause.

Le facteur de l'opposition

De son côté, l'opposition pourrait profiter de cet « élan » au moment où elle tente de se reconstruire sur de nouvelles bases : le changement (de génération) effectué récemment à la tête du PO – où Borys Budka a succédé à Grzegorz Schetyna⁸² – pourrait changer la donne. Les sujets controversés (comme la refonte de la justice et les différends qui en résultent avec l'UE, la volonté de « repoloniser » les médias, les demandes de réparations dans la relation germano-polonaise) ne pèseraient plus sur la politique étrangère. Les quatre prochaines années montreront si la nouvelle garde permettra au PO de faire son grand retour sur la scène politique, ou si elle devra se contenter de gérer la faillite.

Le facteur du coronavirus...

...a déjà eu des conséquences considérables sur ce point. L'action centralisée du gouvernement du PiS, avec en première ligne l'actuel président Andrzej Duda, candidat à sa propre réélection, lui a valu des niveaux de popularité inespérés dans les sondages, atteignant parfois presque 60 % d'opinions favorables, tandis que la popularité de la candidate de l'opposition aux couleurs du PO est parfois tombée sous les 5 %. Dans l'euphorie collective pour « un gouvernement qui sait gérer les crises », et dans la guerre des

images, le PiS est parvenu à présenter Duda comme son « héraut » et comme une sorte de « sauveur », et à susciter les émotions de la population à grand renfort de mises en scène (notamment des visites dans les hôpitaux). Et pendant qu'un Duda omniprésent sur tous les médias quadrillait le terrain, l'opposition était pratiquement inexistante. En période d'interdictions de rassemblement et de confinement, faire campagne devenait secondaire, voire impossible.

Pourtant, une autre image est ensuite apparue : le 10 mai, date prévue pour la tenue de l'élection présidentielle, s'est trouvé rattrapé par la pandémie, et même au sein du PiS, des voix se sont élevées pour demander un report du scrutin. Mais malgré le danger et les couvre-feux, Jaroslaw Kaczyński s'est entêté à maintenir la date initiale. Et la population inquiète a eu le sentiment que les calculs politiques l'emportaient sur les raisons sanitaires. La bagarre autour de la date du scrutin s'est transformée en épreuve de vérité au sein de la majorité, et l'image du PiS en a énormément pâti.⁸³ En outre, le Président Duda avait fort à faire face au nouveau candidat du PO, Rafal Trzaskowski, un adversaire à prendre au sérieux. De plus, la gestion de la crise dominait moins l'actualité, tandis que les conséquences de la crise commençaient, elles, à apparaître au grand jour. C'est là-aussi un élément qui pourrait donner du fil à retordre au PiS à long terme, et faire le jeu de l'opposition. Mais outre le rôle de l'opposition, l'autre facteur déterminant de l'évolution future sera l'attitude de la Commission européenne sur le Brexit : si la sortie du Royaume-Uni s'accompagne de concessions démesurées ou s'il se transforme en succès, cela risque de susciter des envies d'imitation. Bien des choses dépendent donc du déroulement du Brexit, qui pourra devenir une incitation à la sortie pour d'autres candidats, ou au contraire les en dissuader. De même, l'arrivée d'une

nouvelle vague de réfugiés, ou les pressions exercées sur la Pologne pour la répartition des réfugiés actuels, pourraient s'avérer contreproductives, les Polonais y étant majoritairement opposés. Cela risquerait de mobiliser la population contre l'UE. Semer la division serait alors facile. De nombreux accords bilatéraux existent déjà avec Donald Trump, et Poutine pourrait s'appuyer sur la Konfederacja pour faire refleurir la rhétorique anti-européenne.⁸⁴ En ce qui concerne la Konfederacja elle-même, elle va d'abord devoir se consolider pour se pérenniser : les nouveaux partis ont du mal à s'implanter en Pologne, et bien souvent, ils disparaissent assez vite. En outre, l'hétérogénéité de la Konfederacja n'est pas seulement interne ; elle a parfois aussi du mal à s'entendre avec les autres acteurs politiques de la droite, et cela pourrait donner lieu à des changements.

Dernier élément décisif, et non des moindres, la reprise de l'économie après la crise de la Covid et la crise économique qui menace : le succès des mesures de soutien, la mise en place d'une nouvelle solidarité et la réconciliation entre les positions nationales et européennes seront déterminants pour définir la place qu'occuperont à l'avenir le nationalisme et le populisme, et pour surmonter les facteurs de division (actuels et futurs).

Le facteur de la jeunesse

La jeunesse polonaise sera elle aussi un facteur important de l'évolution politique de la Pologne : son attitude décidera durablement du cap sur lequel s'engagera le pays. Les jeunes nés dans une Pologne libre ont souvent du mal à comprendre les références à l'histoire dans les débats, et sont de plus en plus las de la polarisation qui en résulte et de son instru-

mentalisation.⁸⁵ Mais les jeunes Polonais ont aussi de plus en plus de mal à voir en l'Union européenne une conquête, et à l'apprécier comme garant de la paix dans une histoire marquée par la guerre et les antagonismes : ses bienfaits coulent tellement de source qu'on n'en a plus conscience. Mais s'ils étaient remis en cause voire supprimés, cela susciterait sans doute une résistance. Cela vaut d'une manière générale pour le légendaire amour de la liberté qui anime les Polonais, et qui n'a pas failli sur le temps long de l'histoire : lorsque la menace devient grave, cet amour de la liberté ressurgit immanquablement.

Certes, la Konfederacja d'extrême droite jouit d'une grande popularité tout particulièrement parmi les jeunes, mais c'est aussi parmi eux que se développe une force contraire : une jeunesse de gauche progressiste et cosmopolite, qui veut choisir pour elle-même son mode de vie – surtout dans les villes – et qui rêve d'une société laïque et pluraliste.

Les perspectives de la coopération au sein de l'Union européenne sont donc globalement assez mitigées. Les chances sont bien réelles, tout comme les dangers, dont le principal est sans aucun doute, vu l'orientation prise par l'actuel gouvernement, et quoi qu'il en dise, le risque de glisser à la marge, voire vers la sortie de l'Union. « Personne au sein de la majorité n'a même seulement l'intention de faire sortir la Pologne de l'Union européenne », affirmait encore le Président Duda en début d'année,⁸⁶ mais la persistance avec laquelle la Pologne se démarque de l'Union et sa rhétorique démagogique, qui fait le jeu des eurosceptiques, sont un tremplin idéal. C'est là un jeu dangereux qui pourrait pousser la Pologne « contre son gré » vers la porte. Dans un tel jeu, « ce n'est pas la Pologne qui quitte l'UE, mais l'UE qui quitte la Pologne ».⁸⁷ Une telle évolution n'est toutefois

pas réaliste à ce jour. Pour le moment, la Pologne reste plutôt une « épine dans la chair ». Pour combien de temps ? Les prochains scrutins nous le diront.

Postface : des élections en période de pandémie

Malgré les conséquences profondes de la pandémie pour la Pologne, l'élection présidentielle du 28 juin 2020 a produit un résultat plutôt décevant pour les nationalistes. Avec 6,78 % des suffrages, ils ne sont arrivés qu'en quatrième position, et jusqu'à présent ils n'ont donc pas tiré profit de la crise. Le candidat du PiS, le Président sortant Andrzej Duda, est arrivé en tête avec 43,5 % des voix, suivi par le candidat de la plateforme civique libérale PO, avec 30,46 % des suffrages, loin devant les autres candidats. Mais ce qu'il faut noter, c'est que dans la cohorte des électeurs de 18 à 29 ans, Krzysztof Bosak, le candidat de la Konfederacja nationaliste et du Mouvement national (Ruch Narodowy), a réuni 23 % des suffrages – juste derrière le candidat du PO Rafal Trzaskowski (23,8 %). Il arrive donc en deuxième position sur cette tranche d'âge. Rafal Trzaskowski s'est beaucoup engagé en faveur de la réconciliation dans une campagne électorale extrêmement polarisée.

47 Le PiS a formé dans un premier temps un gouvernement minoritaire, avec le soutien de la « Ligue des familles polonaises » (LPR), mouvement catholique national-conservateur, et le mouvement « Autodéfense » (Samoobrona), à gauche sur les questions économiques et catholique conservateur sur les choix de société ; les deux partis ont rejoint le PiS en mai 2006, donnant au gouvernement sa majorité.

48 En particulier en ce qui concerne la réforme controversée de la justice : sur la manière dont est présentée la « caste » juridique comme défenseur d'une élite postcommuniste dépassée, cf. un extrait du programme du parti en 2019, dans : Polen Analysen :

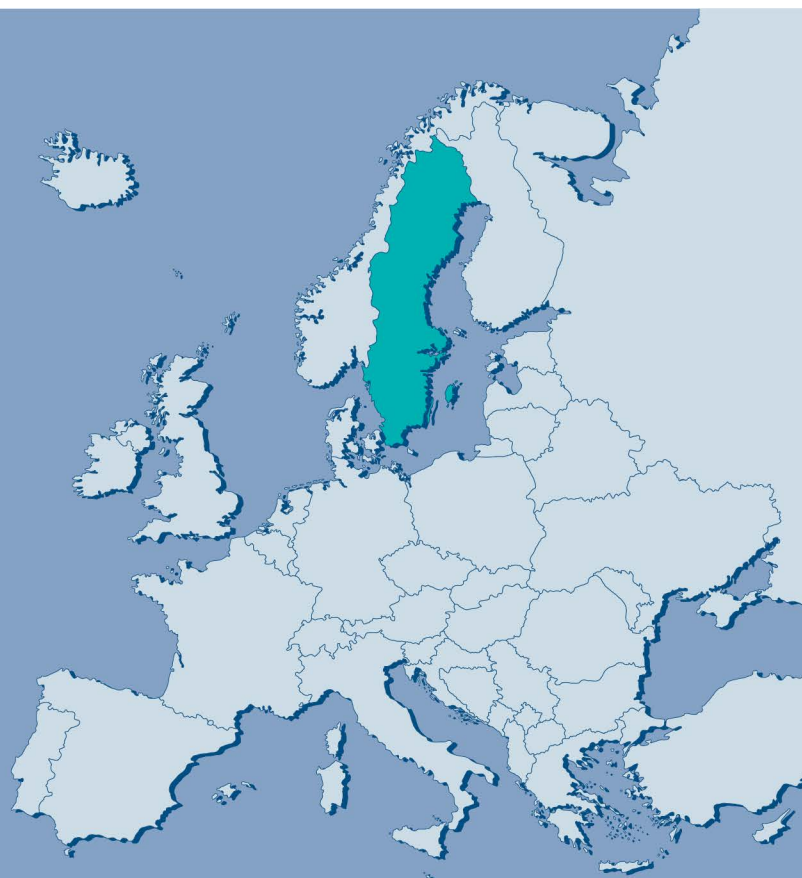
- <https://www.laender-analysen.de/polen-analysen/248/PolenAnalysen248.pdf>, p. 8, le 27.07.2020 ; Das Ende der Gewaltenteilung? Zur Justizreform in Polen : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/das-ende-der-gewaltenteilung-zur-justizreform-in-polen>, Stand 27.07.2020 ; Polen : Der lange Schatten des Runden Tisches : <https://www.ost-journal.de/der-lange-schatten-des-runden-tisches-polen-solidarnosc/>, le 27.07.2020.
- 49 Comme par exemple en 2016 et en 2018 lors de la « marche noire », au cours de laquelle des femmes (vêtues de noir) ont manifesté contre le durcissement de la législation sur l'avortement ; cf. aussi Massenproteste gegen strengeres Abtreibungsgesetz in Polen : <https://www.dw.com/de/massenproteste-gegen-strengeres-abtreibungsgesetz-in-polen/a-43111984>, le 27.07.2020.
- 50 Cf. Polen hat gewählt : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/polen-hat-gewählt-1> ; pour des informations de fond, cf. Polen vor der Wahl : <https://www.kas.de/country-reports/detail/-/content/polen-vor-der-wahl-1>, le 27.07.2020.
- 51 Cf. Polen nach der Europawahl : <https://www.kas.de/de/web/polen/laenderberichte/detail/-/content/polen-nach-der-europawahl>, le 27.07.2020.
- 52 Ebd.
- 53 Cf. Polen hat gewählt : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/polen-hat-gewählt-1>, le 27.07.2020.
- 54 Kaczyński : Nie wiadomo, czego spodziewać się po Konfederacji. Pozostali to jedna partia : <https://www.wprost.pl/wybory-parlamentarne-2019/10257854/kaczynski-nie-wiadomo-czego-spodziewac-sie-po-konfederacji-pozostali-to-jedna-partia.html>, le 27.07.2020.
- 55 Wyniki exit poll. Frekwencja według wieku. Jak głosowały konkretne grupy wiekowe? : <https://wiadomosci.gazeta.pl/wiadomosci/7,143907,25241642,wyniki-exit-poll-frekwencja-wedlug-wieku-jak-glosowaly-konkretne.html>, le 27.07.2020.
- 56 Cette attitude et le rejet manifeste de l'UE la rapprochent en revanche de l'AfD, comme c'est devenu apparent au cours de la soirée électorale : le député (AfD) Stefan Keuter a prononcé un discours devant la Konfederacja, dans lequel il définissait notamment comme objectif commun la destruction de l'union monétaire européenne. Cf. Polen hat gewählt : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/polen-hat-gewählt-1>, le 27.07.2020.
- 57 Cf. Puhl (2019).
- 58 Sont également populaires Robert Winnicki (né en 1985), président de la Jeunesse pan-polonaise de 2009 à 2013, président du Mouvement national (Ruch Narodowy, RN) depuis 2014, député à la Diète de Pologne en 2015, l'un des organisateurs de la marche de l'indépendance, et le réalisateur et auteur Grzegorz Braun, un monarchiste ultracatholique fanatique d'armes à feu, qui atteint une grande communauté de fans.
- 59 Cf. Das Gesicht der Rechtsextremen : <https://www.welt.de/politik/ausland/plus183563692/Krzysztof-Bosak-Das-Gesicht-der-polnischen-Rechtsextremen.html>, le 27.07.2020.
- 60 La marche de l'indépendance est lancée par des organisations politiques nationalistes, et notamment la Jeunesse pan-polonaise et le Camp national radical (ONR).
- 61 Notons que les chiffres des organisateurs et ceux fournis par la ville sont la plupart du temps très éloignés.
- 62 Sur l'influence de la communauté des hooligans dans le « boullion de culture » des stades de football et leur répertoire de symboles, cf. Balcerzak, (2017), p. 270.
- 63 Ebd. p. 281.
- 64 Jung, sportlich, angriffslustig : <https://www.sueddeutsche.de/politik/polen-jung-sportlich-angriffslustig-1.4771994>, le 27.07.2020.
- 65 Ebd., p. 277 à 281, notamment.
- 66 Après la catastrophe de Smolensk en 2010, une commémoration publique en l'honneur des victimes a été organisée chaque mois, ce qui a contribué à souder l'électorat du PiS. En 2019, l'affichage d'un autocollant « Zone interdite aux LGBT » avait suscité beaucoup d'émotions, d'autant plus que la formule évoquait des associations d'idées dérangeantes.
- 67 Radio Maryja n'est pas membre de la Famille mondiale de Radio Maria, qui regroupe actuellement près de 50 chaînes de radio dans 40 pays, cf. : <http://www.radiomaria.org/de/>.
- 68 Sur le Père Rydzyk, cf. notamment <https://www.welt.de/politik/ausland/article5175327/Pater-Rydzyk-Radio-Maryja-und-der-Antisemitismus.html>, le 30.07.2020.
- 69 Cf. Polens konservative Regierung lässt EU-Fahne abhängen : <https://www.welt.de/politik/ausland/article149290758/Polens-konservative-Regierung-lasst-EU-Fahne-abhaengen.html>, le 27.07.2020 ; sur la manière dont le PiS traite le récit politique et historique, cf. Analyse : Stolz auf Polen. Das Ringen um das patriotische Narrativ in Polens Kulturpolitik nach 2015 : <https://www.bpb.de/internationales/europa/polen/270283/analyse-stolz-auf-polen-das-ringen-um-das-patriotische-narrativ-in-polens-kulturpolitik-nach-2015>, le 27.07.2020.
- 70 Cf. In Polen eignen sich Homosexuelle noch als Feindbild : <https://www.welt.de/debatte/kommentare/article201654336/Parlamentswahl-In-Polen-eignen-sich-Homosexuelle-noch-als-Feindbild.html>, le 27.07.2020.
- 71 Where Gender Meets Nationalism : <https://berlinpolicyjournal.com/where-gender-meets-nationalism/>, le 27.07.2020.

- 72 Cf. Balcerzak (2007), p. 282-285.
- 73 Cf. Polen und Europa : Neue EU-Skepsis : <https://www.bpb.de/apuz/265505/polen-und-europa-neue-eu-skepsis?p=all>, le 27.07.2020.
- 74 Ebd.
- 75 Notamment par la réduction de la part des capitaux étrangers dans les secteurs clés de l'économie polonaise (médias, banques), « l'externalisation » de certains secteurs (« arrière-cour de l'économie allemande ») ou sur les salaires, la dépendance à l'égard de l'évolution des marchés étrangers ou de facteurs externes comme les aides de l'Union européenne (le « paradoxe de l'eupéanisation », qui stipule que le développement de la Pologne n'est pas concevable sans l'UE, mais que l'UE est perçue aujourd'hui comme si elle empêchait la Pologne d'atteindre ses objectifs économiques).
- 76 Janusz Korwin-Mikke : Konfederacja jest wroga Unii Europejskiej : <https://www.wnp.pl/parlamentarny/wydarzenia/janusz-korwin-mikke-konfederacja-jest-wroga-unii-europejskiej,39257.html>, le 27.07.2020.
- 77 Cf. Buras (2020), p. 2.
- 78 Cf. #PiątkaKonfederacji : <https://konfederacja.net/program/>
- 79 Ebd.
- 80 La hiérarchie catholique s'est associée à l'appel à la prière d'un mouvement laïc, sans se démarquer des allusions islamophobes, puisque le national-catholicisme préconise la « Pologne aux Polonais », définis selon leur appartenance ethnique et confessionnelle.
- 81 Cf. Polen nach der Europawahl : <https://www.kas.de/de/web/polen/laenderberichte/detail/-/content/polen-nach-der-europawahl>, le 27.07.2020.
- 82 Cf. Jung, sportlich, angriffslustig : <https://www.sueddeutsche.de/politik/polen-jung-sportlich-angriffslustig-1.4771994>, le 27.07.2020.
- 83 Cf. Präsidentschaftswahl in Polen : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/praesidentschaftswahl-in-polen>, le 27.07.2020.
- 84 Cf. Polen : nächster Exit-Kandidat? : <https://www.heise.de/tp/features/Polen-naechster-Exit-Kandidat-4651457.html>, le 27.07.2020.
- 85 <https://www.ost-journal.de/der-lange-schatten-des-rundtischen-polen-solidarnosc/>, le 27.07.2020.
- 86 Dans un entretien à la télévision en janvier 2020 ; cf. Gnauck : Droht ein Polexit? : <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/droht-ein-polexit-aus-der-eu-16620838.html>.
- 87 Ce que semble craindre la population : certes, 89 % des Polonais sont opposés à une sortie de l'UE, mais lorsqu'on leur demande si un Polexit leur semble possible dans les dix prochaines années, ils sont tout de même 31 % à répondre « oui ». Cf. Gnauck : Droht ein Polexit? : <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/droht-ein-polexit-aus-der-eu-16620838.html>.

9

Suède

Gabriele Baumann, Richard Forsén



Les formes du nationalisme suédois – nativiste et eurosceptique

Le parti des Démocrates de Suède (SD) en Suède et le « Parti des Finlandais » en Finlande sont les deux partis de droite nationale du Nord de l'Europe qui non seulement ont obtenu des scores très élevés (17,5 %) lors des dernières élections législatives, en 2018 et 2019, mais qui conservent depuis une popularité ininterrompue. En février 2020, le SD recueillait déjà 24,3 % d'opinions favorables dans les sondages, se plaçant ainsi en tête devant les partis traditionnellement forts des Sociaux-démocrates (23 %) et des Modérés (libéraux-conservateurs) (18,4 %). Toutefois, depuis le début de la crise de la Covid en mai 2020, le score du SD dans les sondages est redescendu à 20 %, ce qui le place en deuxième position derrière les Sociaux-démocrates ; à l'inverse, la confiance des Suédois dans le gouvernement de coalition a progressé grâce à sa gestion de la crise. Depuis plus d'un an, on peut observer que les Démocrates de Suède cherchent à coopérer avec les partis de centre droit, et ont nettement modéré leurs propos par rapport à la rhétorique d'avant 2018. « Démocrates de Suède » est depuis plus de 30 ans le seul parti de droite nationale d'importance en Suède et il trouve aujourd'hui ses électeurs dans toutes les couches de la population. Il faut souligner à cet égard qu'à la différence d'autres partis nationalistes populistes de droite des pays nordiques, le SD a pris son origine dans les milieux néonazis.

Principes idéologiques du nationalisme suédois : préserver le modèle de prospérité de la Suède

En analyse politique, on évoque souvent la vision suédoise d'un exceptionnalisme progressiste, qui prend sa source notamment dans la fierté qu'inspire le modèle suédois de l'Etat-providence, le niveau élevé de développement technologique et scientifique, et les avancées en matière d'égalité entre les sexes par rapport au reste du monde. Cela se reflète aussi dans l'image de neutralité de la Suède, deuxième pays au monde par la part de son PIB qu'il consacre à l'aide au développement, qui s'engage vigoureusement pour le désarmement nucléaire et contre le changement climatique, et qui agit même comme médiateur officiel vis-à-vis d'acteurs tels que la Corée du Nord et le Yémen.⁸⁸ Les résultats particulièrement bons du SD depuis 2010 s'expliquent toutefois surtout pas le fait que le parti a réussi à se forger une image de pourfendeur de l'immigration et des élites. Il dit vouloir préserver le modèle social suédois – idéalisé dans la nostalgie de la tradition des années 1930 à 1960 (« Folkhemmet » – la maison du peuple) – pour les Suédois, contre une élite qui nuirait aux intérêts de la Suède par sa politique en matière d'immigration.

Naissance et premiers pas des Démocrates de Suède

Pendant longtemps, il n'existait en Suède que des mouvements nationalistes marginaux, jusqu'à ce que les Démocrates de Suède fassent leur entrée au Parlement pour la première fois en 2010 en réunissant 5,7 % des suffrages aux élections législatives. Le parti a été fondé en 1988. Il résulte de la réunion d'une organisation raciste d'extrême droite,

Bevara Sverige Svenskt (La Suède doit rester suédoise), du Parti du progrès (Framstegspartiet), et du Parti de la Suède (Sverigepartiet). Selon les enquêtes du magazine Expo, près de 60 % des membres de la direction du nouveau parti avaient encore des liens avec des organisations néonazies entre 1989 et 1995.⁸⁹ L'actuel président de SD, Jimmie Åkesson, a rejoint le parti en 1995 dans sa région du Blekinge à 16 ans, alors qu'il était encore lycéen. En l'an 2000, il est devenu président de l'organisation des jeunes du parti. Depuis ses débuts, le SD s'appuie sur le soutien traditionnel dont il jouit dans les provinces de Scanie et du Blekinge, dans le Sud de la Suède, où des partis contestataires nationalistes et populistes et des organisations d'extrême droite ont déjà existé dans le passé. En mars 1995, un changement a eu lieu à la présidence du parti. Mikael Jansson, ancien membre du Parti du centre, a entrepris dès cette année-là un « nettoyage » du SD pour en bannir les éléments et les membres ouvertement nazis. Le port d'uniformes, courant auparavant, a été interdit dans les manifestations. Mais tous les anciens néonazis actifs n'ont pas été contraints de quitter le parti. Pour justifier cette clémence, on a dit que certains avaient simplement « commis des erreurs de jeunesse », mais étaient devenus dans l'intervalle « de bons démocrates ».⁹⁰ En 2005, Jimmie Åkesson a remporté la présidence du parti face au président sortant Mikael Jansson. A ce moment-là, les Démocrates de Suède ne détenaient que 49 mandats dans plusieurs conseils municipaux (sur un total de 13.274 dans tout le pays), mais ne comptaient aucun représentant dans les assemblées régionales.

Les succès électoraux croissants du parti et de ses thèses nationales

La participation d'Åkesson et de son parti à des débats sur l'immigration et l'islam avant les élections au Riksdag (le parlement suédois) en 2010 a tenu les médias en haleine et a facilité son essor. Åkesson a écrit dans une tribune libre en 2009 que « l'élite multiculturelle au pouvoir » avait commis une erreur en permettant « l'islamisation » de la Suède.⁹¹ Lors de ces élections législatives de 2010, les communes du Sud de la Suède ont une nouvelle fois constitué le cœur de son électorat. A l'échelle de tout le pays, il a remporté 5,7 % des voix. Lors des législatives de 2014, son score atteignait déjà 12,4 %, et en 2018, 17,5 %. Le SD devenait ainsi la troisième force politique de Suède, derrière les Sociaux-démocrates et les Modérés. Lors des élections européennes de 2014, le SD avait recueilli 9,7 % des suffrages. En 2019, il en obtenait 15,3 %. Pour l'entrée au Riksdag en 2018, le soutien de 25 % des électeurs de Scanie et du Blekinge a été déterminant. A Stockholm et dans les provinces du Nord, le score du SD n'a guère dépassé 10 %, tandis que dans d'autres régions du Sud et du centre de la Suède, il a atteint 20 %.

En 2018, la plupart des électeurs des Démocrates de Suède étaient issus de la base électorale traditionnelle des Sociaux-démocrates et des Modérés ; nombreux étaient aussi les anciens abstentionnistes. Le parti plaisait particulièrement aux hommes, aux personnes sans formation universitaire, aux chefs d'entreprise et aux agriculteurs. Les électeurs de plus de 30 ans ont davantage voté pour le SD que les plus jeunes.

L'évolution du programme du SD

En analysant les programmes et les déclarations officielles du parti, les éminents sociologues suédois Gabriella Elgenius et Jens Rydgren ont constaté que la rhétorique nativiste des Démocrates de Suède n'avait pas fondamentalement changé depuis ses débuts.⁹² Il a toujours défendu l'idée qu'une nation homogène sur le plan culturel avait de meilleures chances de se développer de manière pacifique et démocratique.⁹³ Même après le « nettoyage » du parti en 1995, il affirmait que la politique culturelle des Démocrates de Suède visait à soutenir les « véritables cultures populaires ». Le programme du SD en 1999 évoque encore « l'appartenance à une race » comme un trait culturel distinctif.⁹⁴ Les Démocrates de Suède considèrent encore aujourd'hui que l'appartenance à la nation suédoise repose sur la langue, la culture, l'identité et « la loyauté envers la Suède », et que par définition, il n'est pas possible d'avoir deux nationalités.⁹⁵ Ils reprochent donc aux partis au pouvoir d'avoir agi de manière irresponsable en matière d'immigration. Selon eux, la classe politique en place n'aurait absolument aucun intérêt à discuter franchement de l'ampleur de la criminalité engendrée depuis quelques années par les migrants. Toujours selon le SD, les dirigeants politiques ne perçoivent pas la gravité des problèmes, et se cantonnent au cadre trop étroit de la culture du consensus politique telle qu'elle se pratique en Suède. Dans le discours du SD, l'immigration et l'échec de l'intégration sont assimilés à la criminalité des gangs et aux problèmes d'insécurité.

Le SD se présente comme le défenseur de l'Etat-providence suédois et l'adversaire de l'immigration. Selon son programme de 1999, le « Folkhemmet » suédois a été jusqu'au début des années 1960 une « idylle », détruite peu à peu par les hommes politiques interna-

tionalistes de l'élite – comme l'ancien Premier ministre social-démocrate Olof Palme.

Sur les questions de société, les Démocrates de Suède se positionnent depuis 2011 comme « sociaux-conservateurs », mais dérogent néanmoins parfois à ce principe. A l'initiative du président du parti Jimmie Åkesson, le SD n'est ainsi plus opposé à l'avortement depuis 2019.

Sur le plan idéologique, le parti s'est mué d'un « parti démocratique, nationaliste », selon son programme de 2003, en un « parti social conservateur fondé sur le nationalisme », selon la version plus récente du programme de 2011. Pour les sociologues Elgenius et Rydgren, cette nouvelle définition que donne le parti de sa propre idéologie, c'est le signe que les Démocrates de Suède sont en train de se « normaliser » sur le plan idéologique. Et même la double nationalité leur semble désormais acceptable.

Le parti des Démocrates de Suède a renoncé à certains positionnements politiques extrêmes pour attirer de nouveaux électeurs du centre, et pour être « compatible » avec d'autres partis conservateurs. Aujourd'hui, le SD n'est plus opposé à l'UE comme il l'était avant 2010 ; il est devenu « eurosceptique ». Il a toujours plaidé pour une politique étrangère et de défense suédoise libre de toute alliance, mais il est aujourd'hui favorable à des alliances militaires entre les pays nordiques.

Les Démocrates de Suède ont pris un autre virage intéressant sur le démantèlement des centrales nucléaires du pays. Depuis 2011, le parti n'est plus favorable à la sortie du nucléaire, mais souhaite au contraire « faire progresser les technologies de l'atome ».⁹⁶ Sur ce point, il se retrouve ainsi sur la même ligne que les Modérés

et des Chrétiens démocrates, contre le démantèlement systématique des centrales nucléaires en fin de vie.

Immigration et questions sociales – les moteurs essentiels du nationalisme

C'est aussi parce que les Démocrates de Suède occupent en permanence le terrain de l'immigration et de l'intégration que depuis au moins 2015 les Sociaux-démocrates, au pouvoir, et les Modérés, dans l'opposition, ont adopté des positions plus restrictives en la matière ; ils se sont ainsi emparé en particulier de la lutte contre la criminalité en bandes dans les grandes villes comme Stockholm, Malmö et Göteborg.

Depuis la fin des années 1980, le taux de chômage a fortement augmenté parmi les personnes issues de l'immigration, en particulier dans les villes. Il faut en général beaucoup de temps pour que les personnes ayant obtenu le statut de réfugiés soient intégrées sur le marché du travail. En 2015, 163.000 demandeurs d'asile sont arrivés en Suède, et 60.000 d'entre eux ont obtenu un permis de séjour permanent. Parmi eux, seuls 10 % avaient trouvé un emploi deux ans plus tard, 25 % avaient entrepris des études, 50 % touchaient des aides sociales de leur commune.⁹⁷ Selon les chiffres de l'Office central des statistiques (SCB) le taux de chômage était supérieur à 7 % en 2018 sur l'ensemble de la population, tandis qu'il était de 20,7 % parmi les demandeurs d'emploi issus de l'immigration. Selon les données de 2018, après huit années passées en Suède, seuls 50 % des demandeurs d'emploi nés à l'étranger avaient trouvé un poste.⁹⁸ L'un des facteurs de cet échec dans la recherche d'emploi, c'est bien souvent l'absence de formation scolaire. Un réfugié de 25 ans arrivé d'Afghanistan n'a fréquenté l'école que 3,9 années en moyenne, contre 5,1 années pour un

réfugié syrien. L'Afghanistan et la Syrie sont les pays dont sont originaires les plus grandes communautés de réfugiés. A titre de comparaison, la formation scolaire et professionnelle suédoise durait en moyenne 12,4 ans en 2018.⁹⁹ L'accès à l'emploi des immigrés peu qualifiés est encore compliqué par le fait que les bas salaires sont encore très élevés par rapport à la moyenne européenne.

Les alliances européennes

Les Démocrates de Suède ont fait leur entrée au Parlement européen en 2014 avec deux députés, et depuis 2019 ils en comptent trois, sur les 20 députés qui représentent la Suède.

Après 2014, ils ont fait partie du groupe de l'Europe des nations et des libertés (ENL) avec les élus britanniques du UKIP, les Français du Front national, les Autrichiens du FPÖ et les Italiens de la Ligue. Mais en 2019, le SD n'a pas rejoint le groupe Identité et démocratie, successeur du groupe ENL. Il a préféré rejoindre les eurosceptiques du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), dont la plus grande délégation est celle du PiS polonais.

Derrière ce choix se cache le désir du SD, au moins depuis 2018, de se voir comme un élément du réseau des partis conservateurs. En 2019, au moment où le SD a choisi de rejoindre le groupe CRE, Jimmy Åkesson déclarait que le groupe ID ne lui convenait plus, parce qu'il était « purement nationaliste ».¹⁰⁰ Les partis populistes de droite nordiques Les Finlandais et le Parti du peuple danois (Dansk Folkeparti), avec lesquels de parti des Démocrates de Suède entretient d'étroites relations, ont choisi pour leur part de rallier le groupe Identité et démocratie, auquel ils apportent deux

députés finlandais et un député danois. Au sein du Conseil nordique, les trois partis forment un groupe commun.

Il est intéressant de noter la position du SD vis-à-vis de la Russie, car elle se distingue nettement des positions des autres partis de la droite nationale à travers l'Union européenne. Les Démocrates de Suède critiquent le gouvernement de Vladimir Poutine et qualifient son régime de brutal et autoritaire. L'intrusion de la Russie dans la région de la Mer Baltique constitue à leurs yeux une provocation, et ils ne reconnaissent pas l'annexion de la Crimée.¹⁰¹ Selon une enquête du *Pew Research Center*, 80 % des Suédois ont de toute façon une image négative de la Russie, même si 29 % des électeurs des Démocrates de Suède trouvent certaines qualités au Président Poutine.¹⁰² La presse se fait régulièrement l'écho d'une possible influence directe de la Russie via le financement de médias « alternatifs » proches du SD et par différents canaux de diffusion de la désinformation.

Les perspectives de formation d'une alliance conservatrice / d'un rapprochement des partis de la droite et du centre

Les Démocrates de Suède sont menés d'une main de fer. A la tête du parti, Jimmie Åkesson s'est entouré de ses deux plus proches amis, avec lesquels il a fait ses études, et les voix critiques ne sont pas tolérées. En 2015, l'exclusion de toute la direction de l'organisation de la jeunesse SDU a conduit son ancienne présidente Jessica Ohlson à fonder le parti de droite nationale Alternative pour la Suède (Alternativ för Sverige). L'Alternative a présenté des candidats aux législatives de 2018, et a recueilli 0,3 % des suffrages.

Pour désigner son parti et ses militants, le SD a choisi le terme anodin d'Amis de la Suède (Sverigevänner). En réalité, il s'agit d'établir une distinction entre « Nous » les pro-suédois et « les autres », supposés moins pro-suédois, l'élite, l'establishment.

D'un autre côté, le SD tente d'organiser un nouveau « bloc conservateur » avec les Modérés et les Chrétiens-démocrates, mais sans succès jusqu'ici. Néanmoins, des discussions ont eu lieu entre les trois partis et entre leurs présidents au cours des derniers mois, ce qui était encore impensable avant les élections législatives de 2018. Certains signes portent donc à croire que les deux partis de l'ancienne Alliance de la droite – à la différence des partis au pouvoir – envisagent de renoncer à la stratégie d'isolement complet des nationalistes. Ils seraient prêts à envisager dans un premier temps un rapprochement à travers des votes communs sur certaines propositions au Parlement. Mais pour le moment, il n'existe pas de coopération régulière et structurée.

-
- 88 Jansson (2018).
 - 89 Palm / Ulvenlöv / Larsson (2020).
 - 90 Orrenius (2002).
 - 91 Åkesson (2009).
 - 92 Elgenius / Rydgren (2019).
 - 93 Les Démocrates de Suède (2011), p. 6.
 - 94 Les Démocrates de Suède (1999), p. 12.
 - 95 Les Démocrates de Suède (2011), p. 13, 15.
 - 96 Les Démocrates de Suède (2011), p. 40.
 - 97 Wiman (2019).
 - 98 Larsson (2018).
 - 99 Galte Schermer (2020).
 - 100 Erixon (2019).
 - 101 Les Démocrates de Suède (2019).
 - 102 Letterman (2018).

10

Serbie

Norbert Beckmann-Dierkes, Suzana Grubješić



En route vers l'UE avec des eurosceptiques ?

1. Le nationalisme serbe

Parce qu'ils affirment que les Serbes ont été collectivement sacrifiés, les nationalistes serbes revendiquent une singularité qui prend la forme d'une sorte de « culture de la blessure serbe », d'un « culte du sacrifice ». En réalité, le nationalisme serbe n'est ni unique, ni très différent des autres nationalismes. La plupart des nationalistes serbes se nourrissent de mythes, et le mythe du Kosovo est le plus puissant de tous. La nature messianique de l'épopée du Kosovo – le Prince Lazar choisissant le Royaume des Cieux plutôt que le royaume terrestre lors de la bataille du champ des Merles – constituent le cœur du nationalisme serbe. La division du peuple serbe au moment de la Seconde Guerre mondiale (entre partisans et Tchethniks) alimente elle aussi le discours nationaliste, tout comme le sentiment propagé pendant les années 1990 que tous les Serbes ont le droit de vivre dans un même Etat – la Grande Serbie.

Après la chute de Slobodan Milošević en l'an 2000 et la transformation démocratique du pays, le principal défi qu'eut à affronter le nouveau pouvoir politique fut d'établir les différences entre le régime de Milošević et le peuple serbe dans son ensemble. Les nouveaux dirigeants tentèrent de mettre en œuvre la vision d'une Serbie moderne, de remodeler l'image de la Serbie, dans le pays comme à l'étranger, et de remplacer la vision nationaliste par une conception rationnelle, moderne, de l'Etat et de la société.

Les nationalistes ne constituent pas une majorité dans la société serbe, et leur voix n'est plus aussi forte ni aussi influente qu'autrefois. Cela vaut en particulier pour les anciens bastions du nationalisme : l'Eglise orthodoxe, les intellectuels (réunis dans l'Académie serbe des sciences), des pans de l'université, les partis d'extrême droite, les supporters de football et autres acteurs du même genre. L'Eglise jouit encore de la plus grande confiance auprès des personnes interrogées dans toutes les enquêtes d'opinion, tout comme l'armée. Pour autant, il ne faut pas surestimer son influence réelle sur la société, et il ne faut pas non plus considérer cette Eglise comme un édifice monolithique. Tandis que la plupart des prêtres pratiquent une forme de quiétisme, l'Eglise orthodoxe serbe reste l'un des plus farouches adversaires de toute « solution » à la question du Kosovo, en dehors de celle qui consiste à ce que le Kosovo continue de faire partie intégrante de la Serbie. L'Eglise est également l'ultime défenseur des valeurs orthodoxes traditionnelles, et elle rejette le libéralisme et la mondialisation.

Le nationalisme extrême actuel est surtout le fait des partis et mouvements politiques à la marge, tels que le Parti radical serbe (SRS), la Droite serbe (Srpska desnica), Zavetnici, Obraz, l'Alliance nationale (Nacionalni stroj), qui ne sont toutefois pas représentés au Parlement. Après les élections législatives du 21 juin 2020, le SRS, crédité d'environ 2 % des voix, a lui aussi quitté le Parlement, faute d'atteindre le seuil d'entrée, abaissé de 5 % à 3 % peu avant le scrutin. Si l'on peut classer les groupes d'extrême droite de bien des façons (fascistes, néonazis, extrémistes nationalistes, supporters de football), les points de recoupement entre ces catégories de militants sont considérables, et il est donc difficile de suivre le nombre précis de groupes et mouvements qui existent et le degré d'activité de leurs réseaux dans les diverses parties du pays.¹⁰³

Depuis la scission du Parti radical serbe en 2009 et la création du Parti progressiste serbe, les extrémistes ne représentent plus qu'un faible pourcentage de l'électorat. En 2014, le président du Parti radical serbe Vojislav Šešelj a été temporairement libéré de prison pour faire traiter son cancer, après 12 ans passés en détention à La Haye. Depuis, il refuse de retourner à La Haye, et la Serbie refuse de l'extrader. Il a repris sa carrière au Parlement de Serbie et dans la vie politique nationale, mais n'est pas parvenu à atteindre le seuil nécessaire (ramené de 5 à 3 % en février 2020) pour revenir au parlement après les élections législatives de 2020. Lors de ces législatives, aucun parti nationaliste n'a franchi ce seuil. Même le SRS n'a recueilli que 2 % des suffrages.

Les anciens et les nouveaux groupes d'extrême droite condamnent l'indépendance du Kosovo, demandent l'unification de tous les Serbes au sein d'un Etat, et sont russophiles ; en revanche, ils critiquent l'Union européenne et l'Occident en général. Ces groupes ont en commun leur homophobie et le rejet de tout ce qui est « étranger ». Comme ils n'ont pas accès aux médias de masse, les réseaux sociaux, les sites web et les forums en ligne sont devenus leurs principales plateformes de communication. Il existe plus de 30 sites en langue serbe promouvant les idées des extrémistes nationalistes.¹⁰⁴ Parmi les sites web les plus connus pour leurs liens financiers avec la Russie, plusieurs ont été fermés, faute d'argent frais : c'est le cas de Vaseljenska, Srbel, Srpska Akcija, CARSA, FSD et Katehon. En revanche, les sites « anti-OTAN » et les « sites web patriotiques » qui entretiennent des liens capillaires avec diverses organisations politiques, y compris au sein du pouvoir, sont dans une situation financière plus saine : Standard, Vidovdan, Patriot et Nationalist¹⁰⁵ sont ouverts aux messages nationalistes. En vertu de la loi serbe contre la discrimination¹⁰⁶, il est officiellement interdit aux

groupes néonazis ou fascistes de s'organiser dans la sphère publique ou d'exhiber des emblèmes fascistes en public, mais lorsque des groupes sont interdits, ils continuent de fonctionner sous d'autres noms, ou bien leurs membres se retrouvent dans d'autres groupes.

Il n'existe plus en Serbie de nationalisme officiel imposé d'en haut, comme pendant la dernière décennie du 20^{ième} siècle. Parler de renaissance du patriotisme et de populisme serait sans doute la meilleure façon de décrire la transformation entamée en 2012, après la victoire du Parti progressiste serbe aux élections législatives et présidentielle. L'agenda patriotique vise à une mobilisation permanente du peuple pour la formation d'une Serbie forte, stable, indépendante et respectée. Non seulement cette idée a le soutien de la majorité des électeurs, mais elle attire aussi les représentants de divers groupes d'intérêt qui s'engagent clairement pour cet agenda politique officiel – intellectuels, universitaires, écrivains, acteurs, personnalités du petit écran, nouveaux riches, sportifs, chanteurs et bien d'autres sont régulièrement présents et visibles dans les campagnes électorales et les rencontres de la coalition au pouvoir, mais aussi dans les médias traditionnels, les émissions de télévision et les débats politiques.

La presse à sensation use abondamment de stéréotypes nationalistes en première page. Souvent, elle accuse les Albanais, les Croates ou d'autres de conspiration contre la Serbie et contre le président serbe. Elle viole régulièrement le code de déontologie des journalistes serbes, mais en est récompensée par des subventions lors des attributions de marchés publics.¹⁰⁷

2. L'éventail des partis politiques

Dans l'ère post-Milošević, les partis politiques serbes se sont penchés avant tout sur les questions d'identité, sur les guerres, sur la coopération avec le TPIY (le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), et sur le Kosovo.¹⁰⁸ La polarisation était grande entre les partis, avec d'un côté les réformistes, favorables à l'adhésion à l'Union européenne et à l'édification d'une Serbie moderne, et de l'autre côté les traditionalistes et les nationalistes, davantage tournés vers l'histoire, la tragédie du martyr et les relations avec la Russie.¹⁰⁹

La situation a sensiblement évolué dans la vie politique du pays après les élections législatives de 2012 : la victoire du Parti progressiste serbe (Srpska napredna stranka, SNS)¹¹⁰ a marqué le début d'une période de gouvernement sans équivalent – suivie des victoires logiques aux élections anticipées de 2014 et 2016, et à l'élection présidentielle de 2017, remportée dès le premier tour par le président du parti, Aleksandar Vučić, avec près de 55 % des suffrages. Le parti progressiste serbe a renoncé au nationalisme rigide, s'est fixé comme objectif l'intégration européenne, et a abandonné son opposition de principe. Le SNS, qui revendique une image non-idéologique et technocratique, peut être défini comme un parti fourre-tout populiste, pragmatique, situé au cœur de la société. Avec la pandémie de Covid-19, le SNS a encore nettement gagné en popularité, et a obtenu près de 64 % des voix lors des élections législatives. Avec le Parti socialiste de Serbie (Socijalistička partija Srbije, SPS), qui a déclaré vouloir maintenir la coalition, les deux partis au pouvoir ont réuni près de 75 % des suffrages exprimés. Le seul nouveau parti à faire son entrée au Parlement est le parti de droite populiste « SPAS » (l'Alliance patriotique serbe) dirigé par l'ancien joueur de water-polo Aleksandar Šapić. Aucun autre des partis qui avaient appelé au

boycott des élections n'a franchi la barre des trois pour cent lors de ces élections de 2020.

Depuis 2012, le SNS forme une coalition avec le SPS¹¹¹, l'ancien parti de Slobodan Milošević devenu un parti social-démocrate reconnu. Les socialistes aussi misent aujourd'hui davantage sur le pragmatisme politique que sur l'idéologie, et survivent plus grâce à leur approche tactique et leurs calculs politiques qu'à leurs penchants idéologiques. Malgré son héritage socialiste, le SPS se maintient autour de 10 % des voix aux élections.

Pour la coalition entre le Parti progressiste et les socialistes (et quelques autres petits partis), l'agenda européen constitue une part importante de la politique étrangère. L'intérêt porté à l'UE dans les programmes des deux partis se fonde sur des choix rationnels, sur la volonté d'accéder au pouvoir, de réunir le plus grand nombre de voix et de rester la force politique dominante. Le parti progressiste serbe est membre associé du Parti populaire européen (PPE) tandis que le Parti socialiste de Serbie n'est officiellement rattaché à aucune famille de partis à l'échelle internationale, mais souhaite rejoindre le Parti socialiste européen (PSE) et l'Internationale socialiste.

Le Parti démocrate (Demokratska stranka, DS)¹¹² se situe au centre-gauche de l'échiquier politique serbe. C'est l'un des plus anciens partis politiques du pays (fondé en 1919, reconstitué en 1989), il a traversé une période de turbulences après sa défaite électorale de 2012. Les divisions, les factions et les changements perpétuels à sa tête ont fait tomber l'ancien parti au pouvoir sous la barre des cinq pour cent dans les urnes. Le parti constituait le cœur de l'opposition démocratique de Serbie (DOS), qui a détrôné le régime

de Milošević en l'an 2000 et engagé le pays sur la voie de l'Union européenne. S'il continue d'être opposé à l'indépendance du Kosovo, il plaide aussi pour que la Serbie tourne le dos au nationalisme du passé et poursuive sa route vers l'UE. Après les législatives de 2020, le DS n'est toujours pas représenté au Parlement serbe.

Le Mouvement des citoyens libres (Pokret slobodnih gradjana, PSG)¹¹³ est une organisation politique de centre-gauche, créée en 2017 par l'ancien Médiateur de la République de Serbie Saša Janković pendant sa campagne pour l'élection présidentielle, à laquelle il a recueilli 16 % des suffrages. Après cela, Saša Janković s'est retiré de la vie politique, puis est reparti en campagne lors des législatives de 2020. Le mouvement s'est choisi un nouveau président, l'acteur Sergej Trifunović. Les élites urbaines mécontentes, les intellectuels indépendants et les jeunes très favorables à l'Union européenne se retrouvent dans ce Mouvement des citoyens libres.

L'Alliance pour la Serbie (Savez za Srbiju, SZS)¹¹⁴ est une coalition politique récente, née en 2018 et composée de 30 groupes, mouvements et partis politiques ayant divers fondements idéologiques. Dveri et le Parti démocrate font partie de cette Alliance, tout comme le Parti social-démocrate (Socijaldemokratska stranka) de Boris Tadić et le Parti populaire (Narodna stranka) de Vuk Jeremić. L'Alliance représente la principale force d'opposition au gouvernement, elle a organisé régulièrement des protestations et des manifestations, et s'est engagé activement pour un boycott des élections présidentielles de 2020. Au sein de l'Alliance se retrouvent le parti nationaliste eurosceptique Dveri, le Parti social-démocrate pro-européen et des partis eurosceptiques aux choix politiques hétéroclites. Avant et après les législatives de 2020, plusieurs partis et

groupes ont quitté l'Alliance, soit pour prendre part aux élections malgré l'appel au boycott, soit faute d'avoir trouvé une base politique commune.

Le Mouvement serbe Dveri (La porte)¹¹⁵ et le SRS¹¹⁶ sont déterminés à maintenir leur cap nationaliste et sont fermement opposés à l'indépendance du Kosovo. Ces deux partis s'opposent à l'entrée de la Serbie dans l'UE et dans l'OTAN et plaident pour un resserrement des liens avec la Russie. Le Parti radical serbe défend explicitement l'idée d'une « Grande Serbie ».

La majorité des électeurs nationalistes reste attachée au Parti progressiste serbe SNS, du fait de son passé, mais n'a pas d'objection à ce qu'il devienne pro-européen, et est prête à avancer sur la question du Kosovo. Une plus petite partie des voix nationalistes se reporte sur le SRS et Dveri, ainsi que sur divers groupes d'extrême droite qui ne sont pas parvenus à franchir le seuil d'entrée au Parlement¹¹⁷, fixé en 2016 à 5 % des suffrages, et abaissé à 3 % en 2020.

La Serbie a demandé l'adhésion à l'Union européenne en 2009, et a obtenu en 2012 le statut de pays candidat, après avoir conclu sa coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) par les extraditions de l'ancien dirigeant des Serbes de Bosnie Radovan Karadžić et du commandant en chef de son armée, Ratko Mladić. Les discussions en vue de l'adhésion ont été entamées en 2014, après l'adoption de « l'accord de Bruxelles » avec le Kosovo. La Serbie a ouvert depuis 18 chapitres de négociation. La lenteur du processus d'intégration peut être imputée au manque de progrès dans la normalisation des relations avec le Kosovo et sur la question de l'Etat de droit, comme le constatent les rapports successifs de la Commission européenne, et notamment le rapport de 2019.¹¹⁸ D'un autre côté, le débat persistant sur

l'élargissement de l'UE et la réticence de quelques pays membres sur le sujet n'encouragent pas à l'enthousiasme qui serait nécessaire pour pouvoir mener à bien les réformes. Si le soutien de la population à l'intégration européenne de la Serbie a globalement beaucoup diminué, il se situe néanmoins encore autour de 50 %.¹¹⁹ Avec la pandémie de Covid-19, l'ambiance s'est encore dégradée pour les partisans de l'UE, ce qui s'explique notamment par la manière dont la Chine a su proposer son aide et se présenter en alliée de la Serbie. Dans les médias traditionnels comme sur la toile, l'aide et la solidarité de la Chine ont été excessivement soulignées – alors que l'aide fournie par l'UE n'a pas fait parler d'elle.

En dehors de l'UE¹²⁰, d'autres acteurs nouveaux et anciens représentent un défi immédiat auquel l'UE doit également réfléchir. Le soutien sans faille de la Russie à la Serbie sur la question du Kosovo est très apprécié publiquement par pratiquement tous les partis politiques du pays, et les médias serbes amplifient en permanence l'image positive de la Russie. Le refus de la Serbie de s'associer aux sanctions prises contre Moscou pèse indéniablement sur les négociations d'adhésion à l'UE. Mais sur le plan économique, les choses se présentent sous un jour très différent : la Serbie exporte bien davantage vers la Bosnie-Herzégovine que vers la Russie, et avant la mise en place de droits de douane par Pristina, le volume des exportations serbes vers le Kosovo représentait presque la moitié du volume total des exportations serbes vers la Russie.

La Chine soutient également la Serbie sur la question du Kosovo, et se présente ainsi comme un partenaire fiable et digne de confiance. Le gouvernement chinois considère les Balkans comme un carrefour central dans sa stratégie de long terme pour développer les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest et s'assu-

rer un meilleur accès au marché européen. Ce nouveau partenariat entre la Chine et la Serbie englobe une coopération économique et une coopération politique étroite entre les partis au pouvoir.

La Turquie n'est considérée ni comme une possibilité alternative ni comme un acteur économique particulièrement important.¹²¹ Elle déploie de nombreux efforts pour renforcer ses relations avec la Serbie et les autres pays des Balkans, sans pour autant chercher à les éloigner de l'Union européenne. Elle est avant tout intéressée par la défense de la communauté musulmane et la poursuite de la coopération économique. Les Balkans ne sont certes pas aujourd'hui la priorité absolue de la politique étrangère de la Turquie, mais les Turcs y voient néanmoins une zone d'influence et d'intérêt, et cela vaut notamment pour la Serbie.

Plus de vingt ans après les bombardements de l'OTAN, de nombreux Serbes conservent une image négative des Etats-Unis. Les relations serbo-américaines se sont également tendues en 2008 lorsque les Etats-Unis ont reconnu l'indépendance du Kosovo, dont ils restent l'un des principaux soutiens à ce jour. Lorsque le Président Trump a poussé la Serbie et le Kosovo à conclure un traité « historique » en octobre 2019, les Serbes y ont vu le signe que les Américains étaient prêts à jouer un rôle plus actif dans la recherche d'un accord, et certains pensaient même que l'Amérique de Donald Trump était davantage acquise à leur cause que les administrations américaines précédentes. Depuis, la coopération économique et militaire entre la Serbie et les Etats-Unis s'est nettement améliorée.¹²²

Même si la situation est problématique, l'UE demeure le premier investisseur et partenaire commercial de la Serbie, loin devant les investissements de la Chine et de la Russie. Malheureusement, l'opinion publique

n'a pratiquement pas conscience des programmes de soutien de l'Union européenne, bien plus volumineux – parce que l'Europe ne communique pas suffisamment sur le sujet, et parce que le gouvernement serbe n'en parle pas beaucoup non plus. Certes, la Serbie cherche des partenaires potentiels à l'Est, mais l'adhésion à l'Union européenne demeure sa seule option stratégique judicieuse.¹²³

3. Les thèmes dominants dans le débat public

Les visions traditionnelles qu'ont les Serbes de l'histoire de leur pays vont continuer de jouer un rôle prééminent. Le principal défi consistera à réduire l'espace public accordé au révisionnisme et au déni. La Serbie dispose d'une loi contre la négation du génocide, mais le massacre de Srebrenica n'est toujours pas officiellement considéré comme tel.¹²⁴ Les médias de masse jouent un rôle déterminant dans la manière dont une société analyse les crimes de guerre commis en son nom. Les citoyens serbes sont majoritairement hostiles au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et à la Cour internationale de justice (CIJ), et soupçonnent les tribunaux internationaux d'un parti pris contre les Serbes. Il n'est donc pas surprenant que la question des crimes de guerre demeure un tabou pour des pans importants de la société. Rares sont les hommes politiques, les intellectuels et les représentants de la société civile qui tentent avec opiniâtreté de faire émerger une culture de la responsabilité pour les crimes commis au nom de la Serbie. Leurs efforts font d'eux des cibles pour les éléments nationalistes au sein de la société, de la politique et des médias.

La perspective d'élargissement de l'Union européenne à la Serbie, proclamée comme la priorité de

la politique étrangère serbe, est directement liée à la normalisation des relations avec Pristina.¹²⁵ L'omniprésence de la question kosovare dans le débat public a nui à l'élan politique, social et économique du pays. La mise en œuvre de « l'accord de Bruxelles », c'est à dire du « premier accord sur les principes de normalisation des relations » (signé en avril 2013)¹²⁶ a été entravée par des différences d'interprétation sur le texte, tant à Belgrade qu'à Pristina. Les discussions formelles sur la normalisation des relations ont été suspendues en novembre 2018, lorsque Pristina a instauré des droits de douane de 100 % sur les marchandises en provenance de Serbie – une mesure immédiatement abandonnée après le changement de gouvernement en 2020. Pourra-t-on parvenir rapidement à un accord, après l'alternance à Pristina et le renforcement de la majorité au pouvoir à Belgrade ? Cela dépend beaucoup de la volonté des deux parties de reprendre un dialogue constructif. Le mythe du Kosovo demeure le plus important des mythes serbes, et toute idée d'une solution qui n'apporterait pas la souveraineté serbe est ressentie comme une trahison de la nation. Cette vision est entretenue par certains médias qui confortent une histoire du Kosovo chargée d'émotions primales, au lieu de promouvoir une attitude plus modérée et une politique de réconciliation qui a bien du mal à s'imposer dans l'opinion publique.

Les relations de la Serbie avec ses voisins¹²⁷ sont également pertinentes dans le contexte du processus d'intégration à l'Union européenne, dont la coopération régionale et les relations de bon voisinage sont un volet important. L'héritage de l'histoire et les conflits des années 1990 pèsent sur les relations avec les anciennes républiques yougoslaves de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, tandis que les relations avec le Monténégro et la Macédoine du Nord englobent d'autres sujets. Le soutien de l'UE à la coopération

régionale et aux relations de bon voisinage peut contribuer à apaiser les animosités historiques. Le développement des relations économiques devrait également faciliter une meilleure compréhension entre les pays voisins et une véritable coopération dans de nombreux domaines. Le « processus de Berlin » initié par la Chancelière Angela Merkel en 2014 apporte une pierre importante à cet édifice.

Plusieurs questions restent en suspens entre la Serbie et la Croatie : le sort des personnes disparues, la propriété privée, le tracé de la frontière le long du Danube, la place de la minorité serbe en Croatie et des Croates en Serbie. Les tensions persistantes et les discours de haine polluent les relations bilatérales, notamment lors des diverses commémorations ou pendant les campagnes électorales. Comme la Croatie fait déjà partie de l'Union européenne, elle n'est plus soumise à la même pression pour soutenir la réconciliation dans la région. Cela réduit aussi la motivation de la partie serbe à se montrer conciliante.

En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, la Serbie assure qu'elle entend respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie et respecter sans aucune réserve les dispositions de l'accord de paix de Dayton, qui ont permis d'établir le système complexe de gouvernement qui régit aujourd'hui la Bosnie. La Bosnie a en effet le système constitutionnel le plus complexe au monde. Parmi les questions en suspens se posent notamment celle du statut de la République serbe de Bosnie, du traitement réservé aux crimes de guerre, et du statut des Bosniaques en Serbie.

De toutes ces questions, la place de la République serbe de Bosnie est la plus importante. La Serbie entretient des relations particulières avec cette entité, en respect de « l'accord sur les relations particulières »

qui prévoit une étroite coopération entre les institutions politiques – gouvernements et parlements – les puissants liens économiques, culturels, sociaux, politiques et autres donnant à ces relations leur caractère particulier. L'ancien Président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, qui représente les Serbes de Bosnie depuis 2018 au sein de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, brandit de temps en temps la menace d'une séparation et d'un rattachement des Serbes de Bosnie à la Serbie, en annonçant un référendum sur la question. Il entraîne alors la Serbie dans des querelles politiques avec son voisin. Du côté serbe, les idées de Dodik ne trouvent guère de soutien, si ce n'est de la part des nationalistes, qui plaident ouvertement pour une « Union des territoires serbes ».

Il n'y a pratiquement plus de points non-réglés dans les relations de la Serbie avec le Monténégro et la Macédoine du Nord, mais des tensions apparaissent néanmoins de temps à autre. Elles portent sur la place des Serbes et de l'Eglise orthodoxe serbe dans les deux pays. La loi sur le rôle des communautés religieuses a donné lieu à des débats animés et à des manifestations soutenues au Monténégro. Si les réponses initiales des représentants officiels de la Serbie ont été nuancées et modérées, les nationalistes serbes ont été plus virulents dans leurs critiques dans les deux pays. Le ton est encore monté depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Les relations avec la Hongrie sont décrites comme étroites et amicales, et reposent sur le rapprochement des intérêts stratégiques respectifs des deux pays.¹²⁸ L'intérêt stratégique de la Hongrie concerne son importante diaspora en Voïvodine, la province autonome du Nord de la Serbie. L'intérêt de la Serbie est surtout d'avancer sur sa route de l'Europe, sans que des pays de l'UE ne s'y opposent. Le Président serbe Vučić et le

Premier ministre hongrois Viktor Orbán entretiennent des relations personnelles régulières, marquées par la confiance.

La Serbie est un pays multinational, dans lequel vivent plus de vingt communautés nationales qui représentent près de 20 % du total de la population. L'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE le 21 janvier 2014 marque l'entrée du pays dans une nouvelle phase, dans laquelle le respect des droits humains et des droits des minorités sont l'une des questions essentielles.

Les citoyens serbes qui vivent dans les pays voisins ont droit à la double-nationalité, à l'exception du Monténégro, puisque les citoyens monténégrins doivent renoncer à toute autre nationalité. Le principal défi, c'est la place de la minorité serbe de Croatie, tant le traumatisme des conflits ethniques du passé est encore bien vivant dans les esprits de part et d'autre.¹²⁹

4. Les relations avec les nationalistes européens

Une partie de l'opinion publique serbe est prête à soutenir les dirigeants et les partis politiques illibéraux,¹³⁰ qui menacent la démocratie, la justice, le pluralisme et l'équité des systèmes politiques, l'indépendance des médias et l'ouverture de la société civile. On l'a encore constaté lors des élections au Parlement européen en mai 2019, dont les nationalistes et les eurosceptiques serbes attendaient beaucoup plus de sièges pour les partis de la droite et les partis populistes.

Le discours que partagent les partis et mouvements nationalistes serbes avec les nationalistes européens repose sur le rejet de « l'autre », la défense des valeurs

nationales, de la chrétienté et de la « race blanche ». En plus, la droite serbe est frustrée de sa défaite des années 1990 et tente, à titre de consolation, d'établir des relations avec les autres nationalistes à travers toute l'Europe. Le fait que la plupart des nationalistes européens sont également étroitement liés à la Russie est un encouragement supplémentaire à coopérer. Les extrêmes droites russes et européennes considèrent que la Serbie est un endroit parfait pour afficher une présence forte. C'est non seulement un « terrain fertile » pour une politique nationaliste vigoureuse, mais il semble que ce soit aussi l'endroit idoine pour la rencontre entre différents acteurs. Leur présence est visible en Serbie. Ainsi, pendant l'hiver 2017, Nick Griffin et James Dawson, deux ultranationalistes britanniques connus, sont venus en Serbie.¹³¹ Ils ont établi de solides relations avec la Droite serbe (Srpska desnica), un mouvement d'extrême droite relativement récent, et avec la branche serbe de Generacija Identiteta (Génération identitaire, également appelé Mouvement identitaire)¹³², parce qu'ils y voient un outil précieux pour promouvoir l'imaginaire du « grand remplacement ». Ce récit accuse l'élite politique mondiale de planifier le remplacement de la population chrétienne « autochtone » par des immigrants musulmans. La question de l'immigration¹³³, qui tient une place centrale dans le discours identitaire en Europe occidentale, reste une question plutôt accessoire en Serbie, car très peu d'immigrants et de réfugiés qui rejoignent ici l'Europe souhaitent rester durablement dans le pays. Le dernier rapport du Commissariat aux réfugiés et à l'immigration de la République serbe indique que 4.400 migrants vivent actuellement dans 17 centres d'accueil, alors que sur les douze mois que couvre le rapport, 17.000 personnes sont arrivées en Serbie.¹³⁴ Néanmoins, la population tolère de moins en moins bien ses migrants, en particulier dans les villes qui hébergent des centres d'accueil et dans les régions frontalières des pays de l'Union européenne.

La majorité de la population reste bienveillante à leur égard, mais une minorité radicalisée utilise de fausses informations pour susciter la panique et inquiéter la population locale. Le dernier exemple en date est une pétition contre la politique d'immigration, lancée par le mouvement Dervi. Son président, Bosko Obradović, entretient de bonnes relations avec l'AfD.¹³⁵

5. Vers où se tourner : l'Est ou l'Ouest ?

Les dirigeants serbes défendent une politique d'ouverture à la fois vers l'Union européenne et vers la Russie. Cette situation reflète tout à la fois l'héritage contradictoire des relations diplomatiques entre la Serbie et la Russie, l'attitude de la Russie sur la question de l'indépendance du Kosovo, l'attitude serbe vis-à-vis de la Russie, mais aussi le développement des relations économiques. Les négociations d'adhésion à l'Union européenne qui durent encore et toujours, l'état actuel des discussions sur le Kosovo et la campagne pour une entrée de la Serbie dans l'OTAN permettent aux dirigeants serbes d'approfondir simultanément les relations avec l'Union européenne et avec la Russie.¹³⁶

Cette dualité entre l'Est et l'Ouest qui existe dans les cœurs et dans les têtes des Serbes a une facette supplémentaire. Malgré de bons résultats économiques, une inflation faible, un taux de chômage relativement bas et une stabilité budgétaire, la Serbie est en proie à un départ massif de personnes qualifiées et formées – elles sont près de 50.000 à quitter le pays chaque année en quête d'une vie meilleure. Elles partent s'installer dans les pays occidentaux, en particulier ceux de l'Union européenne.

A cet égard, trois scénarios possibles se dégagent pour l'avenir proche :

Scénario 1 : La Serbie prend une décision stratégique, résout la question du Kosovo, accélère les négociations d'adhésion à l'UE, et demande à entrer pleinement dans l'OTAN.

Les forces pro-européennes et pro-occidentales, minoritaires dans la population, s'en féliciteraient. Il est toutefois peu probable que cela se produise bientôt, parce que cela nécessiterait non seulement un changement radical du discours officiel, mais surtout un bouleversement dans la pratique. Seuls dix pour cent des Serbes souhaitent l'entrée de la Serbie dans l'OTAN,¹³⁷ et aucun des principaux partis politiques n'y est favorable. La plupart sont ouvertement opposés à l'OTAN, ou ne prennent pas position. Par ailleurs, il semble toujours difficile d'aboutir à une solution dans les négociations sur le Kosovo.

Scénario 2 : La Serbie se tourne vers la Russie, choisit un conflit gelé avec le Kosovo, et renonce à entrer dans l'Union européenne.

S'il est possible, ce scénario n'est sans doute pas probable, même si le Président russe Vladimir Poutine jouit d'une forte popularité dans toute la Serbie, et même si la question du Kosovo joue un rôle central dans les relations étroites entre la Serbie et la Russie. Le mythe de l'amitié serbo-russe éternelle et le soutien aux nationalistes ne suffit pas pour pousser définitivement les Serbes dans les bras des Russes. La réalité est claire et sans appel : l'UE est de loin le principal donateur, investisseur et partenaire commercial de la Serbie, et compte pour 67 % de ses échanges commerciaux, tandis que les échanges avec la Russie n'en représentent que 6 %.¹³⁸

Scénario 3 : Le statu quo – la Serbie continue formellement de courtiser l'UE, mais tente de jouer sur les deux tableaux, s'engage sans entrain dans un dialogue avec les Albanais du Kosovo, et s'accroche à « l'indépendance politique et à la neutralité militaire ».

Ce scénario, que l'on pourrait qualifier de « pour le moment, ni l'Est, ni l'Ouest » est sans doute celui auquel on peut objectivement s'attendre à court terme. L'influence de la Russie sur la résolution future de la question du Kosovo et l'ambivalence de l'opinion publique permettent aux politiques ce « panachage Est-Ouest ». Pour ce qui est du long chemin vers l'Union européenne, le choix de « l'indépendance politique et de la neutralité militaire » semble confirmé par l'adoption de deux stratégies : la stratégie de sécurité nationale et la stratégie de défense.

Après trois élections anticipées successives, les dernières élections législatives ont eu lieu à la date normale, au terme d'une mandature normale de quatre ans. Tous les sondages donnaient la victoire au parti au pouvoir, le SNS. L'incapacité de l'opposition à trouver une base commune ou à proposer une politique alternative viable était évidente bien longtemps avant les élections. Une partie de l'opposition réunie au sein de l'Alliance pour la Serbie a boycotté le scrutin, et dénonce des élections ni libres ni équitables. D'autres ont rejeté l'idée du boycott, considérant que les partis politiques doivent prendre part aux élections s'ils veulent entraîner un changement, et arguant qu'un boycott ferait plus de mal que de bien, non seulement aux partis qui le pratiquent, mais à la vie politique du pays tout entière.

Conclusion

La plupart des nationalistes serbes vivent dans des mythes, le mythe du Kosovo restant à ce jour le plus porteur de tous. L'idéologie nationaliste a bien du mal à s'éteindre, mais on ne peut plus la considérer comme prédominante en Serbie. La voix des nationalistes n'est plus aussi forte ni aussi influente qu'autrefois. C'est particulièrement vrai dans les anciens bastions du nationalisme serbe : l'Eglise orthodoxe, les intellectuels (réunis dans l'Académie serbe des sciences), une partie du monde universitaire, les partis d'extrême droite, les supporters de football et autres acteurs du même genre. Les groupes d'extrême droite anciens et nouveaux refusent l'indépendance du Kosovo, demandent l'unification de tous les Serbes au sein d'un même Etat, et s'engagent pour la Russie, tandis qu'ils vilipendent l'Union européenne et l'Occident en général. Frustrée par sa défaite dans les années 1990, la droite serbe tente de se consoler en nouant des liens avec les autres nationalistes à travers toute l'Europe.

Le paysage politique serbe a nettement évolué avec les élections de 2012, avec l'arrivée au pouvoir du Parti progressiste serbe (SNS). En se séparant du Parti radical serbe, le SNS a renoncé au nationalisme rigide et a adopté une position pro-européenne, patriote et populiste.

Avec la pandémie de Covid-19, la majorité SNS a encore nettement conforté sa popularité lors des dernières élections. Il faut néanmoins noter que le taux de participation a été historiquement bas, à moins de 50 %, lors des élections législatives du 21 juin 2020.

Le choix politique du « pour le moment, ni l'Est, ni l'Ouest » devrait perdurer dans l'immédiat, et l'adhésion à l'Union européenne demeure à ce jour la seule option stratégique pertinente.

-
- 103 Cf. Far-Right Balkan Groups Flourish on the Net : <https://resonantvoices.info/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net/806/>, le 27.07.2020.
 - 104 Cf. Analysis Far-Right Balkan Groups Flourish on the Net : <https://balkaninsight.com/2017/05/05/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net-05-03-2017/>, le 27.07.2020.
 - 105 Cf. Antonić : Stizu novi milioni evra za borbu protiv « srpskog nacionalizma » i « ruskog malignog uticaja » : <http://sveosrpskoj.com/komentari/antonice-stizu-novi-milioni-evra-za-borbu-pro-tiv-srpskog-nacionalizma-i-ruskog-malignog-uticaja/?script=lat>, le 27.07.2020, en serbe : un professeur d'université nationaliste déplore le manque de moyen pour le maintien de sites web nationalistes extrémistes.
 - 106 Cf. Zakon o zabrani diskriminacije : https://www.paragraf.rs/propisi/zakon_o_zabrani_diskriminacije.html, Stand 27.07.2020, en serbe : Loi sur l'interdiction des discriminations.
 - 107 Cf. UNS : Novac Beogradjana ponovo medijima koji krše kodeks : <https://www.danas.rs/drustvo/uns-novac-beogradjana-ponovo-medijima-koji-krse-kodeks/>, Stand 27.07.2020, en serbe : les moyens utilisés par les médias en infraction avec le code de déontologie des journalistes.
 - 108 Cf. Serbia/Kosovo Events of 2018 : <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/serbia/kosovo>, le 27.07.2020.
 - 109 Cf. Da li je odzvonilo nacionalizmu u Srbiji : <http://novi.filozi-fajinfo.com/2013/09/18/da-li-je-odzvonilo-nacionalizmu-u-srbiji/>, le 27.07.2020, en serbe : En est-ce fini du nationalisme en Serbie ?
 - 110 <https://www.sns.org.rs/en?page=2>.
 - 111 <https://www.sps.org.rs/>.
 - 112 <https://www.ds.org.rs/>.
 - 113 <https://pokretslobodnih.rs/>.
 - 114 <https://savez-za-srbiju.rs/>.
 - 115 <https://dveri.rs/>.
 - 116 <https://www.srpskaradikalnastranka.org.rs/lat/>.
 - 117 Serbia : Political parties and movements : <https://fotw.info/flags/rs%7D.html>, le 27.07.2020.

- 118 Commission staff working document, Serbia 2019 Report : <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20190529-serbia-report.pdf>, le 27.07.2020.
- 119 <https://www.mei.gov.rs/eng/documents/national-documents/public-opinion-poll/>, sous : <http://www.mei.gov.rs/eng/documents/national-documents/public-opinion-poll/>, le 27.07.2020.
- 120 Serbia External Relations briefing : Foreign policy Outlook for Serbia in 2018 : <https://theglobepost.com/2019/09/20/russia-china-balkans/>, <https://china-cee.eu/2018/03/19/serbia-external-relations-briefing-foreign-policy-outlook-for-serbia-in-2018/>, le 27.07.2020.
- 121 From myth to reality : How to understand Turkey's role in the Western Balkans : https://www.ecfr.eu/publications/summary/from_myth_to_reality_how_to_understand_turkeys_role_in_the_western_balkans, le 27.07.2020.
- 122 U. S. Relations With Serbia : <https://www.state.gov/u-s-relations-with-serbia/>, Stand : 27.07.2020; Congressional Research Service, in : <https://crsreports.congress.gov/R44955>.
- 123 Commission staff working document, Serbia 2019 Report : <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20190529-serbia-report.pdf>, le 27.07.2020.
- 124 Serbian PM Ana Brnabic : Srebrenica 'a terrible crime,' not genocide : <https://www.dw.com/en/serbian-pm-ana-brnabi-bic-srebrenica-a-terrible-crime-not-genocide/a-46307925>, le 27.07.2020.
- 125 Normalization of Relations between Belgrade and Pristina – A Long Walk to Agreement : <http://www.belgradeforum.org/normalization-of-relations-between-belgrade-and-pristina-a-long-walk-to-agreement/>, le 27.07.2020.
- 126 The Government of the Republic of Serbia : <https://www.srbija.gov.rs/cinjenice/en/120394>, le 27.07.2020.
- 127 Nationale Minderheiten in den Beziehungen Serbiens zu den Nachbarn : Der Status der nationalen Minderheiten in Serbien und EU-Verhandlungen : Die Rolle der Nachbarländer, Forum für ethnische Beziehungen, 7^{ème} année , première édition, p. 27 à 50 ; In Richtung der dauerhaften Lösung offener Fragen Serbiens mit den Nachbarn, Zentrum für angewandte europäische Studien, Belgrade 2019, p. 16–24.
- 128 Serbia has many friends – but Hungary is special : https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2017&mm=09&dd=11&nav_id=102285, le 27.07.2020.
- 129 Nationale Minderheiten in den Beziehungen Serbiens zu den Nachbarn : Der Status der nationalen Minderheiten in Serbien und die EU-Verhandlungen : Die Rolle der Nachbarländer, Forum für ethnische Beziehungen, 7^{ème} année , première édition, p. 9 à 19.
- 130 Confronting Illiberalism : <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2018>, le 27.07.2020.
- 131 British Nationalist Trains Serb Far-Right for 'Online War' : <https://balkaninsight.com/2018/05/01/british-nationalist-trains-serb-far-right-for-online-war-04-30-2018/>, le 27.07.2020.
- 132 Far-Right Balkan Groups Flourish on the Net : <https://resonantvoices.info/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net/806/>; <https://europeanwesternbalkans.com/2016/02/10/serbian-and-european-right-wing/>, le 27.07.2020.
- 133 'Young Patriots' : Serbia's Role in the European Far-right : <https://balkaninsight.com/2019/11/19/young-patriots-serbias-role-in-the-european-far-right/>, le 27.07.2020.
- 134 <http://www.kirs.gov.rs/wb-news.php>.
- 135 Obradović : Uspešna poseta Dveri Bundestagu : <https://www.danas.rs/politika/predstavnici-dveri-u-radnoj-poseti-bundestagu/>, Stand 27.07.2020, en serbe : « Des représentants du mouvement Dveri en visite de travail au Bundestag ».
- 136 Serbia between East and West : Bratstvo, Balancing, and Business on Europe's frontier : https://www.ucis.pitt.edu/nceeer/2010_824-22t_Konitzer.pdf, le 27.07.2020, p. 3 à 6.
- 137 Šta misle građani Srbije o NATO dve decenije posle bombardovanja? : <https://www.021.rs/story/Info/Srbija/210719/Sta-misle-gradjani-Srbije-o-NATO-dve-decenije-posle-bombardovanja.html>, en serbe : « Ce que pensent les citoyens serbes de l'OTAN deux décennies après les bombardements », le 27.07.2020.
- 138 GlobalStat Serbia : Economic Indicators and Trade with EU, EPRS_ATA(2018)614660_EN.40, Ebd., p. 24.

11

Espagne

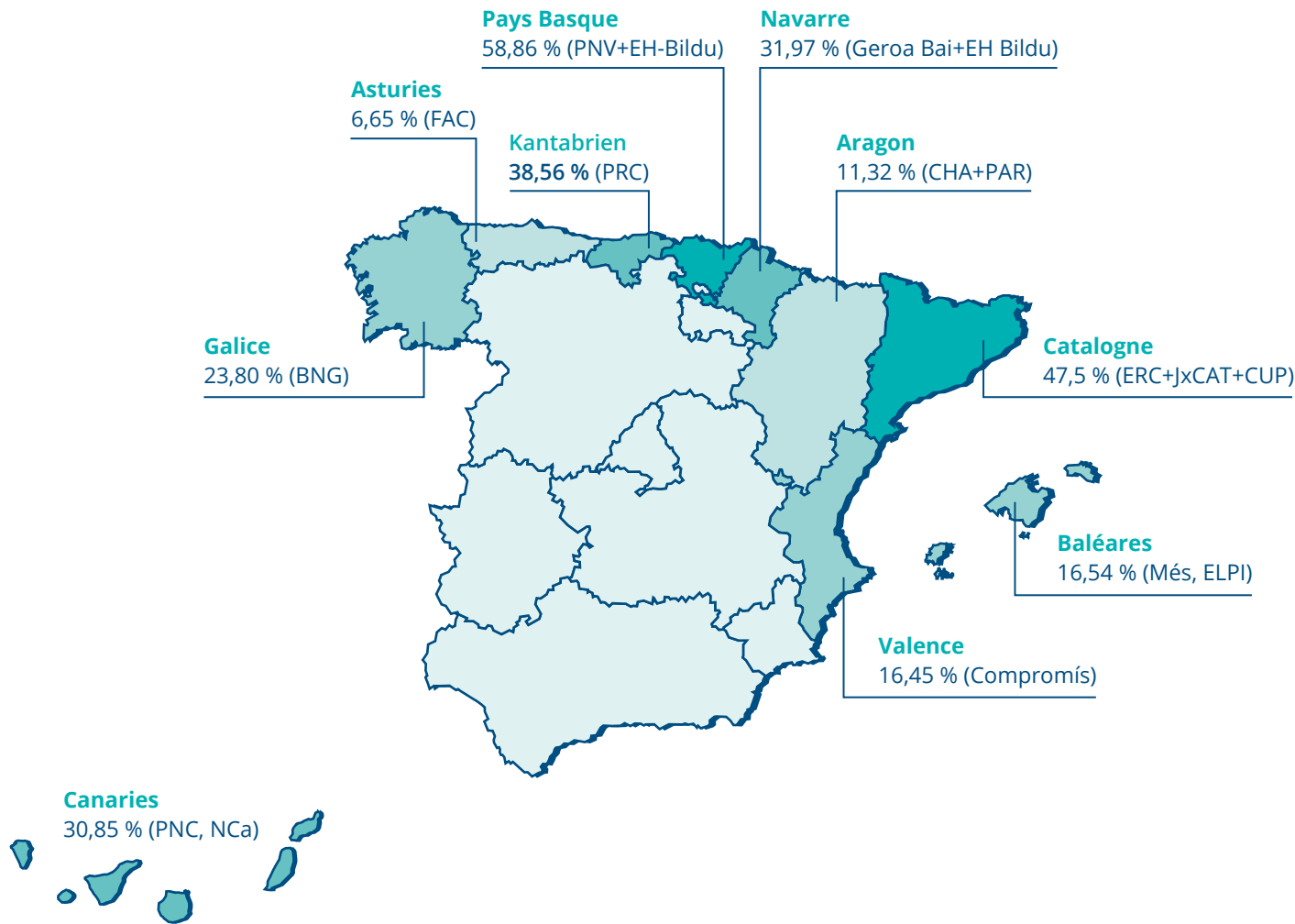
Wilhelm Hofmeister, Martin Friedek



Les régions contre l'Etat central – le double nationalisme espagnol

Depuis quelques années, le nationalisme occupe à nouveau la scène politique espagnole. Deux formes différentes de nationalisme ont redonné vie à des conflits de longue tradition et menacent le bon fonctionnement du pays. Il s'agit d'une part du nationalisme régional dans les différentes parties du pays, que l'on qualifie traditionnellement de nationalisme périphérique. C'est surtout le nationalisme catalan et le séparatisme qu'il encourage qui ont beaucoup fait parler d'eux ces dernières années. Par ailleurs, le mouvement sécessionniste actif en Catalogne depuis 2017 a encouragé une résurgence du nationalisme central, qui somnolait depuis des décennies dans la conscience des Espagnols, et qui, depuis qu'il est réveillé, rapporte des victoires électorales croissantes au parti national-conservateur Vox. Les deux formes du nationalisme et les conflits qu'elles encouragent accompagnent l'évolution politique de l'Espagne depuis plus d'un siècle. Elles sont profondément enracinées dans l'histoire espagnole, et c'est pourquoi il faut dans un premier temps, pour bien comprendre, se replonger brièvement dans cette histoire ; par ailleurs, cela signifie aussi qu'il ne faut pas s'attendre à une résolution rapide de ces conflits.

**Illustration : Score des principaux partis nationalistes
aux élections régionales de 2016 à 2020**



Données : El País ; Graphique : © Konrad-Adenauer-Stiftung Madrid

Le nationalisme a vu le jour sur le territoire de l'Espagne actuelle, comme dans d'autres pays d'Europe, au début de l'époque moderne, à partir de la fin du 18^{ième} siècle. Avant ce tournant de l'histoire, il n'existait pas de « nations » sur le territoire espagnol, quoi qu'en disent les nationalistes régionaux. Tout comme la France ou la Grande-Bretagne, l'Espagne du début du 19^{ième} siècle n'était pas un Etat « plurinational », mais un pays regroupé sous un dirigeant unique, dans lequel vivaient de nombreux groupes ethniques différents. Il est utile de le souligner ici, parce que la notion de « pluri-nationalité » joue un rôle important dans le débat politique actuel. Parmi les historiens espagnols, il existe un très large consensus sur le fait qu'ici comme ailleurs en Europe, la nation a été inventée par les nationalistes à partir de la fin du 18^{ième} siècle. Toutefois, l'émergence du nationalisme en Espagne s'est caractérisée par deux éléments distinctifs par rapport aux autres pays européens. Tout d'abord, sont apparues ici, en même temps que le nationalisme espagnol, des formes régionales du nationalisme, qui expliquent les tensions encore présentes aujourd'hui entre le nationalisme central et les nationalismes périphériques. Ensuite, l'Espagne a connu une évolution inverse de celle d'autres pays européens, dans la mesure où le pays a vécu, au fil de sa transformation en un Etat nation moderne, une érosion de la légitimité du pouvoir politique, tandis que dans d'autres Etats nations européens, la formation de la nation a au contraire consolidé et légitimé les structures du pouvoir.

Pour comprendre les conflits actuels, il faut rappeler quelques facteurs qui caractérisent le nationalisme espagnol au 19^{ième} siècle : ¹³⁹

1. L'Espagne avait, un peu comme l'Allemagne, une longue tradition d'autonomie assez vaste des régions. Mais il existait ici une monarchie centrale forte, dont la légitimité avait reposé pendant tout le Moyen Âge sur deux principes : la dynastie et le catholicisme. Tant que ces deux principes étaient respectés, chaque territoire et chaque prince régional pouvait adopter ses propres règles au sein de l'Empire, et décider assez librement de l'organisation intérieure de son territoire.
2. Après la guerre de succession espagnole et le changement de dynastie au profit des Bourbon, quelques territoires qui avaient soutenu la dynastie déchue des Habsbourg perdirent leurs privilèges. La Couronne entreprit de premières ébauches d'unification du système juridique espagnol, et tenta de promouvoir une « identité » espagnole commune. En parallèle, les droits à l'autonomie des communes et des territoires régionaux furent globalement amputés. Lorsque les supporters du FC Barcelone, au stade Camp Nou, entonnent les chants de l'indépendance à la 17^{ième} minute de jeu, c'est en mémoire d'une époque qu'ils glorifient comme la lutte pour l'indépendance de la Catalogne, alors qu'en réalité, la Principauté de Barcelone, qui faisait alors partie du Royaume d'Aragon, ne luttait absolument pas pour son indépendance, mais luttait simplement aux côtés des Habsbourg, et se trouva ainsi, à l'heure de la défaite, intégrée au Royaume de Castille en même temps que l'Aragon.

3. Les migrations internes à l'Espagne ont une longue tradition, et les migrants ont toujours été – et continuent d'être – relativement bien acceptés, et sans préjugés. De nombreuses personnes d'Andalousie ou d'Estrémadure sont ainsi devenues des Catalans ou des Basques. Les critères de distinction ethniques n'ont jamais joué de rôle dans le passé, et n'ont été introduits que par les nationalismes périphériques.
4. En dépit des efforts de la Couronne pour unifier le pays, pendant tout le 18^{ième} siècle, une vision « autrichienne » de l'Espagne a survécu dans diverses régions du pays, et notamment au Pays Basque et dans une partie de l'ancien Royaume d'Aragon. Dans cette vision de l'Espagne, le pays était uni par une dynastie et la confession catholique, mais laissait une large autonomie aux différents territoires. Toutefois, cette vision n'était majoritaire dans aucune de ces régions. Les élites catalanes, notamment, se sont très vite accommodées de la nouvelle situation politique, et en tant que nouveaux membres du Royaume de Castille, ils ont notamment tiré profit du commerce avec les colonies d'Amérique. Néanmoins, ces visions dissidentes ont jeté les bases du nationalisme en Catalogne et au Pays Basque espagnol.

C'est dans ce contexte que s'est développé le nationalisme espagnol à partir des guerres de libération contre Napoléon au début du 19^{ième} siècle. Mais ce processus de création de la nation avait deux faiblesses. Tandis que dans le reste de l'Europe le nationalisme alimentait l'impérialisme, l'Espagne, au moment-même où elle devenait une nation, perdait ses colonies en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Elle ne perdait pas seulement son caractère impérial, elle devait aussi combattre les conséquences économiques entraînées

par la perte de ses colonies. La naissance de la nation intervenait donc en plein marasme. Mais la guerre de libération n'avait pas non plus éteint le conflit interne à l'Espagne entre les centralistes et les régionalistes. Il déboucha même sur une guerre culturelle interne qui allait se prolonger pendant des années, jusqu'à la guerre civile de 1936, en donnant régulièrement lieu à de nouvelles querelles au sein de la société espagnole. Les partisans d'un Etat central « libéral » s'opposaient aux « carlistes », désireux de défendre ou de rétablir les droits spécifiques nés des traditions particularistes des divers territoires et régions. Les carlistes se battaient pour les droits spécifiques absolutistes, réactionnaires catholiques et particularistes traditionnels des territoires et des régions, et contre les idées centralistes et libérales de la monarchie, et plus tard, de la république. Parce que les carlistes décrivaient une partie de leurs idées comme « fédéralistes », la notion de fédéralisme est encore discréditée aujourd'hui en Espagne. La frustration engendrée par la perte d'un empire et les conflits permanents expliquent que le nationalisme espagnol est resté une idéologie relativement faible. Mais il a découvert un exutoire à sa frustration dans le nationalisme périphérique montant, et en a fait l'un de ses principaux ennemis de l'intérieur.

Ce nationalisme périphérique est apparu au début du 20^{ième} siècle, à partir de 1901 en Catalogne puis dans les années 1920 au Pays Basque et en Galice. Ces mouvements étaient soutenus par les partis autonomistes et fédéralistes. Tandis que dans le reste de l'Europe le nationalisme se caractérisait par la glorification chauviniste de sa propre nation, semant ainsi les graines de la Première Guerre mondiale, en Espagne, le conflit resta cantonné à l'intérieur du pays (et l'Espagne maintint sa neutralité pendant toute la Grande Guerre). Les nationalistes espagnols, partisans d'un ordre libéral progressiste, combattaient les nationalistes régionaux, adeptes

d'un nationalisme intégral catholique, et pour certains, du fascisme. Le nouveau mouvement socialiste espagnol rejeta également le nationalisme périphérique, en particulier au Pays Basque et en Galice, à cause de sa nature catholique et conservatrice.

Les lignes de fracture glissèrent avec la montée du fascisme espagnol dans les années 1920. Mais l'Espagne ne parvint pas à une symbiose entre nationalisme et « patrie », la symbiose se faisant au contraire, notamment du fait de la place de l'armée, entre patrie et catholicisme. Ce modèle d'Etat du fascisme espagnol a toutefois lamentablement échoué, et s'est terminé par la fondation de la Deuxième République (1931-1936), qui sonnait aussi la fin provisoire d'une tentative de diffusion du nationalisme dans tout l'Etat espagnol. Au lieu de cela, le nouveau gouvernement a tenté de fonder une sorte de patriotisme civique républicain. Les républicains rejetaient le patriotisme périphérique, et c'est pourquoi leur gouvernement imposa également au gouvernement régional de Catalogne de retirer sa déclaration d'indépendance promulguée trois jours plus tôt, le 14 avril 1931. En contrepartie, la Catalogne fut la première à obtenir son statut d'autonomie, approuvé par référendum à une majorité écrasante le 3 août 1931. Il conférait à la région le droit de mettre en place son propre gouvernement et son propre parlement, et lui accordait certaines compétences.

Le conflit déjà devenu traditionnel entre le nationalisme central et le nationalisme périphérique n'était pas pour autant résolu, et il se poursuivit même pendant la guerre civile de 1936 à 1939. La droite et la gauche avaient certes chacune leur propre grille de lecture du nationalisme central, mais l'une et l'autre combattaient le nationalisme périphérique. Ce n'est qu'après leur défaite dans la guerre civile que les républicains se détournèrent du nationalisme. L'arrivée au

pouvoir du Général Franco imposa une nouvelle mutation du nationalisme central, qui n'était désormais plus républicain libéral ou progressiste, mais associait au contraire la nation à la foi catholique, et soumettait l'Etat et la nation au règne divin, l'armée étant dès lors garante du maintien de cet ordre.

Le régime franquiste ménagea les spécificités régionales, notamment en matière de politique culturelle, et chercha même des années plus tard à obtenir le soutien des régions, notamment par quelques concessions sur l'usage des langues régionales. Il ne parvint pas pour autant à effacer complètement le soutien au nationalisme périphérique, qui continuait d'exister en sourdine dans les familles et les réseaux de la société. En Catalogne et au Pays Basque en particulier, les nationalistes avaient le sentiment de subir une « occupation espagnole ».

Après la mort de Franco en 1975, les pères de la nouvelle Constitution cherchèrent un nouveau mode de traitement de ce nationalisme périphérique qui ne ravive pas les anciens conflits. Dans la Constitution adoptée en 1978, on trouva une formule de compromis qui reflète un certain malaise dans le rapport au nationalisme. L'Article 2 (de la Constitution espagnole de 1978) stipule de manière très ambivalente l'unité indissoluble de la « nation espagnole », mais le même article évoque aussi le droit à l'autonomie des « nationalités » et des « régions » qui la compose et la solidarité entre elles.¹⁴⁰ Par « nationalités » on n'entend rien d'autre que la forme que prennent les compétences d'auto-administration des entités territoriales infranationales que sont la Galice, le Pays Basque et la Catalogne, qui disposaient déjà d'un statut d'autonomie sous la Deuxième République (1931-1939). Les 13 autres régions autonomes, qui n'avaient pas encore acquis leur autonomie sous la II^{ème} République, sont désignées par la Consti-

tution de 1978 comme des « régions ». Sur le plan du droit constitutionnel, cette distinction est sans effet, et la Constitution ne reconnaît pas non plus ces régions comme des « nations » constituant leurs propres Etats souverains. Le terme *Nacionalidad* désigne plutôt la protection des spécificités culturelles régionales au sein de l'Etat espagnol unifié. Globalement, toutes les 17 entités territoriales régionales ont les mêmes droits d'adopter en des termes similaires leur propre charte régissant leurs compétences régionales. Seuls le Pays Basque et la Navarre ont conservé quelques droits spécifiques traditionnels en matière budgétaire. Les nouvelles communautés autonomes ont fait un usage divers de leur droit à adopter leur propre charte, de sorte qu'aujourd'hui, les relations entre les différentes entités autonomes et leurs compétences par rapport au pouvoir central varient. Autrement dit, les chartes des différentes régions diffèrent pour partie nettement quant à la teneur et à la forme de leurs compétences respectives.

Etonnamment, il n'existe pas une conception unique figée de ce qu'est l'Etat espagnol. Ses fondements sont donc soumis aujourd'hui à une réinterprétation perpétuelle, entre les avis divergents de constitutionnalistes et de politiques issus d'écoles de pensée et d'appartenances partisans différentes. C'est dû d'une part au fait que la Constitution espagnole ne désigne pas clairement un principe d'organisation – il n'existe pas en Espagne de positionnement clair à l'instar de ce que définit la Loi fondamentale en Allemagne quant à la nature de la République fédérale. Et cela tient d'autre part au fait que le système politique, dans la pratique, présente à la fois des traits du centralisme unifié et du fédéralisme.¹⁴² Ainsi, ces dernières années, les socialistes à l'échelon national ont par deux fois réinterprété différemment le mode d'organisation de l'Etat, au gré des opportunités politiques, pour s'as-

surer les voix de partis régionalistes. Ainsi, en 2005, dans le projet de nouvelle charte régionale catalane, José Luis Rodríguez Zapatero soutenait la clause de la « nation catalane », qui allait bien au-delà de la défense de la langue régionale, des traditions régionales et des compétences régionales (au sens d'une « nationalité » culturelle). Cette clause fut ensuite retoquée par la Cour constitutionnelle. La reconnaissance en tant que nation est une étape importante pour les nationalistes. Elle leur permettrait de revendiquer la création de leur propre Etat national. L'actuel chef du gouvernement Pedro Sánchez a fait en 2017 une concession similaire, lorsque les socialistes espagnols et catalans sont convenus de défendre « l'achèvement et la reconnaissance de l'Espagne comme Etat fédéral plurinational ».¹⁴³ Cette formule aussi équivaut à reconnaître l'existence de nations indépendantes sur le territoire espagnol, et au moins pour les nationalistes catalans et basques, elle sert à exiger une autonomie dans le cadre d'un Etat nation souverain. Enfin, en janvier 2020, pour obtenir le soutien de la Gauche républicaine catalane (ERC) à sa réélection, Pedro Sánchez a accepté la création d'une « table de négociation ». Les nationalistes catalans comptent l'utiliser pour obtenir, dans le cadre d'une négociation bilatérale « d'Etat à Etat », la tenue d'un référendum sur l'indépendance et l'amnistie pour les organisateurs de la déclaration illégale d'indépendance de 2017, condamnés en octobre 2019 par la Cour suprême espagnole. D'un point de vue juridique et pratique, il ne s'agit que d'une rencontre du chef du gouvernement central avec le président régional d'une entité territoriale infranationale espagnole. Mais les nationalistes catalans confèrent une grande importance symbolique à ces négociations. Quel que soit le sens qu'on donne à ces entretiens, il est sans aucun doute raisonnable pour le gouvernement espagnol de chercher une solution au conflit catalan.

Changement de l'atmosphère à l'égard des nationalistes

A l'échelon national, la persistance et le durcissement des conflits en Catalogne a entraîné un net changement d'atmosphère et une évolution des positions à l'égard du nationalisme central, mal accepté jusqu'à récemment dans l'opinion publique du fait du souvenir laissé par la dictature franquiste. Même si de petits groupements nationalistes pouvaient exister (comme par exemple Hogar Social) – les grandes parades manifestement d'extrême droite telles qu'elles se produisent en Allemagne et chez quelques-uns de ses voisins sont un phénomène jusqu'ici inconnu en Espagne. Même l'étalage de symboles patriotiques, comme on l'a connu en Allemagne lors de la Coupe du monde de football en 2006, était mal vu dans l'opinion publique espagnole jusqu'au début des années 2010. Mais depuis 2017, l'ambiance a changé. Après l'organisation, le 1^{er} octobre de cette année-là, d'un référendum illégal sur l'indépendance par le gouvernement régional catalan, celui-ci a déclaré l'indépendance le 17 octobre en dépit des doutes qui pesaient sur les résultats.¹⁴⁴ Les provocations du gouvernement régional catalan face au gouvernement central espagnol, la division manifeste de la société catalane en deux camps de taille similaire, pour et contre l'indépendance (les partisans du maintien dans l'Espagne restant toutefois à ce jour majoritaires), le mécontentement de nombreux électeurs face à la réaction du gouvernement central de Mariano Rajoy aux événements et aux manifestations parfois violentes en Catalogne, conduisirent un nombre croissant d'Espagnols à chercher une proposition politique qui prenne clairement et vigoureusement position en faveur de l'unité du pays et de sanctions lourdes pour les indépendantistes. Le parti national-conservateur Vox s'est emparé de ces attentes et est parvenu en très peu de temps à susciter l'afflux des électeurs.

Ainsi est ravivé l'ancien conflit sur le concept de nation, entre nationalisme central et nationalisme périphérique, dont l'objet est de savoir comment est constituée et organisée la nation espagnole. Pour la première fois depuis les années 1970, le nationalisme central est réapparu en 2017 dans la conscience de l'opinion publique la plus large et au sein du système politique. Comme dans le passé lointain, le nationalisme central est tourné vers l'intérieur, et dirigé contre les forces centrifuges agissant de l'intérieur sur l'unité de la nation. Il s'oppose au nationalisme périphérique, plus fortement marqué en Catalogne et au Pays Basque, mais qui se manifeste aussi en Galice, dans la province de Valence et dans d'autres régions. Dans le cas des Basques et des Catalans, au moins, il s'agit de mouvements d'expansion pan-nationalistes. Pour le Pays Basque, le mouvement englobe la Navarre et une partie des Pyrénées françaises, et pour le mouvement pan-catalan, il étend ses prétentions territoriales de la région frontalière française jusqu'aux Baléares, à Valence, et de plus en plus même à l'Aragon.¹⁴⁵ Les deux mouvements veulent faire de leurs régions des Etats indépendants de l'Espagne, et justifient ces revendications par les spécificités des « nations » basque et catalane par rapport au reste du pays. Les deux mouvements sont conduits par divers partis régionaux, qui représentent au total nettement plus de la moitié de la population au Pays Basque, mais sont en revanche minoritaires en Catalogne ; toutefois, étant donné le mode de scrutin, ils y disposent d'une majorité au parlement régional et forment le gouvernement régional.

Le développement des tendances et mouvements nationalistes entre les élections européennes de 2014 et de 2019

Nationalisme central – L'émergence de Vox comme adversaire des forces centrifuges régionales

Le parti Vox représente à l'échelon national les tendances nationalistes et populistes de droite. Au Pays Basque, le Parti nationaliste basque (Partido Nacionalista Vasco, PNV) et le parti Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays Basque – EH-Bildu) sont les principaux représentants du nationalisme régional. En Catalogne, il s'agit du Parti de la gauche républicaine catalane (Esquerra Republicana de Catalunya, ERC) et de Ensemble pour la Catalogne (Junts per Catalunya, JxCat). Dans les provinces de Valence, de Navarre et de Galice, et depuis peu aussi en Cantabrie, il existe également des partis qui, profitant d'une renaissance du nationalisme régional, tentent d'en récupérer les voix.

Vox n'a été créé qu'en 2013 par d'anciens membres du Parti populaire et de l'UCD, Santiago Abascal, José Luis González Quirós, José Antonio Ortega Lara et Ignacio Camuñas, déçus par la politique menée par Mariano Rajoy et par sa stratégie dans la crise catalane. Lors des élections européennes de 2014, le parti n'a joué aucun rôle, et n'a recueilli que 244.000 voix, soit 55.000 de moins que le nécessaire pour remporter un premier siège au Parlement européen. En décembre 2018, il a surpris les observateurs en réussissant une première entrée au Parlement d'Andalousie, accroissant du même coup sa pertinence pour les élections nationales et européennes de 2019. Lors des législatives espagnoles du mois d'avril, Vox a réuni près de 2,7 millions de voix, soit 10,3 % des suffrages, et a ainsi obtenu 24 sièges de députés. Lors des élections européennes de 2019, Vox a recueilli 6,2 % des

voix (soit 1,4 millions d'électeurs), ce qui lui a permis d'envoyer trois députés au Parlement européen. Ils ont rejoint le groupe des Conservateurs et réformistes européens. Lors de la réédition des élections législatives le 10 novembre 2019, Vox a obtenu 15,1 % des suffrages, soit 3,65 millions de voix, et est ainsi devenu la troisième force du Parlement espagnol, avec 52 députés. Cette progression dans les urnes s'explique par la déception de nombreux anciens électeurs des autres partis, qui n'ont pas été capables de former un gouvernement du centre après les élections d'avril.

La consolidation des privilèges acquis et les nouvelles revendications du nationalisme basque – Le PNV et EH-Bildu en route vers un nouveau statut d'autonomie ?

Le PNV et EH-Bildu ne jouent qu'un rôle mineur à l'échelon européen. Grâce à diverses coalitions électorales avec d'autres partis régionalistes, ils ont obtenu chacun un siège lors des élections au Parlement européen en 2019.

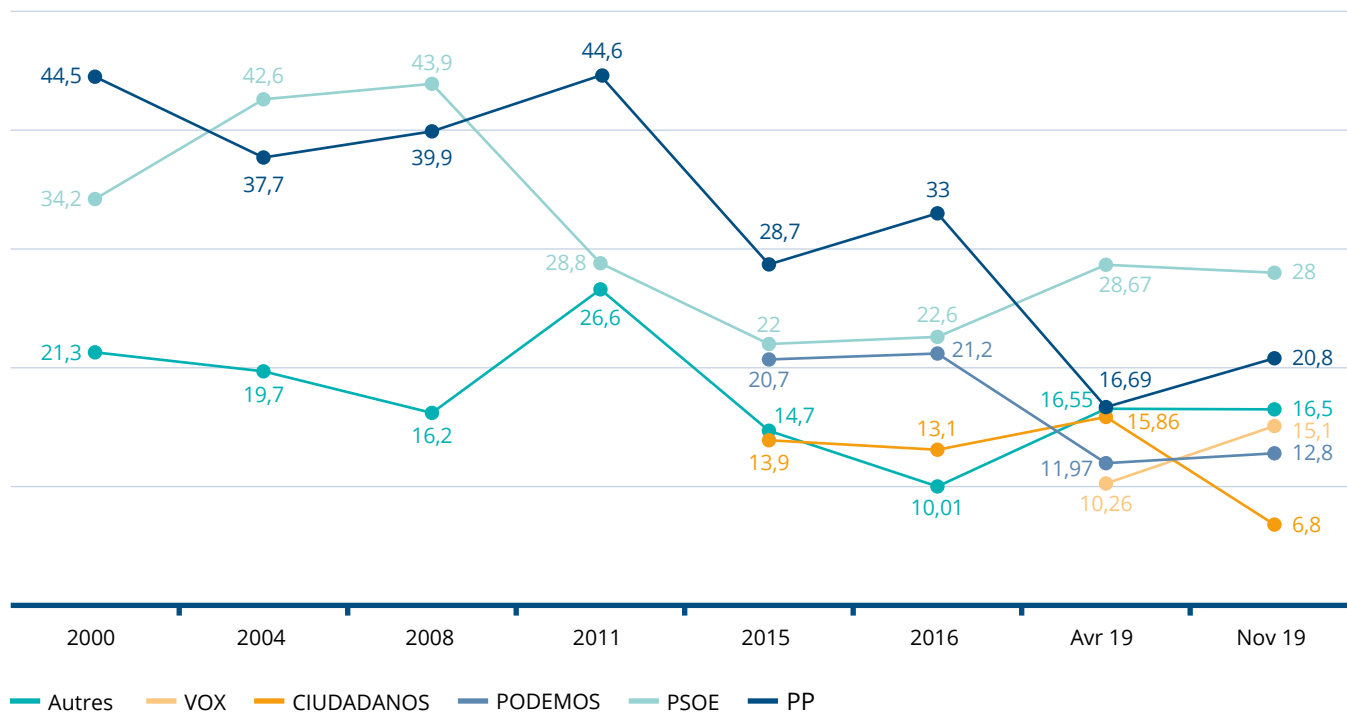
Depuis la démocratisation, le PNV occupait en revanche une fonction clé de faiseur de majorité, tant pour le Parti populaire (PP) que pour le Parti socialiste (PSOE), négociant à chaque fois de nouveaux privilèges pour le Pays Basque en contrepartie de son soutien. Le PNV a certes des racines chrétiennes démocrates, mais il a « quitté » le Parti populaire européen en 1999 en raison de son idéologie nationaliste, et remporte depuis plusieurs législatures de cinq à sept sièges au Parlement espagnol. Avec son programme de 2001, *Ibarretxe*, le parti a fait savoir qu'il aspire également à une vaste souveraineté de l'espace culturel basque, mais mise pour y parvenir sur le pragmatisme politique. En décembre 2019, à la suite des nouvelles

négociations pour l'élection de Pedro Sánchez au poste de Premier ministre, le Président de la région basque Iñigo Urkullu (PNV) a clairement laissé entendre qu'il était favorable à un référendum sur l'indépendance du Pays Basque, qu'il considère conforme à la Constitution (même si le droit constitutionnel espagnol considère sans ambiguïté que des référendums qui seraient décidés unilatéralement dans certaines régions seulement et ne seraient pas organisés dans tout le pays seraient anticonstitutionnels). Paradoxalement, le PNV siège au Parlement européen aux côtés du parti modéré du centre Ciudadanos dans le groupe des libéraux européens Renew Europe (RE), mais n'y joue aucun rôle avec son député unique, d'autant que Ciudadanos a obtenu qu'il n'occupe plus aucune fonction de direction au sein de l'ancien groupe ALDE (Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe).

EH-Bildu est une coalition formée entre plusieurs partis de gauche et d'extrême gauche du Pays Basque et de Navarre. Allant de certains courants socialistes jusqu'aux milieux proches de l'extrême gauche de izquierda abertzale, tous aspirent à l'indépendance du Pays Basque. EH-Bildu mène un combat politique pour l'indépendance de tout le territoire sur lequel est présent la culture basque (y compris le Pays Basque français et, bien sûr, la Navarre) et pour la mise en place d'un système économique alternatif (socialiste) au sein d'une « nation basque souveraine ». Après

sa création en 2014, EH-Bildu avait remporté deux sièges aux législatives espagnoles de décembre 2015, mais aux élections de 2019, il en a remporté six (cinq au Pays Basque et un en Navarre, où le parti est de plus en plus présent). Ainsi, face au PNV « de droite », favorable aux entreprises, qui a incarné pendant des décennies le nationalisme politique basque, est apparue en seulement quatre ans une force presque équivalente à la gauche de la gauche. La réapparition des nationalistes de gauche sortis de la clandestinité, qui agissaient auparavant dans la sphère d'influence de Batasuna, l'ancien bras politique interdit de l'ETA, profite indéniablement à EH-Bildu. Ils n'ont renoncé à la lutte clandestine qu'au début du 21^{ème} siècle, et sont entrés dans l'arène politique. Ils peuvent donc désormais se faire plus visibles. A l'échelon européen, EH-Bildu détient un siège au Parlement européen, au sein du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne / gauche verte nordique (GUE/NGL). Arnaldo Otegi, le président d'EH-Bildu, a été condamné en 2010 par la Haute Cour nationale (Audiencia Nacional) pour son appartenance à l'organisation terroriste ETA. Plus tard, le jugement a été confirmé par la Cour suprême et la Cour constitutionnelle espagnoles, mais sa peine a été réduite. Le 1^{er} août 2020, la Cour suprême espagnole a cassé le jugement et exonéré Otegi du chef d'appartenance à un groupe terroriste, après qu'il ait gagné son appel devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Résultats des élections législatives de 2000 à 2019



Données : El País / Graphique : © Konrad-Adenauer-Stiftung Madrid

La surenchère du nationalisme catalan – ERC, jxCat et la déclaration d'indépendance illégale

La Gauche républicaine catalane (ERC) a remporté deux sièges lors des élections au Parlement européen. Cependant, l'un des deux élus, le président du parti, Oriol Junqueras, était emprisonné en Espagne. Pour sa participation à l'organisation du référendum illégal du 1^{er} octobre 2017, la Cour suprême l'a condamné à une peine de 13 ans de prison, et il n'a pas pu prendre ses fonctions au Parlement européen. L'ERC y fait partie du

Groupe des Verts / Alliance libre européenne (Verts/ ALE). Sur le plan national, l'ERC a un poids significatif, puisqu'il compte actuellement 13 députés au Parlement espagnol (il en avait obtenu 15 lors du scrutin précédent en avril 2019). Dans les années 1990, l'ERC n'obtenait régulièrement qu'un seul mandat dans les scrutins nationaux, mais depuis 2008, suite au durcissement progressif du conflit régional en Catalogne, il progresse continuellement dans les urnes, en pourcentage des voix et en nombre de sièges. L'ERC souhaite la création d'une République catalane indépendante – au

besoin grâce à une déclaration unilatérale d'indépendance, inconstitutionnelle en droit espagnol.

Junts per Catalunya (Ensemble pour la Catalogne – JxCat) est une coalition électorale créée en 2017. Le principal parti de cette coalition est le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), fondé lui-même l'année précédente, en 2016, pour succéder à la Convergence démocratique de Catalogne (CDC). Plus ancienne, la CDC représentait au départ surtout la droite modérée des catalanistes, mais aujourd'hui, face à la concurrence électorale de l'ERC, elle reprend des thèses encore plus radicales que celle des républicains. En se réorganisant au sein du PDeCAT, la CDC cherchait surtout à sauver sa réputation après l'ouverture de plusieurs procédures judiciaires pour corruption. Il s'agissait d'éviter que ces affaires de corruption ne dominent la campagne dans l'esprit des électeurs. Au Parlement européen, le PDeCAT a été exclu du groupe ALDE en 2018 à cause des procédures en cours dans ces affaires de corruption contre la CDC. Les structures de la CDC et du PDeCAT continuent d'exister en parallèle. Mais à côté, l'ancien Président de la région autonome de Catalogne, Carles Puigdemont, qui avait signé en 2017 la déclaration d'indépendance avant de se réfugier en Belgique, a créé en 2018 un parti sécessionniste baptisé Appel national pour la République (Crida ou CNxR). Depuis son exil belge, Puigdemont assure la présidence de ce nouveau parti, qui a également intégré la coalition JxCat. Lors des élections européennes de 2019, JxCat a remporté deux sièges (Carles Puigdemont et Toni Comín), qu'ils peuvent désormais occuper grâce à un arrêt rendu par la Cour européenne de justice en décembre 2019.

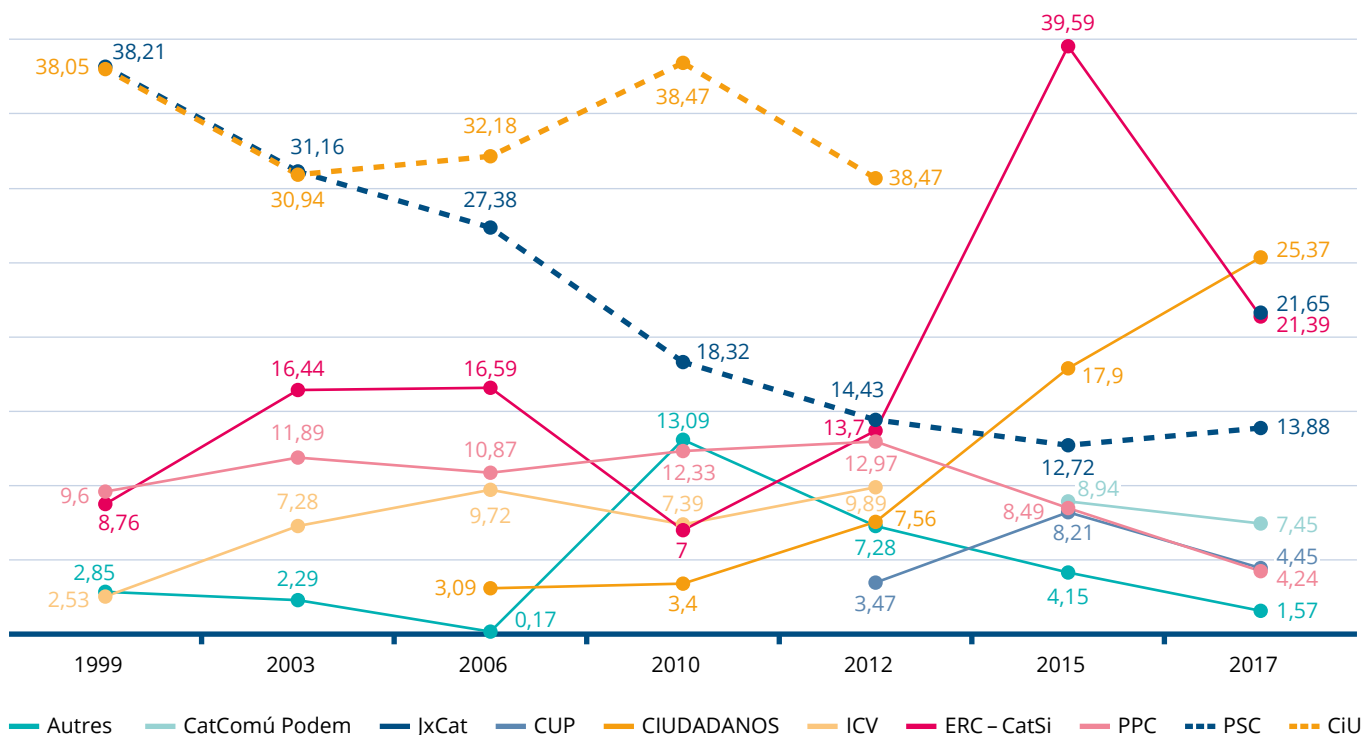
Le parti d'extrême gauche Candidature d'unité populaire (Candidatura d'Unitat Popular, CUP) lutte pour l'indépendance unilatérale de la Catalogne et la

proclamation de la République, et ne reconnaît pas le cadre constitutionnel espagnol. En 2019, il a fait pour la première fois son entrée au Parlement national avec deux députés. Au niveau régional, le CUP apporte ponctuellement son soutien aux indépendantistes de l'ERC et de la JxCat, mais critique les deux partis qu'il trouve trop modérés dans leurs négociations avec l'Espagne.

La récupération des thèmes nationalistes par les conservateurs et le centre – l'attitude du Parti populaire (PP) et de Ciudadanos à l'égard des partis nationalistes

Le parti national-conservateur Vox ne se cantonne pas à un seul thème. Il aborde donc toute une large palette de sujets tels que fiscalité, sécurité, économie, emploi, et ne les traite pas systématiquement sous un angle national populiste. Des recoupements peuvent dès lors apparaître avec les programmes d'autres partis. Le parti centriste Ciudadanos (C's) et le Parti populaire (Partido Popular, PP) sont ainsi parfois confrontés à un dilemme : partager une position défendue par Vox, ou bien l'abandonner pour ne pas être associé à ce parti. Pendant les soubresauts du mouvement indépendantiste catalan, et notamment en octobre 2017, lors du référendum pour l'indépendance de la Catalogne, et en octobre 2019 (avec la publication de l'arrêt rendu par les juges contre les organisateurs du référendum), une bonne partie de l'opinion publique espagnole souhaitait que les responsables politiques condamnent fermement les événements de Catalogne. Lors des élections régionales en Andalousie en 2018, lors des législatives nationales le 28 avril et à nouveau le 10 novembre 2019, et pour les élections municipales, régionales et européennes du 26 mai 2019, le PP et Ciudadanos évoquèrent la question de

Résultats des élections en Catalogne de 1999 à 2017



Daten : El País / Grafik : © Konrad-Adenauer-Stiftung Madrid

l'unité de la nation et du respect de la Constitution dans des termes similaires à ceux de Vox, et organisèrent des manifestations communes contre les mouvements indépendantistes, auxquelles Vox prit parfois également part. Vox joua aussi un rôle important dans l'opposition hors du Parlement, en se constituant partie civile au procès contre les organisateurs du référendum catalan. Dans les campagnes électorales de 2019, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez en est ainsi venu à accuser le PP et C's d'être des « partis de droite et d'extrême droite ». Ces déclarations

ont encore fait progresser Vox dans les urnes, comme le montrent les analyses des scrutins. Par ailleurs, la peur de Vox a servi à mobiliser les électeurs du PSOE.

En matière fiscale et économique aussi, il existe des points de recoupement entre les trois partis. Le PP a du mal à se démarquer de C's à sa gauche et de Vox à sa droite. Les modérés en viennent ainsi régulièrement à reprocher au patron du PP, Pablo Casado, de trop se laisser dicter son agenda par Vox, tandis que les conservateurs lui demandent de se droitiser

franchement pour tenter de récupérer des électeurs passés à Vox.

Avant les élections législatives du 10 novembre 2019, Ciudadanos et le Parti populaire ont adopté avec Vox une initiative au Parlement régional de Madrid demandant l'interdiction immédiate de tous les partis qui soutiennent les mouvements séparatistes régionaux. Sous la pression de Vox, le PP et Ciudadanos se sont également emparés du thème de l'immigration clandestine, monté en puissance dans le débat public au cours de l'année 2018. Après une polémique assez virulente sur la politique en matière d'immigration présentée dans le programme électoral d'avril 2019, les formulations ont été un peu plus retenues dans le programme du PP pour le nouveau scrutin du 10 novembre.

Toujours sous l'influence de Vox, le Parti populaire a tenté, dans la campagne pour le 1^{er} scrutin (d'avril 2019) de proposer de nouvelles restrictions du droit à l'avortement, Vox défendant pour sa part son interdiction pure et simple. Il était évident que le sujet n'était pas pertinent pour une majorité des électeurs, et la question a apparemment empêché beaucoup de femmes de voter pour le PP. Selon l'institut de sondage GESOP, début 2019, près de 83 % des Espagnols considéraient que le droit à l'avortement est un droit fondamental pour les femmes.

Comme Vox proposait une fiscalité à taux unique (Flat tax), le PP, surtout pendant la campagne pour le scrutin d'avril 2019, se déclara favorable à d'importantes baisses d'impôts pour les classes moyennes et les entreprises, sans dire clairement comment seraient financées ces baisses d'impôts.

Le PP et Ciudadanos ont toujours défendu le système des communautés autonomes, mais souhaitent les réformer. A l'inverse, Vox veut supprimer les régions (et les parlements régionaux), et mettre en place un Etat centralisé dont le territoire serait géré depuis Madrid via des dépendances administratives.

Le rôle des nationalistes extrémistes¹⁴⁶

Les positionnements idéologiques de Vox reposent sur les clichés nationaux-conservateurs, ultracatholiques et patriarcaux. Mais jusqu'à présent, on ne connaît aux dirigeants du parti aucun lien avec des groupes ou organisations fascistes, extrémistes, violents, ou armés. Les mouvements et manifestations néofascistes ne font guère recette jusqu'à présent en Espagne, étant donné la mauvaise réputation du franquisme ; en tout cas, ils se font discrets en public. Même l'exhumation de la dépouille de Franco en octobre 2019 n'a pas suscité de grandes manifestations publiques de sympathie à l'égard de l'ancien dictateur.

Le rôle des nationalistes extrémistes dans le nationalisme régional centripète

Les Comités de défense de la République catalane (Comités de Defensa de la República, CDR) qui ont vu le jour dans le sillage du mouvement indépendantiste catalan doivent être classés comme des groupes en partie violents et extrémistes. Ce sont des groupes contestataires anarchistes, à l'organisation décentralisée, qui luttent pour l'indépendance de la Catalogne au moyen de grèves, de blocus et d'occupations d'immeubles. Lors des manifestations contre la condamnation des organisateurs du référendum sur l'indé-

pendance, on a trouvé des explosifs dans les locaux de l'un de ces comités. Les suspects ont été repérés avant qu'ils ne puissent utiliser ces explosifs contre un commissariat de la Guardia Civil à Barcelone. Ils sont à présent mis en examen pour constitution d'une organisation terroriste.

L'organisation terroriste basque Euskadi Ta Askatasuna (ETA) est responsable de 829 meurtres commis entre 1968 et 2010. Par ce recours à la violence extrémiste, L'ETA voulait obtenir l'instauration de la nation basque. Elle a commis des meurtres jusqu'en 2010, n'a déclaré son renoncement à la lutte armée qu'en 2011, et sa dissolution qu'en 2018. Près de 100 terroristes sont toujours en fuite ou vivent dans la clandestinité. Il est indéniable que le terrorisme a divisé la société basque elle-même. Selon le dernier « Euskobaromètre » de juillet 2019, 67 % des Basques se déclarent peu ou pas intéressés par une sécession. Puisque l'extrême gauche d'izquierda abertzale déclare, comme le PNV, ne vouloir poursuivre sa lutte pour l'indépendance que par des moyens politiques, et puisque la société basque semble prête à laisser se refermer les cicatrices du terrorisme, il reste à voir si la revendication d'un référendum pour l'indépendance va bientôt se faire entendre plus clairement, à l'instar de ce qui s'est produit en Catalogne.

Le rôle du conglomérat de partis antisystème autour de Unidas-Podemos

Les partis de gauche populiste antisystème, au premier rang desquels se trouve Unidas-Podemos (mais aussi Más País, Compromís, En Comú, Más Madrid, Izquierda Unida, etc.) sont diamétralement opposés à Vox sur l'échiquier politique. Tandis qu'Unidas-Podemos constitue la gauche extrême du paysage politique espagnol,

Vox en représente la droite extrême (« la ultraderecha »). L'un et l'autre veulent modifier en profondeur l'actuelle Constitution, et tous les deux indiquent vouloir respecter les moyens prévus par la Constitution pour la réformer.

A l'instar des partis nationalistes régionaux du Pays Basque et de Catalogne, Unidas-Podemos rejette la monarchie constitutionnelle comme symbole de l'unité de l'Espagne et le rôle du Roi Felipe VI comme Chef de l'Etat espagnol. En outre, le parti défend l'idée d'un « pluri-nationalisme », raison pour laquelle il est par principe ouvert à l'idée de référendums d'indépendance régionaux.

La gauche populiste et les nationalistes régionaux partagent paradoxalement l'avis que ce qu'ils appellent « le régime de transition espagnole de 1978 », considéré dans le monde entier comme l'un des modèles les plus réussis de transition pacifique d'une dictature vers la démocratie, n'est rien d'autre « qu'une caste de privilégiés politiques et économiques », et c'est pourquoi ils appellent de leurs vœux un changement de régime.

Les moteurs et les formes du nationalisme et du populisme de droite

Les facteurs internes et externes qui renforcent le nationalisme espagnol de Vox

La crise économique et financière qui a débuté en 2008 a conduit le gouvernement du Parti populaire mené par Mariano Rajoy à entreprendre diverses réformes d'ampleur dès son arrivée au pouvoir en 2011, afin de consolider dans l'urgence le budget de l'Etat à tous les niveaux. Dès lors, les salariés et

les chômeurs ont jugé que le Premier ministre était trop proche des entreprises et peu intéressé par les questions sociales et de société : il a notamment été critiqué pour la libéralisation du droit du travail, qui a entraîné des licenciements supplémentaires pendant la crise. Mariano Rajoy a aussi endommagé les relations entre le parti et les milieux dont il était traditionnellement proche (conservateurs, catholiques, chefs d'entreprises, électeurs proches des milieux économiques, électeurs libéraux de centre droit), parce qu'à l'inverse de ses promesses de campagne, il a augmenté les impôts et s'est peu intéressé aux valeurs (il a notamment toujours refusé de durcir la législation sur l'avortement). Parallèlement, l'image du PP a été mise à mal par les nombreux scandales de corruption des dernières décennies, qui ont conduit à partir de 2016 à quelques condamnations spectaculaires contre d'anciens pontes du parti. Comme chef du parti et chef du gouvernement, Rajoy ne s'est jamais exprimé de façon exhaustive sur ces affaires. Cela a conduit certaines catégories d'électeurs à chercher des solutions conservatrices alternatives.

Vox a manifestement profité des turbulences en Catalogne en 2017. Tirant parti d'une disposition du droit pénal espagnol, Vox s'est porté partie civile avant le début du procès contre les organisateurs du référendum indépendantiste illégal du 1^{er} octobre 2017. Il a ainsi pu incarner une opposition frontale aux séparatistes, et cela lui a rapporté de nombreux électeurs. Rajoy avait pensé que l'ERC, en particulier, n'oserait pas franchir le pas d'une déclaration unilatérale d'indépendance. Cette erreur d'appréciation a été sanctionnée dans les urnes.

A côté de cela, Vox a réussi à gagner des voix en dénonçant l'immigration clandestine par la Méditerranée et en réclamant une meilleure protection des

frontières extérieures de l'Union européenne. Le parti est toutefois favorable à l'immigration (chrétienne) venue d'Amérique latine.

L'incapacité du PSOE, du PP et de Ciudadanos à former un gouvernement centriste viable après les élections nationales du 28 avril 2019 a poussé 1,8 millions d'électeurs supplémentaires à voter pour Vox lors du nouveau scrutin organisé le 10 novembre.

Les facteurs internes et externes qui renforcent le nationalisme périphérique basque – PNV et EH-Bildu

La fin officielle de l'organisation terroriste ETA va permettre aux deux partis, PNV et EH-Bildu, d'élargir le consensus dans la population locale en faveur de l'indépendance.

Les partis régionaux basques PNV et EH-Bildu ont plus d'importance au niveau national que ne prètent à le croire leurs scores sur le papier, parce que les grands partis, PP et PSOE, plutôt que de convenir de solutions de compromis communes pour l'ensemble du territoire espagnol, continuent de préférer « acheter » aux partis régionaux les voix qui leur manquent. Le PP négociait uniquement avec le PNV, mais le PSOE négocie désormais aussi avec le mouvement radical EH-Bildu. Cela constitue une césure historique même pour les socialistes, et plusieurs barons régionaux du PSOE critiquent cette évolution.

Avec chaque législature qui s'écoule, ce refus du PP et du PSOE d'engager une grande réforme commune du mode de scrutin, du Sénat et des droits à l'autonomie des régions, renforce constamment les partis nationalistes marginaux depuis les années 1980.

Les facteurs internes et externes qui renforcent le nationalisme périphérique catalan – ERC et JxCat/ PdeCAT

La crise économique et financière a aussi frappé la Catalogne et suscité un mécontentement supplémentaire vis-à-vis du gouvernement central espagnol.

La surenchère rhétorique entre l'ERC et le JxCat conduit les deux partis à faire des promesses qui seraient intenables s'ils accédaient à l'indépendance (davantage de moyens financiers pour la fonction publique, maintien dans l'UE, etc.).

La région autonome est compétente pour la gestion des écoles et des universités publiques, et les partis nationalistes ont profité des quatre dernières décennies non seulement pour introduire le catalan comme première langue, mais aussi pour revoir l'historiographie et réviser les manuels scolaires à leur avantage. Cela produit ses effets : statistiquement, les jeunes Catalans sont particulièrement favorables à l'indépendance.

La volonté du PSOE de négocier l'abstention de l'ERC lors de l'élection du Premier ministre donne au parti séparatiste plus d'importance en Catalogne et le rend donc plus attrayant pour les électeurs (le même phénomène s'était produit sous le gouvernement de José Maria Aznar, le PP négociant alors avec la CDC).

Les principaux sujets qui animent les nationalistes

Nationalisme central

- › Combat pour l'unité de l'Espagne, maintien de la monarchie constitutionnelle.
- › Suppression du système des communautés autonomes et recentralisation des compétences régionales, la situation en Catalogne et au Pays Basque ayant montré, selon Vox, le dérèglement des compétences régionales.
- › Protection des frontières extérieures de l'Union européenne contre l'immigration clandestine, en particulier contre les migrants en provenance d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.
- › Fin de la « politique idéologique de genre ». Cela comprend l'interdiction de l'avortement, la fin de la défense de l'égalité entre les femmes et les hommes (« gender mainstreaming »), l'abolition de la loi existante sur la prévention des violences faites aux femmes.
- › Défense de la famille et de la natalité.
- › Baisses d'impôts.

Nationalisme périphérique

- › Création d'une nation pan-basque / pan-catalane, prenant en compte les territoires qui ne font pas partie aujourd'hui du cœur de ces régions mais dans lesquels la culture basque / catalane est néanmoins présente et célébrée, même si c'est de façon très minoritaire.

- › Intégration immédiate de la nation basque / catalane dans l'Union européenne ; les deux mouvements séparatistes nient l'impossibilité de rester dans l'UE après leur indépendance.

La dimension européenne du nationalisme

Nationalisme central

- › Vox ne souhaite pas directement faire sortir l'Espagne de l'Union européenne, mais réclament une clause de réserve au regard du droit européen : le droit national doit l'emporter sur le droit européen lorsque celui-ci va à l'encontre des intérêts de la nation (par exemple en matière d'immigration).
- › Au Parlement européen, Vox fait partie du groupe politique des Conservateurs et réformistes européens, et entretient d'étroites relations avec la Ligue italienne de Matteo Salvini et avec le Rassemblement national en France. En février 2020, Vox a ainsi notamment participé au « Congrès annuel des nationaux-conservateurs », le député européen Hermann Tertsch faisait partie des orateurs du panel intitulé « une Europe de nations souveraines ».

Nationalisme périphérique

- › Les séparatistes souhaitent une ingérence de l'Union européenne comme « médiateur » dans les affaires intérieures de l'Espagne, et tentent désespérément de l'obtenir. Ils espèrent aboutir ainsi pas à pas à des négociations formelles sur l'indépendance.

- › Les séparatistes espagnols cherchent le contact et le soutien d'autres mouvements indépendantistes, notamment auprès des Flamands en Belgique et des Basques en France, mais ils observent aussi constamment la Corse, l'Irlande du Nord, l'Ecosse. La demande d'un nouveau référendum sur l'Ecosse après le Brexit relance ainsi indirectement le débat en Catalogne et au Pays Basque.

Scénarios, évolutions et dynamiques pour l'avenir

Vox

Les partis nationaux PSOE, PP et C's ont du mal à s'entendre sur des mesures communes viables pour réformer la décentralisation asymétrique et réaliser quelques amendements de la Constitution, de nature à préparer l'organisation territoriale espagnole à affronter l'avenir (instauration d'un seuil minimal de voix pour être élu au Parlement, transfert au Sénat de la représentation des intérêts régionaux). De ce fait, la polarisation entre l'Etat central et les nationalistes régionaux est appelée à durer et peut-être même à s'amplifier, parce que les partis qui ont permis la réélection de Pedro Sánchez à la tête du gouvernement ne réunissent pas la majorité qualifiée nécessaire pour amender la Constitution. La persistance, voire le durcissement des conflits devraient globalement profiter à Vox, tout comme aux nationalistes régionaux.

Pays Basque

Les Basques vont certainement continuer d'arracher des concessions sur de nouvelles compétences au gouvernement central en contrepartie de leur soutien. Cela sert les partis nationalistes dont il ne faut pas sous-estimer les revendications de plus d'autonomie, jusqu'à une forme d'indépendance. La fin de l'ETA contribue à consolider la notion de « population basque », souhaitée aussi bien par les nationalistes de droite que par les partis basques de gauche. La politique éducative et linguistique du Pays Basque, axée uniquement sur le développement d'une « conscience nationale », accentue encore ce phénomène.

Catalogne

Aucune solution au conflit catalan ne se dessine à l'horizon proche. Les nationalistes ne renoncent pas à leur volonté d'indépendance. C'est pourquoi il serait tellement important que les grands partis centraux élaborent entre eux une feuille de route qui permette de suivre les évolutions de la Catalogne sur le long terme. Une telle feuille de route pourrait ainsi contribuer à combler le fossé profond qui sépare les partisans de l'indépendance et la petite majorité de Catalans qui y sont opposés. Le transfert de compétences, privilèges et moyens financiers supplémentaires à la Catalogne, dont ne bénéficient pas les autres communautés autonomes, ne va pas permettre de résoudre le conflit, et risque au contraire d'alimenter le mécontentement dans d'autres régions. Il semble nécessaire que l'Etat et le gouvernement central reviennent à une évaluation sur le long terme des résultats de l'action politique des gouvernements régionaux, et les sanctionnent. Ils ont la compétence pour cela, notamment pour superviser le fonctionnement du système

éducatif et juger de la qualité de la formation, mais ont renoncé à exercer cette compétence au fil des ans pour des raisons tactiques.

Pour le moment, et provisoirement, les nationalistes catalans et basques ont une influence non négligeable sur le gouvernement central, qui a besoin d'eux pour former une majorité. Les voix ou l'abstention des républicains catalans de gauche (ERC) sont particulièrement décisifs pour permettre au gouvernement minoritaire formé par les socialistes et Podemos d'atteindre la majorité requise lors des votes au Parlement. On l'a vu au moment de l'élection de Pedro Sánchez au poste de Premier ministre, mais aussi lors du vote sur le relèvement du plafond des dépenses, qui permet au gouvernement d'assouplir les règles budgétaires strictes mises en place par le gouvernement précédent. L'adoption du budget de l'Etat central pour 2020 va également dépendre de l'attitude de l'ERC – la crise gouvernementale ayant conduit auparavant à proroger pour l'année 2020 le budget adopté pour l'année 2018. Mais le vote de l'ERC sur la nouvelle loi de finance dépend d'une part des progrès accomplis dans les discussions à la « table de négociation » entre le gouvernement central et le gouvernement régional catalan, et d'autre part de la rivalité croissante entre les deux partis régionaux de Catalogne, l'ERC et le JxCat/PDeCAT à l'approche des prochaines élections régionales. Comme le JxCat / PDeCAT se radicalise de plus en plus sous la houlette de Carles Puigdemont, l'ERC veille à ne pas perdre de militants en se montrant trop conciliante vis-à-vis du gouvernement central. Même les membres du gouvernement de Pedro Sánchez sont inquiets et craignent que l'ERC refuse de s'abstenir pour soutenir l'adoption du projet de budget pour 2020. Il faudrait alors proroger à nouveau l'ancien budget. Avant les élections régionales en Catalogne, dont la date n'est

pas encore fixée, les deux partis vont durcir leurs positions nationalistes et séparatistes pour remporter la part la plus importante possible du vote indépendantiste, qui recommence à s'étioler. Selon de récents sondages, environ 44 % des Catalans sont favorables à l'indépendance. C'est le chiffre le plus bas depuis 2017. Près de 48 % des électeurs y sont opposés. Cela montre à quel point la communauté autonome est divisée, et ne semble pas prête à surmonter ses divisions avant longtemps.

Le rôle de l'Union européenne

En 2017, les partisans de l'indépendance de la Catalogne ont tenté de porter le conflit à l'échelon européen et de provoquer une intervention de l'UE. Le gouvernement central espagnol s'y est fermement opposé, qualifiant une telle intervention d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre. Les institutions européennes (Conseil, Parlement et Commission) ont affirmé haut et fort qu'elles refusaient toute ingérence et rejetaient la déclaration unilatérale d'indépendance des Catalans. Cela a contribué à faire reculer les nationalistes, qui ont retiré leur déclaration d'indépendance.

Les institutions de l'Union européenne sont bien inspirées de continuer à s'opposer au subterfuge des nationalistes séparatistes, qui voudraient que le différent intérieur espagnol soit reconnu comme une négociation bilatérale entre Etats. La Commission et le Parlement ne doivent surtout pas se laisser entraîner dans un rôle de « médiateur », parce que cela susciterait un rejet massif non seulement de la part des électeurs de Vox, mais aussi au sein du Parti populaire et de Ciudadanos, et même dans une partie de l'électorat socialiste, et cela favoriserait la montée de sentiments anti-européens.

La Cour européenne de justice a jugé en décembre 2019 qu'un candidat à l'élection au Parlement européen jouit après son élection de l'immunité parlementaire, et que l'Espagne a donc enfreint le droit européen en refusant au républicain catalan de gauche Oriol Junqueras de prendre ses fonctions au Parlement européen. Tandis que Junqueras restait détenu en Espagne, l'ancien président régional de Catalogne Carles Puigdemont, exilé en Belgique, a bénéficié de cet arrêt de la Cour et a pu faire son entrée au Parlement européen avec Tom Comín, également réfugié en exil. En Espagne, cet arrêt a suscité quelques remarques critiques de la part des conservateurs, parce que la Cour revenait ainsi sur sa position antérieure sur la question. Néanmoins, les critiques se sont gardés de réprimander la CJUE. Depuis, la justice espagnole a demandé au Parlement européen la levée de l'immunité de Puigdemont et Comín, pour pouvoir saisir la justice belge d'une demande d'extradition.¹⁴⁷ Si le Parlement européen rejette cette demande, il faut s'attendre à une poussée massive du sentiment anti-européen en Espagne, et elle profiterait à Vox. Le conflit interne espagnol atteindrait ainsi assurément une dimension européenne, ce qui pourrait avoir des conséquences difficilement prévisibles sur l'attitude de l'Espagne à l'égard de l'UE.¹⁴⁸

-
- 139 Núñez Seixas/ Xosé, (2018) p. 20 et suivantes.
- 140 L'article 2 de la Constitution espagnole stipule : « La Constitution est fondée sur l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent et la solidarité entre elles. », cf. <https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=1&fin=9&tipo=2>.
- 141 Article 20 paragraphe 1 de la Loi fondamentale allemande : « La République fédérale est un Etat fédéral démocratique et social ».
- 142 Comme on peut le lire dans le commentaire constitutionnel de la Chambre des députés espagnole à propos de l'article 137 de la Constitution, il existe entre les constitutionnalistes espagnols au moins onze doctrines courantes sur les principes fondamentaux d'organisation de l'Espagne actuelle. Ils vont d'un « Etat pluriel » (Tierno Galván) en passant par un « Etat fédéraliste régionaliste » (Ariño) jusqu'à la conception diamétralement opposée d'un « Etat unitaire régionaliste » (Fernández Rodríguez) ; cf. <https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/sinopsis/sinopsis.jsp?art=137&tipo=2>.
- 143 Le « pluri-nationalisme » n'est le principe fondamental officiel de l'organisation de l'Etat que dans deux pays du monde : en Bolivie et en Equateur.
- 144 La déclaration d'indépendance a été retirée quelques jours plus tard. Cf. Der katalanische Separatismus : <https://www.kas.de/de/web/spanien/laenderberichte/detail/-/content/der-katalanische-separatismus>, le 06.02.2020.
- 145 Sur le nationalisme basque et la vision pan-catalane d'une « Grande Catalogne », voir également Nohlen / Kölling (2020), p.335 et suivantes.
- 146 Selon la définition de l'Office fédéral de protection de la constitution sur la distinction entre radicalisme et extrémisme, cf. : <https://www.verfassungsschutz.de/de/service/glossar/extremismus-radikalismus>.
- 147 Le Parlement européen s'accorde jusqu'à la fin de 2020 pour trancher la question de l'immunité de Carles Puigdemont. Cf. <https://www.lavanguardia.com/politica/20200611/481710424042/puig-demont-suplicatorio-euoparlamento-plazos-calendario-inmunidad.html>, le 21.08.2020.
- 148 La Commission des Affaires juridiques du Parlement européen s'attend actuellement à ce qu'une décision puisse ne pas intervenir avant la fin de l'année 2020. Cf. https://www.elconfidencial.com/espana/2020-08-20/puigdemont-sentencia-belga-ok-eurocamara-entrega_2719367/, le 21.08.2020.

12

Hongrie

Frank Spengler, Bence Bauer



La consolidation des mouvements nationaux-conservateurs face à l'affaiblissement des extrêmes droites

1. Comment ont évolué le nationalisme et le national populisme en Hongrie entre les élections européennes de 2014 et de 2019 ?

Le parti nationaliste Jobbik Magyarországért Mozgalom (Mouvement pour une meilleure Hongrie) est sorti renforcé de la super année électorale 2014, conjonction des scrutins législatifs, européens et municipaux. Il n'est toutefois par parvenu à apparaître comme une alternative crédible et viable au gouvernement formé par le Fidesz (l'Union civique hongroise) et le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP). De légères progressions dans les urnes à l'échelon local en octobre 2014 et une victoire considérée comme symbolique lors d'une législative partielle en avril 2015 ont porté le parti à son apogée. Les attentes déçues à l'occasion des législatives de 2018 et la perte importante de confiance enregistrée lors des élections européennes de 2019 ont entraîné des querelles croissantes au sein du parti sur le cap à suivre, et ont par ailleurs aussi ouvert la voie à une large coopération avec les partis de gauche, les libéraux et les verts.

Le renforcement des forces nationalistes établies

Il est difficile de comprendre l'évolution du Jobbik sans connaître le contexte dans lequel il est né puis s'est transformé depuis 2014. Le parti est issu d'un mouvement étudiant anticommuniste et national-conservateur créé en 1999. À l'origine, Jobbik est l'acronyme de Jobboldali Ifjúsági Közösség (Communauté des jeunes de droite). Si dans les années 1990, les soutiens des partis nationalistes se trouvaient plutôt à Budapest, parmi les personnes assez âgées ayant un bon niveau d'éducation, ce qui caractérise aujourd'hui les sympathisants de Jobbik, c'est qu'ils sont relativement jeunes, moins éduqués, et issus de familles rurales. Beaucoup d'entre eux ne viennent donc pas de la droite, mais sont d'anciens électeurs socialistes déçus ou d'anciens abstentionnistes. Par sa genèse et bon nombre de ses positions sur les questions sociales, le Jobbik ressemble davantage à un mouvement social défendant certains points de vue de la gauche sociale.

Le Jobbik se défend sans cesse d'être à l'extrême droite. Il se décrit lui-même comme un mouvement national utilisant parfois des méthodes radicales, comme une « nouvelle force » parlant « au nom des Hongrois ». Selon lui, ce ne sont pas ses propres positions qui sont « extrêmes », mais les « politiques néolibérales » des gouvernements précédents, de gauche et de droite. Depuis ses débuts, le Jobbik s'efforce de se démarquer des partis en place et d'acquérir une image d'antiparti. C'est pourquoi il se nomme « mouvement » et a longtemps rejeté l'ensemble de la classe politique et les autres partis. Si cette attitude a été initialement dirigée surtout contre les partis de gauche, depuis quelques temps, le Jobbik s'en prend avec véhémence à la droite représentée par le Fidesz et le KDNP. Le Jobbik n'a pas eu la même aversion à l'égard des partis libéraux verts plus récents tels que Momen-

tum et Lehet Más a Politika (LMP/ « La politique peut être différente »). La forte progression du Jobbik entre 2009 et 2015 s'explique par plusieurs facteurs. Cette évolution a débuté pendant les manifestations et les émeutes qui ont suivi la publication en 2006 de l'enregistrement secret du « discours d'Oszöd » : dans ce « discours du mensonge », le Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány reconnaissait avoir menti au peuple « depuis deux ans et demi » sur l'état réel de l'économie du pays pour assurer sa réélection en 2006. La révélation de ce mensonge a déclenché des semaines de manifestations parfois violentes, dans lesquelles les casseurs de l'ultra-droite se sont particulièrement fait remarquer. Comme le gouvernement refusait de démissionner, les manifestations se sont éternisées, et ont offert au Jobbik l'occasion d'apparaître comme une force radicale contre le parti de droite Fidesz, jugé trop pacifique. Il ne serait sans doute pas exact de faire porter sur le seul gouvernement de Ferenc Gyurcsány la responsabilité de la montée en puissance du Jobbik, mais son comportement y a en tout état de cause beaucoup contribué.

Même si l'évolution préoccupante de la situation économique hongroise jusqu'en 2011 / 2012 ne suffit pas à expliquer la place actuelle du Jobbik, son essor est néanmoins très lié à cette réalité. L'économie du pays s'est constamment dégradée à partir de 2002, parce que les réformes économiques nécessaires n'ont pas été entreprises. On peut évoquer à titre d'exemple la dette publique, passée de moins de 56 % à près de 82 % du produit intérieur brut entre l'arrivée des socialistes au pouvoir en 2002 et l'alternance de 2010. Au cours de cette période, une part croissante de la population s'est appauvrie, notamment à cause des crédits hypothécaires libellés en devises étrangères. Pour le Jobbik, cette situation a été l'occasion de critiquer les partis établis, et en premier lieu les gouver-

nements socialistes des Premiers ministres Gyurcsány et Bajnai. Les banques, les investisseurs étrangers et l'Union européenne faisaient des cibles de choix pour les attaques du Jobbik. Le parti s'est érigé en protecteur des Hongrois et a promis de défendre les citoyens dans la détresse économique. Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de l'alliance du Fidesz et du KDNP qu'a pu être engagé le redressement de l'économie, les mesures prises commençant à produire des effets perceptibles pour les Hongrois à partir de 2013. Le rétablissement de l'économie hongroise est une raison importante du déclin rampant du Jobbik depuis cette période.

L'ouverture au centre orchestrée par le chef du parti Gábor Vona a culminé en 2016 dans une lutte de pouvoir pour les postes à la tête du Jobbik. A l'instigation du président du parti, le vice-président Előd Novák, considéré comme un radical, a été poussé à démissionner. Gábor Vona avait l'intention de se débarrasser rapidement du « lest » radical, afin de rendre son parti attrayant pour un électorat plus large. Après les élections législatives de 2018, dont les résultats furent décevants pour le Jobbik, cette « métamorphose » en un « parti populaire national » culmina dans la scission du parti, et après la démission de Vona, une nouvelle direction fut élue. Le candidat de l'aile modérée, Tamás Sneider, un ancien Skinhead, l'emporta à une très courte majorité sur le représentant de l'aile radicale, László Toroczkai. De nombreux partisans du vaincu Toroczkai fondèrent alors un nouveau parti, le Mouvement Notre Patrie, auquel se joignirent plusieurs maires et quelques députés. On ne peut que s'interroger sur la réalité et le sérieux de cette ouverture du parti au centre. Même si ses dirigeants adoptent désormais un ton plus modéré, le programme et les cadres du parti sont toujours issus de la vieille époque « radicale ». La seule chose certaine,

c'est que le Jobbik va avoir de plus en plus de mal à faire le grand écart entre les attentes de ses militants et la conquête d'électeurs de droite, voire de gauche. L'opposition se répartit en Hongrie entre le Jobbik et des partis plus petits, de gauche et écologistes libéraux. Dès 2011, le vert Gergely Karácsony (devenu maire de Budapest en 2019) plaidait pour une « coalition technique » avec le Jobbik. Pour prendre le pouvoir au Fidesz, plusieurs représentants de la gauche se disaient également ouverts à une coopération avec le Jobbik, qui était à l'époque un parti encore bien plus radical. Mais les détracteurs du Fidesz adoptent une approche de plus en plus pragmatique, et montrent une perméabilité entre la gauche et le Jobbik. On en avait vu les premiers signes lors des élections locales à Ózd en octobre 2014, puis ils se sont confirmés lors de la législative partielle d'avril 2015 et enfin à l'occasion des élections municipales de 2019. Le score médiocre du Jobbik, à peine 6 % des suffrages lors des élections européennes du printemps 2019, a sans doute été l'élément déclencheur d'une coopération avec les autres partis d'opposition, autour d'un mot d'ordre : « Tous contre le Fidesz ». Dans huit villes, le Jobbik a ainsi fait élire ses maires. Toutefois, ces vainqueurs s'étaient tous présentés sans étiquette ou comme des représentants d'organisations de la société civile – tous ont été élus avec un large soutien de l'opposition. Le Jobbik a lui aussi soutenu des candidats de gauche ou libéraux, soit directement, soit en ne présentant aucun candidat face à eux. Cette démarche a manifesté la volonté d'ouverture stratégique du parti vers le centre.

Le vice-président du parti, le député européen Márton Gyöngyösi, a déclaré à l'automne 2019 que la transformation en un parti populaire était achevée. Après les élections au Parlement hongrois, le Jobbik comptait 26 députés, mais au 28 juin 2020, son groupe parle-

mentaire avait perdu neuf de ses membres. Après des querelles internes, quatre premiers députés du Jobbik ont quitté le groupe pour former le « Mouvement Notre Patrie ». Un peu plus tard, cinq autres députés du groupe les ont suivis. Désormais, le Jobbik ne compte plus que 19 députés à l'Assemblée nationale hongroise.

Naissance de nouveaux partis et mouvements nationalistes

La scission du Jobbik en 2018 a donné naissance au Mouvement Notre Patrie, qui l'accuse d'avoir « vendu son âme », puisqu'il coopère désormais avec la gauche. Il est vrai que les acteurs et le programme de Notre Patrie sont nettement plus radicaux que ceux du Jobbik. Le mouvement refuse catégoriquement toute ouverture au centre. Il considère que la coopération avec les partis de gauche constitue une trahison des idéaux des fondateurs du mouvement.

La récupération des thèmes nationalistes par les conservateurs

Pour les partis au pouvoir, le Jobbik a été depuis 2010 le principal adversaire dans les scrutins nationaux, les partis de gauche, les verts et les libéraux étant largement discrédités par leur histoire passée et par leurs querelles intestines. Les résultats électoraux ont confirmé cette thèse. Pendant les campagnes électorales, le Jobbik a cherché à se présenter comme un nouveau parti populaire, la copie jeune et « non-abîmée » du Fidesz. C'est pourquoi les adversaires du Fidesz ont reproché à ce dernier de jouer délibérément la fibre nationale, pour tenter de reprendre des électeurs de sa frange droite passés au Jobbik, ou

pour éviter qu'ils ne franchissent le pas. Il existe bien des recoupements entre les deux partis sur certaines questions (notamment la famille et l'immigration), mais le Fidesz a su se démarquer du Jobbik par une « politique de tolérance zéro » notamment vis-à-vis de la violence d'extrême droite, de l'antisémitisme et de l'antitsiganisme.

En Hongrie comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe centrale et orientale, les questions de souveraineté nationale et de patriotisme jouent un rôle particulier. L'entrée dans l'Union européenne devait permettre d'en finir avec les siècles d'oppression et d'ingérences extérieures, et de garantir l'autodétermination et l'indépendance. La majorité de la population, toutes tendances politiques confondues, soutient ces orientations. L'homogénéité de la société hongroise est perçue à bien des égards comme un facteur de stabilité politique. La protection des frontières et du territoire national et le choix des gens avec qui l'on souhaite vivre sont considérées comme des prérogatives importantes de l'Etat nation. La défense des intérêts des Hongrois de l'étranger suit la même logique et est également perçue comme l'une des grandes réussites des dernières années – par presque tous les groupes politiques. Ainsi, la mise en place de la double nationalité pour les Hongrois de l'étranger a été saluée par un large consensus de la société hongroise, et soutenue par presque tous les partis politiques présents au Parlement. En outre, l'importance accordée à l'histoire du pays, le respect des traditions et l'influence de la religion sont particulièrement forts. La mondialisation et le multiculturalisme ne suscitent pas les mêmes réactions que dans bien des pays d'Europe occidentale.

2. Quels sont les partisans d'un agenda nationaliste sur la scène politique et dans la société ?

En Hongrie, les thèmes nationalistes sont surtout portés par deux partis politiques notables par leur nombre d'adhérents et de sympathisants : le Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie) et le Mouvement Notre Patrie, né d'une scission du premier en 2018. Autour d'eux gravitent en outre nombre de petits groupements d'extrême droite ou paramilitaires, mais sans lien officiel avec ces deux partis.

Bref portrait du Jobbik

Le Jobbik se présente selon ses propres termes comme un parti populaire national situé à droite du centre de l'échiquier politique. Il se voit comme un parti populaire prêt aux coalitions et aux coopérations. Toutefois, les observateurs doutent du revirement rapide du parti, qui s'est détourné d'une orientation explicitement nationaliste. Ils soupçonnent qu'au fond, seul le discours a changé. Le parti donne en outre le sentiment qu'il n'a absolument pas encore trouvé sa véritable identité. Son changement d'orientation politique a entraîné des « dommages collatéraux » considérables. Pour de nombreux adhérents et sympathisants, le Jobbik a sacrifié son identité antérieure en quête de nouveaux électeurs. La pérennité de ce changement de cap est extrêmement incertaine. Les derniers sondages témoignent d'un recul dans l'électorat. Depuis 2020, le président du parti est Péter Jakab. Le nombre d'adhérents annoncé est d'environ 15.000, mais ce chiffre a sans doute diminué.

Bref portrait du Mouvement Notre Patrie

L'ancienne place du Jobbik est occupée aujourd'hui par le Mouvement Notre Patrie, issu d'une scission du premier. Il s'agit d'une petite association d'extrême droite qui compte quelques centaines de personnes. Le chef du parti est László Toroczkai, qui a été élu en 2013 maire d'Ásotthalom, une petite commune à la frontière avec la Serbie.

3. Quels sont les thèmes nationaux mis en avant par ces nationalistes ?

Au début, à partir de 2003, l'épine dorsale du programme du Jobbik était faite d'une politique anti-tsigane et antisémite. Plus tard la critique de la mondialisation et surtout de la « vente au rabais » de l'industrie nationale et des entreprises de services à des investisseurs étrangers ont davantage occupé le discours, tout comme le rejet de l'Union européenne. La question des réfugiés ne jouait qu'un rôle secondaire, dans la mesure où le refus de l'immigration clandestine et la protection des frontières extérieures sont de toute façon des thèmes repris par beaucoup de partis politiques. Pour la majorité des Hongrois, l'adoption d'une politique plus restrictive à l'égard des réfugiés n'est pas le marqueur d'une politique nationaliste. Mais aujourd'hui, le Jobbik se donne l'image d'un parti populaire moderne, attentif à la famille, qui veut aborder dans un esprit constructif les défis qui se posent au pays et les maîtriser pour l'avenir. Très tôt il s'est attaché à éveiller l'intérêt des Hongrois par ses apparitions publiques. En outre, comme beaucoup d'autres mouvements nationalistes en Europe, le parti est très présent sur les réseaux sociaux. Internet est son principal support de communication. Pendant longtemps, le Jobbik a été le seul parti hongrois disposant d'un site web en anglais.

Les problèmes d'intégration

Après avoir vécu pendant des siècles en Hongrie et bien qu'ils aient adopté la langue hongroise et la foi chrétienne, les Roms sont perçus comme insuffisamment intégrés. La ghettoïsation et l'exclusion sociale sont les principaux obstacles à la réussite de leur intégration. Le difficile processus d'intégration de la minorité Rom dans le pays a été l'un des grands axes de la communication du Jobbik. Le parti a propagé la notion de « criminalité tsigane », l'équivalent de ce que les milieux d'extrême droite allemands qualifient de « criminalité des étrangers ». Le faible statut social des Roms serait, selon le Jobbik, responsable d'un taux de criminalité supérieur parmi cette population. L'argument contient des éléments de « chauvinisme du bien-être », puisque la population Rom est particulièrement vulnérable à d'éventuelles sanctions comme la suppression des aides sociales ou les restrictions d'accès aux services publics de base.

L'antisémitisme

Pour de nombreux observateurs politiques, le Jobbik continue d'être un parti antisémite, même si son ancien président Gábor Vona s'est évertué à se débarrasser de cette image. En 2016, il envoyait ses vœux aux communautés juives au moment de la fête d'Hanoukka. Mais le geste n'était pas apparu crédible, et les communautés juives s'étaient immédiatement démarquées de ces « tentatives de rapprochement ». Les blessures laissées par la première période du Jobbik, lorsqu'il s'en prenait à Israël et au judaïsme, sont encore trop profondes et douloureuses. Fin 2012, un député du Jobbik avait demandé à l'Assemblée nationale que soit établie une liste de tous les juifs travaillant au Parlement. Aux élections municipales de 2019,

un ancien député de l'Assemblée nationale hongroise, qui avait craché peu de temps auparavant sur un mémorial de l'holocauste, a été élu sous l'étiquette du Jobbik à l'assemblée locale du comitat de Hajdú-Bihar. Tant que ce genre de personnes occupera des responsabilités politiques au sein du Jobbik, la majorité des Hongrois aura du mal à croire que le parti a définitivement tourné la page de l'antisémitisme.

Les questions sociales

Le Jobbik dénonce régulièrement la politique économique « ordolibérale » du gouvernement. Sa critique repose avant tout sur les conséquences économiques et sociales de la prétendue « vente au rabais » des entreprises hongroises à des investisseurs étrangers. Pour lui, le pays serait devenu l'atelier délocalisé des grands groupes internationaux. Les Hongrois seraient les perdants de l'intégration européenne, et seraient devenus des citoyens de deuxième classe. Avec d'autres partenaires des pays d'Europe centrale et orientale, le Jobbik a lancé une initiative citoyenne pour l'institution d'un salaire minimum européen. Ce témoignage de l'intérêt du parti pour les questions sociales n'a toutefois pas suscité beaucoup de soutien. Le Jobbik a également participé à des manifestations de l'opposition contre la nouvelle loi sur le temps de travail, qui permet notamment aux employeurs de convenir à l'amiable d'une forte augmentation du nombre d'heures supplémentaires. Les augmentations des salaires réels de 2013 à 2019 et l'amélioration générale du niveau de vie a toutefois beaucoup atténué l'impact de la critique.

La politique étrangère

Les divers pays d'Europe centrale et orientale ont des visions différentes des relations avec la Russie. En Hongrie, les rapports avec la Russie sont traditionnellement plus étroits qu'en Pologne ou dans les pays baltes, par exemple. Il existe néanmoins un consensus entre les pays sur le besoin d'un équilibre stratégique entre coopération et inimitié. Dans le passé, le Jobbik s'est longtemps fait remarquer par ses prises de position très russophiles, mais elles se font désormais plus rares. Lors du « référendum sur la Crimée », une délégation du parti s'est rendue dans la péninsule et dans les territoires séparatistes de l'Est de l'Ukraine. Le Jobbik considère que la Hongrie doit jouer un rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest.

En 2015, le Parlement européen a voté la levée de l'immunité parlementaire du député européen du Jobbik Béla Kovács, soupçonné d'espionnage au profit de la Russie. Jusqu'en février 2016, le Jobbik était membre de l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN), créée en 2009 à Budapest. Depuis 2013, Béla Kovács est le président de cette alliance de partis, mais depuis 2016, il n'est plus membre du Jobbik. En 2017, l'alliance a été contrainte de s'enregistrer auprès de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes. L'enregistrement de l'AEMN a été refusé, parce qu'elle ne comptait pas suffisamment de membres. Aucun des partis de l'alliance n'est parvenu à remporter un mandat lors des dernières élections européennes. Selon ses propres déclarations, le Jobbik n'a plus aucun lien avec l'AEMN depuis le départ de Béla Kovács. La coopération avec les principaux autres partis nationalistes d'Europe s'est surtout heurtée jusqu'à présent à la résistance du Front National. La coopération avec des partis nationalistes de second plan se poursuit, mais à un niveau très réduit.

4. Quel rôle joue la politique européenne pour le nationalisme et ses acteurs ?

Le Jobbik n'a été intégré ni en 2009 ni en 2014 au groupe des nationalistes au Parlement européen. Depuis 2019, il dispose d'un député européen (non-inscrit), et souhaite selon ses propres dires devenir membre du Parti populaire européen (PPE).

Consolidation du discours eurosceptique

Le Jobbik s'est longtemps opposé à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, certains de ses représentants allant même jusqu'à brûler le drapeau européen pour marquer l'opinion publique. Mais cette opposition s'est rapidement relativisée. Aujourd'hui, le parti est fondamentalement favorable à l'appartenance du pays à l'UE, dans la mesure où cela présente un intérêt pour la Hongrie. A l'automne 2017, le chef du parti Gábor Vona a même proposé que la Hongrie adopte l'euro. Même pour les partisans indéfectibles du Jobbik, ce retournement est apparu très soudain et très surprenant, après que le parti ait pendant des années critiqué en permanence l'UE et alimenté les discours anti-européens. Après ce changement d'attitude officielle considérable, le Jobbik critique aujourd'hui la politique européenne du gouvernement hongrois, qu'il accuse d'isoler la Hongrie dans l'UE, ce qui l'empêcherait de faire valoir efficacement ses intérêts.

Le Mouvement Notre Patrie continue en revanche de critiquer fermement l'Union européenne. Selon son président László Toroczkai, la situation actuelle rappelle la dictature et l'Union soviétique, et la vision d'avenir des Etats-Unis d'Europe n'est rien d'autre qu'une avancée vers un pouvoir colonial.

Le Jobbik et Notre Patrie – comme toutes les autres formations politiques importantes en Hongrie – sont favorables à l'élargissement de l'UE. Tandis que le Mouvement Notre Patrie est profondément hostile à un approfondissement de l'UE, sauf sur les questions économiques, on décèle chez le Jobbik les signes d'une attitude plus favorable à l'intégration européenne. On peut notamment interpréter en ce sens l'initiative en faveur d'un salaire minimum européen, ou la demande que l'UE exerce un contrôle du respect de la liberté des médias dans les pays membres. Toutefois, les deux sujets sont sans doute davantage destinés à l'opinion publique nationale, et ne révèlent pas nécessairement un véritable engouement pour l'approfondissement de l'UE.

Développement d'un nationalisme européen « exclusif »

Dans son programme, le Jobbik parle explicitement d'une identité européenne. Il considère qu'il est de la responsabilité de la Hongrie de protéger les valeurs chrétiennes.

5. A quelles évolutions peut-on s'attendre de la part des nationalistes entre 2019 et 2024 ?

Par rapport à d'autres Etats issus du bloc de l'Est, la situation politique en Hongrie semble plutôt stable. Depuis les premières élections suivant la transition, aucun mandat n'a été écourté. Le soutien populaire à l'alliance Fidesz-KDNP reste très important. Dans l'opposition, après les municipales de 2019, des changements significatifs sont intervenus, même si certaines des tendances qui semblent se dégager ne peuvent pas encore être considérées comme pérennes. Il faut en particulier attendre pour savoir si la coopération qui s'amorce entre tous les partis d'opposition tiendra jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues en avril 2022. En outre, des facteurs externes (par exemple l'immigration ou l'évolution de la situation économique) pourraient modifier de manière significative le paysage politique national et régional. En Hongrie, l'appartenance à l'Union européenne est déjà beaucoup plus appréciée par la population que dans bien d'autres pays. Tous les partis qui comptent prôner une politique pro-européenne. Les dirigeants politiques hongrois ont toujours dit qu'ils faisaient partie du cœur de l'Europe et qu'ils étaient prêts à s'engager pour concevoir une Europe des valeurs chrétiennes. On peut supposer que la Hongrie va s'impliquer encore davantage à l'avenir dans la construction européenne, pour défendre ses propres intérêts et valeurs. Pour la politique hongroise, le fondement d'une Europe forte passe par des Etats nations forts. En matière de sécurité et de politique économique, la Hongrie est sans doute prête à soutenir de nouvelles avancées de l'intégration européenne.

Scénario 1 : La poursuite de la montée en puissance des eurosceptiques et des anti-européens

Si la situation économique de la Hongrie se détériorait radicalement, les eurosceptiques en seraient renforcés. Une crise économique, des problèmes d'intégration ou des conflits sociaux pourraient diviser davantage le pays. Mais à l'heure actuelle, on ne voit pas se profiler de telles évolutions. Dans ce contexte, l'attitude des institutions européennes vis-à-vis des pays membres est également importante. Le gouvernement hongrois plus que d'autres critique à cet égard le manque de prise en compte de la diversité des situations et des intérêts nationaux, et accuse l'UE de ne pas traiter tous les pays selon les mêmes critères. Les questions de sauvegarde de l'identité et de défense de la souveraineté nationale sont en tête des priorités politiques des partis au pouvoir. La marge de manœuvre des mouvements nationalistes sur ces sujets est donc très restreinte.

Si le Mouvement Notre Patrie se professionnalisait, si le potentiel de contestation s'accroissait en Hongrie et si le Jobbik ne parvenait pas à définir clairement sa position sur l'échiquier politique, Notre Patrie pourrait apparaître davantage comme une alternative nationaliste. On peut imaginer qu'une partie de l'électorat sensible à la rhétorique nationaliste, ne se retrouvant plus dans les idées du Jobbik, se tourne alors davantage vers Notre Patrie. Mais l'ampleur d'un tel basculement serait sans doute limitée.

Scénario 2 : Le renforcement des pro-européens

Si les forces modérées au sein du Jobbik déterminent durablement la ligne de conduite du parti, on peut s'attendre à ce que son discours se fasse plus pro-européen. Mais on ne sait pas encore dans quelle mesure la base électorale du parti acceptera cette mutation. Les partis et mouvements concurrents à l'extrême droite s'opposeront en tout cas d'autant plus clairement à l'Union européenne.

Scénario 3 : Des changements à la marge par rapport au statu quo

La relative stabilité du système politique hongrois plaide pour ce scénario. On devrait surtout assister à des mouvements de l'électorat au sein du bloc d'opposition, surtout que la question du chef n'est pas tranchée, et que d'autres mouvements pourraient voir le jour à côté des partis en place. Puisque le Jobbik privilégie en ce moment la coopération avec les autres partis d'opposition, il est peu probable qu'il revienne à un agenda plus radicalement nationaliste, car cela susciterait des tensions massives au sein du parti. Il est plus probable qu'il continue de défendre ses positions actuelles au sein du Parlement et dans les communes. Si le Mouvement Notre Patrie ne réussit pas sa percée politique, il poursuivra sa politique nationaliste radicale à son faible niveau actuel de popularité, la clientèle électorale intéressée par une telle politique étant numériquement restreinte.

Scénario spécial : La démocratie en Europe menacée par l'extrémisme de droite (militant) / les ébauches nationales d'une démocratie capable de se défendre au niveau européen

L'extrémisme de droite en Hongrie et les ramifications nées de ses coopérations en Europe n'atteignent pas dans leur radicalité la forme que prennent les autres groupes politiques européens. Pour le gouvernement hongrois, avancer vers une démocratie capable de se défendre, c'est reconnaître les problèmes qui existent au sein de la société hongroise (inclusion des Roms, niveau de vie de la population, immigration, etc.), les nommer et les résoudre, avant que les nationalistes ne s'en emparent. Avec sa politique de tolérance zéro, en s'appuyant sur l'Etat de droit, il fixe en outre des limites étroites aux extrémistes.

Fiche info – Les Hongrois de l'étranger

Frank Spengler, Bence Bauer

Après la Première Guerre mondiale, la Hongrie perd plus des deux tiers de son territoire historique par le traité de Trianon. Suite à cela, de nombreux Hongrois reviennent vers leur pays d'origine, mais beaucoup restent dans les zones anciennement intégrées à l'Empire austro-hongrois. Sur les quelques 15 millions de Magyars à travers le monde, les deux tiers vivent en Hongrie. Des estimations sérieuses considèrent que parmi les Hongrois de l'étranger, environ 2,5 millions vivent dans les pays voisins, la plupart en Roumanie, en Serbie, en Ukraine et en Slovaquie, et moins en Croatie, en Slovénie et en Autriche.

Dans ces pays, les personnes d'origine hongroise sont aujourd'hui reconnues comme une minorité autochtone, mais ont subi des sorts divers et changeants au fil des ans. Après la Seconde Guerre mondiale, une partie de ces minorités hongroises a été déplacée ou a subi des représailles. Les partis et les représentants de la minorité hongroise participent à la vie publique de leur pays. Leur situation s'est globalement améliorée ces dernières années, mais diverses difficultés subsistent dans la cohabitation avec la population majoritaire dans chaque pays. Selon les dires des minorités hongroises sur place, la coexistence pacifique entre les groupes ethniques est compliquée par les discriminations, les velléités d'assimilation et surtout l'expatriation. Les Hongrois de l'étranger critiquent surtout les lois régissant la langue, la scolarité et la nationalité dans certains pays, parce qu'elles font obstacle à leur autonomie culturelle.

Depuis un changement de la loi en 2011, les Hongrois de l'étranger peuvent demander plus facilement leur naturalisation en Hongrie. Environ 1,1 million de personnes – vivant pour la plupart dans les pays voisins – ont bénéficié de ce dispositif. Depuis les élections législatives de 2014, les Hongrois de l'étranger inscrits sur les listes électorales disposent d'un droit de vote (lors des scrutins de liste uniquement). On leur a ainsi donné une possibilité d'expression politique, qui représente avant tout une participation symbolique à la vie publique de leur patrie d'origine.

La Hongrie reconnaît 13 minorités nationales autochtones, auxquelles elle accorde des droits importants. C'est notamment le cas des Allemands de Hongrie, représentés depuis 2014 par un porte-parole à l'Assemblée nationale hongroise, et qui ont même depuis 2018 leur propre député. Quand on la compare à la situation sur le plan international, la législation hongroise sur les minorités fait très bonne figure. La Hongrie compte sur la réciprocité dans les pays voisins pour améliorer les conditions de vie de leurs minorités hongroises.

Fiche info – L'antitsiganisme

Frank Spengler, Bence Bauer

Le concept d'antitsiganisme englobe les ressentiments et la discrimination à l'égard de la minorité ethnique des Sinti et Roms. Le terme provient du mot hongrois « cigány » (« tsiganes ») souvent employé pour décrire cette minorité. Les Roms vivent en Hongrie depuis le 15^{ème} siècle. Lors du recensement de 2011, près de 300.000 personnes se sont identifiées comme Roms ou « cigány ». Selon certaines estimations, la part des Roms dans la population hongroise serait toutefois supérieure, beaucoup n'osant pas afficher leur appartenance à cette communauté de peur d'être stigmatisés. Les Roms continuent d'être la cible de l'hostilité et du racisme des groupes et partis d'extrême droite. Pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne en 2011, le gouvernement hongrois a réussi à imposer une stratégie européenne d'intégration des Roms et Sinti.

Comme beaucoup de Roms n'avaient pas de formation professionnelle, dans la Hongrie socialiste d'après-guerre, les hommes travaillaient beaucoup dans la métallurgie, tandis que les femmes occupaient surtout des emplois dans l'industrie textile. La fin de l'économie socialiste planifiée a donc touché plus durement la communauté rom que les autres pans de la société hongroise. Du fait de leurs difficultés d'accès à la formation, les Roms sont encore insuffisamment intégrés sur le marché du travail ordinaire.

Les inégalités que subissent les Roms ne se limitent toutefois pas aux mondes de l'éducation et des entreprises, elles ont aussi des conséquences en matière de logement. On pense notamment dans ce contexte aux conséquences de l'exclusion sociale, à la « ghettoïsation » en limite des villages ou dans certains quartiers des villes, et au risque de communautarisme. C'est pourquoi les groupes d'extrême droite attisent les peurs au sein de la population hongroise, et tentent de renforcer les préjugés de la majorité à l'encontre des Roms. Dans la langue courante, l'emploi du terme « cigány » est souvent péjoratif.

L'autonomie administrative des Roms instaurée il y a vingt ans permet d'essayer d'améliorer la situation de la communauté dans le pays. Mais son niveau d'éducation reste inférieur à celui de l'ensemble de la population hongroise, et elle est davantage confrontée à l'échec scolaire. Le gouvernement tente depuis 2011 de mettre en place localement des mesures de soutien à l'emploi pour favoriser le retour d'une grande partie des chômeurs vers le monde du travail. Selon des informations non-officielles, les Roms seraient particulièrement concernés par ces dispositifs.

13

Recommandations politiques

Peter Fischer-Bollin, Oliver Ernst

Recommandation n° 1 : Promouvoir la diversité et la tolérance en faisant vivre la subsidiarité

La politique européenne doit renforcer l'idée de la diversité et de la tolérance à l'égard des autres cultures et des autres modes de pensée. Sans diversité et sans mise en concurrence des idées pour l'influence, le leadership intellectuel et politique et la prospérité, l'essor de l'Europe au fil des siècles n'aurait pas été concevable. Les citoyens ne veulent pas de l'uniformité, et elle ne renforce pas l'Europe. Est responsable qui est compétent : de la famille aux communes, aux régions, aux Etats et à l'Union européenne. Le principe de subsidiarité doit être rappelé clairement chaque jour.

Recommandation n° 2 : Des campagnes européennes contre l'égoïsme national

Nous avons besoin d'une campagne placée sous l'égide de l'Union européenne : les pays membres et les pays candidats à l'adhésion doivent sceller leurs valeurs communes et conforter l'idée qu'il faut surmonter les égoïsmes nationaux. Sans arrogance et sans suffisance, il faut faire comprendre que les nations européennes sont tributaires les unes des autres.

Les partis et les responsables politiques doivent résister à la tentation d'abuser des règles de la coopération – sur le plan international, mais a fortiori entre partenaires européens – pour justifier des décisions discutables. Ils ne doivent pas se prétendre plus souverains qu'ils ne le sont. Ensemble, les nations européennes œuvrent mieux pour la liberté, la sécurité et la prospérité de leurs citoyens qu'elles ne le peuvent séparément. La rhétorique souverainiste est dommageable dans la durée. Les effets de communication n'ont qu'une durée de vie courte, et ouvrent bien souvent la voie aux forces nationalistes.

Voilà qui accroît la capacité d'action et de communication de l'Union européenne. L'action perçue par l'opinion est le meilleur outil contre le nationalisme.

Recommandation n° 3 : Prendre au sérieux les peurs face à la perte des repères

Les partis et les responsables politiques pro-européens doivent prendre au sérieux la peur des citoyens de voir s'abolir les limites en Europe – et dans le monde – et ils doivent élaborer des stratégies de communication pour répondre à cette peur. La cohésion de l'Europe est une protection indispensable contre les conséquences de la concurrence mondiale entre les systèmes. Elle est au service de la liberté, de la sécurité et de la prospérité de ses citoyens. C'est le meilleur argument de la politique européenne commune, et il doit se faire plus percutant. Une politique d'immigration motivée sur ces bases peut jouer un rôle central dans la lutte contre le nationalisme.

Les partis politiques du centre et de la droite démocratique doivent s'opposer fermement aux idées nationalistes dominantes. Sur le long terme, nous

devons transformer la culture politique en Europe : c'est ainsi que les nationalistes, « contraints de s'adapter », se modèreront, et que l'instrumentalisation des démarches nationales à des fins populistes perdra son intérêt. Pour cela, il faut que les partis traditionnels renoncent à toute ambiguïté dans leurs programmes.

Recommandation n° 4 : Entretenir des cultures européennes communes de la mémoire

Le nationalisme se nourrit de récits historiques. Ils sont forts et intacts. Après des décennies de division du continent, le narratif européen porteur de sens manque encore de force. Trente ans après la fin du communisme et le début de la transition des pays d'Europe centrale et orientale, le désir de liberté et d'unité ne doit pas tomber dans l'oubli. Il doit former le cœur d'une politique de l'histoire commune, et il doit être entretenu. Des programmes comme *European Remembrance 2020* doivent être pérennisés, ils doivent devenir nettement plus visibles et gagner considérablement en portée.

Recommandation n° 5 : La lutte contre le nationalisme extrémiste et ses réseaux

La coopération en réseau des autorités de sécurité nationales de toute l'Europe doit être étendue en fonction des groupes cibles spécifiques. C'est la seule façon de faire face à un milieu antidémocratique, extrémiste, nationaliste, et prêt à recourir à la violence, et c'est la seule façon de mettre en place des programmes européens de déradicalisation. La Commission européenne doit – comme elle l'a fait pour lutter contre la désinformation pendant la pandémie de Covid-19 – mettre en place un programme pour analyser l'influence des acteurs extérieurs qui encouragent le nationalisme dans les pays de l'Union européenne. Les résultats de ces analyses doivent être communiqués à l'opinion publique.

Le Parlement européen et les parlements nationaux doivent considérablement renforcer leur coopération dans ce domaine.

Recommandation n° 6 : Une politique européenne de l'éducation contre les opinions nationalistes parmi les jeunes

La politique européenne en matière d'éducation dispose de nombreux instruments pour transmettre à la jeunesse des valeurs européennes et antinationalistes. Il faut s'en servir davantage. Il est important de s'adresser à tous les groupes et tous les milieux de la société. Les programmes de dialogue qui favorisent l'échange et la coopération entre les jeunes à l'école, dans la formation professionnelle, dans la formation continue et dans le travail, existent. Il faut les intensifier – et notamment dans les formations non-universitaires.

14

Les auteures et auteurs de l'étude

Bence Bauer

Coordinateur de projet du bureau hongrois,
Konrad-Adenauer-Stiftung Budapest

Gabriele Baumann

Directrice du projet pour les pays nordiques,
Konrad-Adenauer-Stiftung Stockholm

Norbert Beckmann-Dierkes

Directeur du bureau Serbie et Monténégro,
Konrad-Adenauer-Stiftung Belgrade

Mikko von Bremen

Attaché de recherche du projet pour les pays
nordiques, Konrad-Adenauer-Stiftung Stockholm

Felix Dane

Ancien directeur du bureau Grande-Bretagne
et Irlande (d'avril 2018 à juin 2020), Konrad-
Adenauer-Stiftung Londres

Dr. Oliver Ernst

Conseiller Démocratie et droits de l'homme,
Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin

Dr. Peter Fischer-Bollin

Chef du département Analyse et conseil,
Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin

Richard Forsén

Attaché de recherche du projet pour les pays
nordiques, Konrad-Adenauer-Stiftung Stockholm

Martin Friedek

Attaché de recherche du bureau Espagne
et Portugal, Konrad-Adenauer-Stiftung Madrid

Dr. Nino Galetti

Directeur du bureau Italie,
Konrad-Adenauer-Stiftung Rome

Thorsten Geißler

Directeur du bureau Bulgarie,
Konrad-Adenauer-Stiftung Sofia

Suzanna Grubješić

Politologue et auteure, Belgrade

Dr. Wilhelm Hofmeister

Directeur du bureau Espagne et Portugal,
Konrad-Adenauer-Stiftung Madrid

Caroline Kanter

Directrice du bureau France,
Konrad-Adenauer-Stiftung Paris

Dr. Angelika Klein

Directrice du bureau Pologne
(d'octobre 2016 à septembre 2020),
Konrad-Adenauer-Stiftung Varsovie

Dr. Isabelle-Christine Panreck

Institut Hannah-Arendt de recherche
sur le totalitarisme, Université technique
de Dresde

Silke Schmitt

Attachée de recherche,
Konrad-Adenauer-Stiftung Rome

Frank Spengler

Directeur du bureau Hongrie,
Konrad-Adenauer-Stiftung Budapest

Nele Katharina Wissmann

Attachée de recherche du bureau France,
Konrad-Adenauer-Stiftung Paris

Références bibliographiques

021.rs : *Šta misle građani Srbije o NATO dve decenije posle bombardovanja* ?, « Was denken die Bürger Serbiens über die NATO zwei Jahrzehnte nach den Bombenangriffen », 22.03.2019, dans : <https://www.021.rs/story/Info/Srbija/210719/Sta-misle-gradjani-Srbije-o-NATO-dve-decenije-posle-bombardovanja.html>, [03.08.2020].

- A Aftonbladet : *Åkesson : Muslimerna är vårt största utländska hot*, 19.10.2009, dans : <https://www.aftonbladet.se/debatt/a/Vrx8zd/akesson-muslimerna-ar-vart-storsta-utlandska-hot>, [27.03.2020].

ANSA : *Crisi : Cnel, nessuna regione ha recuperato benessere 2008*, 12.12.2019, dans : http://www.ansa.it/ansa2030/notizie/data_news/2019/12/12/crisi-cnel-nessuna-regione-ha-recuperato-benessere-2008_31bc7a20-03f9-4b5c-ae28-ed7d887b50d2.html, [20.01.2019].

Aydıntaşbaş, Asli : *From Myth to Reality how to Understand Turkey's Role in the Western Balkans*, 13.03.2020, dans : https://www.ecfr.eu/publications/summary/from_myth_to_reality_how_to_understand_turkeys_role_in_the_western_balkans, [03.08.2020].

- B B92 : *Serbia has many friends – but Hungary is special*, 11.09.2017, dans : https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2017&mm=09&dd=11&nav_id=102285, [03.08.2020].

Balcerzak, Agnieszka : *Gott, Ehre, Vaterland. Das Wiederaufleben rechtsextremer Strömungen*, in Polen nach der Wende von 1989, dans : Götz, Irene / Roth, Klaus / Marketa, Spiritova (Ed.) : *Neuer Nationalismus im östlichen Europa*, Wetzlar 2017, p. 202–267.

Brexit-Party, *Contract with the people*, dans : <https://www.thebrexitparty.org/contract/>, [27.07.2020].

Buras, Piotr : *Brüssel ist weit weg*, 06.05.2020, dans : <https://www.welt.de/debatte/kommentare/plus207746955/Gefaehrdete-Demokratie-Polen-erliegt-der-autoritaeren-Versuchung.html>, [03.08.2020].

Buras, Piotr : *Polen und die EU : Neue EU-Skepsis*, 02.03.2018, dans : <https://www.bpb.de/apuz/265505/polen-und-europa-neue-eu-skepsis?p=all>, [03.08.2020].

- C Cazes, Marie : *Populism in evolution Suomessa*, 21.12.2019, dans : politiikasta.fi, 21.12.2019, <https://politiikasta.fi/populism-in-evolution-suomessa/>, [19.03.2020].

Center for Social Dialogue and Regional Initiatives CDDRI : *Normalization of Relations between Belgrade and Pristina – A Long Walk to Agreement*, 23.10.2020, dans : <http://www.belgradeforum.org/normalization-of-relations-between-belgrade-and-pristina-a-long-walk-to-agreement/>, [03.08.2020].

Chapmann, Annabelle : *Where Gender meets Nationalism*, 28.08.2019, dans : <https://berlinpolicyjournal.com/where-gender-meets-nationalism/>, [03.08.2020].

China-CEE.eu : *Serbia External Relations Briefing Foreign Policy Outlook for Serbia in 2018*, 19.03.2018, dans : <https://china-cee.eu/2018/03/19/serbia-external-relations-briefing-foreign-policy-outlook-for-serbia-in-2018/>, [03.08.2020].

Çipa, Akri : *EU and US Must Counter Russia and China's Presence in the Balkans*, 20.08.2019, dans : <https://theglobepost.com/2019/09/20/russia-china-balkans/>, [03.08.2020].

Commissariat for Refugees and Migration Republic of Serbia : *Комесаријат за избеглице и муштрајуце* *Penybluka Србуја* : <http://www.kirs.gov.rs/wb-news.php>, [03.08.2020].

Congreso.es : *Constitución española : Sinopsis artículo 147*, dans : <https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/sinopsis/sinopsis.jsp?art=147&tipo=2>, [03.08.2020].

Congreso.es : *La Constitución española*, dans : <https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=1&fin=9&tipo=2>, [03.08.2020].

Congressional Research Service : *Serbia : Background and U.S. Relations*, 16.11.2018, dans : <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R44955/12>, [03.08.2020]

Cosic, Jelena / Marzouk, Lawrence / Angelovski, Ivan : *British Nationalist Trains Serb Far-Right for 'Online War'*, 01.05.2018, dans : <https://balkaninsight.com/2018/05/01/british-nationalist-trains-serb-far-right-for-online-war-04-30-2018/>, [03.08.2020].

Csaky, Zselyke / Schenckan, Nate : *Confronting Illiberalism*, dans : <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2018>, [03.08.2020].

- D Danas Online : *UNS : Novac Beograđana ponovo medijima koji krše kodeks*, « Mittel für Medien, die gegen den Journalistenkodex verstoßen », dans : <https://www.danas.rs/drustvo/uns-novac-beogradjana-ponovo-medijima-koji-krse-kodeks/>, [03.08.2020].

Danas.rs : Obradović : *Uspešna poseta Dveri Bundestagu*, « Vertreter der Bewegung Dveri zum Arbeitsbesuch im Bundestag », 20.12.2020, dans : <https://www.danas.rs/politika/predstavnici-dveri-u-radnoj-poseti-bundestagu/>, [03.08.2020].

Di Francesco, Niccolò : *Sondaggi politici elettorali oggi 22 maggio 2020 : la Lega cala ancora, Fratelli d'Italia adesso tallona il M5S*, <https://www.tpi.it/sondaggi/sondaggi-politici-elettorali-oggi-22-maggio-2020-20200522606662/>, [22.05.2020].

Douglas, Jason : *Election Raises New Questions About the U.K.'s Union*, 31.10.2019, dans : <https://www.wsj.com/articles/election-raises-new-questions-about-the-u-k-s-union-11572548950>, [27.07.2020].

Ds.org : *BECTI*, dans : <https://www.ds.org.rs/>, [03.08.2020].

DUP Wahlprogramm : *Let's get the UK Moving again. Manifesto General Election 2019*, dans : <https://www.mydup.com/>, [27.07.2020].

Dveri.ris : *ДБЕРИ*, dans : <https://dveri.rs/>, [03.08.2020]

DW : *Massenproteste gegen strengeres Abtreibungsgesetz in Polen*, 23.03.2018, dans : <https://www.dw.com/de/massenproteste-gegen-strengerer-abtreibungsgesetz-in-polen/a-43111984>, [03.08.2020].

DW : *Serbian PM Ana Brnabic : Srebrenica 'a terrible crime', not genocide*, 15.11.2018, dans : <https://www.dw.com/en/serbian-pm-ana-brnabic-srebrenica-a-terrible-crime-not-genocide/a-46307925>, [03.08.2020].

- E Elconfidencial.com : https://www.elconfidencial.com/espana/2020-08-20/puigdemont-sentencia-belga-ok-eurocamara-entrega_2719367/, [21.08.2020].

Elgenius, Gabriella / Rydgren, Jens : *Frames of nostalgia and belonging : the resurgence of ethno-nationalism in Sweden*, European Societies, vol. 21, n° 4, p. 583–602.

Erixon, Dick : *SD vill bygga konservativt block i Europa, Samtiden 2019-02-12*, 12.02.2019, dans : <https://samtiden.nu/2019/02/sd-vill-bygga-konservativt-block-i-europa/>, [15.04.2020].

Europäisches Parlament : *Globalstat* : dans : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2018/623557/EPRS_ATA\(2018\)623557_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2018/623557/EPRS_ATA(2018)623557_EN.pdf).

European Commission : *Commission Staff Working Document*, 29.05.2019, dans : <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20190529-serbia-report.pdf>, [03.08.2020].

EWB Archives : *Serbian and European Right Wing*, 10.02.2016, dans : <https://europeanwesternbalkans.com/2016/02/10/serbian-and-european-right-wing/>, [03.08.2020].

F Filozofija info : *Da li je odzvonilo nacionalizmu u Srbiji*, 18.09.2013, dans : <http://novi.filozofijainfo.com/2013/09/18/da-li-je-odzvonilo-nacionalizmu-u-srbiji/>, [03.08.2020].

Ford, Robert / Goodwin, Matthew : *A Nation Divided*, dans : *Journal of Democracy*, 28 (2017) 1, p. 17–30.

Forum für ethnische Beziehungen : *Nationale Minderheiten in den Beziehungen Serbiens zu den Nachbarn : Der Status der nationalen Minderheiten in Serbien und die EU-Verhandlungen : Die Rolle der Nachbarländer*, Forum für ethnische Beziehungen, année 7, numéro 1., p. 9–19.

Forza Nuova : <http://www.forzanuova.eu/>, [20.01.2019].

FOTW Flags Of The World : *Serbia : Political Parties and Movements*, 24.07.2019, dans : <https://fotw.info/flags/rs%7D.html>, [03.08.2020].

Fritz, Philip : *Das Gesicht der Rechtsextremen*, 09.11.2018, dans : <https://www.welt.de/politik/ausland/plus183563692/Krzysztof-Bosak-Das-Gesicht-der-polnischen-Rechtsextremen.html>, [03.08.2020].

Fritz, Philipp : *In Polen eignen sich Homosexuelle noch als Feindbild*, 11.10.2019, dans : <https://www.welt.de/debatte/kommentare/article201654336/Parlamentswahl-In-Polen-eignen-sich-Homosexuelle-noch-als-Feindbild.html>, [03.08.2020].

G Galte Schermer, Isabelle : *Utbildningsnivå – utrikes födda*, 02.03.2020, dans : <https://www.ekonomifakta.se/fakta/arbetsmarknad/integration/utbildningsniva/>, [15.04.2020].

Gatti, Claudio : *I demoni di Salvini. I postnazisti e la Lega*, Milan 2019.

Gnauck, Gerhard : *Droht ein Polexit ?*, Frankfurter Allgemeine Zeitung, dans : <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/droht-ein-polexit-aus-der-eu-16620838.html> [10.08.2020]

Gnauck, Gerhard : *Pater Rydzyk : Radio Maryja und der Antisemitismus*, 12.01.2010, dans : <https://www.welt.de/politik/ausland/article5175327/Pater-Rydzyk-Radio-Maryja-und-der-Antisemitismus.html>, [03.08.2020].

Grasse, Alexander / Grimm, Markus : *Populisten an der Regierung. Italien nach der Parlamentswahl vom März 2018*, dans : Brinkmann, Heinz Ulrich / Panreck, Isabelle-Christine (Ed.), *Rechtspopulismus in Einwanderungsgesellschaften. Die politische Auseinandersetzung um Migration und Integration*, Wiesbaden 2019, p. 315–350.

Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland : *Art 20 GG Abs. 1*, 23. mai 1949, dans : <https://www.bundestag.de/gg>, [03.08.2020].

H Hara, Jyrki : *Ylen kannatusmittaus : SDP:n nousu jatkuu, myös keskusta ja kokoomus piristyvät – Perussuomalaisten etumatka kaventuu hieman*, 05.03.2020, dans : <https://yle.fi/uutiset/3-11239959>, [24.03.2020].

Hassel, Florian : *Jung, sportlich, angriffslustig*, 26.01.2020, dans : <https://www.sueddeutsche.de/politik/polen-jung-sportlich-angriffslustig-1.4771994>, [03.08.2020].

Henderson, Ailsa et al. : *How Brexit was made in England*, dans : *The British Journal of Politics and International Relations*, 19 (2017) 4, p. 631–646.

Hofmeister, Wilhelm : *Der katalanische Separatismus*, 29.06.2017, dans : <https://www.kas.de/de/web/spanien/laenderberichte/detail/-/content/der-katalanische-separatismus>, [06.02.2020].

Human Rights Watch : *Serbia/KosovoEvents of 2018*, dans : <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/serbia/kosovo>, [03.08.2020].

Hupa, Ville : *Sannfinländarna tog draghjälp av Sverigedemokraterna i Björneborg : « Vi har samma målsättningar och tampas med samma problem »*, 19.07.2018, dans : <https://svenska.yle.fi/artikel/2018/07/19/sannfinlandarna-tog-draghjalp-av-sverigedemokraterna-i-bjorneborg-vi-har-samma?fbclid=IwAR2bwWLM3HlBoO0C918oFddFKLt4Vz6MBP6cME1Uka4UN-6HD2JZmeGPtZ9U>, [15.04.2020].

I Il fatto quotidiano.it : *Sondaggi, fiducia stabile poco sotto al 60 % per Conte e governo. La maggioranza promuove l'esecutivo per emergenza e decreto Rilancio*, 20.03.2020, dans : <https://www.elfattoquotidiano.it/2020/05/20/sondaggi-fiducia-stabile-poco-sotto-al-60-per-conte-e-governo-la-maggioranza-promuove-lesecutivo-per-emergenza-e-decreto-rilancio/5807426/>, [20.05.2020].

Il Messaggero.it : *Censis, italiani sfiduciati e ansiosi : il 48 % vuole l'uomo forte. Effetto Greta per i giovani*, 06.12.2019, dans : https://www.ilmessaggero.it/italia/censis_uomo_forte_potere_razzismo_dati_oggi_6_deicembre_2019-4909129.html, [20.01.2020].

J Jansson, David : *Deadly exceptionalisms, or, would you rather be crushed by a moral superpower or a military superpower ?*, Political Geography, vol. 64, 2018, p. 83-91.

K Kaluza, Andrzej : *Analyse : Stolz auf Polen. Das Ringen um das patriotische Narrativ in Polens Kulturpolitik nach 2015*, 05.06.2018, dans : <https://www.bpb.de/internationales/europa/polen/270283/analyse-stolz-auf-polen-das-ringen-um-das-patriotische-narrativ-in-polens-kulturpolitik-nach-2015>, [03.08.2020].

Kitschelt, Herbert / Anthony McGann : *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*, Ann Arbor 1995.

Klein, Angelika / Quaas, Michael : *Polen nach der Europawahl*, 04.06.2019, dans : <https://www.kas.de/de/web/polen/laenderberichte/detail/-/content/polen-nach-der-europawahl>, [03.08.2020].

Klein, Angelika, *Polen vor der Wahl*, 10.10.2019, dans : <https://www.kas.de/country-reports/detail/-/content/polen-vor-der-wahl-1>, [03.08.2020].

Klein, Angelika : *Das Ende der Gewaltenteilung ?*, 24.07.2017, dans : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/das-ende-der-gewaltenteilung-zur-justizreform-in-polen>, [03.08.2020].

Klein, Angelika : *Polen hat gewählt*, 15.10.2019, dans : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/polen-hat-gewaehlt-1>, [03.08.2020].

Klein, Angelika : *Präsidentswahl in Polen*, 12.05.2020, dans : <https://www.kas.de/de/laenderberichte/detail/-/content/praesidentschaftswahl-in-polen>, [03.08.2020].

Konfederacja.net : *Programm der Konfederacja*, dans : <https://konfederacja.net/program/>, [03.08.2020].

Konitzer, Andrew : *Serbia between East and West : Bratstvo, balancing, and business on Europe's frontier*, 06.07.2010, dans : https://www.ucis.pitt.edu/nceeer/2010_824-22t_Konitzer.pdf, [27.07.2020].

Konitzer, Andrew : *Serbia between East and West : Bratstvo, Balancing, and Business on Europe's Frontier*, dans : <https://www.nceeer.org/papers/86-serbia-between-east-and-west-bratstvo-balancing-and-business-on-europes-frontier.html>, [03.08.2020].

- L La Repubblica Milano : *Ospedale covid alla Fiera di Milano, la procura apre un fascicolo conoscitivo sulla sua realizzazione*, 21 maggio 2020, dans : https://milano.repubblica.it/cronaca/2020/05/21/news/ospedale_fiera_milano_coronavirus_inchiesta_procura-257252470/, [20.05.2020].

La Stampa : *Il Vaticano richiama Salvini per il Rosario*, 20.03.2020, dans : <https://www.lastampa.it/2019/05/20/italia/il-vaticano-richiama-salvini-per-il-rosario-06ze3z4vp1Zv-VuOtHkmnaL/pagina.html>, [22.05.2019].

Larsson, Ylva : *Varannan utrikesfödd fortsatt utan jobb efter åtta år*, SVT Nyheter 2018-04-17, 17.04.2018, dans : <https://www.svt.se/nyheter/inrikes/svart-for-utrikesfodda-att-fa-jobb-tar-i-snitt-atta-ar>, [15.04.2020].

Lavanguardia.com : <https://www.lavanguardia.com/politica/20200611/481710424042/puigdemont-suplicatorio-euoparlamento-plazos-calendario-inmunidad.html>, [21.08.2020]

Letterman, Clark : *Image of Putin, Russia suffers internationally*, 06.12.2018, dans : <https://www.pewresearch.org/global/2018/12/06/image-of-putin-russia-suffers-internationally/>, [15.04.2020].

Liddle, Rod : *Coronavirus shows we got out just in time – now someone switch the EU ventilator off*, 20.05.2020, dans : <https://www.thesun.co.uk/news/11671477/coronavirus-shows-we-got-out-just-in-time-now-someone-switch-the-eu-ventilator-off/>, [27.07.2020].

- M Mattern, Jens : *Polen : nächster Exit-Kandidat ?*, 03. février 2020, dans : <https://www.heise.de/tp/features/Polen-naechster-Exit-Kandidat-4651457.html>, [03.08.2020].

Mauro, Angela : *I tedeschi non vogliono Salvini : veto Cdu ai rapporti tra Lega e Ppe*, 15.11.2019, dans : https://www.huffingtonpost.it/entry/i-tedeschi-non-vogliono-salvini-veto-cdu-ai-rapporti-tra-lega-e-ppe_it_5dcec97ee4b0d2e79f8beb0c, [21.01.2019].

Mausbach, Leo : *Polen : Der lange Schatten des Runden Tisches*, 04.06.2019, dans : <https://www.ost-journal.de/der-lange-schatten-des-runden-tisches-polen-solidarnosc/>, [03.08.2020].

Milekic, Sven et al. : *Far-Right Balkan Groups Flourish on the Net*, 05.05.2017, dans : <https://balkaninsight.com/2017/05/05/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net-05-03-2017/>, [03.08.2020].

Ministry of European Integration Government of the Republic of Serbia, dans : <http://www.mei.gov.rs/eng/documents/national-documents/public-opinion-poll/>, [03.08.2020].

MLZ : *Wyniki exit poll. Frekwencja według wieku. Jak głosowały konkretne grupy wiekowe ?*, 13.10.2019, dans : <https://wiadomosci.gazeta.pl/wiadomosci/7,143907,25241642,wyniki-exit-poll-frekwencja-wedlug-wieku-jak-glosowaly-konkretne.html>, [03.08.2020].

Morelli, Vincent L. / Garding, Sarah E. : *Congressional Research Service*, dans : <https://crsreports.congress.gov/product/details?prodcode=R44955>, [03.08.2020].

N Nohlen, Dieter / Kölling, Mario : *Wirtschaft, Gesellschaft, Politik : Die Autonomen Regionen*. VS Springer, Wiesbaden 2020.

Norden.org : *Party Groups*, dans : <https://www.norden.org/en/organisation/party-groups>, [15.04.2020].

Núñez Seixas, Xosé M. : *Suspiros de España. El nacionalismo español 1808–2018*, Barcelone 2018.

O Oltermann, Philip : *Europe's Covid predicament – how do you solve a problem like the anti-vaxxers ?*, dans : <https://www.theguardian.com/world/2020/may/23/europes-covid-predicament-how-do-you-solve-a-problem-like-the-anti-vaxxers>, [27.07.2020].

Orrenius, Niklas : *Ex-nazister får stanna i SD, Sydsvenskan*, 06.09.2002, dans : <https://www.sydsvenskan.se/2002-09-06/ex-nazister-far-stanna-i-sd>, [26.03.2020].

P Palm, Matti / Ulvenlöv, Johan / Larsson, Anders : *SD försöker ändra sin egen historia*, 22.02.2020, dans : <https://www.aftonbladet.se/debatt/a/BREwvl/sd-forsoker-andra-sin-egen-historia>, [26.03.2020].

Passarelli, Gianluca / Tuorto, Dario : *La Lega di Salvini. Estrema destra di governo*, Bologne 2018.

Perussuomalaiset : *Programm zur Einwanderungspolitik 2019*, 21.01.2019, dans : <https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/02/Maahanmuuttopoliittinen-ohjelma-2019.pdf>, [15.04.2020].

Perussuomalaiset : *EU-Wahlprogramm 2019*, 21.01.2019, dans : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/04/Eu_vaaliohjelma_PS_2019.pdf, [15.04.2020].

Perussuomalaiset : *Puolueen yleisohjelma 1995*, dans : <https://www.perussuomalaiset.fi/puolueen-yleisohjelma-1995/> [20.03.2020].

Perussuomalaiset : *Sozial- und Gesundheitspolitik*, Programm 2015, dans : <https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2015/03/Sosiaalipoliittinen.pdf>, [26.03.2020].

Pokretslobodnih, dans : <https://pokretslobodnih.rs/>, [03.08.2020].

Polen-Analysen : *Auszug aus dem Programm der PiS 2019*, 17.12.2019, dans : <https://www.laender-analysen.de/polen-analysen/248/auszug-aus-dem-programm-der-pis-2019/>, [03.08.2020].

Puhl, Jan : *Rechtsradikale und Verrückte jeder Art*, 11.10.2019, dans : <https://www.spiegel.de/politik/konfoederation-partei-in-polen-rechtsradikale-und-verrueckte-jeder-art-a-02b03f4f-ed6a-4f1a-b3d0-8abadca1b478>, [03.08.2020].

R Radio Maria, dans : <http://www.radiomaria.org/de/>, [03.08.2020].

Rame, Sergio : *La Cei all'attacco : » Se oggi i cattolici votano Lega significa che c'è crisi di proposte »*, 09.06.2020, dans : <http://www.ilgiornale.it/news/politica/cei-allattacco-se-oggi-i-cattolici-votano-lega-significa-che-1708311.html>, [22.01.2020].

Ristic, Marija : *Far Right Balkan Groups Flourish on the Net*, 05.05.2017, dans : <https://resonantvoices.info/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net/>, [03.08.2020].

Ristic, Marija et al. : *Far-Right Balkan Groups Flourish on the Net*, 05.05.2017, dans : <https://resonantvoices.info/far-right-balkan-groups-flourish-on-the-net/806/>, [03.08.2020].

S Savez za Srbiju, dans : <https://savez-za-srbiju.rs/>, [03.08.2020]. SD : *Ryssland*, 02.05.2020, dans : <https://sd.se/our-politics/ryssland/>, [15.04.2020].

Senatore, Matteo : *Quanta estrema destra c'è in Italia ? I numeri (2008–2018)*, 24.03.2018, dans : <https://www.youtrend.it/2018/03/24/evoluzione-estrema-destra-italia-decenio-2008-2018/>, [20.01.2019].

Sinnfein.ie : Brexit, dans : <https://www.sinnfein.ie/brexit>, [27.07.2020].

Smyth, Chris / Swinford, Steven : *Nigel Farage stopped Tories taking 20 more seats, say pollsters*, dans : 18.12.2019, <https://www.thetimes.co.uk/edition/news/nigel-farage-stopped-tories-taking-20-more-seats-say-pollsters-d0wdjppxh>, [27.07.2020].

SNP : *SNP Wahlprogramm : Stronger for Scotland – The SNP General Election Manifesto*, 26.11.2019, dans : <https://www.snp.org/general-election-2019/>, [27.07.2020].

Srpska radikalna stranka, dans : <https://www.srpskaradikalnastranka.org.rs/lat/>, [03.08.2020].

Sturm, Roland : *Brexit – das Vereinigte Königreich im Ausnahmezustand ?*, dans : Zeitschrift für Parlamentsfragen, 47 2016 4, p. 878–892.

Sturm, Roland : *Populismus, UKIP und der rechte Rand. Die Souveränitätsfrage als Instrument der Ausgrenzung*, dans : Heinz Ulrich Brinkmann/Isabelle-Christine Panreck (Hg.), *Rechtspopulismus in Einwanderungsgesellschaften. Die politische Auseinandersetzung um Migration und Integration*, Wiesbaden 2019, p. 243–266.

Sveosrpskoj : *Antonić : Stižu novi milioni evra za borbu protiv « srpskog nacionalizma » i « ruskog malignog uticaja »*, « Ein nationalistischer Universitätsprofessor beklagt den Mangel an Mitteln für die Aufrechterhaltung », 15.04.2019, dans : <http://sveosrpskoj.com/komentari/antonic-stizu-novi-milioni-evra-za-borbu-protiv-srpskog-nacionalizma-i-ruskog-malignog-uticaja/?script=lat>, [03.08.2020].

Sverigedemokraterna, *Partiprogram 1999*, dans : http://www.sdarkivet.com/files/program/program_1999.pdf, [27.03.2020].

Sverigedemokraternas partiprogram, *Kallas av SD för Principprogram och antogs 2011*, dans : <http://partiprogram.se/sverigedemokraterna>, [03.08.2020].

- T The Government of the Republic of Serbia : *Brussels Agreement*, dans : <https://www.srbija.gov.rs/cinjenice/en/120394>, [03.08.2020].

Tizian, Giovanni / Vergine, Stefano : *Il libro nero della Lega*, Bari 2019.

Tonge, Jonathan : *Britishness, Identity, and Belonging*, dans : Jonathan Tonge et al. (Ed.), *The Democratic Unionist Party. From Protest to Power*, Oxford 2014, p. 110–132.

- U U.S. Department of State : *U.S. Relations With Serbia*, dans : <https://www.state.gov/u-s-relations-with-serbia/>, [27.07.2020].

UKIP : *Wahlprogramm*, dans : <https://www.ukip.org/ukip-manifesto.php>, [27.07.2020].

- V Vaestoliitto.fi : *Väestöliitto, Maahanmuuttajien määrä*, dans : https://www.vaestoliitto.fi/tieto_ja_tutkimus/vaestontutkimuslaitos/tilastoja/maahanmuuttajat/maahanmuuttajien-maara/, [15.04.2020].

Verfassungschutz.de : *Definition für die Unterscheidung von Radikalismus und Extremismus*, dans : <https://www.verfassungsschutz.de/de/service/glossar/extremismus-radikalismus>, [03.08.2020].

Viana, Paolo : *Il sondaggista. Pagnoncelli* : « Ecco come hanno votato i cattolici », 30.03.2019, dans : <https://www.avvenire.it/attualita/pagine/il-cattolico-un-elettore-come-gli-altri>, [24.01.2020].

Vio, Eleonora : « *Young Patriots* : Serbia's Role in the European Far-right », 19.11.2019, dans : <https://balkaninsight.com/2019/11/19/young-patriots-serbias-role-in-the-european-far-right/>, [03.08.2020].

- W Welt.de : *Polens konservative Regierung lässt EU-Fahne abhängen*, 26.11.2015, dans : <https://www.welt.de/politik/ausland/article149290758/Polens-konservative-Regierung-laesst-EU-Fahne-abhaengen.html>, [03.08.2020].

Wiman, Erik : *60 000 flyktingar fick uppehållstillstånd—så många har fått jobb*, Aftonbladet 2019-10-11, 03.10.2019, dans : <https://www.aftonbladet.se/nyheter/a/P9mWJJ/60-000-flyktingar-fick-uppehallstillstand—sa-manga-har-fatt-jobb>, [15.04.2020].

Wnp.pl : *Janusz Korwin-Mikke : Konfederacja jest wroga Unii Europejskiej*, 19.05.2019, dans : <https://www.wnp.pl/parlamentarny/wydarzenia/janusz-korwin-mikke-konfederacja-jest-wroga-unii-europejskiej,39257.html>, [03.08.2020].

Wprost.pl : *Kaczyński : Nie wiadomo, czego spodziewać się po Konfederacji. Pozostali to jedna partia*, 06.10.2020, dans : <https://www.wprost.pl/wybory-parlamentarne-2019/10257854/kaczynski-nie-wiadomo-czego-spodziewac-sie-po-konfederacji-pozostali-to-jedna-partia.html>, [03.08.2020].

- Z** Zentrum für angewandte europäische Studien : *In Richtung der dauerhaften Lösung offener Fragen Serbiens mit den Nachbarn*, Belgrade 2019, p. 16–24.

Interlocutrices et interlocuteurs à la Konrad-Adenauer-Stiftung

Dr. Peter Fischer-Bollin

Chef d'Analyse et conseil
Peter.Fischer-Bollin@kas.de

Sebastian Enskat

Chef de Démocratie, droit et partis politiques,
Analyse et conseil
Sebastian.Enskat@kas.de

Dr. Oliver Ernst

Démocratie et droits de l'homme Démocratie,
droit et partis politiques,
Analyse et conseil
Oliver.Ernst@kas.de

Dr. habil. Karsten Grabow

Analyse des partis politiques Démocratie,
droit et partis politiques,
Analyse et conseil
Karsten.Grabow@kas.de

Franziska Fislage

Dialogue international entre les partis politiques
Démocratie, droit et partis politiques,
Analyse et conseil
Franziska.Fislage@kas.de

Alexander Beribes

Politique européenne Démocratie,
droit et partis politiques,
Analyse et conseil
Alexander.Beribes@kas.de

Mentions légales

Éditrice :

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V., 2021, Berlin

La présente publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. est uniquement destinée à des fins d'information. Elle ne doit pas être utilisée par des partis politiques, des candidats aux élections ou leurs sympathisants à des fins de publicité électorale. Cela s'applique aux élections fédérales, régionales et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.

Dans un souci de lisibilité, nous avons renoncé dans toute cette publication à employer des formules neutres au regard du genre. Les personnes d'autres genres sont à chaque fois présumées incluses dans le texte.

Illustration de couverture : © GLYN KIRK / Kontributor (getty images)

Conception et mise en page : yellow too Pasiek Horntrich GbR

Traduction : Pierre Richard

Produit avec le soutien financier de la République fédérale d'Allemagne.



Le texte de cette publication est produit sous licence aux conditions de « Creative Commons Namensnennung-Weitergabe unter gleichen Bedingungen 4.0 international », CC BY-SA 4.0 (consultables en ligne : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>).

ISBN : 978-3-95721-913-8

La présente étude examine les forces nationalistes et les acteurs qui les représentent dans dix pays européens. A quelles traditions se rattachent-elles ? Comment instrumentalisent-elles l'histoire ? Quelles questions ethniques, religieuses et sociales posent-elles ? Comment les tendances anti-européennes se renforcent-elles ?

Il est nécessaire et urgent de se pencher de manière intense et approfondie sur ces questions, y compris pour les forces démocratiques, pro-européennes, car :

Il faut s'opposer avec détermination dans toute l'Europe aux positions nationalistes, anti-européennes et surtout aux velléités extrémistes. Et il faut aussi prendre au sérieux les peurs des citoyens en quête de repères.

Il est nécessaire d'élaborer une culture européenne commune de la mémoire, qui fasse de la volonté d'unité et de paix de l'Europe un point d'ancrage central.

Il faut en particulier convaincre la jeunesse européenne de l'idée du projet européen et de notre avenir commun dans une Europe unie et pacifique.